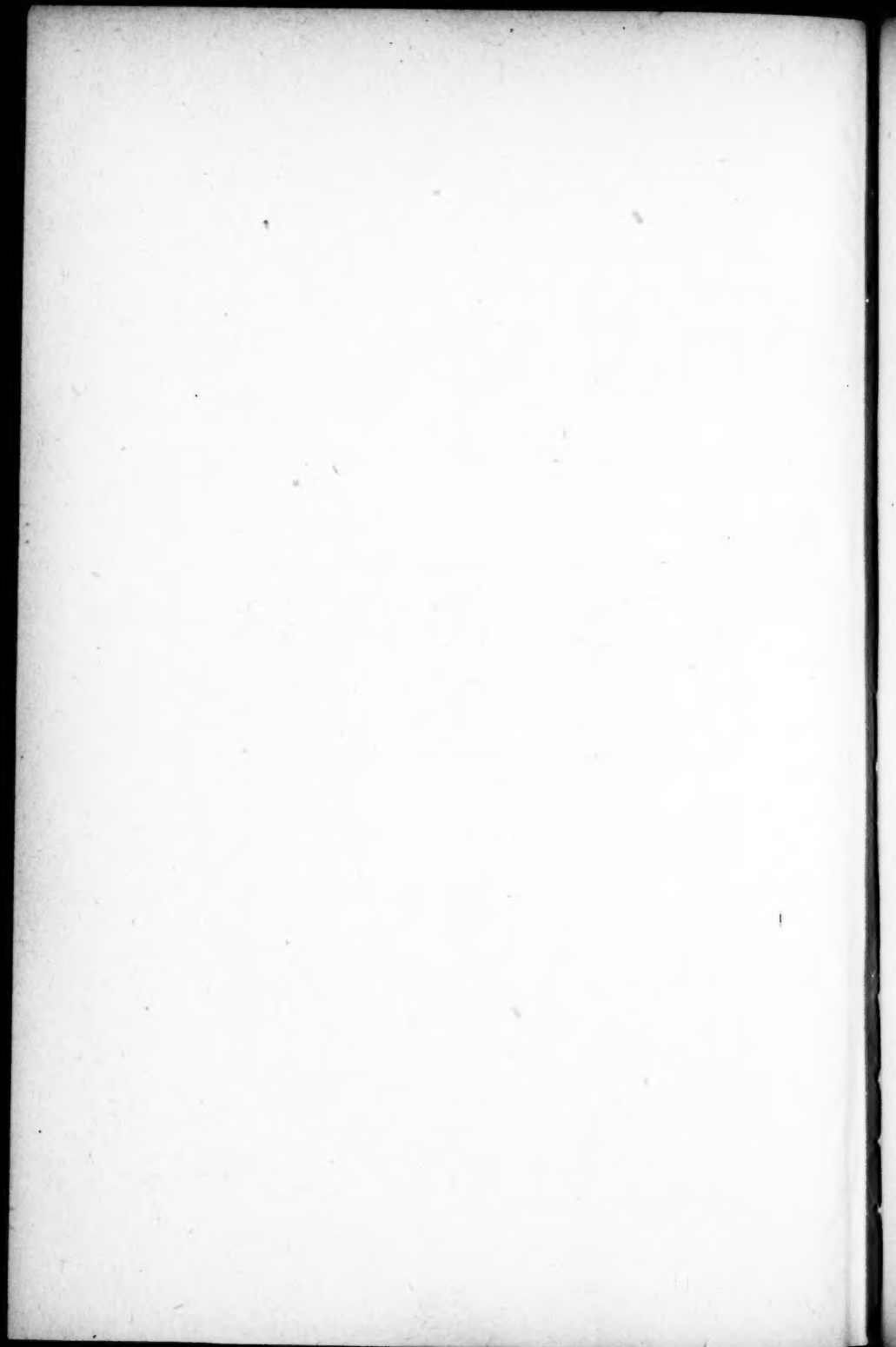


REVUE
DES
DEUX MONDES

XCIX^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE



REVUE
DES
DEUX MONDES

XCIX^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—
1929

054

R3274

1929, v. 1

JUL 15 1929

255072

13 p.

LE ROI DES ARCHERS

II⁽¹⁾

IL était tout à fait tard, sept heures et demie passé, quand il entra dans la courée Vehrée. Les lampes du rez-de-chaussée luisaient, tout le long de la ruelle. On soupait. Seule, une femme, la mère des huit, se hâtait, dans le noir, d'enlever les chemises et les culottes qu'elle avait mises à sécher, près des cabinets communs, sur les fils de fer tendus. Songez donc : cinq heures de clair, cinq heures de vent pur, dans cette saison de décembre !

Un coup de poing dans la porte de M^{les} Fleurquin. La porte s'ouvrit.

— Eh bien ! mademoiselle Marie, vous l'avez ?

— Qui ?

— La petite.

— Non : pas vue.

Il jura, en bredouillant, à cause des opinions de M^{le} Fleurquin, et reprit :

— Ça devient sérieux à présent : elle est à moi !

— Vous avez rencontré Adéline ?

— Cherchée, trouvée : elle filait en Belgique.

Le visage de la vieille fille exprima la curiosité la plus passionnée.

— Racontez, monsieur Demeester ! est-ce possible ? Elle filait ? Pas seule, je pense ?

Copyright by René Bazin, 1929.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1923.

Mais le tisserand n'était pas d'humeur à bavarder.

— Je vas souper dans le quartier, mademoiselle Marie; couchez-vous; si la petite vient cette nuit, ne manquez pas de m'avertir : trois coups dans le mur, comme d'habitude... Au plaisir!

Il s'éloigna. L'inquiétude le tenait. Adéline n'était pas revenue : était-ce maintenant sa petite-fille qui s'en était allée, et qui ne reviendrait pas? Pendant qu'il se rendait à l'estaminet, dans la rue des Longues-Haies, et le peu de temps qu'il mit à souper, sans faim, sans soif, malgré la fatigue, Demeester n'eut qu'une image devant les yeux : un jeune visage pâle et beaucoup de cheveux couleur d'acajou, une tache blanche entre deux taches rousses, comme sur les châtaignes qui ne sont pas encore mûres, et c'était l'enfant, la disparue. L'image le suivit dans la chambre où il se jeta sur son lit, à moitié habillé, songeant, écoutant, prêt à courir. Vers onze heures et demie, il entendit des pas dans la courée, toujours déserte à pareille heure, puis le bruit d'une porte qui se fermait. Aussitôt, il reprit ses souliers, noua sa cravate, brossa ses habits, puisqu'il allait faire une visite, puis il descendit. Et comme il se hâtait, et que les marches de l'escalier criaient sous ses pas, il trouva Marie, en ouvrant la porte, Marie qui le guettait, et qui dit :

— Elle est là!

Était-ce donc le bonheur? Tous deux, la malade et le vieil homme, ils avaient l'air épanoui, l'une disant, l'autre entendant : « Elle est là! »

— Elle vient d'arriver avec son baluchon, monsieur Demeester; deux amies l'ont aidée, et déjà sont reparties. Venez; elle est dans la cuisine; il y fait chaud : nous étions décidées à veiller toute la nuit, Marthe et moi.

La salle du devant traversée, Marie passa devant l'homme, et annonça, de sa voix qu'elle avait grave :

— Voilà une visite!

Du fond de la cuisine, la petite vint vers le grand père, lui mit les bras autour du cou, mais elle les dénoua vite; elle pensait à autre chose, à deux paniers ouverts qu'elle désigna tout de suite, de ses mains étendues :

— Tiens, grand père, nous étions trois pour les porter : c'est tout ce que j'ai.

Elle courut se rasseoir tout près du mur, entre les deux

paniers, comme une marchande à la toilette, et dit encore :

— Vois, grand père, si ce n'est pas beau !

Elle le regardait, en disant cela, pour savoir s'il penserait comme elle. La tante Marthe était à côté et lavait un restant de vaisselle. Les paniers, c'étaient deux corbeilles en vannerie fine, munies d'une anse légère et élevée, telles qu'on en trouve chez les bouquetières, qui mettent au milieu un pot de cyclamen ou une botte de violettes de Parme, dans une enveloppe de mousse verte. Comment étaient-ils venus dans un logement d'ouvrier de la rue de la Basse-Masure ? Il y avait, dans les corbeilles, quelques pièces de lingerie avec chiffres brodés, une robe du dimanche, un miroir, deux romans, une ancienne poupée, des photographies, trois peignes de fausse écaille et une rose de corsage. M^{lle} Marie, qui avait déjà fait l'inventaire, s'était aperçue, non sans plaisir, qu'il manquait une boîte de rouge, et qu'entre deux piles de mouchoirs était à demi caché un petit livre de messe. Claire, assise entre ses trésors, observait donc son grand père demeuré debout, à trois pas, et, sentant qu'il était le maître, et qu'il allait prononcer sur sa destinée, à elle, la jeune fille avait le regard frémissant d'angoisse. Une sourde révolte agitait son âme faubourienne. Si le vieil homme de grand père n'acceptait pas ce qu'elle allait lui demander, elle lui répondrait assurément : « Je me tirerai d'affaire toute seule, vous ne me verrez plus ! » Le regard de ses yeux droits et couleur d'eau de mer, était si résolument fixé sur les yeux du tisserand, que les paupières ne cillaient plus, et qu'on eût dit qu'elle posait pour un portrait. Tous les témoins comprenaient ce qui se passait dans ce cœur fermé : Marthe, Marie, le grand père. Comme elle serait vite debout ! Que les deux paniers seraient légers dans ses mains ! On attendait la question. Elle vint, les lèvres s'entr'ouvrirent.

— A présent, qu'est-ce que vous allez faire de moi ?

Le vieux avait l'avantage, il le savait ; il demanda, avec rudesse également :

— Ça dépendra : sais-tu faire la cuisine ?

Un éclat de rire nerveux lui répondit :

— Non, par exemple ! Pas même la soupe ! La cuisine, maman s'y mettait, après la journée à l'usine. Même, ça n'était pas fameux !

— Sais-tu ravauder les chaussettes ?

Elle rit de nouveau, un peu moins fort.

— Pas du tout !

— Sais-tu faire la lessive ?

Cette fois, elle se borna à tourner la tête, pour dire non. Mais ses yeux ne quittaient pas le grand père.

— Sais-tu repasser ?

Humiliée, elle répondit « non » d'un ton sec. Le tisserand leva les épaules, regarda les deux vieilles filles, et prononça :

— Vous le voyez, elle ne sait rien faire.

Alors, blessée au fond du cœur, la petite eut envie de pleurer. Elle commanda à ses larmes de ne pas dépasser le bord de ses paupières. Sa nature profonde parla.

— Je pourrais aimer, dit-elle.

— Aimer, répliqua le tisserand en levant les bras, tout le monde le peut ! Ça ne fait pas vivre !

Il n'avait pas très bien compris. Les deux voisines, elles, avaient compris, et comme Demeester, mécontent, s'était tourné vers Marthe, la plus solide des deux sœurs et la plus décidée, celle-ci, qui voyait le danger de prolonger cette scène, proposa, d'une voix tranquille :

— Monsieur Demeester, tout peut s'arranger : votre petite fille continuera de déjeuner avec ses compagnes, dans le quartier de son travail ; le soir, eh bien ! le soir, ma sœur Marie, qui s'y entend, fera la cuisine pour trois. N'est-ce pas, Marie ?

— Bien sûr, répondit la malade. Comme ça, monsieur Demeester, vous continuerez de manger avec vos amis.

Il y eut un silence. Demeester, toujours haut d'honneur, s'empressa de dire :

— Nous paierons pension, mademoiselle Marthe, tout ce qu'il faudra. Claire gagne, moi aussi... Seulement, la petite couchera chez moi, ça, je le veux.

— Naturellement, fit Marthe.

— Je lui donnerai, reprit Demeester, la chambre de ma défunte, sur la courée. Elle aura de l'air, pour sa jeunesse. Mais pas le lit, bien sûr ! Le lit de la défunte, personne n'y a couché après elle, pas même moi ! Je donnerai à Claire le petit lit qui est à côté, dans la pièce, et où Mélanie dormait, avant d'être institutrice.

Les phrases étaient écoutées, pesées, jugées par les témoins. Claire seule pouvait dire son sentiment. Elle réfléchissait,

immobile. Le coq, chez des voisins, chanta encore. Claire dit alors, tout bas :

— Je veux bien.

Aussitôt elle changea de physionomie. On ne l'eût pas reconnue. Cette petite, à première rencontre, et en mainte occasion, avait le regard dur et comme sauvage. Rudesse de la race, mais qui fondait vite et souvent pour un rien. C'était un délice de voir ses tendres yeux, quand ils voulaient bien sourire. Ils souriaient à Alfred Dameester ; les dents égales apparurent, entre les lèvres molles et tremblantes. Elle dit encore :

— Pardon, grand père !

Mais, ce soir-là, elle ne l'embrassa pas. Les sœurs Fleurquin gardèrent leur pensionnaire. Le tisserand remonta chez lui. La courée Vehrée, tout entière, reposa.

L'ACCUEIL

Il dormit mal, préoccupé de cette nouveauté de la vie : une enfant qui entraît dans sa maison. Le lendemain, sans avoir revu les sœurs Fleurquin, il sortit de bonne heure, après avoir tâté l'étoffe de son pardessus, à la place du cœur, pour s'assurer que le billet de cinquante francs était toujours dans la poche où Adeline l'avait mis. Cette feuille de papier lui pesait plus qu'un sac de terre qu'il eût porté sur l'épaule gauche. Il revoyait le geste de sa fille, adroite et rapide, glissant le billet dans cette poche, et son insomnie était due, en partie, à l'ennui que lui causait la présence de cet argent dans sa demeure, depuis la veille. Ce matin même, il avait été sur le point d'allumer sa pipe avec le billet de cinquante francs. A présent, il s'en allait vers le quartier du Petit Beaumont, où demeurait un de ses amis malade, un archer de la Belle Aventure, dont il voulait prendre des nouvelles avant de se rendre au travail. « Mal acquis, grommelait-il, c'est du bien mal acquis, je ne peux pas le dépenser pour Claire : ça ne lui profiterait pas. » Il avait pris, au bout des Longues-Haies, la rue du Moulin-de-Roubaix, il descendit celle de Claude Lorrain, et voilà qu'au moment où elle s'ouvre sur un carrefour de rues ouvrières et boutiquières, il aperçut, portée par un piédestal de marches blanches, dressant dans le ciel ses deux clochers, l'église Saint-Jean Baptiste. Une

cloche sonnait. « Tiens, songea-t-il, c'est une idée ! » Il monta les marches, entra dans la vaste nef, qui n'a pas encore perdu son air de construction neuve, et chercha l'employée qui vend des cierges. Devant l'autel de la Vierge, une vieille femme était assise, déjà somnolente, près d'une chaise où elle avait déposé des bottes de cierges, de longueurs différentes et de semblable maigreur.

— Je voudrais un cierge, la petite mère ?

— De combien ?

Il réfléchit, et dit :

— Avez-vous de quoi me rendre quarante-cinq francs ? parce que, voyez-vous, si j'allume un cierge de cent sous, tout le reste de mon billet va se trouver béni. Ne croyez-vous pas, la mère ?

Elle le considéra, d'en bas, levant des yeux sans beauté où luisaient des vitraux.

— Il a donc été volé, le billet ?

L'homme ne répondit pas. Quand elle eut compté les quarante-cinq francs, dont elle emprunta la moitié au sacristain qui passait, Demeester la remercia, et repartit, le cœur content. Il vit la vieille s'approcher de l'autel, se hausser sur la pointe des pieds ; il vit la longue baguette de cire plantée sur la grille, et une flamme monter au bout, tremblante un peu : sa pensée à lui. Il sortit, alla s'informer de la santé du camarade de l'archerie, et, comme il traversait de nouveau la place, devant la façade de l'église, les gens qui croisaient leurs routes autour de lui étaient devenus nombreux, à cette heure où les sirènes des usines, les mal nommées, appellent leur monde. Deux jeunes garçons, treize ou quatorze ans, se tenaient immobiles, sérieux, causant, sur la ligne qu'il suivait. Leurs visages annonçaient déjà l'homme, mais leurs regards étaient du premier matin. Les deux apprentis étaient vêtus de vêtements de toile, — en hiver ! — ils avaient les cheveux tondus, et ne portaient point de livres : ils n'allaient sûrement point en classe.

— Enfin, dit le plus grand, veux-tu venir à notre cercle d'études ? Tu devrais en être.

— Pourquoi t'en es-tu mis ?

— Pour être apôtre. C'est chic. On te fera redevenir chrétien.

Le petit avait une expression étonnée et confiante. Alfred Demeester passait près des enfants. Ils ne firent aucune attention à lui.

— Tu connaîtras Jésus-Christ, dit le grand.

— Qu'est-ce que c'est ?

— Tu l'apprendras. On est entre nous : rien que des ouvriers. Tu te mettras à côté de moi. Veux-tu ? Demain soir ?

— Je veux bien, répondit le petit.

C'était le mot que Claire avait dit. Ils se quittèrent comme s'ils avaient achevé une partie de billes. Le tisserand continua sa route. Il était d'une grande lâcheté religieuse, et c'est pour-quoi les mots de ces petits braves l'émurent. Un instant, il songea à ce bout de dialogue des apprentis. « C'est curieux, murmura-t-il entre ses moustaches tombantes, toutes les fois que j'entends le nom de Dieu, et qui n'est pas juré, je pense que c'est ma défunte qui me le fait dire. Ça doit être bon pour le vieux bonhomme. Merci, les futurs apôtres ! » Et il oublia les deux enfants, la place, le cierge qui devait brûler encore. L'heure pressait. Demeester entra en retard à l'usine, et quand il poussa la manette, — ce qu'ils appellent « clincher », — pour mettre en mouvement les battants, il y avait dix minutes que les 200 métiers faisaient leur gros tapage et leur travail si fin.

Toute la journée, il resta hors de chez lui, comme de coutume. Le soir, sous la pluie, revenant dans sa courée, il s'inquiétait de tout ce qu'il devrait faire encore pour achever l'emménagement de Claire. Il trouva les voisines en haut de son escalier, — car, le matin, il avait eu soin de glisser la clé de sa maison sous la porte de M^{lles} Fleurquin. Même la malade s'était trainée jusque-là. Elles avaient fait tout le nécessaire, et même un peu plus.

— Votre pensionnaire est déjà au lit, dirent-elles au tisserand. Elle dort peut-être. A cet âge-là, on dort avec appétit, et de bonne heure. Il paraît qu'elle avait cousu une robe de bal, pour demain : elle n'en pouvait plus. Je vais ouvrir la porte, ne faites pas de bruit... Mais si, père Meester, il faut que vous la voyiez, la chère mignonne : le premier soir qu'elle couche dans votre maison !

Lentement, la porte tourna sur ses gonds, avec un bruit léger de bourrelet essuyant le plancher. Qui avait cloué le bourrelet ? C'était Marie la malade. Dans le lit de bois, il y avait une petite statue couchée, sous le gros couvrepied rouge, qu'elle divisait en deux pentes, l'une proche de la fenêtre et qui avait encore sa lueur mourante, colline au crépuscule.

l'autre toute dans l'ombre et sans couleur. La tête de Claire était posée de côté, enfoncée dans la toile pâle qui se relevait tout autour; les cheveux faisaient une ligne pure le long de la tempe et de la joue et un buisson sur l'oreiller. Le sang devait couler aisément dans les veines de ce marbre rose; Claire respirait lentement, ses fortes lèvres étaient demi-ouvertes, on aurait pu la prendre pour un jeune garçon, si le visage n'avait eu ce petit sourire aigu, paisible et doux, qui est d'une fille. Dormait-elle? Qui le saura?

Le grand père avança d'un pas, demeura sur le seuil, et, se penchant, constata que deux serviettes de toilette étaient pliées sur la table; qu'il y avait de l'eau dans le broc émaillé; que le marbre de la commode portait plus de vingt objets: photographies, pelote, boîtes à poudre, boîte à gants, fer à friser, rubans, barrettes en doublé, qu'on n'y voyait point la veille; que le vieux paravent, haut d'un mètre, garantissait le lit contre le vent de la fenêtre; qu'une échelle double, au fond de la pièce, avait été recouverte d'un lai de satinette. Il murmura, dodelinant son vieux chef:

— Tout est en place, mes voisines.

— Comme elle est gentille! répondirent-elles.

— J'espère qu'elle n'aura pas froid, reprit Marthe. Elle a sa robe à côté d'elle, qu'elle pourra mettre sur ses pieds.

— Ne trouvez-vous pas, dit Marie, qu'elle ressemble à la photographie de votre défunte femme, monsieur Demeester?

— Peut-être bien, dit le bonhomme. Elle aurait eu tort de ressembler à son père, que je n'aime pas, ou à sa mère qui ne vaut pas cher.

— C'est une vraie flamande, dit Marthe. Puisse-t-elle aimer cette maison!

— Elle y sera si peu!

— Puisse-t-elle être bonne travailleuse!

— Puisse-t-elle, dit Marie, avoir un beau courage, pour aller en droite ligne!

— Et ne pas dépenser toute sa paie en toilette! dit Marthe.

— Et avoir une âme, dit Marie la malade, une âme docile à Dieu! Qu'en pensez-vous, monsieur Demeester?

— Ainsi soit-il! répondit-il. Car ça vous sert, à vous, d'être des fidèles!

Les deux demoiselles Fleurquin furent contentes de la

réponse qu'avait faite le roi des archers, qui avait de la courtoisie bien sûr, mais qui ne disait pas souvent des mots d'église. Elles attirèrent la porte. Tous trois maintenant, elles, pour retourner dans leur maison, lui, pour leur faire honneur, ils descendirent l'escalier, avec tant de précaution qu'on n'aurait guère plus entendu trois chats dévalant du grenier et cherchant l'occasion de se faufiler dans la courée.

MONSIEUR JOSEPH LEPERS-HOOGHE

Quelques jours passèrent, d'un grand froid sec; l'eau gela dans le petit pot à eau de la chambre de Claire, une sorte de pichet, qui avait une fleur rouge sur la panse et une feuille verte sur l'anse, ce pourquoi, tout de suite, il avait plu à la nouvelle locataire. Celle-ci possédait un assortiment de rubans et une robe des dimanches; elle était mal pourvue de lainages; elle arrivait le visage tout rouge le soir, et les mains, sous les gants de fil, couvertes d'engelures. D'ailleurs sans se plaindre; elle avait l'habitude; elle disait seulement : « Mes tantes, — elle appelait toujours de ce nom-là M^{lle} Fleurquin, — mes tantes, il fait meilleur chez vous que chez grand père, décidément. » Cela signifiait plus d'une chose, les vieilles filles le comprenaient bien. Et, en effet, c'est à peine si Claire voyait Alfred Demeester. Le soir, elle s'attardait à causer après le dîner, dans la cuisine chaude, avec Marthe et Marie, comme le grand père s'attardait à faire une partie de cartes avec les compagnons de l'estaminet. Lorsqu'elle montait pour se coucher, si le grand père était rentré, il ouvrait la porte, au bruit que faisaient les marches de l'escalier.

— Bonne nuit, petite ! disait-il.

— Bonne nuit, grand père !

Le matin, on se disait bonjour, de la même manière : toute la longueur du jour, le grand père et l'enfant vivaient séparés.

Cependant, la dernière semaine de l'année, tandis que, dans la cuisine, Claire déjeunait, debout, avant de partir pour le travail, et soufflait sur le bol de café brûlant, Marie, demeurée assise, la regardait. Elles étaient seules. Toute la lumière du matin était pour l'enfant, tournée vers la fenêtre, et la vieille fille se sentait réjouie, voyant, sous la cloche grise du chapeau,

ce liséré de cheveux d'or bruni, ces yeux transparents qui riaient de plaisir, et ce blanc visage gourmand, jeune et reposé.

— Ma petite Claire, dit-elle, il faudrait prendre des nouvelles de ton père ? (Elle la tutoyait depuis deux jours.)

Le bol fut écarté des lèvres. Les yeux devinrent vivants d'une pensée, non plus d'une sensation.

— Des nouvelles ? Mais, j'en ai !

— Comment ?

— Par les sœurs de Niederbronn. Il y en a une qui le soigne. Hutsebaut, qui est un ami de papa...

— Oui, Apollinaire, un paquet-bleu, je le connais ; un homme de bien.

— Il les a averties, le surlendemain du jour où maman a quitté avec moi la rue de la Basse-Masure... Je ne sais pas si je dois vous dire ?...

— Tout, ma petite Claire.

— Avant de me rendre au travail, je fais un tour dans la ville, jusqu'à la place de la Liberté, et je demande la Supérieure. J'y serai dans dix minutes. Elle me donne des nouvelles, puisque j'ai défense d'aller voir papa. Il ne veut pas, à cause du danger, je crois.

— Si tu avais la permission, irais-tu ?

— Sans aucun doute !

Claire avait dit cela d'un ton si résolu, et son visage exprimait si bien la jeune bravoure qui rit du danger, que Marie l'enveloppa d'un regard maternel, comme pour lui dire : « Ne regrette rien : tu en auras des occasions d'être courageuse ! En attendant, je suis fière de toi ! »

Claire comprit très bien. Elle s'était déjà levée pour partir, elle posait sur la table le bol vide, elle essuyait avec son mouchoir ses fortes lèvres, qui devenaient plus rouges que si elle les eût teintes avec un crayon de fard.

— Tante Marie, ne dites pas mon secret à grand père !

— Il serait content d'être renseigné, lui aussi.

— Je ne suis pas libre avec lui, comme avec vous : il n'a pas de temps pour moi. Tout son temps est pour les camarades, ou pour la fabrique.

Marie redressa les épaules, qu'elle appuyait au dossier de sa chaise. Elle prit la physionomie d'une mère offensée.

— Il est très bon, je t'assure, Claire...

La jeune fille, avant de quitter la cuisine, se détourna à moitié.

— S'il est bon, comme vous l'assurez, tante Marie, qu'est-ce que vous êtes, vous ?

En disant cela, elle envoyait, du bout de ses doigts, un baiser à cette pauvre femme, dont elle comblait le cœur inoccupé.

Ce soir-là, Alfred Demeester ne rentra pas à l'heure accoutumée. A sept heures et demie, à huit heures, il n'avait pas reparu dans la courée Vehrée ! Marthe, inquiète, avait « buqué » en vain à la porte ; en vain elle avait, ensuite, frappé trois fois dans le mur, au premier étage, et parlé dans le bol de faïence. Aucune réponse.

Il s'était passé un événement grave. Vers cinq heures, M. Joseph Lepers-Hooghe, patron de l'usine, était entré dans la salle des 200 métiers, où travaillait Demeester. On crut d'abord qu'il allait traverser, par l'allée du milieu, comme il faisait assez souvent. Trois petites jeunesses roubaisiennes, qui riaient dans un coin, glissèrent si promptement vers les trois places qu'elles auraient dû occuper, qu'elles s'imaginèrent que le patron n'avait rien vu. Erreur grande ! Il avait vu trois filles aux cheveux courts tourner vers lui leurs têtes inquiètes, et deviné la faute, à la petite nuée de poussière que soulevait leur course. Il avait de l'âge ; il ne faisait jamais d'observation en public ; il continua de marcher. C'était un homme de taille médiocre, ni gros ni maigre, et dont on pouvait dire qu'il n'avait pas de physionomie. Cette tête ronde aux cheveux blancs et drus, ces épaules bien droites, cette allure encore vive, attestaient la vitalité à peine amoindrie de l'homme, l'honnêteté de la vie, et aussi quelque vigilance à maintenir les apparences. Mais le visage, toutes les fois que M. Lepers-Hooghe se trouvait hors de la maison familiale, c'est-à-dire les trois quarts du jour, n'ajoutait rien à ces premières indications que donnait l'ensemble du personnage. Ses traits n'avaient de mobilité que le soir et le matin, chez lui. A l'usine, dans la rue, dès qu'il était, selon son mot habituel, « en représentation », il était difficile de surprendre la pensée dans ces yeux petits, calmes, à demi cachés sous les paupières appesanties ; il était plus difficile encore d'amener au sourire, à la moue, à la colère qui les allongeait, ces lèvres peu dessinées, pâles, surmontées de

moustaches blanches au poil dur. Ce n'est pas qu'il y eût beaucoup à deviner en lui. L'homme était simple. Mais le peu qu'il pensait, il ne l'exprimait qu'en paroles, et à son heure.

Beaucoup de regards, derrière les métiers, suivirent le patron, qui tournait à droite ; il n'y eut que les poulies, les courroies et les navettes, qui continuèrent de bien travailler, tandis que M. Lepers-Hooghe, de son pas lesté et sans hâte, s'avancait vers le mur de la grande salle, répondant, d'un petit déclic de la tête, aux tisserands qui le saluaient de chaque côté de l'allée, et même à ceux qui ne le saluaient pas, et seulement l'observaient avec curiosité. Arrivé près du mur, le patron tourna encore, il passa derrière la belle Flamande, qui fit semblant d'être toute à son travail, dès qu'elle eut, d'un coup de paume, et comme il se doit, soulevé ses cheveux autour des oreilles. Mais il ne venait pas pour elle ; il venait pour le vieil Alfred. Celui-ci, voyant le patron qui s'arrêtait, commença par sauter sur un chiffon, pendu à son métier, essuya sa main droite, avant de serrer la main que lui tendait M. Lepers-Hooghe. Que les voisins eussent donc souhaité d'entendre les mots ! Ils voyaient seulement les lèvres remuer.

— Eh bien ! mon cher Demeester, ça va toujours ?

— Merci, assez.

— Trente-huit ans de présence ! Ah ! j'ai été content de vous remettre la médaille du gouvernement, au mois de juillet dernier !

— Ça m'a fait plaisir à moi aussi, monsieur Lepers : elle est sous verre, à la maison.

— Dites donc, je serais content de causer avec vous. J'ai une proposition à vous faire... Oh ! ne prenez pas une mine effarouchée, mon brave, il s'agit de votre bien... Venez chez moi, à sept heures vingt, ce soir. Vous vous souvenez : sur le Nouveau Boulevard.

— Oui, monsieur Lepers.

— A tout à l'heure !

Et le vieux fabricant, longéant le mur de la salle, gagna l'une des portes, et disparut.

Alfred avait justement, ce soir-là, une réunion du conseil de la société de secours mutuels ; il était vice-président ; il jugea qu'il fallait s'excuser, et, quittant l'usine, commença par gagner un des faubourgs les plus éloignés de la ville, avant de prendre

le chemin du très beau quartier qu'habitait M. Lepers-Hooghe. Il avait le temps. Les rues l'amusaient, ces rues qu'il ne verrait jamais plus vivantes ni mieux éclairées, parce que c'était l'heure où le monde innombrable du travail est en mouvement, et parce que la date des étrennes était proche. L'ouvrier s'arrêtait, pour regarder les étalages; il levait les épaules, en lisant les prix affichés; il admirait, mais ne désirait rien; il flânait, n'ayant d'autre pensée que de sonner à la grille, là-bas, quand il serait sept heures et vingt minutes. De gros nuages couraient dans le ciel; le vent qui les poussait venait du nord.

Le Nouveau Boulevard! Entre Lille et Roubaix, cette voie triomphale forme le trait d'union. Les deux villes, bientôt, n'en feront qu'une, et déjà, si dissemblables qu'elles soient, la cotonnière et la lainière, la nordique et la flamande espagnole, les voilà liées. Le boulevard, après la banlieue de Lille, traverse des restes de champs, où sommeillent des choux ronds, plantés en lignes, que la gelée colore en blanc, et fond avec les mottes. Mais bientôt, des pelouses succèdent aux cultures maraîchères; des îlots d'arbres jeunes, des massifs étudiés et soignés accompagnent la grande voie où ne cessent de courir les automobiles; entre les baliveaux, tantôt près, tantôt loin, des villas se lèvent, spacieuses, et c'est Roubaix qui commence. Les maisons, le long de cette avenue lilloise et roubaisienne, ne furent bâties qu'après la guerre. Celle de M. Joseph Lepers-Hooghe, une des premières sur la gauche, est éloignée d'une cinquantaine de mètres du boulevard. On l'a bâtie peu haute, mais large, et couverte d'un toit débordant. « Que j'aie place pour recevoir mes dix enfants, et, au besoin, les loger, avait dit jadis l'industriel à l'architecte; faites solide, de bons murs, des salles de bain, des placards, une salle à manger où l'on puisse jouer à saute-mouton : le prix, ça m'est égal. » Il avait été servi. Autour de l'habitation, un petit jardin, clos d'une grille verte, planté de rosiers dont la greffe, en hiver, vêtue d'un bouchon de paille, résiste au froid, et prend de la force pour résister à la fumée.

Les trente premières années de leur mariage, les époux Lepers-Hooghe les avaient passées dans une maison vaste, mais plus simple, rue de la Fosse-aux-Chênes, près de la place du même nom, et en plein cœur de la cité industrielle. Depuis la fin de la guerre, et continuant une habitude ancienne, à sept

heures un quart, M. Lepers-Hooghe rentrait au nid, venant de la fabrique. Il avait fait la course à pied. C'était sa promenade. Elle effaçait les chiffres, les lettres du courrier, les mots entendus depuis le matin, l'image des machines en marche et des visages qui ne sont point de la parenté : toute la suie du travail.

Le vendredi 23 décembre 1927, il entra donc chez lui, à l'heure habituelle, et le choc habituel du bout de la canne, sur la fonte du porte-parapluie, monta dans la cage de l'escalier de chêne. Autrefois, à ce signal, trois ou quatre enfants accouraient :

— Bonsoir, papa ! Bonsoir, petit père chéri ! J'ai été le premier ! Moi, le huitième ! Moi, la maîtresse m'a dit que je faisais des progrès !

Les enfants le tiraient par les bords de sa jaquette. Il les enlevait à tour de rôle dans ses bras, les embrassait bruyamment, et, sitôt posés à terre, les petits essuyaient leurs joues, avec la paume de la main, parce que les moustaches étaient presque toujours humides de brume ou de pluie, ou de givre. Hélas ! la dernière des dix, la délicieuse Pauline, la vierge aux yeux tendres, venait de quitter la maison, elle aussi : elle était entrée au noviciat des sœurs de Niederbronn, là-bas, en Alsace ; elle écrivait des lettres épanouies, trop heureuses en vérité, car le père et la mère, en les lisant, pleuraient, l'un qui demandait : « Que lui manquait-il donc chez nous ? » ; l'autre qui répondait : « Un peu plus de Dieu, mon ami ; nous n'étions pas dignes. » Le vieil homme comprenait ces choses, moins bien que sa femme, sa femme, dont le nom, accolé à celui de Lepers, était une noblesse. Qu'était-il, lui, Joseph Lepers, « dans ces années quatre-vingt » comme il disait, où il avait épousé Marie-Louise Hooghe ? Il n'hésitait point à le reconnaître : il était alors un employé modeste, d'une maison de tissage de quatrième rang, un fils d'ouvrier, qui avait laissé le père à l'atelier, avait fait ses études, et était entré dans les bureaux pour en sortir. On l'avait vu faire sa besogne, c'est-à-dire, au début, toutes les besognes d'un débutant, avec une conscience passionnée, s'intéresser à ce point aux machines, qu'il avait inventé deux perfectionnements, l'un pour l'enroulement du fil sur le tube de la navette, l'autre pour le perforage des cartons pendus au-dessus des métiers. L'exactitude, l'honnêteté, le goût du silence, l'application sans rêverie ni congé,

l'avaient recommandé à ses chefs ; une sorte de consentement restreint et unanime des gens de la profession le désignait pour être un de ces marchands mystiques dont l'élite a, de tout temps, conduit les destinées flamandes, et il entra dans cette bourgeoisie laborieuse et puissante, en 1884, en épousant Marie-Louise Hooghe, jeune fille très recherchée, pieuse et grave, belle aussi, non pas très riche, mais portant à merveille toute la tradition d'une des plus vieilles familles tisserandes de la vallée de la Lys, Marie-Louise, qu'on surnommait, alors, à cause de son air tout noble, « la souveraine lainière ». Il l'adorait. Elle l'estimait infiniment. Conseillé par elle, soutenu par elle aux heures difficiles, Joseph Lepers avait transformé l'usine, conquis une place honorable, — pas la première, — parmi les fabricants de Roubaix, acquis une maison de campagne en terre plate, près d'une voie ferrée : il avait eu dix enfants, il les avait élevés et établis ; il les recevait maintenant dans la belle maison du Nouveau Boulevard. Quand ses collègues de l'industrie roubaisienne le félicitaient de son long bonheur, il avait coutume de répondre : « Tout est venu de Dieu, par Marie-Louise. » Et, en effet, si cette femme remarquable n'avait pu donner, à son mari, l'extrême fini de l'éducation qu'elle tenait d'une bourgeoisie de plus de quatre cents ans, elle avait développé, chez Joseph Lepers, le sentiment inné de la justice, l'honneur professionnel et la pratique religieuse. En affaires comme en charité, il était moins hardi qu'elle, étant plus attaché aux biens qu'il n'avait pas toujours eus : mais, par elle, il comprenait sa responsabilité patronale, et, répétant des mots qu'il entendait chez lui, il s'était même fait une réputation de novateur, dont il avait, à la fois, beaucoup de fierté et un peu de peur.

— Je ne sais pas, disait-il quelquefois, si je pourrai tenir avec tant de dépenses que je fais pour mes ouvriers.

Marie-Louise répondait :

— Est-ce que tu crois que Dieu est devenu pauvre ? Est-ce que je ne suis pas là ? Sois tranquille : tant que tu ne seras pas veuf, tu ne feras pas de bêtises.

Depuis plus de quarante ans, il savait qu'elle avait raison.

Ce soir du 23 décembre, Joseph Lepers-Hooghe revenait donc à la maison. Contrairement à ses habitudes, il n'avait pas déjeuné chez lui. Il se hâtait donc vers le Nouveau Boule-

vard, afin de raconter les événements de la journée, c'est-à-dire la très intéressante conversation qu'il avait eue le matin, avec ses fils et ses gendres, associés de la maison Lepers-Hooghe, puis une résolution qu'il avait prise, et qu'il soumettrait, bien entendu, à l'approbation de M^{me} Marie-Louise, la souveraine lainière.

Un autre homme, parti de l'extrémité opposée de Roubaix, se dirigeait, sans hâte, pour ne point arriver trop tôt, vers cette même demeure, où il était convoqué. Lui, c'était le pauvre, non pas tant d'argent, car il vivait à peu près bien, et avait même économisé plusieurs milliers de francs, mais le pauvre d'âme, enveloppé d'ennemis de sa foi, de son bon sens, et de la paix de son cœur; un homme malheureux et qui ne se doutait point des causes véritables de sa peine, un homme pacifique, mais pénétré de tous les préjugés et de toutes les défiances contre « le riche ». Entre lui et ce patron chez lequel il se rendait, il y avait l'inconnaisance énorme, voulue par les meneurs du siècle. Le tisserand se disait : « Que me veut-il, le patron ? Pourquoi ne m'a-t-il pas parlé dans la salle aux machines ? C'est une chose qui n'est pas habituelle ! Peut-être qu'il va me mettre au rancart, comme un homme usé, et que c'est pour ça qu'il n'a rien voulu dire devant les autres ? » De cette imagination-là, il s'était persuadé si bien, que le long des trottoirs, il grognait, par moments : « Usé ? Alfred Demeester, usé ? Qu'il me donne une retraite alors ! Sans cela, usé ou non, je suis ruiné... Alors, je me défendrai ! Tout riche qu'il est, je lui dirai... » Et il disait des mots qui étaient injurieux. Le froid pinçait. Les magasins de jouets, les étalages des marchands de fourrures, et les confiseries, et les charcuteries, illuminaient, à travers leurs glaces, la chaussée et les deux trottoirs.

M^{me} Lepers-Hooghe, assise près du feu de charbon, dans le petit salon, travaillait à faire, au crochet, une couverture de berceau, à l'intention de M^{me} Lepers-Verbrugghe, une de ses belles-filles, dont le petit cinquième ne pouvait tarder à naître. Aucun bruit. Il était plus de sept heures et son mari n'était pas encore rentré. Il lui arrivait d'être en avance de dix, quinze minutes. Pas ce soir, décidément. Quel vide dans la maison ! Ces deux suites d'appartements, quelle enveloppe trop grande autour d'un vieux ménage ! Oui, sans doute, excepté le dimanche, où la nichée presque entière revenait au nid : les

neuf enfants aînés, tous mariés, le fils amenant sa femme, la fille amenant son mari, quelques-uns suivis de deux ou trois « grands » parmi les descendants à la seconde génération.

— Décidément, Joseph est en retard !... Non ! j'entends la porte du vestibule. Le voilà !

M^{me} Lepers-Hooghe, au bruit de la porte, avant même le bruit de la canne, avait déjà pianoté, du bout de ses doigts, ses cheveux blancs, pour s'assurer que tout était en place, puis s'était remise au travail, parce que « cela pressait ».

— Bonsoir, Marie-Louise ! Je suis en retard de quelques minutes. Cela peut te sembler impardonnable, un jour où je n'ai pas déjeuné chez moi, de rentrer encore, le soir, plus tard que de coutume ?

— C'est ce que je me disais, mon ami.

— Il y a une raison.

La vieille dame, entendant ces mots inaccoutumés, regarda son mari. Pourquoi ne s'était-il pas approché d'elle, pour l'embrasser ? Elle vit qu'il se chauffait les mains, la tête penchée vers le brasier rouge et noir, où dansaient des flammes bleues, et qu'il ne profitait pas de l'occasion qu'on lui donnait de rencontrer, une fois de plus, ces yeux demeurés beaux dans un visage régulier et fané. Elle se souvenait qu'il avait eu déjà cet air préoccupé, au moment d'une grande baisse des laines, et lors d'une demande en mariage d'un de ses fils. Qu'avait-il aujourd'hui ? Elle n'interrogea pas tout de suite. C'était une femme décidée. Plus que lui, elle était homme d'affaires. D'un esprit clair, elle jugeait d'habitude sur-le-champ, et sans repentir. Mais, cette fois, elle eut le pressentiment que son mari apportait un secret d'importance. Il n'était pas capable de le lui cacher. Elle posa donc, sur son genou relevé, la couverture de berceau, et se mit à la lisser, à la presser entre le pouce et l'index, afin d'effacer les plis. Ce fut sa manière, et la meilleure croyait-elle, de questionner. Cependant, comme Joseph Lepers continuait de se taire, elle finit par dire :

— Un employé t'a retenu, ou bien la correspondance ?

— Non, une idée nouvelle.

— Ça, c'est plus rare. Un procédé de fabrication ?

— Non.

— Une machine ?

— Non : une charité à faire.

— Eh bien ! fais la !

Puissamment intéressée, l'épouse ralentit le mouvement qu'elle faisait pour étirer l'ouvrage.

— C'est que, si je fais cette charité à un, je la ferai à trente, peut-être à cent.

— Ce ne serait pas la première fois, mon ami.

— Marie-Louise, il s'agit d'une espèce de révolution.

— Si c'est toi qui l'entreprends, elle ne peut pas être mauvaise.

— De risquer encore un million, plus, peut-être.

— Et après ?

— De me mettre à dos plusieurs patrons de Roubaix, du moins au commencement...

— Qu'est-ce que tu dis ?

M^{me} Lepers-Hooghe approcha son fauteuil, leva la tête, et répéta :

— Qu'est-ce que tu dis ?

Car, de sa vie, Joseph n'avait fait une plaisanterie, comme ces gens du Midi qui inventent des histoires, pour faire peur. Il était sérieux, comme toujours. « L'idée nouvelle » devait être une chose grave. « Mon Dieu, comme ils tombent vite sur nous, nos devoirs ! Seigneur Dieu, permettez que je comprenne tout ! Que je sois de force à conseiller ! A empêcher, s'il y a lieu ! »

Elle prit, dans ses deux mains, la main que son mari tendait vers la cheminée.

— Assieds-toi, et puis écoute-moi.

Il s'assit, et elle lui tenait toujours la main.

— Mon Joseph, rien n'est encore fait, n'est-ce pas ?

— Non.

— Tu n'as pas signé d'engagement ?

— Aucun.

— Rien promis ?

— Rien.

En disant cela, il retirait la main qu'elle tenait serrée, et il regarda enfin sa femme. Marie-Louise essaya de lui sourire. Ce fut un pauvre sourire. Elle avait déjà compris. Elle voyait à présent que son mari, ce soir, était troublé jusqu'au fond de l'âme. Avec cette intelligence qu'elle avait de lui, et de chacun des siens, elle pensa aussitôt : « Il a peur du bien qu'il est

tenté de faire. C'est cela : de l'opinion des autres, et de la mienne d'abord. »

— Voyons, Joseph, qu'y a-t-il ?

L'homme tira la pointe de sa jaquette, qui était d'étoffe noire, et, la montrant, comme il eût fait, dans son usine, à quelque acheteur :

— Ce sergé-la, Marie-Louise, te rappelles-tu qui l'a tissé pour nous, voilà deux ans ?

— Oui : Alfred Demeester.

— Lui-même, mon plus ancien ouvrier. Il a une fille aînée qui ne vaut pas cher... Je ne me souviens plus du nom.

— Leleu ; Adéline Leleu. Elle a quitté son mari. Passons...

— Il est très malade, le mari. Un alcoolique, un rien du tout.

— Ne dis jamais ça : on ne sait pas.

— Je sais, du moins, que la femme n'a pu continuer de vivre avec lui...

— Es-tu innocent, mon pauvre Joseph !

Elle eut, cette fois, un vrai sourire. Et par là, et par des mots pareils, elle reprenait avantage sur lui.

— Je les connais très bien, ces Leleu, reprit-elle : je me suis occupée d'eux, par les sœurs de Niederbronn. Mais que viennent-ils faire, dans ton projet ?

— En profiter. Tu sais bien, Marie-Louise, nous en avons souvent causé tous les deux, que je fais construire, pour quelques-uns de mes ouvriers, ne pouvant les loger tous, une trentaine d'habitations à très petit loyer, dans l'extrême banlieue de Roubaix ?

— Parfaitement. Nous avons discuté les plans avec l'architecte... A propos, où en sont-elles les constructions ?

— Presque achevées, notamment la première des cinq maisons qui seront élevées en bordure du chemin de la Tribonnerie. Elle est couverte. Nous n'avons plus à nous préoccuper que de l'aménagement intérieur et du jardin. Je la destine, cette première maison, à Alfred Demeester.

— C'est tout naturel. Tu l'en as prévenu ?

— Non, il doit venir ce soir.

— Ici ?

— Ici. Je l'ai convoqué, et je lui apprendrai la nouvelle. Mais je voudrais assurer à Demeester un autre avantage que

celui d'une maison commode, claire, en bon air, et dont il deviendra vite propriétaire. Je voudrais y mettre des métiers, rétablir, pour quelques-uns au moins, pour tous, si nous le pouvons, l'atelier familial.

— C'est l'idée nouvelle dont tu parlais tout à l'heure?

— Oui.

— L'espèce de révolution?

— Oui, je vois bien que tu as des objections à faire, mais laisse-moi te raconter comment le projet a été formé.

Les belles mains de M^{me} Marie-Louise, qui s'étaient levées, et commençaient de s'écarter, pour marquer l'étonnement, s'abaissèrent vers la pelote de laine, la couverture de berceau, les aiguilles d'aluminium dont les pointes se croisèrent de nouveau. Le fabricant se sentait écouté. Il se hâtait.

— Notre fils Léon est arrivé de Belgique hier soir.

— Je le sais, mon ami. Il est venu m'embrasser, ce matin, en partant pour la fabrique.

— Et il ne t'a rien dit?

— Non, si tu veux, rien que des nouvelles de Jean, de Charlotte, de Lucie, d'Adrien, d'Eugène.

— Ne récite pas toute la litanie... Je m'étonne qu'il ne t'ait pas dit autre chose. A peine avions-nous commencé le rapport, selon l'habitude quotidienne, dans mon bureau, qu'il a commencé un vrai discours, et enthousiaste, et bien ordonné, avec chiffres à l'appui, pour nous démontrer que nous devons faire, à Roubaix, ce qui se fait en Belgique, depuis plusieurs années : ramener le tisserand au foyer, grouper la famille autour des métiers. J'avais entendu parler de ces maisons-ateliers de la Flandre orientale de Belgique. J'avais dit à Léon de s'informer. Figure-toi qu'il a rencontré un brasseur, — tu entends bien, Marie-Louise, un brasseur, pas un fabricant ! — qui connaît la question comme pas un, qui encourage ce progrès, qui l'aide de toute son intelligence, de toute sa fortune, qui sont grandes, l'une et l'autre. Cet homme-là est un ami de Van Acker, tu te souviens?

— Membre de la Chambre des représentants, très capable, un Gantois : je me souviens. .

— Eh bien ! ce brasseur a prêté des fonds pour bâtir des maisons autour des villages, et pour acheter des métiers à tisser : à eux deux, Van Acker et lui, aidés sans doute de

quelques autres, ils font une chose aussi grande que ceux qui ont bâti le château des comtes de Flandre, ou la cathédrale de Bruges, ou la nôtre. Nos deux grands fils, nos deux gendres, qui travaillent avec moi, ont été convaincus. Nous avons, après examen, reconnu que la firme Lepers-Hooghe pouvait, qu'elle devait même essayer, dans les maisons qu'elle bâtit pour ses ouvriers, d'installer des métiers. Accord complet, Léon, Eugène, Jean, Adolphe...

— Même Adolphe ?

— Même lui. Il a dit, vers la fin de la discussion : « Une chose manque cependant, mais nous l'aurons bien sûr. »

— Laquelle ?

— « L'approbation de maman. » Tout le monde s'est mis à rire.

— Ce sont de bons enfants !

— J'ai aussitôt téléphoné à l'architecte. Il m'a répondu : « C'est très facile d'ajouter un atelier aux logements commencés, mais, pour la maison la plus avancée, celle de la Tribonnerie, vous êtes au dernier délai. Donnez-moi vos ordres avant une semaine. » Et alors, Marie-Louise, j'ai rêvé ceci : Alfred Demeester viendrait chez moi ce soir, et je lui annonçerais, à la fois, que la première maison et les deux premiers métiers sont pour lui...

Le patron avait mis de la passion dans sa défense du projet. Il était content de lui-même. Ses yeux vifs, levés vers la glace et ses images, c'est-à-dire vers les seuls lointains du moment, y découvraient peut-être les maisons neuves, les maisons roses. A son grand dépit, quand il regarda M^{me} Marie-Louise, il vit qu'elle ne partageait pas son enthousiasme.

— Que parles-tu de campagne ? dit-elle. En Flandre, aussi bien belge que française, il n'y a pas de campagne : c'est tout village.

— Mettons : à la bordure des villes, où le vent n'est tout de même pas aussi mêlé de fumée !

— Des métiers à la main, comme autrefois ? Et tu appelles ça une idée nouvelle ?

M^{me} Marie-Louise avait dit cela de ce même ton sans réplique, dont elle usait quand elle reprenait un enfant en faute. Son bon sens était vif et parlait le premier, avant même qu'elle eût demandé toutes les explications. Son mari se

détourna, ne pouvant supporter la pitié qu'il lisait sur le visage de sa femme, et qu'il connaissait bien. Il leva les yeux vers la tablette de la cheminée et vers la pendule en marbre rouge, qui marquait sept heures vingt-cinq. Puis, posément, il reprit :

— Mais non, Marie-Louise : pas des métiers à la main, la force électrique, le courant, un compteur pour chaque atelier.

— Pourquoi ne pas le dire tout de suite ? C'est l'essentiel que tu oublies. Alors, des métiers à l'électricité, la force transmise, bien. Mais ils doivent en perdre du temps, les tisserands, pour venir chercher les chaînes, rapporter les pièces fabriquées...

— Pas du tout : on apporte, on rapporte.

— Qui ça ?

— Les patrons.

— Grosse dépense.

— Tout progrès en suppose une.

Il y eut un silence, pendant lequel M^{me} Lepers-Hooghe, à son tour, regarda danser la flamme du foyer. Quand elle releva la tête, et la tourna de nouveau vers son mari, elle avait repris son expression de calme heureux et digne.

— Je comprends ce que tu veux, Joseph, je le devine.

— Alors, si tu devines, que penses-tu ?

— Que j'approuve.

— Ah ! je l'espérais.

— Que c'est même très bien.

— Je suis si content !

Il se leva, prit dans ses mains la tête bien coiffée de la vieille dame, encore pour lui plaisante, l'embrassa, puis, déplaçant la chaise, il s'assit presque devant Marie-Louise, et tout près. Il avait l'air rajeuni, et les mots lui vinrent à la file.

— Dans la Flandre orientale, en Belgique, ils ont déjà plus de 250 métiers champêtres ; même, chez nous, on a commencé, timidement.

— Je te crois ! Des bâtisses qui ont tant coûté ! Des salles de 200, 300, 400 métiers, les transformer en magasins ! Autant dire qu'on abandonne son capital ! Il va te falloir du courage !

— Avec toi, Marie-Louise, je n'en ai jamais manqué, tu le sais bien.

Il eut un sourire où passèrent tant de souvenirs silencieux.

— De sorte, reprit-elle, que la première maison et le premier métier seraient pour Alfred Demeester ?

— Oui, pauvre roi des archers, va-t-il être heureux !

— Peut-être, dit tranquillement M^{me} Lepers-Hooghe.

— Comment, peut-être !

Elle demeura un instant songeuse, puis, voyant la physiologie toute malheureuse de son mari, elle se reprit :

— Je veux dire probablement, mon cher Joseph, je veux dire certainement.

— Tu comprends alors que je me réjouisse d'offrir à Demeester mon double cadeau ? Il ne sait rien encore. Je n'ai rien osé dire, puisque je n'avais pas causé avec toi. Il va venir comme je te l'ai appris. L'affaire en vaut la peine. Et puis, voir sa joie, là, chez moi, sans témoins, sans le téléphone...

La porte du salon s'ouvrit, et la cuisinière annonça, pesante.

— Madame est servie. Je suis venu avertir, parce que Rose est à la porte.

— Dans un instant.

Les deux époux demeurèrent l'un en face de l'autre. M^{me} Lepers-Hooghe rayonnait d'un bonheur tranquille. Son mari guettait les mots, qui ne pouvaient plus être que favorables. Il dit, d'une voix de songe :

— Ce brave homme de Demeester vieillira en paix, là-bas. Sa petite fille tiendra le ménage. Peut-être même Adéline...

— N'y compte pas, mon ami : les femmes comme elles, ça ne revient guère. Mais une famille se refera, autour du vieux. Dans les maisons que tu vas bâtir, Joseph, je pense..., non, je suis sûre que les femmes se plairont. La maison où l'on habite, on peut l'aimer : celle que l'on ne quitte pas, même pour travailler, on y tient. Les femmes redeviendront des ménagères. Elles mettront même des rubans à leur logis.

Joseph recevait, avec ravissement, cette récompense de la « nouvelle idée ». Sa femme ajouta :

— Elles élèveront plus facilement leurs enfants. Les Sœurs de nos crèches auront moins de mal. La pauvre famille ouvrière, si rompue, sera refaite, au moins pour quelques-uns...

Ils rêvaient ainsi. La porte, une seconde fois, fut ouverte, et Rose, la femme de chambre, dit :

— Monsieur, c'est un ouvrier de la fabrique qui demande après monsieur. Il prétend qu'il a rendez-vous. A cette heure-ci ?

— Oui, Rose, oui, à cette heure-ci, répondit le patron, en se levant. Faites entrer dans le bureau. J'y vais.

M^{me} Marie-Louise se leva aussi. Sans qu'elle eût prévu cette date ni cette occasion, l'événement qu'elle attendait depuis bien des années, l'espoir qui l'avait fait consentir aux fiançailles avec Joseph Lepers, employé, s'accomplissait ce soir : le fils de l'ouvrier était devenu un patron véritable, soucieux du devoir d'état plus que de l'intérêt; elle avait devant elle un homme de la complète lignée flamande, et cet homme était son mari. Elle ne s'était pas trompée. Elle le considérait avec un peu d'étonnement et beaucoup d'admiration. Il ne s'y trompa point, et dit :

— Ce que je vais faire, alors, tu l'approuves?

— Complètement, et je te soutiendrai, si des gens se mettent en travers.

Il se mit à rire, en vérité, du plaisir qu'il éprouvait d'être ainsi loué par sa femme.

— Il aurait mieux valu être jeune, dit-il, pour commencer une transformation pareille!

Elle répondit :

— Peut-être que non; peut-être faut-il être vieux, pour comprendre toute la pitié du monde.

L'homme se détourna, après avoir ouvert la porte.

— Mets-toi à table, Marie-Louise, je te rejoins dans cinq minutes.

Il traversa le vestibule, et pénétra, juste en face du petit salon, dans un bureau qui servait de fumoir, les jours de réception familiale : tentures vertes, meubles trapus couverts en moleskine, une table avec un encrier, au milieu de la pièce. Quand le patron entra, l'ouvrier, assis le long du mur, sous la photographie encadrée de la salle des deux cents métiers, se leva, et, bien qu'il fût nu-tête, porta la main à la hauteur de la visière.

— Bonsoir, Demeester.

— Bonsoir, monsieur Lepers.

— Asseyez-vous, mon brave, là, de l'autre côté de la table, afin que je vous voie bien en face, et que nous soyons l'un près de l'autre.

En même temps, il poussait, sur le parquet, une chaise que Demeester prit à son tour, et attira jusqu'à la place indiquée. L'ouvrier, sur sa veste de travail, portait le paletot brun, qu'il avait seulement déboutonné, à cause de la cha-

leur des radiateurs. Une bande de laine lui serrait le cou. De cette lanière couleur de broussaille, entre vert et jaune, sortait la figure pleine du vieux tisserand. L'homme, en s'asseyant, s'était courbé, il avait laissé tomber ses bras, dont l'un tenait la casquette, et, bien qu'il fût plus grand que M. Lepers-Hooghe, il paraissait plus petit, et sa tête seulement et la moitié du cache-nez dépassaient la nappe de bois noir, sur laquelle le patron, de l'autre côté, appuyait les deux avant-bras, tandis que ses mains, machinalement, époussetaient la poussière qui gâtait le vernis de la table. Ils avaient l'air de deux joueurs qui vont jouer une partie de cartes.

— Mon cher Demeester, est-ce que vous venez de la rue des Longues-Haies ?

— Pardon, monsieur Lepers : en quittant la fabrique, j'ai été trouver des amis, qui tenaient une réunion, pour reviser les comptes de notre société de secours mutuels. J'ai même mangé un morceau, et me voilà, puisque vous avez à me parler.

— Et la petite-fille, Claire, je crois ?

— Va bien, je vous remercie. Elle doit être chez les voisines, qui demeurent porte à porte, dans la courée. N'y a pas de danger pour elle, à présent.

Un petit rire triste allongea les lèvres déshabituées de l'homme. M. Lepers-Hooghe ne souriait pas. Il étudiait ce visage qu'il n'avait jamais vu si bien éclairé, car le plafonnier versait un grand jour sur eux, et faisait transparaître, sous les cheveux clairsemés, la peau du crâne d'Alfred Demeester, tout penché en avant. Il songeait aussi à des choses anciennes, à son origine, dont il se vantait volontiers, parmi ses ouvriers, quand il avait un toast à porter, une assemblée à présider. Une fois encore, il céda à l'habitude, et dit, comme se parlant à lui-même :

— Mon père était tisserand, comme vous. Il était né dans la vallée de la Lys, dans une chambre au-dessus d'un métier à main qui le berçait : et toc ! et toc ! et toc ! Il ressemblait à quelqu'un de vous qui buviez de la bière, ensemble, tout à l'heure, à l'estaminet.

— Ça se peut : mais il a eu plus de chance.

— La chance, Demeester, il faut du mérite pour la reconnaître, se confier à elle comme à un avion, et prendre le gouvernail. Je vous en offre une.

— A moi ?

Le regard de l'ouvrier devint défiant, les lèvres s'allongèrent et se retroussèrent pour faire entendre : « Je n'y crois pas. C'est un piège qu'il va me tendre ! » L'idée de classe, si habituelle, avait repris sa place entre le tisserand et le patron.

— Voyons, mon brave, vous avez dû y penser, quelquefois, à cette chance-là ! Dites-moi un peu vos rêves d'ouvrier.

L'homme pauvre se redressa un peu. Les yeux brillants exprimèrent l'effort de la réflexion, et les sourcils se rapprochèrent, puis la physionomie se détendit, et il demeura silencieux.

— N'ayez pas peur, Demeester, je ne me formaliserai pas. Quels sont vos rêves ?

L'autre tira une de ses mains de dessous la table, la mit à plat sur le bois, et dit :

— Tu ne te rappelles donc pas ? On veut vivre : et voilà tout !

Une lueur, du fond de l'âme, embellissait le visage de Demeester, tandis que les lèvres disaient ce mot si petit et si grand. Joseph Lepers ne répondit pas tout de suite. Il ne cessa point de regarder l'homme ; il eut l'air d'avoir oublié le tutoiement. Il comprenait que cela s'adressait au fils d'ouvrier qu'il était. On causait des choses du métier, entre compagnons. Et il y eut un silence. Si la femme de chambre passa dans le vestibule, elle dut rapporter à sa maîtresse que, dans le bureau, personne ne remuait. Non, personne : il y avait seulement deux âmes en présence et qui, après tant d'autres, dans un coin de la Flandre, réfléchissaient au vœu des générations successives, le même toujours : « On veut vivre ».

M. Lepers-Hooghe, peu porté à la méditation, remonta vite de ces profondeurs. Sans élever la voix, il reprit :

— Vous en faites, pourtant, des revendications, des affiches, des discours, quand ce ne sont pas des grèves ! Il y a même tant d'articles dans vos papiers, que, souvent, pour qu'on s'y reconnaisse, vous les numérotez.

— C'est les parleurs qui font ça, monsieur Lepers. Nous, on se tait ; je vous le dis : on veut vivre.

— Alors, de qui attendez-vous le progrès ?

— De vous, quand le bruit vous éveille.

— Ou la charité ?

— Ou la justice, si vous voulez.

Joseph Lepers-Hooghe fit trois fois un signe de tête, pour approuver.

— Vous avez raison, plus même que vous ne pensez. Les cent millions déjà dépensés par le *Consortium* des patrons, au profit des ouvriers, c'est une preuve, n'est-ce pas? Tout n'est pas fait, je le sais bien. Ce que j'ai à vous proposer, mes collègues n'en ont pas encore délibéré. Beaucoup l'approuveront. En tout cas, c'est une idée que je trouve bonne, moi, et qui est appliquée ailleurs, un peu en France, beaucoup en Belgique. Vous êtes le premier à qui j'en parle.

— Voyons, dit le tisserand.

Et, en même temps, sa figure changea d'expression. Il reprit cette physionomie défiante et intéressée de l'acheteur à qui on propose un marché.

— Eh bien! que diriez-vous, si je vous attribuais la première bâtie des maisons ouvrières que je fais construire, dans l'extrême banlieue, du côté de la Tribonnerie? Là vous travailleriez en paix, à vos heures, et, en peu d'années, vous deviendriez propriétaire de l'habitation. Ça vous va-t-il, mon vieux Demeester?

Le tisserand prit un long moment de réflexion, cessa de regarder le patron, regarda le papier de la tapisserie, comme s'il comptait les dessins, sur la muraille.

— Je dis, monsieur Lepers, que les parents ont abandonné la campagne de Menin, pour venir ici, à Roubaix. Et alors, pourquoi retourner?

— Parce que vous seriez beaucoup mieux, plus sainement, de toute manière, et que vous auriez un avenir, que vous n'avez pas aujourd'hui.

— Je suis trop vieux pour l'avenir.

— Vous oubliez vos enfants.

— Ils m'ont quitté.

— Vous avez une petite-fille, je crois?

— Sans doute : vous la nommiez tout à l'heure.

— Claire viendra avec vous, elle tiendra votre ménage, c'est une tisserande née, je suppose, bien qu'elle ne travaille pas chez moi?

— Non, monsieur Lepers : elle fait de la couture, « dans le flou ».

— Qu'est-ce que c'est que ça?

— Je ne sais pas au juste.

— Moi non plus. Elle continuera, si elle le veut; vous travaillerez à vos pièces; je ferai établir la force électrique pour actionner vos métiers; les camions vous porteront les chaînes et me rapporteront les pièces. Vous aurez un petit jardin. En quelques années, je le répète, vous deviendrez propriétaire de la maison, des métiers...

— Oh! dit vivement Demeester, comme ça, vous mettez l'outil à vendre?

— Oui, vous le rembourseriez peu à peu.

— En trente ans, je connais ça!

— Non, beaucoup moins. Ça vous va-t-il?

A la stupéfaction de M. Lepers-Hooghe, dont déjà la physiologie s'épanouissait, le tisserand dit :

— A moi, ça ne va guère. Je n'aurais plus de voisins. On vit quasiment de compagnie, à présent, on se parle avec le bol. D'après l'idée que vous avez, on ne serait plus ensemble... Ça m'ennuie de vous dire ça, monsieur Lepers; je regrette bien, pour vous...

— Mais vous n'acceptez pas!

— Si ça n'est pas moi, ça sera un autre, n'est-ce pas? Il s'en trouvera, pour essayer.

— Assurément, et plus d'un!

— De moins vieux que moi, monsieur Lepers.

M. Lepers-Hooghe frappa la table du plat de ses deux mains, et se leva.

— Vous êtes incroyables, vous autres! Le fils de mon père, que je suis, n'y comprend rien! Il n'y a pas de jour qu'on ne se plaigne du patron, que ce soient les ouvriers, les syndicats, les journaux, pas de jour où la grève violente ne vous soit prêchée, par des meneurs qui appellent cela « la bataille ». Ils choisissent les mots, afin de tromper les cœurs braves comme le vôtre, et de leur faire croire qu'il y a de l'honneur dans l'affaire. Non, Demeester, il n'y a jamais eu d'honneur, ni de bonheur, dans la haine d'un homme contre un autre. C'est tout misère et malheur. Vous êtes esclaves déjà des ambitions que vous écoutez, et que vous ne devinez pas! Et moi, quand je vous propose une amélioration certaine de votre sort, quand je me décide à faire une dépense immense, rien que pour mes ouvriers, sans aucun profit pour moi, sans autre revenu que

des embêtements, voilà l'accueil que je reçois ! Qu'est-ce donc qui cassera le mur entre nous ? Je fais de mon mieux, ça ne vous touche pas ! Je pense à votre bien, vous croyez que je ne pense qu'à moi !

Il était si ému, que ses lèvres continuaient de trembler, après qu'il eut parlé. Le tisserand s'était levé, lui aussi. Il avait repris la même physionomie qu'on lui voyait à l'ouvrage : indifférente. Il remettait sa casquette. Le patron eut alors une de ces inspirations qui faisaient dire de lui, au tissage : « C'est tout de même un bon homme ! » Il ouvrit la porte, fit signe à l'ouvrier de demeurer dans le bureau, et dit, se détournant :

— Il ne se peut pas que je vous renvoie chez vous, à cette heure-ci, par ce temps froid, sans avoir trinqué avec vous. Restez où vous êtes, je vais chercher de quoi vous réchauffer le cœur.

L'instant d'après, ayant suivi le vestibule, M. Lepers-Hooghe entra dans la salle à manger. M^{me} Marie-Louise, qui avait achevé de dîner, se tenait assise encore devant la table, et, ne pouvant demeurer inactive, occupait ses doigts à découper, avec un couteau d'argent, une peau d'orange qui retombait en petits carrés dans l'assiette. Elle regarda, de ses yeux souverains et calmes, son mari agité.

— Eh bien ! Joseph, à quoi penses-tu ?

— A Demeester, qui m'attend.

— Il n'est pas encore parti ?

— Non, je l'ai retenu. Il va s'en aller dans la nuit. Dis-moi où sont les verres à bordeaux, et la bouteille, tu sais bien, que nous avions débouchée, hier soir, pour Gustave ?

Elle haussa légèrement les épaules, et laissa l'orange.

— Je préfère me déranger et tout faire moi-même. Ne bouge pas surtout : tu casserais tout dans le placard !

Une minute plus tard, le patron rentrait dans le bureau, portant, d'une main, deux verres à bordeaux, et de l'autre, la mince bouteille, dont le bouchon, presque entièrement tiré, incarnat et humide, répandait un arôme qui fit se découvrir, pour la seconde fois, le roi des Archers. M. Lepers-Hooghe enleva le bouchon, promena un doigt sur le bord du goulot, pour chasser les débris de cire, et versa le Saint-Julien, de date ancienne et couleur d'oignon.

— Il a de l'âge, Demeester.

— Ça se sent, monsieur Lepers.

— Vous aimez le bordeaux, je suppose ?

— Je le pense, monsieur Lepers : mais j'en bois si rarement que, d'une fois à l'autre, le goût m'en passe.

— A la santé du plus ancien, du plus fidèle ouvrier de mon tissage !

— A la vôtre !

Le tisserand prit le verre à bordeaux, trinqua, respira le parfum avant de boire, huma les prémices du vin, puis, d'une lampée, avala tout le reste.

— Matin, dit-il, ça vaut mieux que la bière, même que celle des Aiglons !

En achevant de parler, il passait, sur ses moustaches, deux de ses doigts qui faisaient la pince, et recueillait ainsi quelques petites gouttes qu'il essuya, tranquillement, sur la couture de son pantalon, et, tous les rites étant accomplis, il regarda fixement son patron. Il se souvenait des mots qu'il avait entendu dire, de ce qu'il avait dit lui-même de M. Lepers-Hooghe. Quelque honte lui en venait, secrètement. Il murmura :

— J'aurais pas cru...

La suite de la phrase ne fut point prononcée, mais elle parut dans le regard du roi des Archers ; elle toucha l'homme riche qui la lisait, qui la comprenait, effaré d'apercevoir qu'il n'avait point connu, jusqu'alors, le cœur de son plus vieil ouvrier, et que ce cœur-là, jusqu'à cette minute, il ne l'avait point eu pour ami, même un peu. Ils étaient là tous deux, l'un en face de l'autre, chacun dépouillé de sa condition, comme dans la mort, et chacun pensait de l'autre : « Quoi ! c'est vous, cet homme-là ! C'est vous ! Je ne savais pas ! »

M. Lepers-Hooghe se ressaisit le premier, habitude de recevoir et de congédier. Il fit : « Hum ! Hum ! » sans raison, et tendant la main à Demeester :

— Je ne vous force pas à accepter mon offre, mon cher ; mais vous avez vu que je l'ai faite par amitié, dans votre intérêt. Réfléchissez encore. Allons, au revoir ! Roulez bien votre cache-nez autour de votre cou ; les nuits d'hiver sont rudes.

Une poignée de main quelconque, semblable à celles qu'ils avaient échangées plusieurs fois, et les deux hommes se séparèrent. Le patron revint près de sa femme. Celle-ci n'avait pas quitté la salle à manger. Les mains jointes sur la table, elle attendait, résignée.

— Marie-Louise, c'est à renoncer à faire du bien : ils ne comprennent pas ! Voilà un homme à qui je propose de devenir, s'il le veut, propriétaire et petit entrepreneur, de vivre en bon air, chez lui, en famille ; il préfère la courée Vehrée !

— Mais non, il hésite, le pauvre homme !

— Comment le sais-tu ?

— Parce que c'est tout naturel. Tu lui offres de se transporter dans un nouveau quartier, de quitter ses habitudes, ses amis, sa courée ; tu lui changes tout son paysage : ne t'étonne pas s'il ne se montre pas, tout de suite, enthousiaste. Il t'a remercié ?

— Non. Il m'a dit qu'il le regrettait pour moi ! Il n'a pas aperçu l'intention.

— Il ne faudrait plus que ça !

— Tu les excuses toujours !

— Non, mon ami, mais je pense à ce qu'on leur apprend de nous, dans les écoles, les journaux, les cinémas, et je me trouve disposée à l'indulgence, dès que je peux attribuer leurs erreurs, et ce que d'autres appellent leur ingratitude, à l'éducation misérable qu'ils reçoivent. Ah ! on ne les traite pas comme des âmes, les pauvres ! Celui-là, tiens, ce Demeester, je t'accorde qu'il n'est pas une lumière, mais il a bon cœur, j'en suis sûre...

— Oui, à propos de choses qui n'ont pas d'importance, des riens.

— Que veux-tu dire ?

M. Lepers-Hooghe s'était avancé jusqu'auprès de la table, où son couvert était dressé. Il prit, dans l'assiette, la serviette tordue et deux fois nouée, la dénoua, et, en s'asseyant, l'étendit sur ses genoux. La ride, entre les sourcils du patron, était plus accusée que d'habitude. M^{me} Marie-Louise l'avait déjà observé. Elle aimait à avoir raison, elle évitait toujours d'en avoir l'air.

— Tu as faim, mon ami, dit-elle. Il est tard : tu me raconteras ton histoire après le dîner.

Et elle appuya la main sur le bouton d'un timbre électrique.

— Je n'ai presque rien à te raconter. La conversation n'aurait pas eu d'intérêt pour toi. Je voulais te dire seulement qu'au moment où nous nous séparions, Demeester et moi, j'ai pensé qu'il avait un bon bout de chemin à faire pour s'en retourner

chez lui, et que les nuits sont fraîches. C'est pour cela que je suis venu te demander la bouteille de bordeaux d'hier soir...

— Il s'est régaté?

— Bien mieux : nous avons trinqué ; alors, alors seulement, il a semblé découvrir que je suis un brave homme. Un peu plus, en me regardant, il aurait pleuré, ma parole ! Quelle drôle de chose : je lui offre de gagner une maison, il en est à peine touché ; je trinque avec lui, et je vois la petite larme à l'œil. Tu t'expliques cela, Marie-Louise ?

— Je ne sais trop, mon ami, peut-être.

— Explique.

— Eh bien ! la construction d'une maison en banlieue, l'achat d'un métier, c'est une affaire ; toi non plus, tu n'es pas touché quand on te propose une affaire, même bonne ; quand il a trinqué avec toi, il a trouvé le vieux frère : voilà !

M. Joseph Lepers-Hooghe s'était détourné vers sa femme ; avec admiration, il considérait une fois de plus Marie-Louise, qui résolvait les problèmes difficiles.

— Tu es une Flamande des temps de guerre, toi : tu devines tout !

Elle ajouta, sa belle figure s'épanouissant, comme il arrivait dès qu'un enfant de la maison se montrait au loin :

— Vois-tu, patron, je vais te dire une autre vérité, et je ferai une faute de grammaire, pour la mieux dire ; le Français, l'homme de chez nous en particulier, est un fier et un tendre ; il accepte d'être commandé et, en somme, d'obéir ; mais il faut qu'on « lui cause ».

La porte s'ouvrit. Une jeune bonne entra, vêtue comme les soubrettes de théâtre, mince, rose, ébouriffée, portant à deux mains la soupière.

RUE DE LA BASSE-MASURE *

Dès qu'elle eut été prévenue, par Apollinaire Hutsebaut, que Lucien Leleu, ouvrier tisserand, rue de la Basse-Masure, abandonné par sa femme, soigné par des voisines, une d'à côté, une d'en face, refusait d'aller à l'hôpital, la supérieure des religieuses de Niederbronn, place de la Liberté, avait répondu :

— C'est notre affaire : une de nos Sœurs ira ce soir.

— Qu'elle fasse attention : l'homme est très irritable, et il

est armé. Les femmes m'ont prévenu. Moi-même, quand je suis entré, vieux camarade pourtant, j'ai cru qu'avant de me reconnaître, — j'arrivais tard, après ma journée, — il allait m'expédier dans l'autre monde.

La supérieure des religieuses de Niederbronn, à Roubaix, était une femme encore jeune, assez forte, aux yeux bruns décidés. La recommandation d'Apollinaire Hutsebaut l'avait amusée; rien n'en parut, qu'un tout petit pli, au coin des lèvres :

— Monsieur Hutsebaut, les gardes malades sont toujours en danger. Que ce soit l'un, que ce soit l'autre, il faut y aller de bonne humeur.

— Sans doute. Je vous ai prévenue, pour que vous puissiez choisir la Sœur. C'est dur, cette veillée-là.

Très simplement, la réponse vint :

— Je n'ai pas besoin de choisir.

Et la femme toute brave, et la toute brave femme sourit de nouveau, d'un air tranquille, comme un chef de poste qui viendrait de présenter sa troupe, en disant : « Tous mes soldats sont des rengagés. » Elle connaissait les filles d'Alsace, et du Nord, et d'ailleurs, qui vont à toute misère, font le ménage, habillent les enfants, préparent les repas, dorment, si elles le peuvent, assises sur une chaise, et, en récompense, n'acceptent pas même un verre d'eau.

Apollinaire Hutsebaut était parti. Avant la nuit, une des Petites Sœurs cherchait, dans la rue de la Basse-Masure, la maison de Leleu, dont le « paquet-bleu » avait oublié de dire le numéro. Le pavé était gras, l'air épais et humide. A cette heure, où les ménagères venaient faire un tour au seuil des portes, se penchaient dans la rue, à l'entrée des couloirs, prospectant la foule des ombres qui se suivaient, elles voyaient la religieuse, forme toute noire, ronde comme une petite tour, dans le manteau qui l'enveloppait, la religieuse allant d'un passant à l'autre, sur le bas-côté de la rue : « Vous ne connaissez pas, s'il vous plaît, la maison où demeure M. Leleu ? » Ils secouaient la tête, et continuaient leur chemin. Alors les ménagères appelaient la petite Sœur. Est-ce que les hommes savent les adresses ? Celles des estaminets, oui, tout au plus, « Ma petite Sœur ? » Juchée sur la pierre du seuil, la femme qui avait hélé la religieuse et qui portait de hauts talons, était

beaucoup plus grande que cette petite bonne Sœur. Elle lui parlait à un pied au-dessus de la coiffe. L'autre devait lever son visage, et on voyait alors qu'elle était toute jeune, qu'elle avait des yeux candides et d'une douceur entêtée, et qu'il y avait, sous le voile noir, une coiffe blanche à deux ailes et une collerette ronde.

— Ma Sœur, vous demandez après Lucien Leleu ?

— Oui, madame.

— Celui qui a été lâché ?

— Peut-être bien.

— Comment, peut-être bien ? Faut-il être bonne Sœur pour ne pas connaître cette histoire-là ! On ne la rencontre plus par ici, Adéline, mais les hommes la voient monter, le soir, dans le car qui va à Menin.

— Alors, madame, vous savez où il demeure, mon malade ?

— Tout à fait près d'ici, ma petite Sœur. Là où il y a une voiture de boulanger arrêtée, vous voyez ?

— Sans doute.

— Le couloir vous conduit dans une petite cour ; dans la cour, à gauche, vous montez l'escalier : au premier, c'est chez lui, ... et voilà un peu de temps, c'était chez eux. Bon courage, ma petite Sœur !

— Merci.

Sœur Léocadie enjamba la marche de brique qui limitait le couloir, dans l'alignement des maisons voisines, suivit les murs du corridor, éraillés et tachés par plusieurs générations de locataires, et frappa à la porte du premier étage, à gauche. Une femme en cheveux, d'une trentaine d'années, — la voisine d'en face, — montait, presque en même temps, l'escalier.

— Ah ! c'est vous ! ... Laissez-moi le prévenir ... Faut pas entrer comme ça ... Monsieur Lucien ?

Une voix d'homme épuisé et mécontent cria :

— Entrez, la voisine, mais pas d'autre que vous ! Qui est là ? Mais entrez donc !

Elle entra, laissant la porte à moitié ouverte.

— Ne vous agitez pas, monsieur Lucien : c'est une visite, en effet, une Sœur de la place de la Liberté, vous vous rappelez en avoir vu d'autres, chez des amis ?

Sœur Léocadie était déjà au milieu de la chambre, tournée vers le lit qui touchait le mur de gauche ; elle avait enlevé son

voile noir, écarté les deux pans de son manteau ; elle regardait « son » malade. Et, tout de suite, elle devint blanche de visage, presque comme lui. Il avait le buste hors des draps, le dos soutenu par des oreillers, la tête penchée vers la visiteuse, le visage tellement creusé par le mal qu'on l'eût pris pour un mort, sans l'éclat de ces yeux enfoncés sous l'orbite, et où venait de passer, encore mal apaisée, une colère dont continuait de trembler tout entier ce demi-cadavre. Les genoux se heurtaient ; la poitrine haletait ; la bouche ouverte, les narines agrandies ne suffisaient pas pour conduire un peu d'air dans les poumons qui refusaient d'aspirer la vie. Une des mains, la gauche, s'appuyait, à l'extérieur, sur le bord du matelas, et l'autre, sous le traversin, avait cherché, avait saisi, et tenait serré, — la petite Sœur le voyait, — l'acier bruni d'un revolver.

— Allons, pas de bêtises, Lucien ! dit la voisine.

Elle avait l'autorité d'une personne habituée, et qui avait déjà commandé l'homme.

— Laissez le revolver sous le traversin ! Vous avez pensé que c'était votre femme, ou encore Alfred Demeester qui arrivait chez vous ?... Non, vous voyez bien, c'est une amie qui vient pour vous soigner, parce que, nous, les voisines, nous ne pouvons plus vous veiller... On a les gosses, n'est-ce pas ? Comment vous appelez-vous, ma Sœur ?

— Léocadie.

— Vous entendez, Lucien, retirez votre main droite, mettez-la sur le drap.

La femme eut le courage et le sang-froid de rire tout haut, parce que l'homme obéissait.

— Il n'est pas méchant, sœur Léocadie ; regardez-le : il vous a fait peur, il se trompait... Ce n'était pas pour vous.

L'homme fit un signe de tête, et dit, d'une voix devenue toute faible, et traînante :

— Non, ces femmes-là, c'est nos Petites Sœurs à nous autres : je veux bien qu'elle me soigne.

C'est ainsi que sœur Léocadie fut admise à soigner Lucien Lelou, poitrinaire au dernier degré de la maladie. Dès que la permission de se dévouer lui eut été donnée, elle ouvrit le cabas où se trouvait tout son bagage : un livre d'heures, un tablier et des manches de toile bleue, et une bouteille isolante,

où il y avait du café. Elle passa toute la nuit dans les deux chambres, éveillée par la toux du malade, par l'appel fréquent qu'elle entendait, dans le silence des rues mortes et de la maison endormie : « Je veux boire ! » Le malade ne la remercia pas. Il n'avait plus la force de penser. Au jour, quand elle le quitta, elle vit seulement qu'il la regardait avec des yeux que la souffrance et la fatigue avaient vidés de toute expression. Selon le règlement des Sœurs, elle n'avait pris, à la maison de Lèleu, ni un morceau de pain, ni un verre d'eau. Seulement, avant minuit, elle avait bu quelques gorgées de café. La petite Sœur reprit son manteau noir et son cabas, et, le long des rues qu'elle trouvait belles, s'en alla, souvent saluée, tentée parfois de ralentir la marche, ou de faire un détour, parce que le froid lui paraissait doux, et l'atmosphère de Roubaix enviable. La jeunesse protestait en elle contre le souvenir de la nuit.

Place de la Liberté, à l'entrée de la chapelle, sœur Léocadie a rencontré la Supérieure.

— Je vous attendais, pour avoir des nouvelles du malade.

— J'ai cru qu'il allait me tuer : plus de dix fois, il a mis la main sous l'oreiller, à la place où est son revolver ; j'ai eu si grand peur, que je vous demande, ma Mère, de ne pas m'obliger à retourner chez lui.

— Je n'obligerai pas ; une autre ira, si vous n'allez pas. Entendez la messe ; vous me direz ensuite votre réponse. Puis vous vous reposerez.

Après la messe, la petite Sœur a dit :

— Ma Mère, je retournerai ce soir, et demain, et tant qu'il faudra.

Elle est retournée, elle a eu peur bien des fois. Pendant plusieurs nuits, et des parties de jour, elle a vécu dans ces chambres dont l'hiver ne permettait pas d'ouvrir les fenêtres ; elle a respiré l'air qu'empoisonnent l'haleine et la sueur d'un moribond ; subi la vue, l'odeur, le toucher d'un corps déjà en dissolution, et, à cet homme qui accepte tout comme un dû, qui semble n'être plus que sensations, mais qui garde cependant, — elle le sait, — une petite place de l'âme où peut tenir une idée, elle a suggéré, plusieurs fois, des pensées de repentir, de pardon, même d'espérance.

Et c'est pourquoi, une nuit qu'elle le veillait encore, et qui était celle du 22 décembre, avant le jour levé, il appela, sans

ouvrir les yeux, sans que l'âme vint même faire un tour sur le visage :

— Petite Sœur ?

— Que voulez-vous ?

— Vous avez peur de mon revolver ? Prenez-le... Cachez-le...

Elle eut, en même temps, une grande joie et une grande peur, prit l'arme sous le traversin, la posa sur la plus haute planche du placard, dans la seconde chambre, mit par-dessus un journal déplié, et revint dire à son malade :

— Je vous remercie, monsieur Leleu, je savais bien que vous étiez bon..

La nuit, dehors, devait être glacée. Sœur Léocadie avait allumé le poêle, où brûlait du charbon « prêté » par les voisines. Bien que la fenêtre fût close, elle entendait, par fragments, le chant des cloches de l'église Saint-François, toute proche de la Basse-Masure, qui appelait à la première messe, et son cœur s'envolait. Lucien Leleu n'entendait pas, ou peut-être n'avait-il jamais compris ce que disent les cloches, et pour quoi, en ce moment, sœur Léocadie, ayant l'air de sommeiller, assise près de la fenêtre, les bras allongés sur les genoux, murmurait : « Alléluia ! Alléluia ! Mille et mille fois alléluia ! »

Dans la journée, sœur Léocadie, épuisée de fatigue, fut remplacée près du malade par une de ses compagnes. Elle revint dès le lendemain, dans la matinée. Leleu, après de longues suffocations, reposait, éveillé, la tête haute, les yeux immobiles dans leur grand cerne bleu, le nez exsangue, aminci et luisant, pareil à une lame d'ivoire.

Content de retrouver sa gardienne habituelle, il fit effort, et parvint à sourire.

— Je suis sûr, dit la petite Sœur, que si votre fille Claire venait vous faire visite, vous seriez content ?

Les mots pénétraient lentement dans l'esprit de l'homme. Ils ramenèrent la vie aux regards et aux joues. Cependant les lèvres ne remuèrent pas.

— Vous avez peur de la contagion ; je comprends ; mais la petite viendra un seul moment, le temps de vous souhaiter le bonjour, et de vous remettre de la « coquille » que vous mangerez, trempée dans un peu de café. Moi, je ferai le café. Et puis, je laisserai la fenêtre un peu ouverte ; le soleil va nous

venir, il est en route dans les nuages; il ne fera pas froid. Voulez-vous que ce soit... aujourd'hui?

Lucien Leleu, depuis bien longtemps, n'avait parlé aussi promptement, ni avec avec autant de force, qu'en répondant :

— Oui, si elle veut bien, j'aurai grand plaisir.

Sœur Léocadie savait ce qu'elle faisait. Elle descendit tout de suite, et frappa à la porte de la voisine.

— Allez trouver Claire Leleu, chez sa patronne; dites-lui que son père la demande, et qu'elle apporte de la « coquille ».

Et ainsi il arriva que, le 23 décembre, l'avant-veille de Noël, le jour même où Demeester était reçu chez M. Lepers-Hooghe, vers trois heures, trois petits coups attendus furent frappés à la porte, qui n'avait pas souvent laissé entrer la joie.

— Entrez ! dit une voix, qui s'était préparée pour être forte.

Quand Claire aperçut le visage, les mains, l'attitude déjà sans volonté de celui qui la regardait, elle s'arrêta, interdite. Elle ne reconnut son père qu'à un petit mouvement des mains, qu'il faisait autrefois, « viens, viens ! » lorsqu'il était d'un bon tour.

Elle s'approcha du lit. Alors les doigts de l'homme cessèrent de se plier vers les paumes et de se redresser; les lèvres, incapables de s'allonger, s'écartèrent.

— Reste où tu es ! Ne m'embrasse pas ! J'en ai pourtant bonne envie. Bonjour, Claire !

— Bonjour, père !

— Tu es fraîche. Fait-il doux dehors ?

— Vous voyez bien : la Sœur a entr'ouvert la fenêtre.

Il ne la quittait point des yeux ; il lui disait ainsi plus de choses qu'il savait bien n'en pouvoir exprimer. La fatigue d'avoir prononcé les mots l'avait essoufflé. Il reprit, après un long silence :

— Es-tu bien, là où on t'a recueillie ?

— Oui, père : mais ce n'est pas la maison !

Oubliait-elle ce qu'elle avait souffert ? Quels souvenirs doux lui revenaient ? Claire la jeune, Claire sans le sou, habillée comme une demoiselle, regardait avec tendresse les pauvres murs, le bahut, le réveil posé sur une étagère, où il était tout seul, avec deux livres et une bouteille d'huile; elle tournait à demi la tête, pour revoir les toits qu'on apercevait par la fenêtre; et le père regardait l'enfant, cette grâce, cette robe

qu'elle avait achetée de son argent, à lui, ce cou incliné, tout gonflé et transparent de sève nouvelle.

— Le travail, demanda le père, ça va bien, ton travail ?

— Oui.

— Pas de chômage ?

— Dans cette saison, père, il n'y en a jamais : les diners, les bals, les manteaux contre l'hiver.

Un silence encore, pendant lequel la jeune fille considéra, de nouveau, le père méconnaissable.

— Je vous ai apporté, dit-elle, de la coquille, que vous trempez : cela vous fera du bien.

Elle ouvrait son sac de cuir beige, elle prenait le gros gâteau, le montrait à Lucien Leleu, et le tendait à la Sœur. Déjà, depuis un moment, l'eau bouillait, sur le tuyau de l'étuve, dans la chambre à côté. Le père remercia de la tête, indifférent, faute d'espérance. Il appuyait, sur les oreillers, sa tête renversée. Il murmura, fermant les yeux :

— Je crois que je t'ai tout dit. Adieu, ma petite Claire !

— Au revoir, au revoir, père ! Je reviendrai !

Elle ne retenait plus ses larmes, puisqu'il ne pouvait la voir. Alors, elle s'approcha encore, prit la main gauche qui pendait le long du drap, et la baisa passionnément.

Puis, à reculons, ses yeux et son cœur tendus vers la pauvre image, Claire s'en alla jusqu'à la porte, leva le loquet, et disparut.

Elle n'était pas bien loin de la maison : elle regardait encore cette entrée du couloir, cette marche d'où elle avait, si souvent, quand elle partait pour l'école, inspecté la longue bande de ciel, au-dessus de la rue tournante de la Basse-Masure, pour savoir si elle devait ouvrir son parapluie, lorsque le malade appela :

— Ma sœur Léocadie ?

La Sœur vint, du bout de la seconde chambre, d'un air content, comme une mère qui a promis une friandise et qui l'apporte. Elle avait, dans une main, le bol de café fumant, dans l'autre, une soucoupe avec la coquille.

— J'espère que vous êtes gâté, aujourd'hui, monsieur Leleu ! Voir M^{lle} Claire et manger du gâteau : il y a de quoi reprendre la santé !

Ces mots-là, même dits tendrement, ne parurent point émouvoir l'homme, dont la tête était toujours renversée en arrière, enfoncée sur l'oreiller. Il fit signe, avec la main :

« Approchez-vous encore, je veux vous parler, et la force, je ne l'ai plus ». Elle se baissa, prenant bien garde de ne pas renverser le bol, et quand l'oreille, que cachait la cornette, fut à petite distance de la figure du malade, celui-ci demanda :

— Promettez-moi de dire à Adéline...

— Quoi donc, monsieur Leleu ?

— Qu'elle se remarie.

Il se tut. Elle tourna un peu son visage vers lui, surprise d'entendre ainsi parler son malade : elle se souvenait de la peur qu'elle avait eue, les premiers jours, et du geste de la main qui cherchait, sous le traversin. Et lui, il tâchait de lire, sur le visage de la Sœur, l'impression qu'avaient pu produire des paroles méditées pendant les insomnies. La surprise, il la voyait bien. Mais sœur Léocadie avait étudié. Elle savait le catéchisme qu'il ignorait. Elle réfléchissait, avant de répondre : « Se remarier ? songeait-elle, elle le pourra, sans doute, mais point avec celui qui l'a déjà emmenée d'ici. Lucien Leleu n'a pas dit que ce fût avec celui-là qu'elle devait se remarier?... Comme il me regarde ! Comme il est inquiet de ce que je vais répondre ! Le pauvre, il aime encore Adéline ! Il est capable d'avoir choisi, pour faire un dernier cadeau à sa femme infidèle, le plus grand sacrifice qu'il pût inventer ! »

Elle en fut très sûre, lorsqu'elle eut répondu, se redressant : « Oui, mon bon monsieur Leleu, je dirai cela comme vous me l'avez dit », car il y eut encore un passage de l'âme sur les traits du mourant, et Lucien Leleu remercia, disant :

— Vous m'avez parlé de pardonner ?

— Sans doute, comme Dieu a fait pour nous...

— Eh bien ! ce que je vous dis là, ma petite sœur Léocadie, c'est-il ça, pardonner ?

Il s'était retourné, apaisé, du côté du mur. Sur la tempe mouillée de sueur, la vierge religieuse, du bout de son doigt, traça le signe de la croix.

— Dormez, dit-elle, pendant que je vais prier pour vous.

La coquille ne fut pas mangée, le café ne fut pas bu. Un prêtre vint, et fut reçu. Le lendemain de Noël, Lucien Leleu était mort.

RENÉ BAZIN.

(La troisième partie au prochain numéro.)

L'ABDICATION

DU TSAR NICOLAS II

SOUVENIRS D'UN TÉMOIN

Les premières années de la guerre étaient passées. J'avais occupé d'abord à la *Stavka* (1) le poste de quartier-maître général. Ensuite, j'avais commandé, pendant un an environ, un corps d'armée sur le front. Depuis l'automne 1916, j'étais chef d'état-major des armées du Nord. On sait que le général Roussky commandait en chef les troupes de ce front.

Bien des choses avaient changé. La Russie, mécontente de la guerre, minée par la désorganisation intérieure, harcelée de tous côtés par la propagande de l'ennemi, s'agitait sourdement. Les récoltes diminuaient, les usines faisaient grève, les chemins de fer ne marchaient pas... Inévitable, la révolution s'avavançait.

Au début de mars 1917, des troubles éclatèrent à Pétrograd. Des ouvriers, des réservistes, dont les casernes de la capitale regorgaient, y prirent part.

L'empereur Nicolas II, qui assumait, depuis l'automne de 1915, les fonctions de commandant en chef des armées, se trouvait alors au grand quartier général, installé à Mohilev. Inquiet du caractère des troubles et de leurs proportions, il partit pour Tsarskoïé Sélo, dans la nuit du 13 mars. Il envoyait dans la capitale, avec un détachement spécial, le général aide de camp Ivanov, qui jouissait de toute sa confiance.

(1) Grand quartier général des armées russes.

Or, le 14 mars 1917, dans l'après-midi, nous recevions, à l'état-major du front nord, un télégramme tout à fait inattendu, que le général Voïekov nous faisait parvenir de Staraïa Rousa, et qui nous stupéfia tous : il nous annonçait que l'Empereur se dirigeait vers Pskov, via Dno. Sur les motifs de ce voyage, sur l'ordre de marche du train impérial, le télégramme ne disait rien. L'état-major du front nord dut déduire des renseignements fournis par les gares du parcours l'heure probable d'arrivée du convoi à Pskov.

La veille, il est vrai, le général Alexéïev, chef d'état-major du commandant en chef, nous avait appris que le Tsar projetait de quitter le quartier général et de partir pour Tsarskoïé Sélo. Mais nous ne comprenions pas comment l'Empereur pouvait être à Staraïa Rousa, qui ne se trouve pas sur la route de Tsarskoïé, et pourquoi, dans des circonstances aussi difficiles, il avait préféré se rendre à Pskov plutôt qu'au quartier général. Nous ignorions également l'itinéraire ultérieur du train impérial.

Nous parvînmes à éclaircir, non sans peine, que le Tsar ne pouvait pas arriver à Pskov avant six ou sept heures du soir au plus tôt. Nous décidâmes, en conséquence, le général Roussky et moi, en attendant l'arrivée du train impérial, de nous rendre à la gare où nous nous installâmes dans le wagon du commandant en chef qui stationnait sur une voie de garage. Nous laissons à l'état-major comme agent de liaison mon collaborateur le plus proche, le général Boldyrev, quartier-maître général de l'état-major du front.

La situation était loin d'être rassurante.

Parmi les télégrammes reçus de la capitale, au cours de la journée, il y en avait un de Rodzianko, président de la Douma. Celui-ci faisait savoir au général Roussky que, l'ancien Conseil des ministres ayant été destitué, l'autorité gouvernementale était aux mains du « Comité provisoire des membres de la Douma » qui, quoi qu'on en dise, avait usurpé le pouvoir.

D'après d'autres renseignements fournis par le grand quartier général, la révolte commençait à Moscou ; la garnison était passée aux émeutiers ; les troubles avaient gagné Cronstadt ; le chef de la flotte de la Baltique avait jugé impossible de protester contre la reconnaissance par la flotte du Comité provisoire de la Douma d'Empire.

Le général Roussky devait communiquer ces faits à Sa Majesté, dès son arrivée à Pskov.

LE TRAIN IMPÉRIAL DANS LA GARE DE PSKOV

Le train impérial entra en gare de Pskov vers huit heures du soir.

La gare était entourée de troupes et personne n'avait été admis à l'intérieur. Les quais étaient vides. On n'avait pas organisé de service d'honneur, parce qu'il n'y avait pas à Pskov de troupes du front. Le voyage du Tsar était tout à fait inattendu et, dans ces conditions, il avait été absolument impossible de faire venir du front les éléments nécessaires.

Comme le train impérial approchait, le général Roussky et moi, nous sortîmes de notre wagon sur le quai.

C'est à peine si, dans l'obscurité du soir, on pouvait distinguer la ligne des luxueux wagons. Lentement, silencieusement, ils glissaient le long du quai. Aux fenêtres des voitures, les stores baissés ne laissaient filtrer que d'étroites raies de lumière. Tout autour, le silence, une cruelle absence de vie, que soulignaient encore les ombres des employés sortis sans bruit à la rencontre du train et comme figés respectueusement sur place. Dans la solitude, nos pas seuls résonnaient sourdement. Le train était sur le point de s'arrêter. Tout à coup, quelqu'un, à la hâte, sauta d'un wagon. Deux ou trois silhouettes apparurent derrière. C'était l'aide de camp et les cosaques de service. Deux d'entre eux se détachèrent du groupe et, comme à l'ordinaire, se placèrent en sentinelle près des portes qui menaient au wagon de l'Empereur. Une portière éclairée s'ouvrit, et l'on fit descendre sur le quai l'escalier mobile recouvert d'un tapis, destiné à faciliter l'accès du wagon.

L'aide de camp qui avait sauté sur le débarcadère interrogea le chef de gare qui s'approchait de lui, puis rapidement se dirigea vers nous.

— Votre Excellence, dit-il au général Roussky en portant la main à la visière de sa casquette, veuillez passer d'abord chez le ministre de la Cour.

Nous nous dirigeâmes vers le wagon voisin du wagon impérial. Visages inquiets, poignées de mains retenues, conversations à mi-voix...

— L'Empereur vous attend dans son salon, nous dit le comte Fréederickz, ministre de la Cour, avec cette affabilité recherchée qui lui était coutumière. Je vais prévenir Sa Majesté de votre présence...

Quelques instants plus tard, on nous invitait à passer dans le wagon personnel de l'Empereur, dans ce salon vert qui m'était familier. Ce salon formait la partie antérieure du wagon-salle à manger qui se trouvait toujours au milieu du train impérial. Il m'était bien connu, le Tsar m'ayant souvent fait l'honneur de m'inviter à sa table à divers moments de la guerre.

C'est avec une grande émotion que j'entrai dans l'antichambre attenante au salon. L'Empereur, vêtu d'une *tcherkesse* gris sombre, vint à notre rencontre. Il paraissait extrêmement calme. Il nous raconta que son voyage vers Tsarskoïé Sélo avait été interrompu à la station de Malaïa Vichera par la nouvelle qu'un détachement d'émeutiers, avec des canons et des mitrailleuses, s'était emparé de la station de Liouban. Il avait décidé alors de revenir sur Pskov, dans l'intention d'essayer de parvenir par là à Tsarskoïé Sélo, but de son voyage... Après avoir écouté un bref rapport sur la situation au front, l'empereur Nicolas II ajouta qu'il attendait la venue à Pskov de Rodzianko, président de la Douma d'Empire, qui lui apportait des nouvelles directes et détaillées de ce qui se passait dans la capitale. Comme le général Roussky lui disait que, de son côté, il avait à ce sujet quelques renseignements que le quartier général lui avait transmis, le Tsar répondit qu'il était prêt à en prendre connaissance le jour même, après neuf heures du soir.

Avant de quitter le train impérial, nous reçûmes, le général Roussky et moi, l'invitation habituelle à dîner et comme il était l'heure de passer à table, nous n'allâmes que pour quelques minutes dans le wagon du commandant en chef, afin de parcourir les rapports que le général Boldyrev nous avait fait parvenir pendant notre absence.

Le dîner fut très pénible. Le Tsar était taciturne, mais calme. Nous nous sentions tous mal à l'aise. Chacun avait envie de se retrouver seul pour mettre de l'ordre dans ses impressions. La conversation languissait. De ce qui nous pesait sur le cœur, nul, évidemment, ne parlait; mais les paroles les

plus simples elles-mêmes ne nous venaient pas aux lèvres. Quand l'heure arriva enfin de se lever de table et qu'il fut possible à chacun de retourner à ses occupations, tout le monde ressentit un grand soulagement.

J'attendis neuf heures du soir à la gare, en compagnie du commandant en chef. Puis je retournai en ville, à l'état-major, où m'appelaient beaucoup d'occupations urgentes.

Tandis que je triais les rapports accumulés et que je m'entretenais avec mes collaborateurs, on m'apporta un télégramme de la *Starka* pour l'Empereur. Le général Alexéiev implorait le Tsar de donner au pays un ministère responsable, présidé par Rodzianko. La nécessité où l'on se trouvait, pour pouvoir continuer la guerre, d'éviter l'anarchie dans le pays, expliquait cette démarche. Au télégramme du grand quartier général était joint un projet de manifeste.

Il était alors près de dix heures. Le général Roussky était encore au rapport chez l'Empereur. Je demandai en hâte une automobile pour remettre moi-même, à la gare, à Roussky le télégramme que je venais de recevoir et que je considérais comme urgent et particulièrement important. Je m'adressai à une des personnes de la suite, en la priant d'appeler le commandant en chef, et je restai à attendre le général Roussky dans le wagon de la suite du Tsar. Diverses personnes m'entourèrent en m'assaillant de questions. Je leur expliquai autant que possible la situation, et comme elles me demandaient avec inquiétude : « Que va-t-il arriver ? » je leur répondis, en pensant au télégramme du général Alexéiev qui me parvenait à l'instant :

— Hélas ! les choses sont allées trop loin. Des concessions seront sans doute nécessaires pour tranquilliser les esprits surexcités.

Lorsque j'eus remis au commandant en chef le télégramme pour l'Empereur, il me pria de fixer l'heure d'une conversation directe avec le président de la Douma et je retournai à l'état-major.

Vers minuit, je me rendis une troisième fois à la gare pour y attendre le commandant en chef, sortant de chez le Tsar. Je reçus à ce moment des nouvelles très alarmantes : la garnison de la ville de Louga venait de passer aux insurgés. C'était

donc l'impossibilité pour le train du Tsar de remonter vers le Nord. C'était, d'autre part, un obstacle grave au mouvement des troupes qui, sur l'ordre du quartier général, devaient être envoyées du front nord à la station d'Alexandrovsy pour y être mises à la disposition du général Ivanov.

L'échelon de tête de ce détachement, que le commandant de la 5^e armée avait choisi parmi les unités les plus sûres, aurait dû, d'après nos calculs, arriver à Pétrograd des le 14 au matin. Mais cet échelon avait été retenu en cours de route pour laisser libre passage aux trains impériaux. Où se trouvait-il alors? Nous n'en savions rien.

Le général Roussky sortit de chez l'Empereur, très las et très découragé. Il me fit part brièvement de ses impressions.

— L'Empereur, me dit-il, avait d'abord l'intention de se borner à offrir à Rodzianko de constituer un ministère responsable devant l'autorité suprême; mais, après avoir examiné la situation, et en tenant compte surtout du télégramme d'Alexéïev, il a décidé, en définitive, de donner au pays ce même ministère Rodzianko, mais responsable devant la Douma. J'espère que cela satisfera les mutins et nous permettra de mener la guerre jusqu'au bout. L'Empereur, ajouta Roussky, télégraphiera lui-même à Alexéïev; mais il m'a chargé de négocier avec Rodzianko...

Je lui rapportai alors les difficultés qui pouvaient s'élever par suite du passage aux insurgés de la garnison de Louga. Le général Roussky me répondit que l'Empereur prévoyait aux événements une issue pacifique et qu'il avait décidé, entre autres choses, de faire revenir sur Dwinsk le détachement qui avait été prélevé sur la 5^e armée et dirigé vers le nord.

Comme je savais que Roussky devait avoir, dans la nuit, un entretien avec Rodzianko, je ne lui demandai pas d'autres détails...

On devait, plus tard, répandre sur le compte du général Roussky des insinuations malveillantes. Au cours de son audience prolongée chez l'empereur Nicolas II, il aurait eu, soi-disant, une attitude tranchante, même grossière, et il se serait permis des exclamations à voix haute. Je ferai remarquer, d'abord, que cette audience chez l'Empereur se passa en

tête-à-tête, sans témoins, et que, dans ces conditions, nul, à part le Tsar, n'a pu juger l'attitude du général Roussky au cours de l'entretien. Mais la meilleure preuve de l'impression que cette conversation laissa à l'Empereur, c'est la confiance qu'il ne cessa de témoigner au commandant en chef du front nord jusqu'à la dernière minute de la séparation.

Le général Roussky avait des manières simples et naturelles. Sa parole lente, aux intonations bourruées, ses phrases courtes et l'expression sévère de ses yeux, dont le regard glissait par-dessous les lunettes, donnaient une certaine impression de sécheresse. Mais cette façon de parler était bien connue de l'Empereur, et était la même avec tous et en toutes circonstances. Le général Roussky avait beaucoup de calme et de tenue : je ne puis admettre que, lors d'un entretien avec le Tsar, qui l'avait toujours traité avec une extrême affabilité, il ait pu sortir de la mesure.

Le général Roussky a d'ailleurs scellé sa vie d'une mort virile. Il a été taillé en pièces à Piatigorsk par les sabres des bourreaux bolchéviques, au cours d'une des nuits les plus affreuses de la fin de 1917.

LE DIALOGUE DU COMMANDANT EN CHEF ET DU PRÉSIDENT DE LA DOUMA

Il est trois heures et demie du matin quand commence, le 15 mars, l'entretien par télégraphe du commandant en chef des armées du front nord avec le président de la Douma. La conversation va durer quatre heures.

Roussky se sent si mal qu'il s'est installé près de l'appareil télégraphique dans un fauteuil profond et qu'il ne m'a indiqué que les traits essentiels de l'entretien que je dois mener en son nom. La bande qui se déroule à mesure de la conversation, est transmise par mon secrétaire au général Boldyrev pour que la teneur en soit communiquée sur-le-champ au général Alexéiev, à la *Stavka*. Le « Hugues » va son train, martèlement abhorré, caractéristique, si souvent entendu pendant la guerre, si profondément imprimé dans mon âme et dans mon souvenir qu'aujourd'hui encore, dans la nuit, il m'arrive de l'ouïr et de me demander avec effroi ce que vont m'apprendre les bandes cruelles !

Il s'agit, avant tout, d'éclaircir les raisons pour lesquelles Rodzianko a renoncé, comme on le sait alors, à son intention première de se rendre personnellement à Pskov. L'interlocuteur du général Roussky en ailègue deux. D'abord, le passage aux insurgés de la garnison de Louga et leur décision de ne laisser parvenir personne jusqu'à Pskov.

— La seconde raison, déclare Rodzianko, ce sont les nouvelles que j'ai reçues et selon lesquelles mon voyage peut avoir des conséquences regrettables. Ma présence auprès du peuple, dont les passions sont déchainées, est, d'autre part, indispensable, puisque, jusqu'ici, on n'écoute que moi et on n'exécute que mes ordres.

Nous savons aujourd'hui que c'était forcer la note et que l'influence du président de la Douma sur les événements, comme le cours même de la conversation va nous le montrer, était notablement exagérée. Mais nous voulions y croire dans l'espoir que l'offre faite par l'Empereur à Rodzianko de constituer un ministère responsable devant le pouvoir législatif serait acceptée par ce dernier et apaiserait l'émeute.

— L'Empereur, dit Roussky, m'a chargé de vous faire part de son offre. Êtes-vous prêt à répondre au désir de Sa Majesté?

— Il est clair, réplique Rodzianko, que Sa Majesté ne se rend pas compte de ce qui se passe dans la capitale. C'est une révolution terrible! L'anarchie va déjà si loin que la Douma et moi, nous n'avons pu qu'essayer de prendre en mains le mouvement, pour prévenir la ruine complète de l'État...

« Par malheur, continue le président de la Douma, je n'ai pas réussi. Les passions populaires sont si enflammées qu'il est impossible de les retenir. Les troupes sont tout à fait démoralisées; elles vont jusqu'à tuer leurs officiers. La haine contre l'Impératrice a pris des proportions extrêmes. On a été forcé, pour éviter les effusions de sang, d'arrêter tous les ministres et de les enfermer dans la forteresse Pierre et Paul. Je crains beaucoup que le même sort ne m'attende, puisque l'agitation est dirigée contre tous les éléments modérés. Vos propositions sont désormais insuffisantes : la question dynastique est ouverte. Je doute que l'on puisse encore conjurer la catastrophe.

— Il est pourtant indispensable de trouver un moyen d'apaiser le pays et de mener la guerre jusqu'à une fin digne de

notre grande patrie. Ne pouvez-vous pas me dire comment vous pensez régler la question dynastique ?

— Je vous répondrai avec un serrement de cœur, poursuit le président de la Douma d'Empire. La haine contre la dynastie est à son paroxysme, mais tous les éléments du peuple auxquels je me suis adressé, parmi la foule ou parmi les soldats, sont fermement décidés à mener la guerre jusqu'à la victoire. La garnison de Pétrograd et celle de Tsarskoïé Sélo se sont ralliées à la Douma. Le même phénomène se répète partout. Nulle part il n'y a de divergences ; partout, les troupes passent du côté de la Douma et du peuple. On exige de plus en plus une abdication en faveur du Tsarevitch, sous la régence de Michel Alexandrovitch (1).

« L'envoi du général Ivanov avec le bataillon de Saint-Georges, termine Rodzianko, n'aurait pu conduire qu'à une guerre intestine, car il est impossible de retenir des troupes qui n'obéissent pas à leurs officiers. Cessez donc d'envoyer des troupes, car elles n'interviendront pas contre le peuple. La preuve, la voici : l'échelon de tête de votre détachement s'est rallié à la garnison insurgée de la ville de Louga. Mettez un terme aux sacrifices inutiles !

— Les troupes dirigées sur Pétrograd, répond le général Roussky, l'ont été sur l'ordre du grand quartier général. Cette question est maintenant réglée. Instruction a été donnée au général Ivanov de n'entreprendre rien avant de s'être entretenu dans la capitale avec le Tsar. Il est pourtant indispensable, Michel Vladimirovitch, de trouver une solution susceptible de pacifier le pays sur-le-champ. Les troupes qui sont sur le front voient avec douleur ce qui se passe à l'arrière. Les chefs sont dans l'impossibilité de dire leur mot. L'Empereur est allé au-devant des aspirations du peuple. La patrie, au cours d'une guerre pénible, aurait intérêt à ce que le geste de l'Empereur trouvât un écho dans le cœur de ceux qui peuvent arrêter l'incendie.

— Nicolas Vladimirovitch, vous me torturez le cœur. Mais, je vous le répète : ma vie ne tient qu'à un fil et l'autorité glisse de mes mains. L'anarchie a atteint de telles proportions que j'ai été forcé, cette nuit, de désigner un gouvernement pro-

(1) Frère de l'Empereur.

visoire. La mesure que vous proposez est venue trop tard. L'heure est passée, et l'on ne peut revenir en arrière. Les passions populaires se sont enflammées dans la haine et dans le mécontentement. On voudrait croire que l'on aura la force de maintenir les esprits, les pensées, les sentiments dans les dispositions actuelles, mais je crains que bientôt cela ne s'aggrave encore !

Sur ces mots, qui présentent comme inévitable l'abdication volontaire du Tsar, la conversation se termine... La responsabilité des événements qui approchent passe aux mains de Roussky qui, durant tout l'entretien, n'a pas cessé de chercher une solution susceptible de permettre la poursuite de la guerre.

SUPRÊMES HÉSITATIONS DU TSAR

A la fin de l'entretien avec Rodzianko, le général Roussky alla se reposer chez lui. Moi, je demeurai éveillé, accablé par le cours impétueux des événements.

Je craignais beaucoup que l'empereur Nicolas, avec son indétermination qui m'était bien connue, ne se décidât toujours trop tard et ne pût, dans ces conditions, résoudre la crise.

Vers neuf heures du matin, je fus appelé à l'appareil télégraphique par le quartier-maître général de la *Stavka*. Le général Loukowsky me fit part de la prière du général Alexéïev de porter sans délai à la connaissance du Tsar le contenu de l'entretien de Roussky avec Rodzianko.

— Je te prie, ajoutait-il, de dire de ma part au général Roussky ma conviction profonde, qu'on n'a plus le choix : l'Empereur doit abdiquer. Les intérêts de la Russie et de la dynastie l'exigent.

L'expérience de la guerre m'avait appris, dans les circonstances graves, à éviter les agitations vaines et à respecter le repos de ceux qui m'entouraient, dans l'ignorance des efforts surhumains qu'on pourrait avoir à leur demander par la suite. Je savais que le général Roussky venait à peine de se coucher et qu'il se lèverait bientôt pour se rendre à la gare, auprès de l'Empereur qui, vraisemblablement, se reposait aussi. Je répondis donc que l'entretien du général Roussky avec le président de la Douma serait rapporté « en temps utile ».

Quant aux derniers mots du général Loukowsky, ils m'ame-

naient à conclure que les personnes les plus haut placées du quartier général se ralliaient à l'opinion de Rodzianko et pensaient avec lui que l'abdication de l'empereur Nicolas II était inévitable. Je crus, néanmoins, indispensable d'avertir le quartier général qu'il serait difficile d'obtenir immédiatement de l'Empereur une décision ferme à ce sujet.

En fait, comme je l'avais prévu, cela n'alla pas sans tergiversations. Arrivé à dix heures du matin à la gare et introduit dans le wagon de l'Empereur, le général Roussky pria Sa Majesté de prendre connaissance de l'entretien qu'il avait eu, dans la nuit, avec Rodzianko, en parcourant la bande télégraphique. L'Empereur saisit les feuillets où l'on avait collé la bande et les lut attentivement. Puis, il se leva, s'approcha de la fenêtre du wagon et se mit à regarder fixement. Le général Roussky s'était également levé. Après quelques secondes de silence, qui furent très pénibles, l'Empereur se tourna vers le commandant en chef. D'une voix relativement calme, il entama l'examen de la situation et des difficultés que présentait la solution qu'on lui proposait...

On remit à ce moment au général Roussky une enveloppe contenant un télégramme complémentaire que le général Alexéiev adressait aux commandants en chef de tous les fronts et qu'il m'avait communiqué. Ce télégramme était parti du quartier-général à dix heures quinze du matin.

La situation générale y était exposée telle que l'avait dépeinte Rodzianko dans son entretien avec le général Roussky : le calme dans le pays et, par la suite, la possibilité de continuer la guerre, ne pouvaient être obtenus qu'au prix de l'abdication de l'empereur Nicolas II en faveur de son fils, sous la régence du grand-duc Michel Alexandrovitch.

« La situation n'admet pas d'autre solution, ajoutait, pour sa part, le général Alexéiev. Il est urgent de préserver l'armée active de la décomposition, de poursuivre la lutte avec l'ennemi extérieur, de sauvegarder l'indépendance de la Russie et le sort de la dynastie. C'est ce que nous devons chercher, même au prix de lourds sacrifices. Si vous partagez cette façon de voir, déclarait encore le chef d'état-major du commandant en chef aux commandants en chef des différents fronts, veuillez télégraphier en toute hâte vos sollicitations très respectueuses à Sa Majesté, et veuillez m'en faire part. »

Par ce télégramme, le général Alexéïev soumettait au jugement des commandants en chef des différents fronts la nécessité de l'abdication de l'Empereur. Chacun d'entre eux devait, sans tenir compte de ses sentiments personnels, examiner sérieusement si l'on pouvait espérer mener à bonne fin la guerre extérieure en évitant l'abdication et en acceptant l'éventualité d'une lutte sanglante à l'intérieur du pays, voire même sur le front...

Dans ces conditions, le Tsar, sur le conseil de Roussky, consentit, avant de prendre une décision définitive, à attendre la réponse des commandants en chef.

LA CONSULTATION DES GRANDS CHEFS

Pendant la matinée, une série de communications très graves parvinrent successivement à l'état-major du front nord.

On reçut la nouvelle que la propre escorte de Sa Majesté, restée à Pétrograd, avait suivi l'exemple des autres unités, avait paru à la Douma et réclamé, par la voix de ses mandataires, l'arrestation des officiers qui refusaient de prendre part à l'insurrection. Le Tsar et sa famille connaissaient par leurs noms presque tous les hommes de cette escorte et les choyaient beaucoup. Le passage de cette troupe aux insurgés était particulièrement significatif de l'état des esprits. Le fait, en lui-même, dut être très pénible à l'Empereur.

On apprit également que le grand-duc Cyrille Vladimirovitch, qui était demeuré à Pétrograd, avait, disait le télégramme, exprimé le désir « d'entrer en pourparlers avec le Comité exécutif ».

On reçut, enfin, un télégramme du général Alexéïev adressé personnellement à l'Empereur et qui devait avoir une influence décisive. Il transmettait textuellement le contenu des sollicitations adressées à l'Empereur par le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, commandant en chef du front du Caucase, par le général Broussilov, commandant en chef du front sud-ouest, et par le général Evert, commandant en chef du front ouest.

En des termes différents, ils suppliaient tous trois l'Empereur de se rallier à la décision conseillée par le président de la Douma. Ils y voyaient le seul moyen capable de sauver la Russie, la dynastie et l'armée, nécessaire pour mener la guerre

jusqu'à la victoire. En transmettant ces télégrammes, le chef d'état-major de l'Empereur lui adressait, de son côté, la prière ardente de se résoudre à l'abdication. Selon les termes du général Alexéiev, cet acte « était de nature à fournir une issue paisible et favorable à une situation plus que tendue ».

Le télégramme du général Sakharov, commandant en chef du front de Roumanie, et celui du vice-amiral Népenine, commandant en chef de la flotte de la Baltique, parvinrent un peu plus tard.

Le général Sakharov, après une brève introduction lyrique, de rédaction douteuse, qui, d'après lui, « venait du cœur et de l'âme », se déclarait forcé d'écouter « la logique de la raison ». Celle-ci lui disait que la solution la plus favorable au pays et à la poursuite de la lutte contre l'ennemi du dehors, c'était l'abdication, « afin qu'un retard ne permit pas d'élever par la suite des prétentions encore plus lourdes! »

Le vice-amiral Népenine, en se ralliant aux démarches des commandants en chef, ajoutait : « C'est avec une extrême difficulté que je maintiens la discipline dans la flotte et parmi les troupes qui me sont subordonnées... Si la décision n'est pas prise dans quelques heures, il s'ensuivra une catastrophe qui s'accompagnera pour notre patrie de calamités innombrables. »

Ainsi, toutes les personnes interrogées déclaraient indispensable l'abdication de l'empereur Nicolas II. Elles la justifiaient surtout par le désir de permettre à la Russie la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire.

Au cours du déjeuner chez le commandant en chef, celui-ci pria le général Savitch, chef de l'intendance des armées du front nord, et moi-même, de venir avec lui chez l'Empereur, au rapport de l'après-midi.

— L'opinion de mes plus proches collaborateurs sera d'un très grand poids. Elle viendra à l'appui de la mienne. L'Empereur sait déjà que vous m'accompagnerez chez lui.

Il n'y avait rien à répondre et, vers deux heures et demie, nous entrions ensemble dans le wagon de l'Empereur.

LA MINUTE SOLENNELLE

L'Empereur nous attend dans ce salon vert que nous connaissons bien. Il semble calme, mais il est plus pâle qu'à l'ordinaire. Sur son visage, entre les yeux, deux rides profondément creusées témoignent d'une nuit sans sommeil et des inquiétudes vécues. Il est toujours vêtu de sa *bechmet* caucasienne, gris sombre, sanglée d'une étroite ceinture noire aux boucles d'argent : un poignard, dans son fourreau incrusté d'argent, pend à la ceinture.

L'Empereur nous accueille avec son affabilité coutumière, nous invite à nous asseoir et à fumer. Le général Savitch et moi, impressionnés par l'extrême gravité de l'entretien qui se prépare, nous demeurons debout malgré nous. L'Empereur et le commandant en chef s'assoient à la table, l'un en face de l'autre. Le général Roussky commence par rapporter lentement et en détail toutes les nouvelles reçues durant ces quelques heures. Quand il arrive au télégramme du général Alexéiev, qui contient les réponses des commandants en chef, il pose les feuillets télégraphiques sur la table, devant le Tsar, et il le prie de les lire lui-même.

L'Empereur en prend attentivement connaissance; puis, d'une voix ferme et précise, le général Roussky exprime son opinion. Il n'aperçoit pas d'autre issue pour le Tsar, dans les circonstances présentes, que celle qui lui est conseillée par tous les chefs de l'armée.

— Mais que penseront les populations du Sud? objecte l'Empereur qui se rappelle son voyage avec l'Impératrice dans les villes du Midi où l'on avait reçu le couple impérial avec enthousiasme. Comment les Cosaques, enfin, accueilleront-ils cet acte?

Et sa voix se met à vibrer, tandis qu'il songe, sans doute, à la conduite des Cosaques de son escorte qui vient de le trahir.

— Majesté, dit le général Roussky en se levant, veuillez entendre encore l'opinion de mes collaborateurs. — Et il se tourne vers nous. — Ce sont des hommes indépendants et droits, qui aiment profondément la Russie. En outre, de par leurs fonctions, ils approchent plus de gens que moi. Il serait utile de connaître ce qu'ils pensent de la situation.

— Volontiers, dit l'Empereur. Je leur demande seulement de parler en toute franchise.

Nous sommes extrêmement émus. L'Empereur s'adresse d'abord à moi.

— Votre Majesté impériale, dis-je, je sais quel est votre amour pour la patrie. Et je suis sûr que, pour elle, pour sauver la dynastie, pour permettre la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire, vous ferez le sacrifice que la guerre exige de vous. Je ne vois pas d'autre issue à la situation, en dehors de celle exprimée par le président de la Douma d'Empire et conseillée par mes supérieurs de l'armée active.

— Et vous, qu'en pensez-vous? demande l'Empereur en se tournant vers mon voisin, le général Savitch, qui, visiblement, contient avec peine son émotion.

— Je... je... je suis un homme droit... Je m'associe pleinement à la déclaration que vient de faire à Votre Majesté impériale le général Danilov...

Accablés, nous nous taisons.

L'Empereur s'est rapproché de la table. A plusieurs reprises, probablement sans s'en rendre compte, il regarde par la fenêtre du wagon dont le store est baissé. Son visage, d'ordinaire impassible, grimace malgré lui. Ses lèvres se plissent dans un mouvement que je n'ai jamais observé auparavant. On sent mûrir dans son âme une décision qui lui est affreusement pénible.

Rien ne brise le silence. Les portes et les fenêtres sont closes hermétiquement. Ah! vite, plus vite, que ce silence accablant se termine!...

Tout à coup, d'un mouvement brusque, l'Empereur se tourne vers nous et prononce d'une voix ferme :

— Je suis décidé... J'ai décidé d'abdiquer en faveur de mon fils Alexis.

Et il se barre la poitrine d'un grand signe de croix. Nous nous signons aussi.

— Merci à vous tous, continue-t-il; merci pour votre service vaillant et fidèle. J'espère qu'il continuera sous le règne de mon fils.

La minute est solennelle...

Le Tsar étreint le général Roussky, nous serre cordialement la main et lentement, à pas retenus, il regagne son wagon.

Comme il advient souvent après une longue tension, nous nous sentîmes subitement épuisés. Je me souviens, comme dans un rêve, qu'après le départ de l'Empereur quelqu'un entra et commença à parler. C'était, sans doute, une personne de l'entourage du Tsar... Tout le monde était prêt à causer de n'importe quoi, hormis de ce qui était alors l'essentiel... Le vieux comte Fréderickz essayait, je crois, d'exprimer ses sentiments personnels. Quelqu'un d'autre parlait... et quelqu'un d'autre encore. C'est à peine si on les écoutait...

Soudain, l'Empereur entra. Il tenait à la main deux télégrammes qu'il remit au général Roussky en le priant de les envoyer.

Le commandant en chef me les donna pour que je fisse exécuter l'ordre.

« Il n'y a pas de sacrifice que je n'eusse accepté dans l'intérêt et pour le salut de la Russie. Aussi suis-je prêt à abdiquer en faveur de mon fils, à la condition qu'il reste auprès de moi jusqu'à sa majorité et que mon frère Michel Alexandrovitch soit régent. »

C'est par ces mots, adressés au président de la Douma, que l'empereur Nicolas II notifiait sa décision.

A son chef d'état-major à la Stavka, il adressait le télégramme suivant :

« Ne pensant qu'à la prospérité et au salut de ma Russie tant aimée, je suis prêt à abdiquer en faveur de mon fils. Je vous demande à tous de le servir loyalement. »

Quelle flamme, pensais-je, vit dans l'âme de cet homme qui n'a eu pour malheur et pour infortune que d'être mal entouré!

DÉCISION AJOURNÉE

Il était près de quatre heures quand nous sortîmes du wagon. Sur le quai, on remit au général Roussky un télégramme que l'état-major venait de recevoir. Nous y lûmes, à notre grande surprise, la venue à Pskov, le soir même, de deux membres éminents des assemblées législatives : Goutchkov, membre du Conseil d'Empire, et Schoulguine, membre de la Douma.

Quelle mission les amenait ici? A y réfléchir, la situation se compliquait et il nous sembla qu'il était plus prudent, jusqu'à leur arrivée, d'ajourner toute décision.

A cet effet, le général Roussky revint au wagon de l'Empereur qui approuva le commandant en chef et lui ordonna de différer l'envoi des télégrammes.

En attendant la venue des députés de la capitale, je retournai à l'état-major. Le général Roussky décida de rester à la gare dans son wagon.

A l'état-major, j'eus littéralement à me mettre en quatre. Le quartier général, où visiblement l'on s'inquiétait fort de ne pas recevoir de réponse définitive, m'appelait sans cesse à l'appareil.

Le général Alexéiev me fit parvenir alors de Mohilev un projet de manifeste au cas où le Tsar se déciderait à abdiquer en faveur du tsarevitch Alexis. Ce projet de manifeste, à ma connaissance, avait été rédigé sur les indications du général Alexéiev par N. A. Basily, directeur de la Chancellerie diplomatique auprès du commandant en chef.

A peine reçu, je le transmis au général Roussky dans son wagon.

J'appris vers dix heures du soir que le train amenant les députés ne tarderait pas à arriver. Je me dirigeai, en conséquence, vers la gare.

Je trouvai le général Roussky dans son wagon. Il écoutait le rapport du commandant de la ville de Pskov. Celui-ci venait de recevoir communication, — nouvelle qui, par la suite, devait être reconnue fausse, — que des automobiles blindées, transportant des hommes, suivaient la route de Louga à Pskov.

Il faut dire que toute sorte de bruits alarmants se multipliaient alors et qu'il convenait de ne les accepter que sous toutes réserves. Néanmoins, comme la garnison de Louga était passée aux insurgés et que le train impérial se trouvait à Pskov, cette nouvelle troubla fort le commandant en chef, d'ordinaire si calme. Il ordonna d'arrêter ces automobiles par la force et de les empêcher d'atteindre Pskov.

Dans un autre ordre d'idées, le général Roussky me communiqua que, pour connaître à l'avance « le but de leur voyage », il avait donné l'instruction de prier les députés de

monter dans son wagon avant de se présenter chez l'Empereur. Il me raconta ensuite tout ce qui s'était passé durant mon absence.

— Après avoir examiné la situation sous toutes ses faces, me dit Roussky, et avoir considéré que Schoulguine, qui se rend ici, a toujours été tenu pour un monarchiste loyal et convaincu, je me suis demandé si les choses dans la capitale n'avaient pas tellement changé que l'abdication de l'Empereur serait devenue inutile et que le pays se contenterait de la constitution d'un ministère responsable.

— Cela indique, avant tout, que vous avez eu raison de conseiller au Tsar de différer jusqu'à l'arrivée des députés l'envoi des télégrammes relatifs à l'abdication.

— Oui, mais il me semble qu'il y a eu, dans le train impérial, quelques hésitations à ce sujet. Ce qui me le prouve, c'est que l'Empereur m'a envoyé Narychkine (1) pour me reprendre les télégrammes qu'il m'avait donnés à garder.

— Et qu'avez-vous fait, Nicolas Vladimirovitch ?

— J'ai dit à Narychkine que j'irais voir, à ce sujet, l'Empereur lui-même, et je me suis, en effet, rendu aussitôt au wagon de Sa Majesté. L'Empereur m'a expliqué qu'il désirait que les télégrammes ne fussent pas envoyés jusqu'à nouvel ordre. J'ai tranquilisé l'Empereur sur ce point, et il me les a laissés. Mais cet incident me prouve qu'il y a dans le train impérial je ne sais quelles hésitations.

Je ne devais avoir que plus tard l'explication de ce fait. L'Empereur avait eu, à ce moment, avec son chirurgien, le professeur Feodorov, une longue consultation sur la santé du Tsarevitch.

S'étant entendu confirmer le mal incurable de son fils Alexis, le Tsar avait, sans nul doute, résolu alors de modifier le caractère de son abdication, et d'abdiquer non seulement en son nom, mais au nom de son fils. Mais il n'avait pas soufflé mot au général Roussky de sa nouvelle décision.

Certaines personnes ont accusé le général Alexéïev d'avoir obligé l'Empereur à signer son abdication.

Mais on voit, par ce qui précède, que, dès la nuit du 15 mars,

(1) Un des aides de camp de l'empereur Nicolas II.

le président de la Douma, lors de son entretien avec Roussky, avait abordé, d'une façon précise, la question dynastique. Quant au général Alexéiev, il ne fit que se rallier à l'opinion de Rodzianko et transmettre celle-ci pour avis aux commandants en chef des différents fronts, par un télégramme qui, comme je l'ai déjà indiqué, ne partit du quartier général que le 15 au matin.

Je ne pense pas que, dans la question de l'abdication, l'origine ait pu avoir une importance décisive quelconque, car l'idée que l'abdication était inévitable avait pris corps longtemps avant les événements que nous venons de mentionner. Elle découlait du jugement qu'ils portaient sur la situation existante. Et si j'ai cru indispensable d'arrêter sur ce fait l'attention de mes lecteurs, c'est seulement dans l'intérêt de la vérité historique.

Il importe, d'autre part, de remarquer que, dès la nuit du 15 mars, cette idée était mûre à Pétrograd aussi bien qu'à la *Stavka* et qu'on en parlait à voix haute, non pas comme d'un acte « révolutionnaire », mais comme d'un acte loyal qui devait venir d'en haut et qui semblait l'issue la meilleure à l'impasse dans laquelle on se trouvait.

C'est dans cet état d'esprit que la question fut examinée par le Comité provisoire des membres de la Douma qui en vint à conclure qu'il était désirable de porter le résultat de ces délibérations à la connaissance du Tsar. Il en alla de même pour le chef d'état-major du commandant en chef, ainsi que pour les commandants en chef des différents fronts, qui présentèrent leur avis au Tsar loyalement et en toute franchise. Il n'y eut donc ni « perfidie », ni, à plus forte raison, « trahison ».

Ces mots que l'on devait trouver, par la suite, dans le *Journal* de l'Empereur ne se rapportaient pas, évidemment, à ceux qui avaient eu le courage, à une heure aussi difficile, d'indiquer la solution qu'ils entrevoyaient. Ils s'appliquaient plutôt à ceux qui, défenseurs obstinés des formes vieilles de l'autocratie au temps de son apogée, disparurent de la face de la terre à la minute décisive et laissèrent le Tsar en victime expiatoire de l'entêtement aveugle de ses anciens conseillers.

C'est dans cet esprit que Goutchkov et Schoulguine consentirent à partir pour Pskov. Tous deux appartenaient au parti monarchiste : ils ne pensaient pas que l'acte d'abdication du

Tsar en faveur de son fils, qui allait s'effectuer par leur entremise, conduirait, en définitive, à la ruine de la dynastie. Il est vrai que Goutchkov était détesté à la Cour parce qu'on le considérait comme un leader de l'opposition, et comme un ennemi du « Saint Vieillard » (1); mais l'abdication aurait pu être interprétée d'une façon tout à fait différente si, comme il en fut question un instant au palais de Tauride, des représentants des partis de gauche étaient entrés dans la délégation au Tsar.

— Je comprends fort bien pourquoi j'y suis allé, dit, dans ses Mémoires, Schoulguine. Je sentais qu'il était impossible de mettre le Tsar face à face avec les *Tcheidzé*. L'abdication devait se faire entre les mains des monarchistes et pour le salut de la monarchie !...

Voilà comment se posait la question dans les milieux les plus loyalistes.

SOUS LA PRESSION DES DÉPUTÉS

Le train qui amenait les députés de la capitale entra en gare, au bout du long quai de la station de Pskov, le 13 mars, vers dix heures du soir. Il se composait d'une locomotive et d'un seul wagon. La moitié de ce wagon, comme me le raconta plus tard le chef de gare, était occupée par un salon; l'autre moitié était divisée en compartiments avec, dans chacun, de longues couchettes transversales.

Le général Roussky et moi, pensant que les arrivants, selon notre demande, viendraient d'abord chez nous, attendîmes les députés dans le wagon du commandant en chef. Quelques minutes s'écoulèrent. Personne ne venait. Je sortis alors sur le quai pour voir ce qu'il en était, et j'aperçus de loin, dans l'ombre, la silhouette boitillante de Goutchkov, coiffé d'un bonnet de fourrure et portant un pardessus à col d'astrakan; Schoulguine était auprès de lui. Ils étaient entourés par quelques employés du chemin de fer, venus, comme leurs fonctions les y obligeaient, à la rencontre des hôtes de la capitale. Aheadant du groupe qui se dirigeait vers le train impérial marchait l'aide de camp de service.

Je compris que les députés avaient reçu du train impérial

(1) Raspoutine.

une invitation à se rendre immédiatement chez l'Empereur. Aussi, laissant passer le groupe, je retournai au wagon du général Roussky.

Un peu plus tard, nous fûmes appelés par l'Empereur.

Dans le vestibule du wagon, au porte-manteau, étaient suspendus deux pardessus qu'il me semblait avoir déjà vus. Ils me firent, je ne sais pourquoi, une impression désagréable.

— Les délégués sont déjà là, pensai-je dans un éclair.

En effet, dans le salon vert qui m'est familier, à une petite table rectangulaire proche de la cloison, l'Empereur d'un côté, de l'autre, face à l'entrée, Goutchkov et Schoulguine sont assis. Près d'eux, se tient, comme un fantôme, dans les ténèbres, un vieillard presque octogénaire, le comte Frédérickz.

L'Empereur porte toujours la même *bechmet* gris sombre. Sur le côté, à la ceinture, pend son long poignard.

Les députés sont en veston, et leurs habits froissés. On distingue sur eux la marque des nuits sans sommeil, du voyage et des émotions. Schoulguine semble particulièrement las. Il paraît aussi moins maître de lui. Il a les yeux battus, le visage mal rasé, la cravate de travers autour d'un col chiffonné.

Sur le seuil, le général Roussky et moi nous nous inclinons en silence. Le commandant en chef s'assied à la table. Je m'installe à l'écart, sur un divan d'angle.

Goutchkov achève de parler. Sa voix douce, monotone, prononce lentement, mais fermement, les paroles fatales qui précisent la nécessité de l'abdication du Tsar en faveur du tsarevitch Alexis, sous la régence du grand-duc Michel.

— A quoi bon ces répétitions, me dis-je, perdant de vue que les députés ignorent la décision prise par le Tsar dans la journée, plusieurs heures avant leur venue?...

A ce moment, la voix de l'Empereur rompt le discours paisible de Goutchkov.

— Aujourd'hui, à trois heures, j'ai décidé d'abdiquer. Cette décision demeure. Au début, je pensais transmettre le trône à mon fils Alexis; mais depuis, après avoir réfléchi, j'ai changé d'avis, et maintenant j'abdique également pour mon fils, en faveur de mon frère Michel... Je désirerais garder mon fils auprès de moi. Vous comprendrez sans doute, — et sa voix tremble en prononçant ces mots, — les sentiments qui me guident...

La nouvelle apportée par les dernières phrases est tout à fait inattendue pour le général Roussky et pour moi. Nos regards se croisent, mais, évidemment, ni lui, ni à plus forte raison moi, nous ne pouvons nous mêler à la conversation qui se déroule entre l'Empereur et les membres de l'Assemblée législative et à laquelle nous n'assistons que comme témoins.

A mon grand étonnement, ni Goutchkov, ni Schoulguine ne protestent contre la décision prise par l'Empereur.

Un instant silencieux, le Tsar se lève et se dirige vers son wagon. Nous nous levons tous avec lui et muets, respectueux, nous l'accompagnons de nos regards...

Goutchkov et Schoulguine, dans un coin du wagon, se consultent à mi-voix.

J'attends un peu, puis je m'approche de Goutchkov que je connais assez bien pour avoir travaillé avec lui à la Commission de la Défense de la Douma.

— Dites-moi, Alexandre Ivanovitch. La décision de l'empereur Nicolas II d'abdiquer non seulement pour lui, mais pour son fils, est-elle conforme à nos lois fondamentales? Cette décision ne risque-t-elle pas d'ouvrir une crise redoutable?

— Je ne pense pas, me répond-il; mais si cette question vous intéresse, demandez à Schoulguine. Il passe chez nous pour un spécialiste du droit constitutionnel.

Et Goutchkov me présente à Schoulguine que, jusqu'alors, je ne connaissais pas.

— Sans nul doute, me dit ce dernier, il y a ici une irrégularité juridique, mais, au point de vue pratique, qui, dans le cas présent, doit prévaloir, je penche pour la décision prise. Si le tsarevitch Alexis règne, il sera très difficile de le soustraire à l'influence de son père et surtout de sa mère, qui est si détestée en Russie. Dans ces conditions, les anciennes influences subsisteront et la renonciation au pouvoir, faite par les parents, aura été fictive. Le pays se contentera difficilement de cette solution. Quant à éloigner tout à fait le père et la mère de l'enfant, c'est miner indirectement la santé déjà ébranlée du tsarevitch. Tous trois auront à leur front une couronne d'épines.

Ce problème que je soulevais alors n'a évidemment plus aujourd'hui, après la mort tragique de toutes les personnes en

question, aucune importance pratique. Mais, à cet instant, je le considérais comme essentiel et susceptible de sérieuses conséquences. Aussi me félicitai-je d'avoir eu l'occasion de l'évoquer devant ceux qui avaient reçu plein pouvoir du Comité provisoire de la Douma d'Empire pour régler la question de la renonciation au Trône et, en cas d'acquiescement du Tsar, pour apporter dans la capitale l'acte d'abdication.

Pour je ne sais quelle raison, notre conversation en resta là...

Le comte Frédérickz essayait d'obtenir des députés des renseignements détaillés sur l'incendie de sa maison dans la capitale, pendant lequel, disait-il, sa femme malade avait été vivement impressionnée. Mais on voyait que, même chez ce respectable octogénaire, les soucis personnels passaient au second plan, et qu'il ne pensait qu'aux événements qui s'accomplissaient sous ses yeux...

Les minutes semblaient des heures.

Enfin, l'Empereur revint, apportant le texte du manifeste tapé à la machine à écrire sur quelques feuillets blancs. Si mon souvenir est exact, c'était le projet de la *Stavka*, légèrement modifié à la suite de la décision ultime du Tsar.

Les députés en prirent attentivement connaissance et insistèrent pour l'insertion de quelques mots qui leur semblaient essentiels. L'Empereur, sans soulever d'objection, satisfit leur désir. Puis, assis à la table, il ébaucha le texte de deux ukases au Sénat dirigeant : l'un désignait le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch comme commandant en chef ; l'autre nommait président du Conseil des ministres le prince Lvov.

Le transfert du commandement suprême au Grand-Duc fut unanimement approuvé ; quant à la seconde nomination, elle fut faite sur l'indication des députés présents.

L'Empereur parla quelques minutes encore, puis il prit congé. Il nous serra aimablement la main et passa dans son wagon.

Je ne devais plus le revoir...

Nous sortîmes du wagon. Le dernier de tous, je me retournai pour jeter encore un regard sur ce salon désert qui avait été le témoin muet d'un aussi grave événement. Au mur du wagon, la pendule marquait minuit moins le quart. Sur le tapis rouge, des papiers froissés traînaient... Les chaises, repoussées

en désordre le long des murs, soulignaient encore l'espace vide au milieu du wagon... On eût dit qu'on venait à peine d'emporter le cercueil d'un trépassé...

L'empereur Nicolas avait régné près de vingt-trois ans sur le sixième de la terre, sur cent soixante-dix millions de sujets!

Un nouveau chapitre s'ouvrait dans l'histoire de la Russie, un chapitre plein de mystère et d'ombre.

APRÈS L'ABDICTION

A la fin de l'audience chez l'Empereur, le général Roussky, commandant en chef du front nord, invita les députés venus de la capitale à passer dans son wagon. Il fallait attendre la transcription au net du manifeste et des ukases, puis leur signature par l'Empereur. Il fallait aussi, avant leur départ pour Pétrograd, donner quelque répit aux députés ébranlés par tout ce qu'ils venaient de vivre.

En sortant sur le quai mal éclairé, nous aperçûmes, à notre étonnement, une assez grande foule qui, muette et respectueuse, se tenait à une certaine distance du train impérial. Par quel moyen avait-elle pu pénétrer dans la gare entourée de toutes parts de troupes? N'importe! Comment s'opposer aux désirs des Russes qui, dans ces minutes décisives, cherchaient à s'approcher le plus possible du centre des événements?...

Goutchkov s'avança vers la foule. Il lui adressa je ne sais quelles paroles pleines de trouble et d'émotion...

On vit les gens ôter leurs toques, se signer, soit pour saluer le passé, soit pour accueillir l'avenir mystérieux. J'étais stupéfait du calme, je dirais de la solennité, avec laquelle les habitants de Pskov acceptaient l'entrée de la Russie dans une voie nouvelle.

— Qu'en attendent-ils? me demandais-je...

Une heure plus tard, on apporta dans le wagon du général Roussky le manifeste d'abdication, en deux exemplaires, signé par le Tsar, et les ukases au Sénat dirigeant, relatifs à la nomination du grand-duc Nicolas Nicolaïévitch comme commandant en chef, et du prince Lvov comme président du Conseil des ministres.

Tous ces documents étaient datés du 2 mars 1917 (ancien

style), 13 heures de l'après-midi, c'est-à-dire du moment où l'empereur Nicolas II avait, en fait, pris la décision d'abdiquer.

L'indication précise de l'heure sur les documents devait avoir, me semble-t-il, pour but de témoigner dans l'avenir que le Tsar avait volontairement abdiqué, en dehors de toute pression des députés envoyés par le Comité de la Douma d'Empire.

Alexandre Goutchkov, Schoulguine, ont reçu le Manifeste Suprême du 2 mars 1917.

C'est par la remise de ce reçu que se termina pour nous, à Pskov, ce jour cruel de l'abdication du Tsar.

Vers trois heures du matin, le 16 mars, les députés repartirent pour Pétrograd. Une heure auparavant, les deux trains impériaux avaient quitté Pskov, l'un après l'autre, lentement et sans bruit, dans la direction de Dvinsk. Ils conduisaient le Tsar et sa suite à la *Stavka*.

Le contenu du manifeste et les deux ukases, dont il est question plus haut, furent transmis par le télégraphe au quartier général et au président du Comité provisoire. On envoya ensuite à Pétrograd l'original des ukases. Les députés emportaient avec eux un exemplaire du manifeste d'abdication. Je conservai à l'État-major, jusqu'en mai 1917, le second exemplaire du manifeste. Quand le général Roussky quitta le commandement en chef du front nord et que je fus nommé commandant de la 4^e armée dans la région de Dvinsk, cet exemplaire fut envoyé par la poste au prince Lvov, chef du gouvernement provisoire. Avant d'expédier ce document à Pétrograd, j'en fis prendre une épreuve autographiée que je gardai jusqu'au coup d'État bolchéviste.

J'ignore le sort ultérieur de cette épreuve comme celui de nombreux documents de mes archives personnelles.

C'est la deuxième nuit blanche que nous passons !... Nos forces nous abandonnent. Mais la situation est si grave qu'il faut être toujours en éveil pour éviter qu'un excès de fatigue ne nous fasse commettre d'imprudence.

Encore des inquiétudes ! Les événements n'attendent pas ! Avec une vitesse vertigineuse, ils se pressent en tourbillons, se chassent l'un l'autre et ne laissent pas le loisir de réfléchir sur chacun d'eux en particulier !

Le 16 mars, dès cinq heures du matin, à peine rentré chez moi de la gare, après le départ du train impérial pour la *Stavka* et celui des députés pour la capitale, on m'appelle à l'appareil. Le président de la Douma et du Comité provisoire, Rodzianko, nous prie de ne pas rendre public le manifeste par lequel l'empereur Nicolas II a abdiqué et transféré le trône à son frère Michel Alexandrovitch.

« Qu'est-ce que cela signifie ? Pourquoi les députés envoyés hier de la capitale n'étaient-ils pas au courant des difficultés qui pourraient survenir ? Pourquoi n'ont-ils prêté aucune attention à l'avertissement que je leur ai donné de l'irrégularité juridique de l'abdication du Tsar, écartant son fils en faveur de son frère Michel ? Et comment, d'une façon générale, est-il possible de cacher un manifeste déjà transmis, dont on attendait la pacification des esprits ? » Toutes ces pensées allaient retentir, malgré moi, sur mon rapport au général Roussky. Celui-ci les approuva et me chargea de répondre pour lui dans ce sens à Rodzianko.

— Impossible d'accuser les députés, lûmes-nous sur la bande télégraphique qui transmettait les paroles de Rodzianko. Tout provient du soulèvement des troupes qui a éclaté dans la capitale d'une manière inattendue et pris des proportions qu'il est difficile d'imaginer. On aurait, peut-être, acquiescé au règne du tsarevitch sous la régence du Grand-Duc. Mais le règne du Grand-Duc lui-même était absolument inacceptable... Dans la foule, continuait Rodzianko, ne remarquant pas, sans doute, l'inconséquence de ses propos, ce ne sont que cris de « la terre et la liberté », « à bas la dynastie ! » « à bas les Romanov ! ». Après de longues négociations avec les députés des ouvriers, nous sommes convenus d'un accord. On convoquera dans quelque temps une Assemblée constituante. Celle-ci devra donner son avis définitif sur la forme du gouvernement...

— Je tâcherai, pour le moment, d'arrêter la diffusion du manifeste, répliqua le général Roussky, mais je ne puis pas répondre du succès. Beaucoup de temps est déjà passé. Quoi qu'il en soit, on ne fera prêter aux troupes un nouveau serment que sur ordre exprès du grand quartier général. Or, je dois vous avertir que le train impérial a quitté Pskov et que, légalement, en l'absence du commandant en chef (le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch se trouvait à Tiflis), c'est le chef d'état-major qui le remplace et qui agit en son nom. Dans ces condi-

tions, le centre de vos négociations ultérieures doit, désormais, être transféré à la *Stavka*; en ce qui me concerne, je vous prie seulement de me tenir au courant des événements.

En quelles mains l'Empereur, dans une heure aussi difficile, avait-il remis le trône de Russie?

Le grand-duc Michel Alexandrovitch était le fils cadet de l'empereur Alexandre III. Bien que, jusqu'à la naissance du tsarevitch, le 30 juillet 1904, il eût passé pour l'héritier du trône de Russie, il ne joua jamais un rôle actif dans la vie de l'État russe, et il se tint relativement à l'écart. Même au point de vue militaire, il n'avait conquis, avant la guerre, que le grade de commandant de régiment, et ce n'est qu'au début des hostilités qu'il fut placé à la tête d'une division, puis d'un corps de cavalerie.

Sous le règne d'Alexandre III, on avait coutume de dire que Michel, le fils cadet, était le préféré du Tsar pour avoir hérité du tempérament et même du physique vigoureux de son père. Mais, avec les années, il se transforma en un jeune homme grand et maigre, de santé assez délicate, de caractère tout à fait féminin. Je ne dirai pas que le grand-duc Michel donnât l'impression d'un homme très capable. Mais il avait un vif désir de s'instruire, et sa modestie, unie à une délicatesse extraordinaire, entraînait la sympathie. Je ne doute pas que, dans un État solide, aux institutions fermes, il n'ait été un bon monarque constitutionnel.

Hélas! quelques jours plus tard, cédant à des conseils néfastes, il abdiquait lui-même. Rien ne devait plus arrêter ma chère patrie sur le chemin de l'abîme.

GÉNÉRAL GOURY DANILOW.

FEMMES D'AUJOURD'HUI

ENQUÊTE SUR LES NOUVELLES CARRIÈRES FÉMININES

I

AVOCATES ET DOCTORESSES

Nous sommes en proie à une seconde Révolution française qui, s'opérant cette fois en mouvements insidieux et huilés, pareils à ceux d'un machinisme onctueux, ne bouleverse pas moins notre société que la Révolution de 93, avec ses éclatements, ses déflagrations et ses pulvérisations, n'a changé le visage de la France.

La première Révolution française a rompu l'ancienne anatomie sociale, défait et refait les grands organes nationaux. Elle avait laissé intacte la cellule. La seconde révolution que nous subissons a pratiqué de l'histologie. Elle est allée droit à la famille en détruisant, non pas la nature de la femme, mais l'ancien rapport entre l'homme et la femme. Comme on dirait en arithmétique, le chiffre a changé qui exprimerait la mesure de la femme, si l'on prenait l'homme comme unité.

Voilà toute la Révolution actuelle, d'autant plus sérieuse qu'elle est intime.

Comme nous connaissons les mœurs d'une civilisation ancienne par la décoration et les estampes ou tableaux qui nous en restent, et que la plus saisissante Histoire s'écrit par l'image, plutôt que de composer un traité ennuyeux, alourdi de consi-

dérations et critiques sur les changements survenus dans l'état des femmes, je voudrais me borner à peindre en petits médaillons quelques scènes de la vie féminine d'aujourd'hui dont j'ai pu être témoin, donnant ainsi à mon lecteur une impression directe et au premier degré, de notre société moderne, si jeune, si neuve, depuis la victoire.

L'AVOCATE

Il est deux heures et demie et le Palais s'emplit d'une foule bourdonnante. Si les fourmis pouvaient parler, on entendrait un vacarme pareil, quand on a crevé une fourmilière et que les toutes petites bêtes envahissent la salle à manger de la maison de campagne. Plaideurs et avocats sortant aussi de terre, semble-t-il, se répandent dans la Galerie Marchande et la Salle des Pas-Perdus, avec un mouvement de va-et-vient incohérent. Les toques passent et repassent, les grandes manches s'envolent. On reconnaît les profils célèbres des croquis d'audience.

Puis voici une tête nue, savamment coiffée, ondulations permanentes ou ondulations Marcel, un doigt de poudre aux joues ; un soupçon de rouge aux lèvres ; un regard bien déterminé à ne voir personne ; sous une mince épaule, une serviette bourrée de dossiers : une allure dansante qui rend plus pesante au passage celle du vieux bâtonnier Un Tel, celle de l'ancien président du Conseil sous des robes identiques. C'est l'Avocate.

En voici deux ; en voici dix ; en voici cinquante. Elles sont cent soixante-dix-huit au Palais.

Un jour, l'une d'elles traversait ainsi la Salle des Pas-Perdus sous l'écrasante mémoire de Berryer. Elle était ravissante et portait les plus belles torsades de cheveux noirs dont on se souvienne encore. Un journaliste, qui la croisait de conserve avec un avocat de ses amis, fut sidéré et s'arrêta en disant :

— Dieu ! que la robe lui va bien !

— Effectivement, reprit l'avocat. Mais je crois bien que c'est une robe prétexte.

Ce mot prit racine là où il était tombé. On en retrouve encore aujourd'hui, à la Salle des Pas-Perdus, la spirituelle

essence, la ramure immatérielle et la petite ombre indiscreète sur les avocates,

Plus nombreuses qu'hier et bien moins que demain...

Le chiffre indiquant les inscriptions de stagiaires masculins au barreau diminue chaque année. Mais celui des inscriptions d'avocates augmente.

En cet an de grâce féminine 1928, sur deux cents stagiaires inscrits, il y a cinquante femmes. Le barreau, qui décourage les hommes, encourage au contraire les femmes.

Pourquoi?

C'est que la femme a moins d'ambitions que l'homme. L'orgueil est un substantif masculin. Les succès du Palais sont lents; ils sont rares. Beaucoup de garçons ayant fait leur droit préfèrent demander aux affaires une fortune plus rapide. Mais une jeune fille qui n'a pas la charge de fonder un foyer, qui, à cause de ses facultés d'accommodation, peut se contenter de profits plus modestes, et qui estime moins l'argent qu'une carrière, la plus noble de toutes, où l'honneur et l'esprit sont une tradition chevaleresque, ne recule pas devant les lenteurs du succès matériel.

Et voilà pourquoi ce vingt-cinq pour cent s'accroîtra encore.

Lors de la rentrée dernière, sous les boiseries de chêne clair qui revêtent la première chambre de la Cour, devant le premier président prêtaient serment les jeunes gens qui s'inscrivaient au barreau comme stagiaires. Le commis greffier annonce : « M. un Tel. » Un jeune homme s'avance pour le vœu pathétique qui le consacre à la défense de l'opprimé. Le greffier répète le nom : « M. un Tel » ; puis, croyant s'être trompé, passe au nom suivant. Parait une jeune femme qui à son tour pénètre dans le prétoire. Le commis greffier l'arrête : « Mais je suis M^{me} une Telle. — Pas du tout, M. un Tel a signé déjà. — Mais je suis sa femme et nous portons le même nom. »

Charmant ménage, uni jusque dans le second serment!

Nombreux sont les mariages au Palais. Il faut que tombe l'objection qu'une fille ne trouve pas d'époux quand elle exerce une carrière libérale, comme si pour le chasseur il n'y avait pas plus de subtil contentement à capturer quelque animal farouche et libre qu'une chèvre domestique ou une

biche au bois de Boulogne. Et s'il parvient à en faire vraiment sa captive, je veux dire si la femme abandonne le maquis pour la maison, — ce que le conquérant espère toujours, — la victoire est incomparable.

Aussi, au Palais, voit-on ce jeu constamment ouvert, et les jeunes filles, en entrant au barreau, ne font-elles jamais vœu de célibat.

Y aurait-il encore des robes prétextes?

ME UN TEL se rend en hâte aux chambres de la Cour. Il a la Légion d'honneur et ses cheveux grisonnent. On ne sait plus s'il a été secrétaire de Waldeck-Rousseau ou de Demange. Mais il représente le jeune barreau de la dernière Exposition universelle, et un fiacre, pour un franc cinquante, le conduisait à ses premières audiences, du temps que Madeleine-Bastille était attelé de deux chevaux.

— Maître, que pensez-vous des avocates?

Les épaules épaissies et tassées sous les fronces de la robe, il sourit à cette évocation.

— Elles sont charmantes et j'en pense beaucoup de bien.

— Mais encore?

— Nous les avons vues pénétrer au barreau avec la plus vive sympathie. Nous ne cessons de les encourager. Pauvres enfants, leurs débuts sont difficiles. Elles se montrent d'ailleurs d'excellentes travailleuses, sérieuses, appliquées, ayant ponctuellement accompli leur temps de cléricature, connaissant la procédure sur le bout du doigt. Savez-vous? elles feront d'excellentes secrétaires : esprit d'ordre, de classement; méticuleuses. Beaucoup de mes confrères l'ont expérimenté : Oui, oui, excellentes secrétaires.

VOICI M^e X., secrétaire du précédent, vingt-huit ans, c'est-à-dire inscrit au barreau depuis la Victoire. Des souliers fauves apparaissant sous la robe, une cravate cubiste, la taille élancée, les cheveux glacés comme une étoffe de soie.

— Je suis féministe, me dit-il. Les femmes sont étonnantes. Ici, j'ai l'impression qu'on les a toujours vues. Dans les tribunaux pour enfants, elles me paraissent indispensables. *The right woman in the right place*. Leur sentiment, leur sensibilité, leur tendresse en font les défenseurs nés de l'enfance coupable.

Mais qu'on ne me parle pas d'elles pour les affaires civiles qui sont discussion, dialectique, controverse. Comment voulez-vous d'autre part que les femmes, sensibles, émotives, impulsives et illogiques, inspirent confiance à des hommes empêtrés dans un procès inextricable?

La première Chambre du tribunal, semée d'abeilles, revêtue de chêne, sombre d'être enfoncée dans les bâtiments de la Conciergerie et d'avoir condamné un jour la Reine en fieu de veuve...

Aujourd'hui, des juges débonnaires siègent dans l'atmosphère de vide propre à cette salle qui se prolonge dans le passé. Et devant eux, à la barre, est une frêle jeune fille blonde au fin profil, un peu prosternée en parlant devant le tribunal comme une religieuse devant l'autel. Son débit est tranquille, abondant, cursif; on le comparerait pour la continuité à un morceau de musique écrit sans pause ni soupir. Les juges sont pris au réseau liquide de ce doux ruisseau verbal. La tête dans un angle pieux, ils écoutent; ils s'amuse de ce raisonnement fluide; ils le boivent, s'en pénètrent. Ainsi, la blonde jeune fille qui accuse la partie adverse d'avoir confondu les biens d'une société en nom collectif avec le propre du directeur, son client, et qui le prouve; qui lui reproche en outre de lui réclamer de ce fait des sommes qui ne sont pas imputables à la liquidation judiciaire dont son client bénéficie, affermit-elle dans l'esprit de ces hommes de discernement une créance favorable à sa cause.

La partie adverse, qui a les cheveux gris et qui s'inquiète d'un petit ruisseau si sûr de lui, si inexorable en son raisonnement, tâche d'en dériver le débit par une traverse :

— Vous oubliez qu'il s'agit d'une société en nom collectif.

Comme un ruisseau contourne une méchante pierre qui a un instant déchiré son mouvant réseau, la plaidoirie se contente d'observer : « Une société en nom collectif est une personne morale comme toute autre société. » Et le débit continue de couler sans trouble.

Près de moi, une avocate déjà célèbre, fière du talent de sa cadette, ne peut se tenir de murmurer : « Son affaire est bonne ! Son affaire est bonne !... »

UN orageux après-midi pèse sur l'audience de la sixième Chambre civile, si exigüe, surchauffée d'un soleil qui semble amollir le plomb des vitraux. Les affaires se succèdent. Vient le procès X... contre Y...; accident d'automobile. M^{me} Z... s'avance à la barre : un visage d'enfant ; robuste et gaie. Onze ans de barreau déjà. Elle parle par petites phrases hachées.

Elle est combative et réclame un supplément d'enquête au nom de son client Y... Elle veut cette enquête. Elle l'aura.

Elle-même, on le sait, est un as du volant. Sa voiture, d'ailleurs, atteste, signe extérieur, ses succès d'audience comme chez beaucoup de dames du Palais.

TROIS voleurs passent en correctionnelle. Ils sont sans audace, sans cran, sans pittoresque : simples professionnels de piètre envergure. Au surplus, patelins et hypocrites.

M^{lle} X... qui défend l'un d'eux se présente à la barre d'un air découragé. Elle sait que rien n'est à dire de touchant sur le malheureux être qu'elle représente. Elle parle dans le style que sont bien forcés d'adopter les jeunes hommes qui défendent de tels clients. Pas de cris émouvants. Pas d'objurgations sentimentales. Pas d'évocations pathétiques d'un vieux père chargé de honte, d'un misérable écrasé de remords. Les personnages impassibles qui l'écoutent derrière leurs lampes vertes savent mieux que personne de quel gibier il retourne. On ne les manie point par des mots comme un jury. M^{lle} X... est avertie. Il n'y a pas là de féminité qui tienne. Un seul effort : attirer froidement, discrètement l'attention du tribunal sur un point qui pourrait commander plus de clémence, à savoir que, lors d'une condamnation précédente, la faute était assez atténuée du fait d'un entraînement notoire pour écarter cette fois la circonstance de récidive.

— Six mois de prison sans sursis, prononce le président avec lassitude.

« Il n'y a que les affaires civiles pour présenter de l'intérêt », me dit M^{me} X...

TROIS heures et demie. L'activité du Palais mollit. Dans la grande salle au plafond cintré de l'ancien palais des Rois, les pas se font plus perdus, plus trainants.

Voici la Présidente de l'Amicale des avocates, qui s'est

imposée si solidement au Palais. Elle voudrait grouper sous mes yeux, comme elle l'a fait sur le registre de l'Association, toutes ses jeunes confrères. Et dans le va-et-vient, clairsemé à cette heure, des avocats doublés de leur client, ses yeux pointent pour ainsi dire les têtes féminines, les coiffures savantes, seul indice, puis d'un signe, les tire de la masse pour me les présenter.

Voici M^{me} Une Telle, spécialisée au Tribunal de commerce et qu'on ne voit que rarement au Palais, occupée qu'elle est des litiges des marchands. Voici M^{me} Une Telle qui fut des années clerk d'avoué et qui représente aujourd'hui, au barreau, la science procédurière. Voici M^{me} Une Telle, arrivant de la quatrième Chambre civile où elle vient de plaider dans une affaire d'attribution d'enfants. Voici M^{me} Une Telle qui s'occupe spécialement des procès industriels. Mais comment les voir toutes ? L'une plaide présentement à la cinquième Chambre, l'autre a été appelée aux Référés, la troisième est aux Assises, où elle défend un bandit fameux. Il faudrait organiser une rencontre générale...

LA Buvette du Palais est une taverne mi-solennelle, mi-intime où juges et avocats se retrouvent en vestons du même côté de la barricade. Un peu de mystère règne. Des fronts bien voisins enferment le long des tables des secrets explosibles dont ils se bombarderont tout à l'heure, vienne l'audience ; on voit des parties adverses se passer avec aménité le sel ou la carafe qui ne contiennent aucun poison. On reconnaît les magistrats à leur silence. Les serveurs sont de vieux annuaires du Palais qui en savent long sur leurs convives. Toutes les femmes déjeunent en robe. La robe qui affuble les hommes en dehors du Prétoire, semble propice à la femme qui s'y meut comme dans un déshabillé. On reconnaît les femmes à la robe.

Voici une longue table peuplée d'avocates. Quel sujet pour Franz Halz ! Une lumière supérieure éclaire ce sous-sol, caresse d'abord ces beaux fronts d'intellectuelles que nulle fanfreluche capillaire ne dérobe, puis leurs yeux tous jeunes encore, mais si apaisés et si lucides d'avoir contemplé et consolé tant de misère humaine déjà, qu'on dirait aussi des « régentes » rangées autour de ce couvert. Et ce sévère uniforme noir dont on a pu tirer des vaudevilles, mais qui exprime tant de sécu-

laire noblesse, tant d'honneur traditionnel avec l'universelle liberté de la Défense, les asseoit en sagesse, en sécurité. Elles sont « de l'Ordre », elles aussi. Elles empruntent, grâce à leur robe, cette dignité collective qu'on voit aux femmes du vieux maître de Harlem.

Placées au hasard sans souci des amitiés, des préférences ou des indifférences, elles ont formé aussitôt, parce que femmes groupées ensemble, comme une coalition. Dans leurs vastes manches, leurs coudes se serrent. Contre qui ? Contre la Force, comme chaque fois que les femmes se réunissent. Ici, la Force est vague. C'est l'homme. C'est l'opinion publique. C'est l'erreur, la calomnie, la routine...

Et je vois soudain apparaître ce que ne dévoile à la barre ni l'avocat, ni l'avocate : leur âme. Je vois le rapport secret du défenseur et de son client, qui n'est pas de même valeur chez les avocates. Toutes très occupées, — trois d'entre elles n'ont-elles pas été secrétaires de la Conférence ? ce qui crée d'emblée une belle carrière, — elles parlent de leurs affaires, elles mettent à nu la longue histoire qu'est un procès, et tout ce qu'une femme avocat surajoute au dossier de pitié, d'affectueux intérêt, de serviabilité, de bonté agissante. Un homme d'affaires angoissé choisit comme défenseur une femme qui écoutera plus patiemment qu'un autre homme sa longue confidence. Il lui dévoilera plus facilement sa hantise de la faillite, ses erreurs ou ses faiblesses. Il la sollicitera au besoin de venir voir son enfant malade ou de faire patienter la dactylo qu'il ne peut pas payer. Un plaignant, victime d'un accident et défendu par une avocate, lui demandera des visites à la clinique ou à l'hôpital, désirera, à la clinique, des friandises, à l'hôpital un secours pour ses enfants. Ce client, réduit avec un avocat pressé aux seuls colloques judiciaires, exigera de son avocate ce qu'on attend de l'infirmière qui vous soigne, de la religieuse qui vous hospitalise, de la vieille domestique qui vous a élevé, enfin des cœurs qui semblent vous devoir tout.

MME Z... m'a dit : « J'ai beaucoup de clients masculins, sauf dans les affaires de divorce. » Jamais un homme ne confiera à une avocate le soin de plaider contre sa femme.

Mais, en revanche, les femmes...

Irréfutable psychologie !

LE tambour de la n° Chambre franchi au hasard, le même tableau réapparaît, barré au fond par le Tribunal et ses trois noirs juges. En face d'eux les deux parties : un avocat, une avocate.

La jeune femme parle faiblement, pour le président qui seul prête l'oreille. Les mots m'échappent, mais on sent une douce insistance rien qu'à la ligne infléchie de la robe qui se penche vers le tribunal, en signe de persévérance, semble n'avoir de cesse qu'elle n'ait obtenu quelque chose comme le renvoi de l'affaire à une date ultérieure, pour permettre un supplément d'information ou un fait nouveau en expectative.

La partie adverse, un vieil avocat fourbu d'expérience, adresse un sourire au président, qui le lui rend aussitôt. Le regard du juge, collusion subtile, entente fugitive du masculin contre le féminin, a croisé le regard de l'adversaire. Ils ont échangé une pensée rapide; ô ciel, une pensée? une impression, un éclair. Et ils ont dit ensemble avec une paternelle indulgence :

— Mais, c'est entendu. Cela va de soi.

L'insistance de l'avocate est coupée net. Elle n'a cependant pas vu l'imperceptible complicité de ces deux visages, images des deux grands magistères masculins, la judicature et le barreau, accordés l'espace d'un instant dans leur inguérissable étonnement devant la nouvelle venue.

LA DOCTORESSE

UNE longue salle où apparaissent plus de cent blouses blanches. Le jour triste qui entre par des fenêtres aux carreaux douteux éclaire, le long des tables, des masses brunes, informes, d'où s'échappe parfois une chevelure grise ou blonde éparse.

C'est une salle de dissection.

De pauvres hères, partis pour la vie mystérieuse, ont laissé sur ces tables leur défroque magnifique, leur machinerie incomparable et le secret le plus précieux. Quel riche testateur en fit jamais autant? Ces chrysalides humaines, déchirées d'un bout à l'autre comme d'avoir laissé s'envoler une grande âme, sont une matière nouvelle, tannée, couleur de cuir et de sang séché, des corps ayant changé de nature en même temps que de destination, et proies de la science après proies de la vie.

Sur les cent étudiants qui se les disputent, trente jeunes

filles environ habitent ces blouses blanches maculées qu'on voit penchées sur les cadavres.

Leur rose printemps, la fleur de leur joue s'approche de ces visages desséchés, de ces flancs ouverts comme de feuillets anatomiques. Et leurs dix-neuf ans en paraissent plus puérils, plus éclatants. Sortant, poudrées et parfumées encore du foyer paternel le plus tiède, elles viennent ici pour le premier tête-à-tête avec le sphinx physiologique. Elles se partagent un cadavre avec deux ou trois garçons, fouillent, d'un scalpel encore malhabile, les viscères durcis, décortiquent un cœur, découvrent, comme une eau souterraine, le trajet d'une artère, dégagent un filament nerveux. Plus avides, plus pressées, plus zélées, plus exigeantes que les garçons devant ce livre ouvert, elles travaillent en silence pour lui arracher plus de secrets, lui ravir plus de connaissances.

Voici une belle et grande fille que la blouse allonge encore. Ses cheveux dorés, sa peau lumineuse s'éclairent dans l'embrasure d'une fenêtre comme si elle posait pour un peintre. Mais, loin de sa pensée ! Elle s'attaque à une tête de mort. Armée d'un ciseau et d'un marteau, elle frappe à coups redoublés pour déboîter les pariétaux et l'ouvrir.

Les coups de marteau éclatent régulièrement dans la salle, rythmant le bourdonnement des garçons qui bavardent.

Il y a trois cent quinze étudiantes à l'École de médecine de Paris. Il y en a presque autant dans l'ensemble des Facultés de province.

Dix heures du matin. La salle des fiévreux est nette comme un pont de navire. Les lits osent à peine y poser leurs quatre pieds grêles. Les têtes dodelinent sur l'oreiller. On attend la visite.

Un vacarme éclate dans l'escalier. On dirait des souliers à clous et des rires de collégiens. La porte vitrée s'ouvre. Le patron, la toque en tête, s'avance majestueusement ; général en chef de l'armée blanche aux minces soldats, qui le suit.

Sur huit ou neuf étudiants, il y toujours trois ou quatre jeunes filles.

Au lit n° 4, première station. Le médecin chef scrute le facies hépatique de l'entrant, l'œil gros et noyé, les bajoues biliéuses. Il arrache la couverture, met à nu un thorax cachexique

sur lequel se précipitent dix jeunes regards déjà médicaux.

— Voyons, mademoiselle Une Telle, faites-moi un diagnostic!

M^{lle} Une Telle, serrée dans sa blouse comme dans un trench-coat, les cheveux noirs lissés et ornés du « pli » sur la tempe, sourit d'aise. Son doigt, « fait » le matin, abaisse la paupière du pauvre homme, dégage une sclérotique d'ictère. Puis, sa main rose et potelée d'écolière se pose à plat sur un ventre décharné, juste au-dessous de la charpente voûtée des côtes. La main, dont la pression s'accentue, s'enfonce, paraît sombrer parmi les viscères malades.

— Oh! là, là, dit le patient.

— Je vous fais mal? demande une voix si douce, si mélodieuse, si compatissante que le pauvre homme est encore content, et sourit à la jeune praticienne.

Alors, elle prononce, avec l'anxiété d'être rabrouée par le patron, peut-être :

— Engorgement de la vésicule. Origine néoplasique.

Et le patron, qui considère encore toutes les étudiantes comme des enfants-prodiges :

— Mais, très bien... très bien!...

UNE salle de garde d'un vert délavé, aux fresques caricaturales. Les trophées d'usage, boutons de portes, panonceaux volés, enseignes arrachées, figurent autour de la cheminée avec les aphorismes d'un ancien doyen de la Faculté sur l'accouchement.

Aujourd'hui l'on reçoit. La table est longue : internes et externes, jeunes hommes et jeunes filles placés au hasard, déjeunent dans d'épaisse faïence.

Les étudiantes ont ce demi-sourire, fixé à un certain cran définitif, des femmes qui, sans souscrire à des propos douteux, ne veulent pas être accusées de les arrêter par bégueulerie, et sont également éloignées de ne pas les comprendre et de ne pas s'en divertir. Tel le sourire des mères aux premières plaisanteries de leur fils, jeune homme.

C'est au dessert, composé d'une pomme, que l'on cause.

— Eh bien non! plutôt ne jamais nous marier que de consentir à pareille abdication. Quoi! parce qu'un homme l'exige, renoncer à la médecine après cinq années d'un pareil travail, après de longues périodes d'internat, de laboratoire, de

recherches passionnantes, quand nous avons en main un tel métier et un tel pouvoir, et le droit à l'exercice d'un art pareil, à l'indépendance, au succès, à l'épanouissement de notre personnalité? C'est un peu fort de le requérir des femmes plutôt que des hommes. Ceux-ci pousseraient de beaux cris!

Ainsi parle une brunette aux yeux rieurs, non dépourvue de coquetterie et répondant ici à l'éternelle prétention de tous ces jeunes épouseurs éventuels qui aspirent, en se mariant, à ne pas se trouver en face d'un confrère. Un ban de toutes les jeunes filles présentes accueille la déclaration de l'étudiante. Le ban est vigoureux, les manches de couteaux ébranlent la table et trois lames sautent en l'air. Alors des cris d'animaux acclimatés dans le gosier des garçons, partent comme d'un jardin zoologique pour conspuer ces méchantes filles.

— Mais il y a encore, Dieu soit loué! des femmes hors d'ici, crie un interne à la figure remarquée.

Ton charmant de ces disputes sans équivoque, sans agaceries, sans flirt, sans arrière-pensées, affiliées, pour le diapason, à celles des familles où frères et sœurs s'invectivent sans galanterie, mais avec ici, cependant, un je ne sais quoi de plus ou, peut-être, de moins fraternel.

On pourrait appeler l'École de médecine, l'École des maris. Combien de jeunes filles qui n'en eussent point trouvé en restant à broder, comme dans l'autre génération, auprès de leur mère, épousent là, non pas le premier jeune homme venu comme il y a quarante ans, mais le fiancé trié sur vingt, sucent camarades et à bon escient. Car la marchandise n'est pas rare, et le choix est motivé.

Mais aussi quel procès les deux sexes font-ils là l'un à l'autre...!

Dans une grande Faculté de province que je sais, deux étudiants en médecine se sont mariés.

C'étaient deux jouvenceaux insoucians et libérés comme des oiseaux, à qui plaisait trop leur vie intellectuelle et franche de traditions alourdissantes, pour qu'ils en changeassent. Lui, continua donc son internat. Elle, plus avancée, des études d'histologie. Au bout d'un an, un petit enfant leur arriva sans qu'ils y pensassent. Ils sont trop simples et trop naturels pour

se défaire de leur bébé en faveur d'une nourrice de campagne, d'une grand mère dévouée où même d'une domestiqué, comme leurs amis s'y attendaient. Ils gardent l'enfant, ils le dorlotent; la maman l'allaita et ne veut pas s'en séparer.

La médecine est donc oubliée dans l'affaire?

Non pas. Le nourrisson est roulé chaque matin dans une petite voiture jusqu'à la Faculté par les mains de la jeune mère.

Un jour, au laboratoire, dans le grand silence vitré, dans la chaleur des étuves où fermentent les bouillons, les élèves, l'œil plongé dans la citerne du microscope, tressaillent à des cris perçants qui semblent venir du cabinet du chef.

Celui-ci qui procède à des coupes dans une pièce anatomique, se redresse, échange un regard complice avec la jeune mère, et, bientôt, calme tous les élèves d'un ton sévère :

— Ne faites pas attention. Il s'agit d'un petit chien sur lequel on tente une expérience.

Sur 5 530 docteurs exerçant à Paris ou dans le département de la Seine, il y a 243 doctoresse. Sur ces 243 doctoresse, 98 sont célibataires.

Sur les 145 femmes mariées qui exercent la médecine, je n'en trouve que 37 qui pratiquent leur profession avec leur mari. Les autres, ou n'ont pas épousé de médecins ou sont séparées, ou sont devenues veuves.

Sur 8 ou 900 doctoresse qu'a faites la Faculté de médecine de Paris depuis une vingtaine d'années, 243 seulement sont établies professionnellement.

Qu'est devenue la différence?

Le prestidigitateur qui a escamoté, aux mains mêmes du statisticien fidèle, des centaines d'étudiantes, c'est le mariage. C'est le mari français, exclusif, absolu, qui, à l'orgueil de pourvoir seul aux charges du foyer, joint la faiblesse de son exigence sentimentale et le besoin de la présence perpétuelle et servile de l'épouse.

Sidonie réunissait dans une âme accomplie la sensibilité la plus frémissante et l'énergie la plus volontaire, donnant ainsi dans le commerce de la vie ce qu'on attend d'un cœur d'homme, d'une intelligence d'homme, et, au surplus, ce que l'habitude nous force d'exiger du caractère des femmes.

Elle avait été reçue médecin une année avant la victoire, et s'était établie toute jeune sur une hauteur que nous appellerons Montmartre. Nécessité n'a pas de loi. Les bonnes gens qui boudaient encore, à cette époque, à la pratique féminine de la médecine, recoururent bien par force, à défaut des docteurs mobilisés, aux soins de la doctoresse. Elle était infatigable, non seulement de son corps, mais de son cœur. Elle accueillait à toute heure ses clients, les mains tendues de charité, dans un geste familier pareil à celui de l'Immaculée Conception.

Ses grands yeux de charbon, méditatifs, pénétrants, enveloppaient le malade, la maladie, leur arrachaient le secret du diagnostic. Quelques cures rententissantes lui firent, dans son quartier, une réputation que dix années confirmèrent.

Il est doux pour une femme de réussir. Sans les chaudes montées de sang que l'ambition rassasiée donne à l'homme, sans l'ivresse de l'orgueil, la femme savoure son succès comme un fondant, comme de la grenadine.

Et il y avait, dans un endroit que nous appellerons le seizième, un jeune spécialiste au nom déjà glorieux, qui aima Sidonie et lui demanda sa main. Il possédait dans son talent médical, dans la puissance de son investigation plus d'éclat, plus de profondeur. Sidonie, dans leur commune recherche de la maladie, était la vrille, lui, le pic. Et, réputé très fort, il offrait lui aussi dans le commerce de la vie cette sensibilité, et ce don d'émotion dont on fait à tort l'apanage féminin.

Leurs amis se réjouirent d'un si noble couple. Sidonie conserva son cabinet de Montmartre, et lui le sien, dans l'un de ces longs rayons qui partent, à Paris, de l'Étoile. Ils se séparaient chaque matin, se retrouvaient à peine aux repas du soir. Et il semblait tout le jour à ce jeune mari, dans cette maison sans femme, qu'il continuait d'être garçon. Un jour, sa peine éclata et il lui dit : « Je voudrais que tu habites ici toujours avec moi. — Mais ma clientèle ? — Tu l'abandonneras. — Mais il me sera difficile d'en recréer une autre ici. — Tu n'en auras plus. — Mais que ferai-je de mes journées ? — Tu t'occuperas de la maison et de moi... »

Dans son geste familier, elle tendit ses mains débonnaires, répondit : « Comme tu voudras. » Et elle ne pleura que le soir, quand elle fut seule.

Montmartre l'appelle encore parfois à grands cris et tous

ses chers clients qui lui eussent baisé les pieds, et son cher succès si suave, si doux, si fondant, qu'elle ne boira plus.

Elle m'a dit un jour :

— On ne peut exiger tous les bonheurs.

— Et pourtant, me dit la doctoresse Claudia, et pourtant, moi, j'ai trois enfants, un cabinet achalandé, contigu à celui de mon cher mari, lequel a tout mon cœur. Je me lève à sept heures, ne pars pour mes visites qu'après avoir expédié au lycée mes deux aînés, surveillé le bain de la toute petite et donné à ma cuisinière les menus du jour. Je rentre déjeuner avec mon mari. Nous causons gaiement de tous autres sujets que le médical. Notre consultation commence, sensiblement égale en durée. Quelques courses encore ; un diner tardif, et, après un coup d'œil aux devoirs des enfants, nous voilà en tête-à-tête pour une bonne soirée...

Claudia et son mari sont deux esprits géométriques.

La lourde pierre d'achoppement des étudiants en médecine, l'Internat des hôpitaux de Paris, devient pour les jeunes filles un jeu d'enfant.

En 1924, l'une d'elles, au concours qui chaque année laisse sur le carreau tant de brillants élèves, emporta le titre avec le n° 1. Chose curieuse, cet immense succès, triomphe inouï pour le féminisme, souleva surtout, parmi les étudiants, l'enthousiasme des garçons qui, avec une bonne grâce très fraternelle, applaudirent leur jeune camarade. Depuis lors, il n'est pas d'année qu'on ne voie cinq ou six lauréates au concours d'Internat.

Dans les hôpitaux, les jeunes filles internes administrent leur service, tiennent les écritures, surveillent leur salle en bonnes maitresses de maison.

J'ai interrogé sur leurs qualités médicales un de leurs maitres les plus réputés.

— Elles travaillent, me fut-il répondu, avec plus d'assiduité et moins de distraction que leurs camarades. Sans doute n'inventeront-elles jamais une maladie, comme Pott, comme Vincent, comme Parkinson. Inventer n'est pas le genre des femmes. Mais elles peuvent égaler l'homme en valeur médicale.

Il ne leur restait plus qu'à obtenir un autre titre, plus rare

et plus glorieux encore, celui de médecin des Hôpitaux. Or, un hôpital de Nantes possède déjà une femme médecin-chef. Une jeune doctoresse parisienne est arrivée cette année seconde à l'admissibilité. L'hôpital Necker compte une femme chirurgien. Enfin, à Toulouse, on peut voir une femme professeur agrégée de Faculté.

LA CHIRURGIENNE-DENTISTE

DANS un dispensaire privé de Lyon, dû à la générosité d'une grande dame, m'est apparue pour toujours l'image type de la chirurgienne-dentiste.

De petits enfants pauvres de six jusqu'à douze ou treize ans étaient sagement rangés sur des chaises : blouses noires à plis; têtes, bien arrondies au tour, de petits Français, rasées de ce côté de la salle, de l'autre, ornées d'une tresse en forme de sonnette.

De temps à autre une porte s'ouvrait. Appelée par vingt regards enfantins, une blanche jeune femme s'approchait. Sa main, si douce qu'elle paraissait molle et sans force, passait sous les mentons fragiles. Elle disait : « Viens ! » Un enfant se levait avec une sorte de joie. Ils passaient ensemble dans le cabinet plein de barbarie où tous les appareils nickelés et jusqu'au fauteuil machiné sont, par la seule vision, névralgiques.

La dame blanche endormait d'avance le petit garçon par un orchestre de paroles qui accompagnait le cliquetis des instruments, au sinistre langage. Il était question de Guignol, de chevaux de bois, de petits oiseaux vivants. Lui souriait, n'avait pas peur. Et c'est sous cette maternelle narcose que se faisait l'opération dans cette bouche si tendre où des doigts minces et puissants de joaillier rangeaient, pour la vie peut-être, les perles humaines.

Pas un pleur ne coulait. Pas un cri n'était entendu. L'opératrice et le patient s'entendaient dans une sensibilité partagée pour n'avoir aucun mal. Au bout de tout, l'enfant recevait un baiser. Puis les doigts si fermes, si sûrs, si souples, si savants se baignaient vite pour passer à un autre petit client.

BÉNÉDICTION pour notre race paysanne si, parmi nos campagnes, se multipliaient ces joaillières du sourire humain,

ces fées de la physiologie générale, ces magiciennes qui restitueraient à l'homme ce qui fait la parure de tout bel animal sain.

Les chirurgiennes-dentistes sont établies, relativement aux hommes, à Paris et dans le département de la Seine, dans une proportion trois fois plus grande que les doctresses, bien qu'il y en ait trois unités de moins. Nous avons trouvé 243 femmes sur 5 530 médecins. Il y a 240 femmes sur 1 784 dentistes.

Les chirurgiennes-dentistes, comme leurs sœurs de la médecine, se groupent systématiquement dans les grandes villes. Sur le chiffre que je viens de donner pour le département de la Seine, 58 seulement exercent en banlieue, les 182 autres sont établies à Paris même.

Les campagnes, les chefs-lieux de canton, les bourgades pendant ce temps sont dépourvus de tout soin dentaire. Combien de jolis visages édentés, combien de santés compromises, parce que manque à tant de jeunes gens l'instrument primordial de la nutrition !

MAIS, patience ! Demain verra sur ce point de grands changements, si nous en croyons les promesses d'aujourd'hui. Poussons les portes de l'École dentaire de Paris.

Dans ces grands ateliers lumineux où toute une jeunesse, par mille artifices inconnus du public, acquiert ces doigts magiques, capables d'exécuter les ordres les plus subtils de la pensée, une première illusion ferait croire à une école féminine. Quel fluide particulier, lorsque les deux sexes se trouvent réunis, donne aux femmes une visibilité plus frappante ? Il semble qu'il n'y ait, parmi ces blouses blanches, que des jeunes filles à sculpter les petites dents taillées dans une bille de buis, à modeler des mâchoires, à ciseler de l'or, à écouter les cours de l'amphithéâtre, à passer des « colles » avec des anciens dans une salle d'études, à radiographier des racines dentales à même la bouche du patient, à meuler des émaux malades à la salle d'opération où le public-client se prête à ces débuts.

En réalité, les garçons l'emportent encore par le nombre. Mais dans une proportion bien moindre que dans les autres écoles déjà vues. Sur 431 élèves, l'École dentaire compte cette année 130 femmes.

D'autres écoles officielles, à Lyon, à Bordeaux, voient éga-

lement chaque année augmenter le nombre de leurs élèves femmes.

Il semble que l'odontologie soit en passe de devenir un métier nettement féminin.

On reconnaît aux chirurgiennes-dentistes une extrême habileté, de la patience, de l'attention et cette sensibilité en faveur de l'enfant qui en fait les praticiennes tout indiquées de l'odontologie, enfin créée, du jeune âge.

ELLES aussi trouvent des maris à l'École dentaire. Cependant, on voit peu de ménages où femme et mari possèdent chacun son cabinet. Le plus grand nombre des femmes exerçant à Paris, sont célibataires. Les autres n'ont pas épousé des confrères.

Comme toujours, beaucoup de jeunes filles dentistes qui se marient renoncent à leur profession.

Voici un appartement parisien que je sais, où jase dans le fond tout le jour comme le bruit d'un rouet.

Ni rouet, ni quenouille, pourtant, mais une frêle et énergique jeune femme qui, penchée sur des lèvres humaines, travaille des filets nerveux avec des instruments plus déliés que le nerf même. Ses doigts manient le davier, la pince, la meule. Elle est secrètement forte, inébranlable, debout de l'aube au soir. Une belle clientèle.

Le soir, quand le dernier client l'a quittée, elle ôte en hâte sa blouse, redevient la jeune femme parée qui attend le mari qu'elle aime. Il rentre. Il arrive, las et triste. C'est un petit industriel en proie à l'insuccès qui lutte contre le sort. Ils se sont épousés dix ans auparavant, alors que tout souriait à l'usine.

— Mais puisque j'ai mon cabinet, chéri, tu peux attendre...

Voilà où en est ce roman bien moderne. Comment finira-t-il? Ce n'est ni mon lecteur, ni moi qui nous hâterons de conclure. Je place seulement ici un document photographique.

COLETTE YVER.

(A suivre.)

PHILIPPE II A L'ESCORIAL

III ⁽¹⁾

LES DIFFICULTÉS DE LA CONSTRUCTION

CELA n'alla point tout seul... Dès les premiers coups de pioche, des contrariétés, des craintes, des scrupules et des repentirs de toute sorte assaillirent le Roi et les religieux, intéressés autant que lui à l'achèvement de « la fabrique ». D'abord, les lenteurs et les difficultés du travail, les erreurs de plan et d'organisation de la main-d'œuvre. Si l'on avait des carrières à proximité, il fallait faire venir, quelquefois de très loin, les matériaux de prix, les bois et les marbres. Ensuite les engins de construction et de transport, très perfectionnés pour l'époque, nous sembleraient, aujourd'hui, rudimentaires. Puis, malgré la plus stricte économie, l'argent qui se tarit, la pénurie du trésor royal. Ajoutons à cela la malveillance du plus grand nombre et l'impopularité de l'œuvre. En dépit des privilèges et des exemptions qu'on leur accorde, les gens de l'Escorial voient cette construction de très mauvais œil. Ils sont furieux d'être envahis par les ouvriers de la fabrique, qui bouleversent toutes leurs habitudes, qui détournent leurs sources, ou qui épuisent leurs réserves d'eau. On les déloge de leurs pâturages, ou bien on les exproprie. Les expropriés propagent leur mécontentement à travers les provinces voisines et tout le royaume : l'opinion publique est hostile à ces constructions fastueuses du Roi, qu'on

Copyright by Louis Bertrand, 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 décembre 1928.

accuse d'épuiser ses peuples, pour satisfaire une vaine gloriole de bâtisseur...

Outre cette hostilité latente, ou plus ou moins déclarée, des populations, on redoute l'hostilité effective, les mauvais desseins de l'étranger contre l'Escorial. Un incendie se déclare-t-il dans les combles du couvent, on y dénonce la main des huguenots. L'hérésie tout entière est conjurée pour empêcher la construction de cet édifice, qui a la signification antirévolutionnaire que l'on sait. Devant cette opposition réelle ou imaginaire, le fondateur lui-même finit par se décourager. Bien plus, on essaie de jeter le trouble dans son esprit, on s'évertue à lui faire changer ses intentions : il doit abandonner l'Escorial, qui est un lieu malsain, difficilement accessible. D'autre part, les hiéronymites ne sont pas, lui dit-on, les religieux qui conviennent pour une telle fondation : les jésuites, ordre intellectuel et savant, en tout cas plus moderne, ne semblent-ils pas mieux qualifiés ? Et mille autres objections de ce genre !... Et puis enfin les terreurs diaboliques qui s'emparent des moines. Ils sont convaincus que les puissances infernales sont déchaînées contre eux et contre leur couvent. Une bourrasque, un accident de chantier sont, pour eux, des signes évidents de la rage démoniaque. Si, avec cela, les travaux se ralentissent, ou rencontrent quelque achoppement passager, les voilà qui désespèrent.

Néanmoins, grâce à l'obstination de la volonté royale, on triompha de tout. Il fallut un peu plus de vingt ans pour achever la bâtisse extérieure. Mais la décoration intérieure occupa Philippe jusqu'à sa mort.

Dès le printemps de 1562, on se mit à construire les fours à chaux et les réservoirs et, en même temps, à défricher l'emplacement du monastère. Le sol environnant était couvert de broussailles et notamment d'une espèce de ciste qu'on appelle la *jara* et qui foisonne, aujourd'hui encore, autour de l'Escorial : plante velue, aux lianes enchevêtrées et extrêmement tenaces, dont les fourrés servaient de refuge aux troupeaux. En suite de quoi, on aplanit le terrain qui était passablement inégal. On dut entreprendre des travaux de terrassement considérables. Puis on creusa les fondations, d'après les plans de l'architecte en chef, Juan Bautista de Toledo. On imagine le tracés et l'émotion que cela fit dans la contrée. Les bergers, en parti-

culier, n'étaient pas contents : on leur prenait leurs abreuvoirs et on les expulsait de leurs abris et de leurs terrains de pâture. De là des rixes avec les ouvriers, qui, pour la plupart, étaient des étrangers : nouveau motif de haine contre eux. Car la surintendance des bâtiments avait fait venir tout de suite de toutes les provinces d'Espagne des carriers, des maçons, des charpentiers, des bouviers, des charretiers et toute espèce de manœuvres. Parmi ces hommes, il y avait beaucoup de Basques, de Navarrais, de montagnards du Guadarrama, gent colérique et qui passe pour avoir mauvaise tête.

Il semble bien que le maître de l'œuvre et l'alguazil mayor aient eu fort affaire avec eux et que la mise en train, comme les débuts des travaux, n'aient pas été très commodes.

Quoi qu'il en soit, un an plus tard, le 23 avril 1563, jour de la Saint-Georges, la première pierre des bâtiments fut posée. Cette cérémonie s'accomplit en petit comité. Il y avait là le frère vicaire, Juan del Colmenar, et les quelques moines qui habitaient avec lui le monastère provisoire, installé dans une maison de paysan, au village de l'Escorial. Du côté des laïques, le trésorier-comptable Andrés de Almaguer et l'architecte en chef, Juan Bautista de Toledo. On demanda au maître de l'œuvre, Fray Antonio de Villacastin, de se joindre au cortège. Mais, avec sa brusquerie habituelle, le vieil ouvrier répondit qu'il n'en ferait rien et qu'il se réservait pour la pose de la dernière pierre. Si l'on songe qu'il approchait alors de la soixantaine et de quelle entreprise il s'agissait, on jugera de la robuste confiance qu'avait Frère Antoine dans la bonté de son tempérament et dans le bel avenir de l'Escorial.

Un procès-verbal détaillé de la cérémonie fut adressé au Roi, qui s'en montra fort satisfait et qui décida incontinent qu'une autre, plus solennelle et plus grandiose, aurait lieu dans le courant de l'été, pour la pose de la première pierre de la Basilique, pièce capitale et centre du monastère. Il partit de Madrid avec son confesseur, l'évêque de Cuenca, et une nombreuse suite de dignitaires palatins. Arrivé à l'Escorial, il décida que la pose solennelle aurait lieu le 20 août, jour de la Saint-Bernard. A trois heures de l'après-midi, il monta au monastère, escorté du prieur et de son vicaire, de tous les religieux du couvent

provisoire, des ouvriers et des directeurs de la fabrique. On avait dressé trois autels sur l'emplacement de la Basilique, l'un surmonté d'un crucifix qui avait appartenu à l'empereur Charles-Quint. Un autre, que dominait une grande croix de bois, marquait la place future du maître-autel. Le Roi s'assit sur une estrade drapée de velours cramoisi, et l'office, très long et très pompeux, commença. Mitre en tête et crosse en main, l'évêque de Cuenca parcourut processionnellement toutes les fondations qu'il bénit, puis il procéda à la pose de la première pierre, qui fut mise en place par l'architecte en chef, Juan Bautista de Toledo, aidé du maître-carrier et du maître-maçon. Le Roi, flanqué du duc d'Albe, son majordome, du marquis de Las Navas et autres grandesses, se leva de l'estrade et s'approcha jusqu'au bord du fossé des fondations, afin de suivre tous les détails de la cérémonie et pour bien marquer l'importance extraordinaire qu'il y attachait.

Malgré cette manifestation imposante et la présence fréquente de Philippe II, qui stimulait sans cesse le zèle des architectes et des entrepreneurs, il semble que, pendant cette période des débuts, la construction ait marché assez mollement. L'organisation du travail était défectueuse : il fallut la corriger petit à petit. Et puis le Roi changea d'idée : il n'avait d'abord prévu que cinquante moines pour son monastère ; et voici qu'il en doublait le nombre, ce qui nécessitait un agrandissement de la bâtisse. Certains voulaient remanier complètement le plan primitif, d'où un surcroît de dépenses et une nouvelle perte de temps. Mais, avec son esprit pratique et ses habitudes d'économie, Fray Antonio de Villacastin, le maître de l'œuvre, combattit ce projet coûteux et compliqué ; il proposa tout simplement de doubler la hauteur des murs et par conséquent le nombre des étages, les fondations étant assez solides, selon lui, pour en supporter la charge. Il montra que le profil de l'édifice n'en aurait que plus de majesté et plus de beauté. Philippe II se rallia à son avis. Et c'est ainsi que frère Antoine, simple maçon, modifia le plan de l'architecte en chef, le célèbre Juan Bautista de Toledo. C'est à ce moine que l'Escorial doit son aspect extérieur ; sans lui, l'édifice aurait eu quelque chose de plus trapu encore et de plus écrasé.

Ces hésitations et ces repentirs ne contribuèrent pas précisément à accélérer la construction. L'unique événement notoire,

pendant ces sept premières années, fut la translation, le 30 janvier 1569, des reliques de saint Just et de saint Pastor, à la chapelle provisoire du monastère, laquelle, on s'en souvient, était installée au village de l'Escorial. Philippe II avait un culte spécial et exalté pour les reliques : nous en verrons des preuves nombreuses. Mais, dès cette époque, se manifesta son intention de faire de son monastère de Saint-Laurent un lieu de sainteté incomparable, en y réunissant les restes des plus grands saints d'Espagne et de toute la chrétienté. A cette occasion, des fêtes populaires eurent lieu à l'Escorial ; toutes les paroisses de la contrée s'y transportèrent et, bien entendu, les ouvriers de la fabrique y prirent part. Ces fêtes eurent un tel succès qu'on les renouvela l'année suivante, pour l'arrivée à l'Escorial de nouvelles reliques, envoyées de Rome par le cardinal de Cologne, Otho Tuchsés. Parmi ces restes vénérables, il y en avait de tout à fait insignes : de saint Philippe, de saint Barthélemy, de saint Jacques, le grand apôtre de l'Espagne. Ce furent des réjouissances extraordinaires, auxquelles il n'est pas indifférent de s'arrêter, si l'on veut bien comprendre au milieu de quels sentiments s'est bâti l'Escorial et comment Philippe s'efforçait d'intéresser à son œuvre jusqu'aux plus humbles de ses sujets.

Il y eut des danses costumées comme pour Noël et pour les Rois. Ces danses étaient exécutées par les paysans des environs et par les ouvriers de la fabrique, travestis de façon burlesque ou somptueuse. Ce cortège dansant précédait le clergé et les moines qui portaient les reliquaires sur leurs épaules : il est à remarquer d'ailleurs qu'on dansait fréquemment à l'Escorial, — pour toutes les grandes fêtes, pour les réceptions de personnages illustres. Enfin des représentations dramatiques couronnaient ces belles journées. L'année d'avant, un contremaître avait organisé un pieux spectacle avec des acteurs improvisés, qui étaient, paraît-il, d'excellents danseurs : on joua le mystère de Saint-Just et de Saint-Pastor, qui eut un succès de larmes et d'édification. D'ailleurs, ces foules rustiques étaient toutes vibrantes d'enthousiasme, délirantes de piété et d'adoration. Parmi ces pauvres gens, ceux qui ne possédaient qu'un morceau de pain, le tendaient aux moines, pour qu'ils lui fissent toucher les reliques des saints. On les festoyait et on les amusait autant qu'on pouvait. A la seconde cérémonie, il y eut

une nouvelle représentation théâtrale, organisée, cette fois, par les Pères théatins de Navalcareno, une localité voisine : c'était un véritable « auto sacramental », un de ces mystères espagnols, dont la tradition s'est perpétuée jusqu'en plein XVII^e siècle...

Finalement, une fâcheuse contrariété troubla la fête : comme la procession, partie de la Fresneda, était en marche vers le village de l'Escorial, elle fut assaillie brusquement par une tempête furieuse : bourrasque, déluge de pluie et surtout ce grand vent de la montagne, dont les moines avaient si peur et qui, pour eux, était un personnage satanique. Comme le jour de leur première visite au lieu de leur futur monastère, ils virent dans cette tempête une nouvelle attaque du démon contre l'alcazar mystique de San Lorenzo... Surprise par la pluie, la procession dut se réfugier sous les hangars des briquetiers. Les moines, le clergé des paroisses prochaines, les danseurs rustiques étaient trempés jusqu'aux os et crottés des pieds à la tête. Les danseurs en furent quittes, quand la pluie eut cessé, pour changer leurs travestissements : ce qui redoubla, en fin de compte, l'émerveillement et la joie du populaire.

Au mois de juin de l'année suivante, 1574, autres fêtes pour la translation du couvent provisoire au monastère neuf de San Lorenzo.

Malgré la lenteur des travaux, toute l'aile du Levant se trouvait achevée. Cette partie de la nouvelle bâtisse devait être affectée au logement des moines. Ceux-ci étaient de plus en plus à l'étroit, au village d'en bas, dans la maison de paysan où ils avaient dû camper pendant la construction. Il n'y avait plus de raison pour différer leur installation complète et définitive. Le Roi tint à y assister en personne. Il suivit toutes les cérémonies du transfert, depuis l'extinction des lampes au couvent provisoire, jusqu'à la bénédiction des autel dans l'église provisoire du monastère neuf : on lui conserva ce nom d' « église provisoire », jusqu'à l'achèvement de la Basilique, qui devait être l'église proprement dite du monastère. Ce furent de beaux sermons, des processions à travers les cloîtres fraîchement bâtis, — enfin des banquets plantureux chez le prieur.

Mais, ces formalités à peine terminées, Philippe songea tout de suite au grand dessein qu'il avait eu en fondant San Lorenzo : en faire non seulement un monastère, mais un lieu de sépultures royales. En somme, dans sa pensée, les moines n'étaient là que pour prier sur des cadavres. Les moines, désormais, avaient le vivre et le couvert assuré; ils avaient leur chapelle et leur chœur, tout ce qu'il faut pour prier et célébrer l'office funèbre : il ne manquait plus que les cadavres royaux... Alors on vit une chose inouïe : un triple cortège d'enterrement qui, pendant des jours et des semaines, au milieu des populations en deuil, à travers les villes et les cathédrales, escorté par les clergés des paroisses, les couvents et les chapitres, traversa l'Espagne du nord au sud et du couchant au levant : une procession des morts...

Philippe lui-même avait réglé cette pompe mortuaire, et, comme toujours, dans le plus petit détail, prévoyant toutes les étapes et toutes les pauses des cercueils, leurs places respectives et jusqu'aux moindres aspersions et oraisons pour chacun d'eux. Quelle imagination étrange que la sienne! Quelle singulière passion! — une passion qui semble venir du plus lointain de l'histoire et même de la préhistoire, des temps nébuleux de l'ancienne Égypte, — quelle sombre manie pour le décor funéraire et pour les rites de l'ensevelissement! Et quel amour pour ses morts, — pour l'Empereur et Roi, « son seigneur et son père », — quel culte pour leur mémoire, quel souci profondément religieux de leurs âmes, de leur salut éternel!... Sur son ordre, huit cadavres impériaux et royaux vont sortir de leurs sépultures et, à travers toute l'Espagne, s'acheminer vers un lieu de gloire, — le fastueux Escorial aménagé tout exprès pour eux! On dirait un prologue ou une répétition du Jugement dernier. Ces cadavres en marche, dans des litières empanachées et tendues de noir, au milieu d'une armée de moines, de clercs, de hauts dignitaires de la couronne, suivis de tout un train de muletiers, de cavaliers et d'équipages, — c'est un tableau digne de Vélasquez ou de Goya...

Ces morts voyageurs étaient au nombre de huit : ils arrivaient des lieux les plus divers et les plus opposés du royaume. L'empereur Charles-Quint venait du monastère de Yuste. L'impératrice Isabelle, sa femme, et l'infant Don Fernando, son second fils, de la chapelle royale de la cathédrale de Gre-

nade. La reine, doña Juana, sa mère, du château de Tordesillas. La reine Doña Maria de Portugal, première femme de Philippe II, du monastère de Saint-Paul, à Valladolid. La reine de France, Doña Léonor, sœur de Charles-Quint, de Talavera, près de Merida, en Estramadure. La reine de Hongrie, son autre sœur, et l'Infant don Juan, son troisième fils, venaient également de Valladolid. L'évêque de Jaen et le duc d'Alcala devaient, à leurs frais, convoyer les morts de Grenade, de Yuste et d'Estramadure. L'évêque de Salamanque et le marquis d'Aguilar accompagneraient ceux de Tordesillas et de Valladolid. L'ordonnance royale réglait à deux jours près la marche du triple cortège, qui devait finalement se fondre en un seul. Les pannes mêmes étaient prévues. Les moines de San Lorenzo, formés en procession, se rendraient au-devant des cercueils et, pour les recevoir, un immense catafalque, drapé de velours noir et de brocart d'or, serait dressé devant le monastère.

L'évêque de Jaen et le duc d'Alcala arrivèrent les premiers à l'Escorial, avec leur convoi funèbre, au son des glas, dans le fracas des salves, les psalmodies des moines, le piétinement et la rumeur de la multitude qui était allée à leur rencontre. Ce furent des cérémonies innombrables et sans fin : messes de *requiem*, messes pontificales, messes basses sur des autels improvisés, dans tous les recoins du cloître, enfin sermons et oraisons funèbres... Quelques jours après, l'évêque de Salamanque et le marquis d'Aguilar furent signalés. Ils arrivaient de Valladolid avec les cercueils de la reine Jeanne, de la reine Doña Maria de Portugal, de la reine de Hongrie, tante du Roi, de l'infant don Juan, son frère... Mais l'ordonnateur de ces pompes avait compté sans le terrible vent de l'Escorial. Ce matin de février de l'an 1574, il s'éleva tout à coup une tempête si furieuse que le somptueux et gigantesque catafalque fut en un instant dépouillé de tous ses ornements, les tentures arrachées et emportées, déchiquetées en petits morceaux, au point que, pendant longtemps, on en retrouva des bribes dans la campagne, et l'on disait que les rouvres de la Herreria poussaient des fleurs de brocart. Lorsque l'enterrement royal conduit par l'évêque de Salamanque, après avoir été flagellé par l'ouragan, parvint aux portes du monastère, il ne restait plus du magnifique catafalque qu'une carcasse à moitié démolie...

On pensait, tout à l'heure, à Velasquez et à Goya ! Ici, pour illustrer le tableau, il faudrait la sombre imagination de Victor Hugo. Cette scène macabre et tragique, ces cadavres royaux chassés par la tempête, ces draps funèbres emportés et éparpillés, le ciel tout noir, le sol jonché de débris, enfin la nature furieuse se révoltant contre la volonté du tout-puissant despote, — quel beau pendant à *la Rose de l'Infante* !...

MAINTENANT que les moines étaient chez eux, il leur fallait au plus tôt une église : la chapelle dont ils disposaient, dans l'aile méridionale de la fabrique, était toute provisoire. On allait désormais pousser les travaux de la Basilique, dont la première pierre avait été posée douze ans auparavant. Le 7 mars de l'année 1575, jour de la Saint-Thomas d'Aquin, la surintendance des bâtiments fit mettre en place un des blocs sur lesquels devaient reposer les quatre gros piliers de la coupole.

Le grand-maître de l'œuvre, Fray Antonio de Villacastin, jugea qu'un tel événement ne pouvait se passer sans des réjouissances spéciales. Cet ancien maçon, qui comprenait si bien l'âme populaire, profita de la circonstance pour amuser son monde et pour organiser une fête mi-carnavalesque mi-dévote, à laquelle prirent part tous les ouvriers et manœuvres des chantiers de l'Escorial. Des baladins travestis ouvraient la marche, suivis d'une foule grotesque, piétons et cavaliers, parmi lesquels une bande de nègres qui gesticulaient et dansaient, des masques, des figurants déguisés en écoliers, clercs et gens d'église. Il y avait même deux évêques accoutrés de façon burlesque, l'un sur une bourrique, l'autre sur une rosse efflanquée. Le premier donnait des bénédictions qui s'achevaient tout à coup en gifles retentissantes appliquées sur les joues des spectateurs ahuris.

Après cela, précédé de l'étendard royal et entouré de ses écuyers, le grand maître des équipages, Juan de Cabrera, une pertuisane en main, et derrière lui, tout son personnel brandissant des arquebuses, des lances et des hallebardes. Puis le maître-charpentier, le maître-maçon, le maître-carrier, tous entourés de leurs hommes et trainant derrière eux la foule des simples manœuvres, leurs pelles et leurs pioches sur l'épaule

en guise de tances. Et, derrière les hommes, venaient les bêtes. Les bœufs de l'Escorial, comme bons travailleurs, n'avaient pas été oubliés. Drapés et enguirlandés, les pacifiques animaux s'avançaient deux par deux, processionnellement, sous la conduite de leurs « mayorals ». Puis, sur un lourd fardier, le gros bloc qu'on allait sceller dans le pavé de la basilique... Ici, l'imagination naïve du bon Frère Antoine s'était donné libre carrière. Il avait juché sur le fardier un saint Pierre tenant ses clés, sur un autre un saint Laurent avec son gril, plus loin les Vertus cardinales, enfin toute une pieuse figuration traînée par les chariots des carrières, que décoraient des feuillages et des branchages recourbés en arcs de triomphe...

Après la cérémonie, il y eut un tournoi entre les cavaliers armés de hallebardes et de pertuisanes, et, pour couronner le tout, une course de taureaux. La fête s'acheva par une collation que Frère Antoine avait fait préparer et à laquelle furent conviés les contremaitres et les ouvriers...

Ceci nous prouve qu'on ne s'ennuyait pas tous les jours à l'Escorial. Si rude que dût y être la vie, elle comportait des moments de répit et même de récréation. On vient de le voir : la gaité des moines y était sans bégueulerie comme celle du populaire. Mais surtout, ce qui frappe, en ces dures époques, et chez ces hommes austères, c'est cette préoccupation des humbles, ce souci fraternel non seulement de ravitailler, mais de récréer le pauvre monde.

TROIS mois plus tard, seulement, on commença à monter les bases des gros piliers.

Pour l'impatience de Philippe, la construction allait avec une lenteur désespérante. Sans doute les contremaitres gaspillaient le temps et l'argent. Il fallait trouver un moyen d'accélérer les travaux. Comme toujours on recourut à l'expérience et aux conseils de Frère Antoine, lequel proposa d'augmenter le nombre des entrepreneurs et de leur donner tout l'ouvrage à forfait. En outre, pour gagner du temps, on taillerait les pierres dans les carrières elles-mêmes, au lieu de les tailler sur les chantiers et on les déchargerait à pied d'œuvre : ce qui économiserait un chargement.

La proposition fut adoptée par le Roi et par l'architecte en chef, Juan de Herrera. Une cédule royale fut envoyée à travers

toute l'Espagne pour demander des entrepreneurs et des ouvriers. Au printemps de 1576, soixante maîtres-carriers, avec leurs équipes, étaient réunis à l'Escorial. Ils avaient l'ordre de mener l'œuvre *a toda furia*. Pour exciter leur zèle et leur émulation, le Roi fit, cette année-là, un séjour particulièrement long à San Lorenzo. La Reine l'accompagnait avec les Infants et toute la Cour. Pendant l'été, des personnages illustres vinrent leur rendre visite.

Ce fut sans doute le plus beau moment de la construction. Avec leur peuple de travailleurs, les chantiers offraient un spectacle des plus animés et des plus pittoresques. Philippe ne se lassait pas de le contempler et de le faire admirer à ses visiteurs. Les moines eux-mêmes y prenaient plaisir et, longtemps après, ils se souvenaient encore avec orgueil de cette multitude de travailleurs, de ce labeur immense et interminable qu'il avait fallu pour mettre debout leur monastère. Le Père José de Sigüenza note avec complaisance la variété et le nombre des engins employés pour la bâtisse, tous plus nouveaux et ingénieux les uns que les autres : « rien que pour la basilique, vingt grues à deux roues, » sans parler de celles qui fonctionnaient dans les autres parties de la fabrique. Et ces échafaudages, ces plateaux aériens, — et, dans la campagne environnante, ces ateliers, ces baraquements, ces tavernes, où les manœuvres venaient boire et se mettre à l'abri, ces forges, ces scieries et, partout, des amoncellements de matériaux à croire que l'on bâtissait une ville entière. Enfin, la diversité de ces travailleurs. A côté des carriers, des maçons, des charpentiers, des forgerons, les ouvriers d'art qui formaient, eux aussi, un véritable peuple : les dessinateurs, les peintres à fresque, les peintres de chevalet, les enlumineurs, les brodeurs, les orfèvres, les facteurs d'orgues et combien d'autres!... Le savant religieux s'en émerveille. Pour lui, toute l'Espagne, que dis-je ? l'Europe, le monde entier travaille pour l'Escorial.

Dans les montagnes du Guadarrama, on entend partout sonner les haches des bûcherons qui abattent les beaux pins au cœur de neige, rivaux des cèdres du Liban. On croise des files de chariots qui amènent des carrières les blocs de granit et les marbres : des équipages de vingt et même de quarante bœufs qui, avec un ensemble admirable, traînent ces masses énormes. On s'arrête pour regarder cette procession qui se déroule comme

une frise mouvante au flanc des roches... Dans les provinces voisines, aux carrières de Bourg d'Oasma et de San Geronimo de Espeja, des Espagnols et des Italiens extraient les jaspes et les porphyres. A Madrid, on prépare la custode du maître-autel et les pièces du grand retable. A Guadalajara, à Cuenca, à Saragosse, on forge des grilles de fer, des balustres de bronze pour les tribunes de la basilique. En Andalousie, dans les sierras de Filabrès et d'Aracena, on tire et on polit des marbres blancs, gris, verts, rouges, de toutes les couleurs... A Florence et à Milan, on fond de grandes figures de bronze doré pour le retable et pour les mausolées royaux. A Tolède, on cisèle des lampes, des chandeliers, des candélabres, des croix, des encensoirs, des navettes d'argent. En Flandre, des chandeliers de bronze de toute dimension ; on peint des tableaux de piété pour orner les cellules des moines... Enfin, dans une foule de couvents, de pieuses mains sont occupées à broder des nappes d'autels et des ornements sacerdotaux... Et ce n'est pas tout. Jusque dans le Nouveau-Monde, on travaille pour l'Escorial. L'Amérique y envoie son or et ses bois précieux...

Une pareille activité ne se reverra que cent ans plus tard, à Versailles, lorsque l'arrière-petit-fils de Philippe II fera construire, lui aussi, un immense palais, mais dédié à sa seule gloire. Plus encore que Louis XIV, Philippe est le perpétuel animateur de cette ruche sans cesse en effervescence. Constamment il stimule ses ouvriers et collaborateurs, soit par ses lettres et ses messages, soit par sa présence assidue et l'intérêt passionné qu'il montre pour les travaux.

Après des périodes de désordre et de tâtonnements, il paraît que ce peuple d'ouvriers, venus de toutes les parties de l'Espagne et de l'Europe, finit par se discipliner et par travailler avec une régularité et un ensemble parfaits. Mais il y eut quelques moments difficiles. Dans le plus beau feu de cette ardeur laborieuse, les carriers se mirent en grève et provoquèrent une espèce d'émeute, qui aurait pu amener les troubles les plus graves dans toute la contrée avoisinante, car les populations y étaient déjà très excitées par l'établissement de nouveaux impôts.

Ces carriers étaient, pour la plupart, des Basques et des montagnards des environs, gent colérique et entêtée. Pour on ne sait quel délit, l'alcade-major de l'Escorial avait fait

emprisonner quelques-uns d'entre eux, après les avoir condamnés à être promenés sur des ânes, à travers la localité, et fouettés publiquement : fureur des Basques, qui se considèrent comme des gentilshommes et qui voient dans le châtiement de l'alcade un affront intolérable. Ils vont débaucher leurs compatriotes et tous leurs camarades dans les carrières, prennent leurs épées et, tambour et bannière en tête, marchent sur l'Escorial, menacent de donner l'assaut à la prison et de tuer l'alcade. En cette extrémité, on dut recourir à la sagesse et à la popularité de Frère Antoine. Celui-ci fut d'avis qu'il fallait, au plus vite, calmer les ouvriers et relâcher les prisonniers sans condition : ce qui fut fait, non sans une protestation en règle de l'alcade. Mais après cela, le tumulte s'apaisa comme par enchantement.

C'était tout de même une belle entorse donnée à la justice, car les délinquants méritaient une punition. Le Roi arriva quelques jours plus tard à l'Escorial. On l'instruisit de l'affaire. Il affecta d'en rire et de traiter cette mutinerie comme un incident sans importance, — tellement il avait peur de mécontenter les carriers et, si la grève continuait, de retarder encore une fois les travaux...

D'AILLEURS, cette année de 1577 devait être une année de malheur pour l'Escorial. La mutinerie des carriers acheva d'épouvanter les imaginations déjà frappées. De grandes calamités étaient prédites pour cette année-là, et le bruit courait que la maison royale était menacée. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'une atmosphère de malveillance entourait San Lorenzo. Des ennemis déguisés rôdaient, disait-on, autour du monastère. Déjà on accusait les protestants. Toujours est-il que Philippe, ne se sentant pas en sûreté, fit venir des hallebardiers de Madrid, — ce qui ne s'était jamais vu, — et garder toutes les issues de ses appartements.

Comme pour vérifier ces tristes présages, une succession d'événements dramatiques ou calamiteux porta la terreur chez les moines et dans toute la région de l'Escorial. Le 21 juillet, pendant la nuit, un orage épouvantable se déclina sur la contrée. La foudre tomba sur la tour d'angle qui séparait la façade méridionale du monastère de la pharmacie et de l'infirmerie. Bientôt, un incendie se déclara dans les combles de la

tour, fondant les cloches, la boule dorée de la flèche et toute la plomberie du faîtage. L'alerte fut vive. Le Roi, réveillé en plein sommeil, monta sur le toit de l'infirmerie, avec le Duc d'Albe, son majordome major. Tous les ouvriers de la fabrique étaient sur pied, foule désordonnée qui se contrariait dans ses efforts maladroits pour arrêter le fléau. D'abord, on voulut rompre les toitures avoisinantes, afin d'empêcher le feu de se propager. Mais Frère Antoine, homme d'expérience et de sens rassis, s'opposa à cette résolution extrême qui aurait été un véritable désastre. Aidé de deux soldats, autrefois prisonniers à Constantinople et qui, par conséquent, s'y connaissaient en fait d'incendies, il arriva à éteindre ce dangereux foyer de la tour. On y travailla jusqu'à six heures du matin. Ce fut une belle occasion de ripaille et de beuverie pour les manœuvres des chantiers, à qui les bons Pères faisaient de copieuses distributions de nourriture et de vin pour relever leurs courages. Le Roi resta sur les lieux jusqu'au bout, mêlé aux gens de sa maison, aux religieux et aux ouvriers, « comme s'il eût été l'un d'eux », nous dit le Père Juan de San Geronimo, témoin oculaire de la catastrophe.

On était à peine remis de cette émotion, qu'une tempête de pierres et de grêle s'abattit sur le monastère. Les grêlons étaient si gros et tombèrent en si grande abondance que, huit jours plus tard, il n'étaient pas encore fondus. Et l'on était en plein mois d'août ! Dans la campagne, cette couche de grêle dura plus longtemps encore, si bien que la domesticité royale en fit des provisions pour rafraîchir le vin et les fruits.

Enfin, deux jours après, une peur fantastique bouleversa tout le couvent. En pleine nuit encore, entre deux heures et trois heures du matin, les religieux, ayant dit leurs matines, se trouvaient au chœur, lorsque, tout à coup, dans le grand silence nocturne, on entendit des aboiements épouvantables, puis des gémissements lugubres, qui, se répercutant sous les voûtes du cloître, avaient quelque chose de formidable et de sépulcral. Plus de doute : c'était le chien-fantôme, le chien-hurleur de l'Escorial, dont on parlait depuis longtemps, non seulement sur les chantiers et dans les villages des environs, mais dans toute l'Espagne !... En effet, le bruit courait que, toutes les nuits, un grand chien noir errait à travers les bâti-

ments en construction, trainant des chaînes et poussant des aboiements affreux. Nouvelle manifestation de la rage démoniaque qui s'acharnait contre le monastère. Le vent, la grêle et la foudre ne suffisaient pas au démon ! Il lui fallait encore susciter ce fantôme !... Les esprits forts voyaient là un symbole de signification politique : ces hurlements, c'était la protestation du pauvre peuple, alors accablé par l'impôt de l'*alcabala*, — protestation contre les dépenses scandaleuses de l'Escorial. Et ce bruit de chaînes qu'on entendait, la nuit, figurait l'esclavage de toute l'Espagne et de tous les peuples soumis au roi Philippe !...

Les moines n'ignoraient rien de ces bruits. Et voici que le chien hurleur était là, tout près d'eux ! Ses hurlements redoublaient précisément sous les fenêtres de la chambre à coucher du Roi. La rumeur populaire n'avait donc pas menti ! C'est au Roi et à son monastère que le chien-fantôme en voulait !... Les moines, affolés, tremblaient de tous leurs membres. Alors Fray Antonio de Villacastin, qui n'avait peur de rien, prit avec lui un jeune Frère plus mort que vif et, à travers les ténèbres, descendit sous les voûtes, là où résonnaient les aboiements sinistres. Il y trouva effectivement un chien errant qui avait cassé sa chaîne. Aidé du jeune Frère, il captura l'animal et, de ses mains, il le pendit fort proprement à la balustrade du cloître. Le lendemain, à l'aube, ceux qui venaient entendre la messe purent voir la pauvre bête étranglée se balancer au-dessus de leurs têtes...

Ainsi périt le terrible chien de l'Escorial : ce fut la fin de sa légende.

Tous ces faits nous prouvent qu'il y avait, en Espagne et peut-être en Europe, une opposition sourde contre la construction de l'Escorial. Comment s'en étonner, puisque cet édifice avait, dans la pensée de son fondateur, un sens de réaction religieuse, et même politique ? Les moindres événements contraires étaient interprétés de la façon la plus défavorable par les ennemis de Philippe II. Les éléments eux-mêmes semblaient conjurés contre cette bâtisse maudite.

Un tel état de l'opinion n'était pas précisément fait pour encourager et pour hâter les travaux. Bientôt, celui qui en était l'âme dut s'absenter : le Roi fut obligé de passer

trois années en Portugal, pour y organiser la domination espagnole. Il est vrai que, là-bas, il ne cessait pas de penser à son cher monastère. Il écrivait lettres sur lettres pour stimuler le zèle de ses architectes et de ses entrepreneurs et presser l'achèvement de la Basilique.

Enfin, le 23 juin 1582, la lanterne et la flèche étant complètement achevées, la croix fut placée au sommet de l'édifice. Il y eut, à cette occasion, de grandes réjouissances, festins, danses et mascarades. L'année d'après, le Roi put quitter le Portugal. Sa première visite fut pour Saint-Laurent.

Avec les surintendants de la fabrique, les contremaitres, les entrepreneurs, les ouvriers en corps se rendirent à sa rencontre, portant leurs instruments de travail, en guise de lances ou d'arquebuses... L'original cortège! Cette armée d'ouvriers allant à la rencontre du maître! Ces instruments de travail arborés comme des armes glorieuses! Tout cela dénote un état d'esprit que nous ne connaissons plus, une communion entre les humbles et les puissants, qui n'était au fond que la communion sacramentelle et l'égalité devant Dieu de tout le peuple chrétien. Ce roi et ces moines, de même qu'ils tiennent à rester tout près de la nature en leur superbe Escorial, tiennent aussi à garder le contact avec le peuple. De leur côté, les ouvriers, par cette manifestation, voulaient sans doute montrer au Roi combien ils étaient attachés et dévoués à son œuvre.

Mais, malgré toute la bonne volonté des dirigeants et des travailleurs, il restait encore beaucoup à faire : l'aile septentrionale qui devait comprendre le collège, avec les appartements royaux, n'était pas terminée. Ce fut seulement le 13 septembre de l'année 1584, jour de la Saint-Mathieu, que l'on posa la dernière pierre de toute la bâtisse. Fray Antonio de Villacastin, le maître de l'œuvre, qui s'était réservé pour ce grand jour, eut la joie d'assister à la cérémonie. Lui-même, dans son livre de raison, a noté cet événement et, malgré le ton impersonnel que lui impose la modestie chrétienne, on sent, à travers ces humbles phrases, percer sa jubilation, pour ne pas dire sa fierté de bon ouvrier : « Cette pose eut lieu, écrit-il, vingt-deux ans et cinq mois après qu'on eut commencé cette fabrique. Le prieur de cette maison était le Père Miguel de Alaejos, profès de Saint-Jérôme de Yuste, et le maître de l'œuvre, Frère Antoine de Villacastin, qui l'était déjà lorsqu'on posa la première

pierre, de sorte que l'ouvrier qui commença cet édifice l'acheva pendant la vie de notre fondateur, le roi Don Philippe, deuxième de ce nom. Pour tout le monastère, église et maison royale, il s'est dépensé environ trois millions et demi de ducats et, pour l'église toute seule, environ cinq cent mille : ainsi, avec le surplus, cela fait trois millions. Tout a été payé par un seul maître, le roi Don Philippe, deuxième de ce nom, notre fondateur et seigneur, que Dieu garde pendant de longues années. Amen !... »

Alors, on débarrassa la Basilique de ses échafaudages, de de tous les engins et matériaux qui l'encombraient encore. Jusque-là, on n'avait pas osé y toucher. On redoutait des accidents, voire une catastrophe. Certaines voûtes, particulièrement audacieuses, inspiraient les plus grandes craintes. Grâce à la prudence et à l'habileté de Frère Antoine, tout se passa sans encombre : ce fut, pour les moines et surtout pour le Roi, un véritable émerveillement. Contrairement à toutes les appréhensions et à toutes prédictions chagrines, l'immense nef, dans sa blancheur neuve, produisit un effet de luminosité et de gaieté. C'est cela, tout d'abord, qui frappa les religieux : l'air de joie, en même temps que de grandeur et de faste, qui se dégageait de ce temple. Il fallait sans doute la joie de leur cœur pour leur rendre si souriantes ces sévères et formidables murailles...

Mais voici qu'une autre œuvre commençait : la décoration intérieure et l'ameublement du monastère, de la Basilique surtout. Il restait à parfaire l'aménagement des cellules et du chœur, à finir la *capilla mayor* et le maître-autel, les retables, la custode, les sépultures royales, enfin la sacristie et la bibliothèque, sans parler d'un peuple de statues, de groupes monumentaux à mettre en place, — ni de kilomètres de murailles à couvrir de fresques et de tableaux.

Cette besogne d'artiste, Philippe s'y donna avec une passion de plus en plus jalouse et concentrée. Ce fut son œuvre propre. Il la poussa avec une telle ardeur que, deux ans après la pose de la dernière pierre, il put faire consacrer les cinquante autels de la Basilique, bénir les orgues et les cloches. Après cela, ce fut le suprême transfert des cadavres impériaux et royaux au Panthéon construit sous les voûtes qui supportent le maître-autel (On se rappelle qu'ils n'avaient été que provi-

soirement déposés dans la chapelle du couvent, en attendant l'achèvement de la Basilique). Les moines nous font remarquer que le cercueil de l'Empereur et Roi fut placé au milieu, juste sous l'endroit où se tient le prêtre, quand il célèbre la messe, comme pour humilier la majesté impériale sous les pieds du plus humble des serviteurs de Jésus-Christ. Remarquons, à notre tour, que le panthéon royal proprement dit, cette rotonde funéraire qui se trouve sous la *capilla mayor*, ne présentait pas, sous Philippe II, le même aspect qu'aujourd'hui. La décoration n'en fut achevée que beaucoup plus tard. Et il est infiniment probable que l'austère fondateur de l'Escorial en eût blâmé la surcharge ornementale, la profusion des marbres et des dorures.

Le transfert des cadavres royaux fut un de ces grands spectacles magnifiques et funèbres auxquels se complaisait la sombre imagination de Philippe. Pour pendant ou pour antithèse, il y eut ensuite la solennelle remise de la Rose d'or envoyée par le Pape à l'Infante Isabelle-Claire-Eugénie et, pour couronner toutes ces pompes, la dédicace de la Basilique, selon les rites compliqués de l'Eglise romaine, par le cardinal Cayetan, légat pontifical. Ce furent des fêtes splendides, fêtes religieuses, fêtes populaires, auxquelles furent conviés les paysans des villages voisins et tout ce qui restait d'ouvriers sur les chantiers de l'Escorial. La veille de la cérémonie, le Roi fit illuminer les quatre façades, les tours et les coupoles du monastère. Embrasement général : des milliers de lampions garnissaient les fenêtres, les corniches et les balustres. C'était, de loin, comme un immense incendie qui s'apercevait de Madrid et même de Tolède. Ceux qui n'étaient pas prévenus purent croire que l'Escorial était en flammes. Un enthousiasme extraordinaire animait les foules, aussi bien que les religieux et la famille royale elle-même. L'Infante et ses dames d'honneur voulurent, de leurs mains, filer des mèches destinées aux innombrables lampions. Les manœuvres de la fabrique grimpèrent au plus haut de la coupole jusqu'à la lanterne et jusqu'à la boule dorée de la croix, pour les placer et pour les allumer.

Et le Père de Sigüenza, qui raconte ces prouesses, ajoute, avec une innocente malice, que ce fut miracle s'il n'y eut, ce soir-là, ni incendie, ni accident de personne : car les

braves gens qui escaladaient les toits « étaient aussi imbibés de vin que les lampions l'étaient d'huile... »

Le Roi, malade de la goutte, se fit descendre de ses appartements, en chaise à porteurs, et promener à travers les jardins, afin d'admirer les illuminations. Quel spectacle et quelle joie pour lui !... peut-être la plus grande joie de toute sa vie ! Son rêve était là, devant lui, réalisé et resplendissant, éclatant en lignes de feu dans la nuit d'août !... Et, le lendemain, consécration suprême, l'envoyé du vicaire de Jésus-Christ allait bénir ce qu'il appelait, comme un autre Salomon, « l'œuvre de ses mains... »

REGARDONS-LE un instant, dans toute sa fraîcheur de jeunesse, cet Escorial qu'il aimait d'une tendresse plus que paternelle, ce grand ouvrage qui avait occupé la moitié de sa vie.

Un quadrilatère de granit, aussi profond que large et qui rappelle un camp romain avec ses portes symétriques et son *prætorium* : le centre de la vaste enceinte, c'est la tente de l'Imperator. Ici, c'est la Basilique, avec son dôme qui figure la couronne impériale. Ces murailles lisses et nues comme des remparts, ces tours d'angles pareilles à des bastions, tout évoque l'antique *castellum* muni de son appareil de défense. Une forteresse, un édifice de défense et de réaction, voilà bien l'Escorial. Il est réactionnaire jusque dans les plus humbles détails de sa structure. Il est tout entier tendu pour la résistance et pour la lutte. Il défend et il affirme toute une doctrine universelle. Il maintient énergiquement ce que niait l'hérésie. Il réfute et il prêche. Et il ne réagit pas seulement dans l'ordre des idées, mais aussi dans l'ordre de l'art : le gothique, le mauresque, tout ce qui est asiatique et oriental est son ennemi. Il le nie et il le supprime avec une intransigeance radicale. La sobriété ornementale de l'art classique lui paraît encore trop luxuriante : il élimine, comme superfluité, toute espèce d'ornements. Il prétend faire de la grandeur et de la beauté uniquement avec des nombres, des lignes, des proportions exquises, un équilibre exact et harmonieux des parties. Nulle architecture plus idéaliste que celle-là.

Pour elle, la première affaire, c'est de durer : l'édifice doit avoir la solidité inébranlable et indestructible du dogme catholique. Fi des fantaisies fragiles de l'art mauresque ou de l'art

mudejar ! Tout cela n'est qu'un vain amusement des yeux, frivole végétation de pierre ou de plâtre qui n'atteint même pas l'âge d'un homme et qu'il faut sans cesse entretenir et réparer, si l'on ne se résigne pas à la voir disparaître d'une génération à l'autre ! Le fait est que l'Escorial, depuis bientôt quatre siècles qu'il est construit, n'a pour ainsi dire pas bougé. De quelle cathédrale pourrait-on en dire autant ? De quel édifice moderne surtout ? Les façades de Versailles s'effritent et il a fallu mettre à ses colonnades des bandages et des béquilles. Versailles a des parties bâclées ou provisoires. L'Escorial méprise le trompe-l'œil : il est partout également solide, également probe, n'admettant que des matériaux de choix et de résistance. Scellé sur son roc, il semble devoir triompher des siècles, comme les temples millénaires de l'ancienne Égypte. Abritant une messe des morts perpétuelle, il a la prétention de durer jusqu'à la consommation des temps.

Indestructible comme le dogme, il veut en avoir aussi la simplicité. De grandes surfaces nues lui suffisent pour s'exprimer et pour créer une certaine qualité d'émotion. Ces lignes fuyant à l'infini, d'un mouvement farouche et presque brutal, vers l'immensité des plaines castillanes, ces surfaces verticales des façades correspondant aux surfaces horizontales des miroirs d'eau et du parvis pavé de larges dalles, cela compose un ensemble saisissant et véritablement unique. Le parvis qui encadre les bâtiments est une trouvaille des plus heureuses : il est uni et poli comme un échiquier ou comme un plateau supportant une pièce d'orfèvrerie. Il fait ressortir à merveille le lourd profil grisâtre du monastère qu'il environne de ses blancheurs. D'ailleurs, lorsque l'Escorial était dans sa nouveauté, il était blanc, lui aussi, d'une blancheur tout orientale. Un vieux tableau du *xvii^e* siècle, conservé au Louvre, dans la galerie du bord de l'eau, nous le montre en cet état de blancheur immaculée. Dans cette nudité candide, le moindre accessoire prenait une importance extraordinaire : ainsi le portique de la façade occidentale. Il faut ajouter en outre que cette simplicité géométrique de l'Escorial n'était pas absolue : des pyramides, des boules et des croix dorées, des applications de plombs également dorés donnaient un accent à cette blancheur uniforme.

Maintenant encore, que les murs ont pris une teinte

grise, ces raffinements de simplicité conservent une distinction extrême. Cela rappelle le sobre costume de Philippe II lui-même : des chausses, un pourpoint et un mantelet de velours noir, des étoffes uniformément sombres, où brillent seulement la petite tache vermeille de la Toison et les incrustations de nacre d'un pommeau d'épée. Tout cela a un caractère profondément espagnol, un style qui me paraît définir à merveille l'architecture espagnole en son époque impériale : une simplicité aussi vigoureuse qu'élégante et qui sent son hidalgo, avec un air militaire et dévot, on ne sait quoi d'ascétique, de fastueux et de dominateur. Que l'on compare la silhouette de notre Hôtel des Invalides, — qui est une adaptation, d'ailleurs admirable, de l'Escorial et même une imitation, avec ses dorures et la flèche élancée de sa coupole, — et l'on sentira mieux l'originalité du monastère de Philippe II.

Le fondateur semble avoir voulu symboliser en son couvent la réserve et la modestie de l'âme chrétienne, dont les richesses et les beautés sont tout intérieures. Il y avait accumulé, surtout dans la Basilique, de véritables trésors d'art. Beaucoup de ces merveilles ont disparu, pillées ou détruites, il faut bien l'avouer, par des mains françaises, pendant les guerres napoléoniennes. Mais, en dépit de toutes les dévastations, ou de tous les changements, il reste au moins ceci : au fond de ce grand temple sévère, la majesté du maître-autel, qui, exhaussé de dix-sept marches au-dessus du pavé de la nef, surmonté de sa custode et de son retable, donne l'impression d'un trône colossal : tout ramène la vue vers ce trône, vers cette custode, habitacle de la Présence réelle. Par-dessus tout, la destination de l'Escorial était d'affirmer contre les négateurs le dogme de la Présence divine dans le sacrement de l'autel. Et, pour que rien n'affaiblisse cette impression, l'architecte a banni du temple tout ce qui ne renferme pas une allusion plus ou moins directe à ce dogme essentiel. Dans nos cathédrales gothiques, la nature tient une assez large place. Elle est rigoureusement exilée de l'Escorial. Pas de chapiteaux fleuris. Pas de verrières ouvrant, au fond de l'abside, des perspectives lumineuses et illimitées à la méditation et au rêve. Au lieu de cela, le mur opaque du retable, qui coupe et qui arrête inexorablement la vue, qui emprisonne la pensée dans les strictes

limites du dogme et de l'histoire sacrée, dont il représente des scènes ou qu'il traduit en figures. Devant la prédication qui tombe de ces pierres colossales, tout paraît frivole et misérable. De là aussi, l'impression de paix, de sérénité profonde, qui se dégage de l'énorme édifice : c'est celle des grandes affirmations sur quoi vit l'humanité depuis des millénaires...

A cet égard, comme à une foule d'autres, l'Escorial est une extraordinaire réussite.

Ce soir d'été, lorsque Philippe, dans ses jardins, contemplait l'apothéose de sa Basilique et de son palais illuminés, il n'avait plus que trois ans à vivre. Mais il pouvait mourir content. Il n'avait pas seulement accompli la promesse du vainqueur de Saint-Quentin, il avait réussi à traduire dans une matière presque immortelle le plus intime et le plus cher de sa pensée. Pendant vingt ans de sa vie, il avait vu à peu près sortir de terre cette maison de son cœur. Il en avait passé quatorze à l'embellir et à la perfectionner. Après l'œuvre, regardons maintenant l'ouvrier. Regardons-le se livrer à ce grand amour. A l'observer ainsi dans la sincérité de sa nature, au milieu de ses moines de San Lorenzo, en proie à une passion et à une exaltation qui se sont soutenues pendant si longtemps, peut-être arriverons-nous à éclairer quelques parties de cet obscur visage...

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

LA FRANCE SUR LE RHIN

II ⁽¹⁾

L'OCCUPATION

L'EFFONDREMENT DE L'EMPIRE ALLEMAND ET LA RHÉNANIE

En franchissant la frontière allemande, les troupes alliées trouvaient les provinces rhénanes atterrées par une catastrophe, à la fois politique et militaire, à laquelle le peuple allemand était d'autant moins préparé que, depuis quatre années, la presse et la propagande officielles n'avaient cessé de pousser au paroxysme l'enthousiasme national, — et, ce qui sera plus grave pour nous, — d'infuser au plus profond de la conscience allemande le sentiment de la justice de la cause des Empires centraux dans le conflit mondial.

Dans les jours ultimes de la lutte, alors que sur le front les derniers mitrailleurs allemands se faisaient tuer héroïquement sur leurs pièces, les troupes de l'arrière, devant la poussée irrésistible des armées alliées, ont arboré le drapeau rouge. Et tandis qu'à Spa, Ludendorff s'efforçait, mais trop tard, d'obtenir du gouvernement allemand des propositions de paix, Guillaume II quittait chaque soir l'abri bétonné, aux portes blindées, de la villa Pelzer, pour chercher, en direction des lignes françaises, un abri nocturne différent, car la sédition s'était déclarée dans les troupes d'Aix-la-Chapelle, et l'Empereur se hâtait de fuir un péril qui, pour lui, primait les autres...

Déjà, dans les principales villes rhénanes, des « soviets

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1923.

d'ouvriers et soldats » se sont formés, dont l'agitation ne laisse pas d'inquiéter fort les bourgmestres et les fonctionnaires du Reich. D'ailleurs, de Berlin, de Munich, parviennent les plus inquiétantes nouvelles. Le spartakisme, qui s'est placé sous l'égide du chef des esclaves révoltés, a déchainé la guerre civile, emplissant les rues du bruit des fusillades, multipliant les attentats contre les dirigeants de l'ancien régime et les dignitaires de l'Église.

Dans ces graves conjonctures, les troupes alliées paraissent en Rhénanie comme les sauveurs de l'ordre. Elles apportent avec elles la garantie de la sécurité publique et, ce qui n'est pas moins important aux yeux d'une population affamée, des vivres dont, avec un empressement d'autant plus généreux que l'article 26 de la Convention d'armistice maintient provisoirement l'Allemagne sous le régime du blocus, elles vont faire bénéficier sans délai les femmes, les enfants et les vieillards.

Dans la catastrophe générale, la Rhénanie, — pays d'ordre et de travail, où les partis, fortement constitués, relèvent de l'obédience traditionnelle du centre catholique avec, à l'aile gauche, ces syndicats chrétiens qui maintiennent au mouvement démocratique, d'ailleurs très marqué, son allure de progrès social dans la discipline, — la Rhénanie, menacée par l'anarchie commune, va essayer de se sauver.

Les déclarations anticléricales d'Adolphe Hoffmann, qui a pris le ministère des Cultes dans le gouvernement de Berlin, indignent le grand organe du Centre, la *Kölnische Volkszeitung*, qui, le 4 décembre 1918, revendiquant « le droit rhénan pour les Rhénans », suggère la création d'une République rhénane. Le lendemain, jour de l'entrée des troupes anglaises à Cologne, plus de cinq mille personnes, réunies sous la présidence de personnalités respectées, réclament, dans un grand mouvement d'enthousiasme, la « constitution d'une République rhéno-westphalienne dans le cadre de l'Empire ».

De nouveau, en Rhénanie, le vieux cri de ralliement a retenti : *Los von Berlin!* — Car c'est Berlin qui, hier, a déchainé sur le monde la catastrophe où sombre l'Allemagne, Berlin qui, depuis si longtemps, maintient le pays rhénan enserré dans l'armure inflexible de son administration et de ses fonctionnaires, — le fameux « gilet de flanelle » dont parlait Bismarck...

L'heure semble venue pour les Rhénans de se débarrasser de cette contrainte qui a cessé d'être utile et pourrait bien être mortelle, — et d'obtenir peut-être aussi des Alliés, par ce geste opportun, des conditions moins lourdes pour le paiement des indemnités de guerre. Aussi voit-on les chefs de partis, les guides du peuple rhénan s'efforcer, par un rapprochement avec les Alliés, par la création d'un État ou d'une province autonome, d'alléger pour la Rhénanie la charge des indemnités de guerre que toute l'Allemagne s'attend alors à devoir payer. Une solution politique de nature à garantir la sécurité des peuples voisins et la paix future pourrait sans doute amener les Alliés, particulièrement la France et la Belgique, à consentir à la Rhénanie une atténuation des charges de réparations. Mais, à Paris, les gouvernements alliés dressent le bilan des effroyables dévastations causées par une guerre qui leur fut imposée. Ils abordent le difficile problème des réparations. Sera-ce trop de toutes les ressources financières et fiscales du Reich pour y faire face?

Dès ce moment, il apparaît donc que la question des réparations et la question rhénane réclament des solutions difficilement conciliables. Et cela n'a pas échappé au regard attentif des chefs rhénans qui, par ailleurs, voient s'estomper peu à peu le péril de la révolution.

Aussi, lorsque, dans les mois de mai et juin 1919, le docteur Dorten et ses partisans s'efforceront de soulever le peuple rhénan, ils ne seront suivis, ni à Cologne, par les personnalités attendues qui ne se présenteront pas au rendez-vous, ni à Aix-la-Chapelle, où ils tenteront de reporter leur effort, ni, quelques jours après, à Coblenz, où le commandement américain, ayant consulté le président Wilson, s'opposera à toute intervention, ni à Wiesbaden où, le 31 mai, le docteur Dorten se proclamera vainement, par voie d'affiches, président de la République rhénane, ni à Mayence, enfin, siège du quartier général du général Mangin, commandant la 10^e armée, où leur dernière tentative restera sans écho.

Il en avait été de même dans le Palatinat, à Spire, siège du quartier général du général Gérard, commandant la 8^e armée, où, dès le mois de février 1919, dans des conditions d'ailleurs différentes, certains éléments de gauche, appartenant notamment aux milieux ouvriers et démocrates, affirmaient leur

volonté de s'affranchir de la tutelle bavaroise et de se désolidariser du gouvernement réactionnaire de Munich.

Comme au temps de Forster, sans doute, ces diverses tentatives se sont heurtées à l'indolence des Rhénans, à leur passivité politique. Mais, surtout, leurs auteurs se sont trouvés sans contact réel avec une population profondément attachée à ses cadres traditionnels et qui ne sait marcher que derrière ses chefs. Or, les chefs de partis, les véritables dirigeants de l'opinion rhénane, avaient, — on l'a vu, — renoncé à des initiatives nées du péril imminent, n'ayant pas été sans pressentir, dès le mois de mars 1919, en quel sens le sort de leur pays allait être réglé à Paris; désormais, l'heure des coups de force était passée...

Le gouvernement de la France avait, en effet, vainement tenté, au cours de délibérations qui furent parfois tragiques, l'ultime effort que légitimait le sacrifice de ses fils héroïques pour assurer la paix future par l'inviolabilité du territoire trop souvent envahi.

LA NÉGOCIATION RHENANE

Durant les quatre années de guerre, la France avait tendu toutes ses énergies pour mener la lutte en plein accord avec ses Alliés, jusqu'à la victoire libératrice. Elle s'était bornée, — ne pouvant supposer qu'une fois le péril passé, l'accord ne pourrait se réaliser sur l'institution de garanties efficaces contre une agression nouvelle, — à aviser ses Alliés de ses intentions éventuelles. M. Briand, dès le 12 janvier 1917, envisageait la nécessité d'une zone neutralisée sur le Rhin : « ce qui importe plus qu'un avantage glorieux, disait-il, c'est de créer un état de choses qui soit une garantie pour l'Europe autant que pour nous et qui fasse couverture devant notre territoire. » Au cours de la Conférence de Pétrograd, en février 1917, M. Doumergue s'assurait de l'adhésion du gouvernement russe à ce principe.

On sait ce que fut devant le Conseil suprême le long débat au cours duquel les représentants de la France défendirent âprement cette revendication essentielle contre les objections britanniques et américaines.

Dès le 27 novembre 1918, dans une note adressée à M. Clemenceau, le maréchal Foch, dans son généreux souci d'assurer à la fois la paix future et les destinées de la patrie qu'il venait

de sauver, avait exposé la nécessité de fixer au Rhin « la frontière militaire occidentale des peuples allemands ». Il prévoyait pour la garde de cette « barrière commune de sécurité », le « concours, soit moral, soit matériel de toutes les Puissances démocratiques ».

Le 25 février 1919, M. Tardieu remettait au Conseil suprême un mémoire d'une admirable clarté. Il décrivait, — presque dans les termes mêmes dont Chateaubriand s'était servi un siècle plus tôt, — le formidable instrument offensif que la possession des ponts du Rhin et de la rive gauche met aux mains de l'Allemagne. Il demandait au nom de la France, au nom de tous les peuples intéressés au maintien de la paix, que le Rhin devînt, selon la formule du président Wilson, la « frontière commune de la liberté ».

Au point de vue politique, la France envisageait sur le Rhin la création d'un État autonome dont les libertés et la neutralité seraient garanties. Elle montrait que l'indépendance de la Rhénanie était économiquement possible. Elle proposait, d'ailleurs, par esprit d'équité, diverses modalités pour alléger les charges qu'une occupation permanente apporterait nécessairement aux populations rhénanes (1). La France affirmait ainsi son absolu désintéressement, son unique souci d'assurer la paix future.

Cette thèse cependant, — bien que la France, dans un esprit de large conciliation, ait souscrit aux demandes déjà formulées par ses alliés pour satisfaire aux intérêts de leur propre pays, — soulève, on le sait, une très vive opposition de la part de M. Lloyd George et de la délégation britannique. La France ne veut pas rompre la politique d'entente scellée dans la fraternité des combats. Elle n'insiste donc pas pour la création d'un État autonome, sous la forme précédemment envisagée. Au reste, cette solution ne serait valable pour le maintien de la paix que si elle apparaissait clairement conforme au vœu des populations, et dégagée dans l'avenir de la menace d'un irrédentisme qu'une propagande habile entretiendrait comme une plaie au flanc de notre pays.

La délégation française, faisant preuve d'autant de conciliation que de ténacité, avait cependant présenté, le 12 mars 1919,

(1) Suppression du service militaire, dégrèvement des taxes de guerre, facilités de ravitaillement et d'exportation, accords douaniers, réformes bancaires, etc.

un second projet qui prévoyait l'occupation de la ligne du Rhin, *en vertu d'un mandat de la Ligue des nations*, par une force militaire interalliée, et la constitution en Rhénanie d'un ou de plusieurs États indépendants *sous la protection de la Ligue des nations*.

Ainsi, dès cette époque, la France offre de placer les gages de sa sécurité sous l'égide et le contrôle de la Société des nations. Il est vraiment incompréhensible, — ou trop compréhensible, — qu'après des suggestions aussi nettes et inspirées d'une telle bonne foi, on ait pu rechercher par la suite dans la politique française des visées impérialistes ou des pensées d'annexion.

Cependant, l'opposition britannique ne désarme pas. La conférence semble s'acheminer vers une crise irrémédiable.

Le 14 mars, le président Wilson arrive à Paris, et un fait nouveau, considérable, se produit. Les États-Unis, auxquels se joint l'Angleterre, offrent à la France, en échange de l'occupation, leur garantie militaire immédiate contre tout mouvement non provoqué d'agression de la part de l'Allemagne. La France va-t-elle échanger la garantie de l'occupation contre cette offre sans précédent? M. Clemenceau, avec ténacité, lutte sans répit pour obtenir l'une sans renoncer à l'autre.

Le 31 mars, le maréchal Foch développe à nouveau sa thèse devant les Quatre. Il parle avec une chaleur émouvante. Mais aucun des chefs alliés n'appuie le maréchal. « Nous sommes seuls (1). » On sait ce que furent, pendant cette crise redoutable, les angoisses patriotiques de M. Poincaré.

Est-ce la rupture? La presse lance la nouvelle, d'ailleurs prématurée, que le paquebot *George Washington* a été mandé d'urgence à Brest par le président Wilson. M. Lloyd George, qui avait donné son adhésion au principe de l'occupation temporaire, prend prétexte de la manifestation sans lendemain du docteur Dorten pour protester contre l'attitude des autorités militaires françaises et remettre en question le principe même de l'occupation. M. Clemenceau ne se laisse pas fléchir. Il l'emporte enfin. Le 13 juin 1919, les Alliés donnent leur adhésion définitive au texte du Traité.

La France a obtenu l'occupation de la rive gauche du Rhin et des têtes de pont par une force militaire interalliée, pen-

(1) Tardieu, *la Paix*, p. 204.

dant une période de quinze ans, avec évacuation par zones de cinq ans en cinq ans, en cas d'observation fidèle par l'Allemagne des clauses du Traité. Elle garde, d'autre part, l'assurance, formellement donnée, que l'Angleterre et les États-Unis seraient immédiatement à ses côtés, si elle venait à être attaquée.

Au cours de cette négociation difficile, les chefs de gouvernement responsables ont mesuré, selon le mot de M. Tardieu, « la puissance des emprises historiques auxquelles ils étaient soumis ». L'accord n'a pu se faire entre des aspirations si diverses et parfois si contradictoires, qu'au prix de concessions mutuelles. « Une guerre gagnée à quatre, a dit M. Clemenceau, ne pouvait aboutir à une paix dictée par un seul. »

La France victorieuse, fidèle à ses amitiés historiques, convaincue que l'union qui avait permis de gagner la guerre n'était pas moins nécessaire dans la paix, est allée jusqu'aux limites du possible pour maintenir entre les Alliés le front unique. En effet, à la différence de ce qui arrive souvent dans la négociation des traités de paix, l'ampleur de sa victoire militaire lui eût permis, si elle l'avait voulu, d'imposer son point de vue à la nation vaincue. L'Allemagne n'était pas en mesure alors d'opposer une résistance efficace aux justes exigences de la France. Lorsqu'au mois de mai 1919, le gouvernement du Reich, à l'instigation du comte de Brockdorff-Rantzau, qui avait quitté la direction de la délégation allemande à Versailles, refusa de souscrire aux préliminaires de paix, la Rhénanie vit les armées alliées, encore à l'effectif de guerre, se concentrer dans les têtes de pont, prêtes à se porter en quelques jours dans une marche foudroyante, et très probablement sans combat, à Munich et à Berlin. Les troupes américaines n'eussent certes pas été les moins rapides; elles envisageaient avec une joie évidente ce qu'elles considéraient comme une « excitante » promenade militaire.

Ce n'est donc pas la pression ou la résistance du vaincu qui a privé la France des garanties qu'elle pouvait exiger; elle y a renoncé en échange de l'engagement, offert et souscrit par les représentants les plus qualifiés de la Grande-Bretagne et du gouvernement américain, de se ranger avec toutes leurs forces, à ses côtés, en cas d'agression, parce que « les stipulations concernant la rive gauche du Rhin et contenues dans le traité de Versailles n'assuraient pas, immédiatement, à la République

française, une sécurité et une protection appropriées ». (Préambule de l'accord signé à Versailles le 28 juin 1919.)

Ce contrat de forme synallagmatique, l'échec du président Wilson, après sa courageuse campagne aux États-Unis, l'a rendu caduc. Convenait-il dès lors de considérer que nous nous trouvions par cela même dégagés vis-à-vis de nos alliés et associés, et libres de reprendre une politique rhénane conforme à nos vues ?

Lorsque, par la suite, les États-Unis d'Amérique, qui avaient refusé de ratifier le traité de Versailles, signèrent avec l'Allemagne un traité de paix séparé, il appartenait peut-être à la France de saisir cette occasion pour revendiquer sa pleine liberté d'action. Le gouvernement de la République a préféré, pour le maintien de la paix, s'abstenir d'une intervention qui aurait pu être interprétée comme un désaveu de la politique d'entente ou une atteinte aux liens d'amitié historique et séculaire qui nous unissent à la République américaine. La question de la sécurité rhénane ne sera reprise, — du moins par les nations européennes, — qu'avec les accords de Locarno.

Ainsi l'esprit d'union interalliée qui n'avait cessé d'inspirer la politique de la France pendant la guerre, comme au cours du long débat où fut décidée l'occupation rhénane, apparaissait définitivement comme le gage de la paix future. La politique de l'occupation devait nécessairement s'en inspirer à son tour. Elle ne serait pas française seulement, mais interalliée.

L'OCCUPATION RHÉNANE

L'occupation d'un territoire en temps de paix, par des armées étrangères, ne constituait pas un fait nouveau dans l'histoire. Au cours des siècles derniers (pour ne parler que des temps modernes), de nombreux pays ont connu des occupations de cette nature, indépendamment des occupations du temps de guerre, dont elles diffèrent essentiellement par leur statut, autant que par leur objet.

Les occupations pacifiques présentent elles-mêmes des caractères très divers, selon les circonstances politiques qui les ont commandées. Certaines ont pour objet essentiel la garantie du paiement d'une indemnité ou de réparations de guerre. Telle fut l'occupation des villes prussiennes par Napoléon, après

Iéna; telle fut encore l'occupation de la France en 1871. D'autres ont pour objet, à la fois d'assurer le paiement d'une indemnité et de garantir l'instauration d'un nouveau régime politique. Telle fut l'occupation de la France en 1815.

D'autres occupations, dans le cours du *xix^e* siècle, avaient eu exclusivement le caractère d'une garantie territoriale ou politique. Il suffira de rappeler l'occupation de Naples et du Piémont par l'Autriche, en 1821; l'occupation de l'Espagne par 40 000 soldats français, de 1823 à 1828, au lendemain de notre intervention dans la Péninsule; l'occupation de la Morée par le général Maison en 1828-1829; celle des États pontificaux en 1849 et 1870 par les troupes françaises; celle du Mexique, enfin, après la proclamation de l'empereur Maximilien. Il est à remarquer que ces dernières occupations, d'ordre politique, présentaient ce caractère que la puissance occupée, attachant du prix au maintien de l'occupation, allait jusqu'à protester contre tout projet d'évacuation.

Comment se présente, au regard de ces occupations, l'occupation instituée par le traité de Versailles? La nature de l'occupation rhénane se trouve définie par l'article 428 du traité : « A titre de garantie d'exécution du présent traité, les territoires allemands situés à l'ouest du Rhin, ensemble les têtes de pont, seront occupés par les troupes des puissances alliées et associées pendant une période de quinze années à compter de la mise en vigueur du présent traité. »

Les termes mêmes de cet article laissent clairement entendre que la garantie ainsi créée n'est pas limitée à l'exécution d'une ou de plusieurs clauses déterminées du traité, — par exemple les clauses relatives aux réparations, — mais qu'elle s'étend à toutes les obligations qui naissent pour l'Allemagne de la convention qu'elle a signée. Il ressort, d'ailleurs, du dernier paragraphe de l'article 429 que les préoccupations des Alliés n'étaient pas d'ordre exclusivement financier : si, après l'expiration des quinze ans prévus à l'art. 428, « les garanties contre une agression, non provoquée, de l'Allemagne, n'étaient pas considérées comme suffisantes par les gouvernements alliés ou associés, l'évacuation des troupes d'occupation pourrait être retardée dans la mesure jugée nécessaire à l'obtention desdites garanties ».

Ainsi, l'occupation rhénane affecte le caractère d'une

garantie de sécurité, en même temps que d'une garantie financière : gage de l'exécution, par l'Allemagne, de ses obligations de réparations, — et de ses obligations de désarmement. Elle apparaît donc comme d'un type particulièrement complexe, si l'on considère, d'autre part, qu'elle constitue le gage d'exécution d'un traité qui modifie profondément le statut politique de l'Europe (1). Il suit de là qu'une double tâche, également délicate, allait s'imposer aux autorités d'occupation.

D'une part, il leur fallait veiller, non seulement à l'exécution des clauses du traité de Versailles dans les régions occupées, mais aussi à la sécurité des troupes d'occupation.

D'autre part, une œuvre immense et entièrement nouvelle, allait être impartie aux autorités alliées et différencier profondément l'occupation rhénane des autres occupations dont l'histoire offre l'exemple : à deux reprises, en effet, les autorités d'occupation durent se substituer à l'Allemagne défaillante pour assurer elles-mêmes le recouvrement des dettes de réparations. En 1921, les trois puissances occupantes, puis, en 1923, la France et la Belgique décidèrent de mettre en œuvre et d'exploiter les ressources minières, forestières, douanières, fiscales et ferroviaires des territoires occupés. La première de ces mesures, qui comportait l'occupation des grands ports de la Ruhr, entraîna l'institution d'un régime douanier, l'établissement de licences d'importation et d'exportation, d'un contrôle des charbons, etc. La seconde opération nécessita l'exploitation intégrale du bassin même de la Ruhr, la constitution d'un réseau douanier autour des territoires occupés, l'exploitation du monopole de l'alcool, des forêts, la réorganisation complète du réseau ferré de la Westphalie et de la Rhénanie sous la direction d'une régie franco-belge des chemins de fer.

Si l'on ajoute qu'au moment même où les autorités d'occupation étaient aux prises avec cette tâche formidable, d'autres problèmes, d'une gravité exceptionnelle, venaient simultanément solliciter leur intervention : résistance passive, effondrement monétaire, crises sociales et économiques, on conviendra qu'il est difficile de se référer aux occupations passées pour y

(1) Ce caractère de l'occupation rhénane, gage d'exécution du Traité, a été de nouveau affirmé récemment par M. Chamberlain aux Communes (3 décembre 1928) et par M. Briand à la Chambre française (4 décembre 1928).

rechercher, selon la formule usuelle, des « précédents » historiques ou diplomatiques.

PRÉPARATION DU STATUT DE L'OCCUPATION PENDANT LA PÉRIODE
D'ARMISTICE

Le Commandement en chef des armées alliées avait, d'après une jurisprudence internationale constante, le droit d'exercer le pouvoir législatif et réglementaire pour les besoins de l'occupation. Considérant, d'une part, l'importance des problèmes d'ordre spécifiquement militaire qui se posaient du fait de la présence, sur le sol allemand, des fortes armées alliées, encore sur le pied de guerre, — et, d'autre part, la multiplication et la complexité des problèmes d'ordre économique, administratif et social qu'il importait de résoudre, le maréchal Foch décida de confier l'examen de ces questions extra-militaires à des techniciens spécialisés.

Le 15 décembre 1918, il instituait un Comité réunissant à son quartier général, avec le général Payot et M. Tirard, les trois délégués pour les affaires civiles des Commandants en chef alliés. Le 22 décembre, le service embryonnaire des territoires rhénans devenait le « Contrôle général de l'administration des territoires rhénans » qui se transportait à Luxembourg, poste de commandement du Maréchal; le contrôle était organisé, et des fonctionnaires civils, membres du Conseil d'État, diplomates, inspecteurs des Finances, professeurs de droit étaient chargés, sous l'autorité du Contrôleur général, de suivre les problèmes soulevés par l'occupation.

Cet organe siégeait à proximité des armées; il recevait ses directives, soit, au point de vue économique, de la Commission créée, le 8 janvier 1919, à Paris, pour la rive gauche du Rhin, sous la présidence d'un haut fonctionnaire du ministère français des Affaires étrangères, M. Seydoux, soit, pour les autres questions, de la Conférence militaire inter-alliée, qui continuait à se réunir au quartier général du maréchal Foch.

Il apparut bientôt que la mise en œuvre de cette organisation complexe n'allait pas sans présenter des difficultés. Certains commandants d'armées alliées avaient, en effet, prié leurs gouvernements de les instruire de l'attitude à observer

en présence de problèmes politiques ou économiques qui leur semblaient dépasser leur compétence militaire.

Dans le même moment, le Conseil suprême fixait, au prix d'orageux débats, le sort des pays rhénans, et discutait le principe même de l'occupation. Cette longue controverse, avec les crises qui la traversèrent, les espoirs ou les suspensions qu'elles firent apparaître chez certains, devait entraîner de successives et nombreuses modifications dans l'organisation de l'occupation.

Aussi, dès le mois d'avril 1919, le « Conseil suprême économique » créa, à Paris, un « Sous-comité d'Allemagne » et proposa de lui confier la direction supérieure des affaires économiques (1). L'organisme local chargé d'appliquer sur place les directives de ce sous-comité devait être une « Commission interalliée des pays rhénans ». Le Conseil des ministres des Affaires étrangères adopta cette solution, le 21 avril 1919, et, le 29 avril, la Commission interalliée tenait sa première séance à Luxembourg.

Cette Commission avait une compétence limitée. Elle devait s'abstenir de traiter les questions d'ordre politique et administratif qui restaient du ressort du commandement militaire, assisté du contrôleur général de l'administration des territoires rhénans, qui était nommé, par décret du 9 mai 1919, commissaire de la République française. Le seul domaine qui appartenait en propre à la Commission était celui des affaires économiques ; elle devait leur donner une très vive impulsion avec l'aide des « Sections économiques » fondées, dans chaque zone, auprès des armées.

Dès ce moment, les gouvernements alliés, par l'importance et le rang des représentants qu'ils allaient nommer à cette Commission, auprès de l'état-major du maréchal, montrèrent l'intérêt qu'ils attachaient aux problèmes de l'occupation : pour la Grande-Bretagne, sir Harold Stuart, haut fonctionnaire, ancien adjoint au vice-roi des Indes ; pour la Belgique, le sénateur Digneffe, gouverneur de Liège, dont la noble attitude avait attiré les représailles de l'ennemi (il était sorti en effet depuis

(1) L'ingérence de M. Lloyd George dans le Sous-comité d'Allemagne se fit sentir par l'intermédiaire du jeune M. Wise, l'un de ses secrétaires particuliers, qui devait devenir par la suite représentant des Soviets dans leur délégation commerciale de Londres.

quelques semaines seulement des prisons allemandes), pour les États-Unis enfin, M. Pierpont B. Noyes, ami et conseiller du président Wilson.

Le 29 mai 1919, le Conseil suprême créait un Comité intergouvernemental, chargé de rédiger le projet de convention relatif à l'occupation définitive des provinces rhénanes. Cette assemblée devait s'inspirer d'un plan schématique suggéré par M. Noyes dans une lettre au président Wilson, du 27 mai 1919. Elle allait réfléchir dans ses travaux la solution de compromis déjà adoptée, par le Conseil suprême, à l'égard de l'occupation rhénane. Elle devait tenir compte, d'autre part, de l'acuité que prenait à ce moment le problème des réparations, notamment la question du ravitaillement en charbon des pays alliés. M. Loucheur, désigné pour ce motif par le gouvernement français, prit la présidence de cette Conférence qui comprenait, en outre, lord Robert Cecil pour la Grande-Bretagne, M. John Davis, pour les États-Unis, le marquis Imperiali, pour l'Italie, et, sur la demande de la France, un représentant de la Belgique, qui fut le baron de Gaiffier d'Hestroy. Des experts militaires, dont le maréchal Foch, étaient associés à ses travaux. Ce comité fut bientôt appelé à choisir entre deux thèses : la première, soutenue par les représentants militaires au Conseil supérieur de guerre, — la seconde, soutenue par la délégation britannique et nettement inspirée des idées de M. Noyes.

Le projet des états-majors interalliés s'inspirait d'une manière générale de la convention des 11-16 mars 1871 et du régime auquel l'armée allemande avait soumis les départements français occupés. Il avait pour base le maintien de l'état de siège.

Le projet des experts civils britanniques comportait, au contraire, une innovation : c'était à un organisme civil, une Haute-Commission composée des représentants des quatre puissances participant à l'occupation, qu'était dévolu le rôle essentiel. Une autre caractéristique du contre-projet consistait dans l'obligation, en raison de la longueur de l'occupation projetée, de faire cesser l'état de siège, tout en réservant à la Haute-Commission le droit de le prononcer à nouveau en cas de besoin.

Soucieux de marquer une différence entre le régime militaire de l'armistice et le régime civil du temps de paix qui allait être instauré, les représentants des gouvernements s'efforcèrent

d'étendre les attributions de la Haute-Commission au regard de celles du commandement. La délégation britannique fit même observer que la Haute-Commission ne pouvait se désintéresser de l'activité économique des territoires occupés, en raison de ses répercussions sociales sur l'ordre public ou sur le ravitaillement des armées. Fait à retenir, si l'on observe que, dans la suite, on a parfois contesté la légitimité de certaines interventions de la Haute-Commission sur ce terrain.

La Commission interalliée des pays rhénans qui avait déjà, par plusieurs mois d'exercice, acquis l'expérience des affaires rhénanes, parut aux gouvernements alliés qualifiée pour remplir la tâche que l'arrangement rhénan confiait à la future Haute-Commission. Aussi, dès le 28 juin 1919, date de la signature du Traité de paix, et avant même que les ratifications fussent échangées après le vote des Parlements des divers États, la Commission des pays rhénans commençait à donner aux armées, mais toujours sous le couvert de l'autorité du maréchal commandant en chef, ses directives, non seulement dans l'ordre économique mais aussi dans l'ordre administratif.

En même temps, elle préparait la rédaction des textes principaux qui devaient fixer, dans ses détails, sous forme d'ordonnances, le régime de l'occupation. Grâce à ce travail officieux, les cinq grandes ordonnances organiques et les cinq premières instructions purent être promulguées le jour même de la mise en application du Traité de paix, 10 janvier 1920, à 16 h. 15, selon la décision du Conseil suprême signée par M. Clemenceau dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay.

LA HAUTE-COMMISSION DES TERRITOIRES RHÉNANS

Vers le mois de mai 1919, les commissaires des Puissances alliées et associées s'étaient transportés de Luxembourg à Coblenze. Cette ville avait été choisie comme siège futur de la Haute-Commission en raison de sa position centrale. Située dans la zone occupée par les troupes américaines qui y avaient établi leur quartier général, elle se trouvait à égale distance du siège du commandement de l'armée britannique à Cologne et de celui du commandement de l'armée française à Mayence.

Le choix de Coblenze avait, en outre, été dicté par le fait que cette ville est la capitale administrative de la région la plus

importante des territoires occupés, la Prusse rhénane, province occupée à la fois par les trois armées alliées et associées, alors que la Hesse rhénane, le Palatinat bavarois et le Birkenfeld (Oldenbourg) se trouvaient occupés par les seules troupes françaises. L'*Oberpräsident* de la Prusse rhénane résidait à Coblenze. Il est vrai, — et c'est un exemple typique de l'extrême complexité de l'administration allemande, — que si Coblenze est la capitale administrative de la Prusse rhénane, le chef-lieu politique de cette province se trouve à Dusseldorf, où siège le Landtag, et la capitale financière à Cologne, où résident les administrations fiscales. Cette dernière situation n'était pas sans présenter de très sérieux inconvénients pour la direction des affaires d'occupation et devait être, pendant l'occupation de la Ruhr, la source de difficultés particulières.

Auprès des trois Hauts-Commissariats de France, Grande-Bretagne et Belgique, fonctionne un secrétariat général interallié, sous la direction de deux secrétaires généraux, l'un de langue française, l'autre de langue anglaise.

Chaque Haut-Commissaire est assisté, d'autre part, d'un délégué général chargé de le remplacer en cas d'absence, et des chefs des différents services (juridiques, de sûreté, économiques, financiers, etc.), qui représentent leurs Hauts-Commissariats respectifs au sein des comités interalliés chargés d'étudier les affaires et de soumettre les projets de décisions à la Haute-Commission.

A l'extérieur, l'on ne modifia pas sensiblement, à l'origine, le système de représentation adopté par le commandement au cours de l'armistice, et qui consistait à détacher des délégués dans les différentes circonscriptions administratives. Toutefois, les attributions de ces fonctionnaires furent profondément modifiées : au lieu d'être investis, comme pendant l'armistice, de véritables pouvoirs de *contrôle* sur l'administration allemande, ils se virent chargés d'un rôle de *liaison* entre l'organisme central et les administrations et populations rhénanes, avec lesquelles ils se trouvaient directement en contact.

Les origines de ces fonctionnaires étaient diverses. Officiers de l'armée d'occupation déjà en fonctions lors de l'armistice, fonctionnaires métropolitains démobilisés sur place et détachés de leurs administrations respectives, tous apportèrent le plus grand zèle à remplir un rôle difficile ; en effet, s'ils n'avaient,

ni à administrer eux-mêmes, ni à contrôler, dans le vrai sens du terme, l'administration locale, il leur fallait, comme intermédiaires normaux entre les troupes et les fonctionnaires allemands, empêcher, autant que possible, les heurts, et prévenir ou résoudre les difficultés que toute occupation entraîne.

Lorsqu'en 1923, à la suite des accords de Locarno, l'institution de ces délégués fut supprimée, à la demande du gouvernement allemand, pour un motif de prestige politique, et que ces fonctionnaires quittèrent leur poste, les regrets qu'exprimèrent, en maintes circonstances, les représentants des populations, et la sympathie qu'ils leur témoignèrent montrèrent que les délégués avaient su remplir leur tâche avec un tact et un dévouement auxquels il est juste de rendre hommage.

L'Arrangement rhénan, qui trace les grandes lignes du statut de l'occupation, prévoit le droit de réquisition pour les armées, et l'obligation pour le Reich de fournir les logements, les installations, les moyens de transport nécessaires; il subordonne, dans certains cas, aux autorités d'occupation, les administrations des chemins de fer, celle des postes et télégraphes; il fixe, d'une manière générale, les privilèges judiciaires, fiscaux, douaniers du personnel de l'occupation, etc... Mais les règles organiques et les mesures d'application, la mise en œuvre des principes, c'était là la tâche propre de la Haute-Commission. Celle-ci a été ainsi amenée à légiférer, dans le cadre de l'Arrangement rhénan, en matière judiciaire, administrative, économique et sociale.

Quels pouvoirs et quels moyens d'action ont été, pour l'accomplissement de sa tâche, dévolus à la Haute-Commission?

Le statut juridique de la Haute-Commission, ses droits et ses obligations au regard des gouvernements alliés d'une part, du gouvernement allemand, des administrations locales et des populations d'autre part, sont définis par les articles 2 et 3 de l'Arrangement rhénan.

« Il sera constitué, dit l'article 2, un organisme civil, ... qui, à moins de dispositions contraires du Traité, sera le représentant suprême des Puissances alliées et associées dans les territoires occupés... »

La Haute-Commission est donc, au premier chef, un organisme interallié. Chacun des Hauts-Commissaires y représente son gouvernement, mais aucun n'a de pouvoirs propres vis-à-vis

des armées alliées ou des nationaux allemands; c'est la Haute-Commission elle-même qui détient tous ces pouvoirs, de même que ce n'est pas chacune des Puissances occupantes, mais le consortium de ces Puissances qui jouit de certains droits souverains dans les territoires occupés. Il en résulte une particularité significative dans la procédure de la Haute-Commission; l'unanimité n'y est pas nécessaire. L'accord intervenu entre les gouvernements alliés reconnaît, en effet, au président qui est, de droit, le représentant de la France, en cas de partage des voix, le privilège d'une voix supplémentaire. Les Hauts-Commissaires mis en minorité peuvent en référer préalablement à leurs gouvernements respectifs, et une négociation diplomatique peut alors intervenir; mais la résolution prise à la majorité n'en est pas moins immédiatement exécutoire en cas d'urgence.

En fait, depuis dix ans, grâce à la mutuelle confiance et aux bonnes relations des Hauts-Commissaires alliés, la Haute-Commission a élaboré et édicté 312 ordonnances, 27 instructions et plusieurs milliers de décisions qui, toutes, — si l'on excepte les quelques ordonnances dites « spéciales », rendues au moment de la saisie des gages, en 1923, et sur le vote desquelles, conformément aux instructions de son gouvernement, le Haut-Commissaire britannique s'est abstenu, — ont été adoptées à l'unanimité, ce qui montre mieux qu'aucun commentaire l'esprit d'entente et de conciliation qui n'a cessé de régner parmi les alliés sur le Rhin, malgré les traverses politiques.

La Haute-Commission, précise l'article 3 de l'Arrangement rhénan, a le pouvoir d'édicter des « ordonnances » dans la mesure qui est nécessaire pour assurer l'entretien, la sécurité et les besoins des forces militaires des Puissances alliées et associées. Ces ordonnances auront *force de loi*, et, dès leur publication, seront reconnues comme telles par les autorités allemandes. Ainsi se trouve limitée la souveraineté du Reich et des États allemands. Mais également, — et c'est là le fait nouveau dans l'histoire des occupations militaires, — la souveraineté de la Haute-Commission domine, dans la sphère de sa compétence, celle de chacune des Puissances occupantes.

Ce pouvoir exceptionnel et souverain, qui trouve sa base juridique dans le fait que l'Arrangement rhénan, comme le Traité de Versailles, a reçu l'adhésion législative des Parle-

ments aussi bien allemand qu'alliés, a été reconnu par la doctrine et la jurisprudence des divers pays alliés et de l'Allemagne. La Cour de cassation, dans des arrêts successifs (10 août 1922, 20 juin 1925, 16 mai 1926), a confirmé la doctrine que les ordonnances promulguées par la Haute-Commission sont applicables aux officiers et soldats alliés. A l'égard des ressortissants allemands, la suprématie des ordonnances sur le droit local a été reconnue par les jurisconsultes allemands et par le tribunal d'Empire de Leipzig (arrêt Ulmann, 25 septembre 1920).

L'article 3 de l'Arrangement rhénan règle le régime judiciaire dans les territoires occupés. Il dispose que les tribunaux allemands continueront à exercer leur juridiction civile et criminelle, sauf deux exceptions.

La première, *ratione personæ*, concerne les militaires des forces d'occupation, les personnes à leur suite et les membres de la Haute-Commission, qui sont « exclusivement justiciables de la loi militaire et de la juridiction militaire de ces troupes ». La Haute-Commission, interprétant libéralement cette disposition en ce qui concerne les sujets allemands employés par l'occupation, tout en les laissant en principe soumis à leur juridiction nationale, a fait en sorte qu'ils en puissent décliner la compétence lorsque les faits à raison desquels ils sont poursuivis se rattachent à leur service, et qu'ils peuvent craindre d'être l'objet de représailles.

Une seconde exception, *ratione materiæ*, réserve aux tribunaux militaires les actes criminels ou délictueux commis contre les personnes ou les biens des forces occupantes, conformément d'ailleurs au droit commun des occupations.

Si la justice des armées d'occupation a été trop souvent l'objet d'attaques violentes de la part d'une presse passionnée, l'esprit d'équité et de libéralisme qui anime les tribunaux de l'occupation s'est maintes fois affirmé : ils ont fait largement usage des dispositions généreuses insérées par la Haute-Commission dans ses ordonnances qui prévoient le sursis, la libération conditionnelle, l'appréciation de la bonne foi en matière litigieuse, etc... Faut-il ajouter que, depuis dix ans, de nombreuses mesures de grâce, des amnisties plénières répétées ont été, sur la proposition des autorités d'occupation, prononcées par le gouvernement français et les gouvernements alliés?

LES LIBERTÉS PUBLIQUES

Quel usage la Haute-Commission, et, d'une manière générale, les autorités d'occupation, ont-elles fait du pouvoir législatif et administratif qui leur était dévolu? A quelle réglementation, en un mot, se trouve soumis, dans les territoires occupés, l'exercice des libertés publiques?

La presse allemande n'a guère cessé, depuis dix ans, de présenter l'occupation comme entachée de restrictions insupportables, contraires au principe même des démocraties modernes.

Pour s'en tenir à un document récent et officiel, M. Carl Christian Schmid, qui occupe l'importante fonction de Staatssekretär au ministère des territoires occupés, vient de publier, sous le titre *Dix années de l'histoire de l'Allemagne, de 1918 à 1928*, un ouvrage pour lequel le ministre des Affaires extérieures, Stresemann, et l'ancien ministre des régions occupées, Auguste Muller, ont écrit des préfaces, et auquel de nombreuses personnalités ont collaboré. Après avoir fait l'historique et la critique de l'occupation, depuis 1918 jusqu'à nos jours, l'auteur conclut : « Dans les états de culture moderne, la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association comptent au nombre des droits fondamentaux et imprescriptibles de la population. Et c'est justement de France que sont venues se répandre dans les autres nations de l'Europe ces idées de liberté. Or, les provinces du Rhin occupées se voient forcées, depuis une décade, de renoncer aux libertés en question... Qui donc, dans l'Allemagne libre, saurait se représenter ce que c'est que de vivre pendant aussi longtemps sous le joug militaire de l'Étranger? » Sous une forme moins administrative, la presse politique comme les journaux satiriques présentent d'ordinaire, même après Locarno, la Rhénanie sous les traits d'une captive chargée de chaînes, martyrisée par des soldats nègres ou par un général français armé de l'inévitable et symbolique cravache, image dont la légende s'accorde d'ailleurs assez mal, en bonne logique, avec celle simultanément diffusée d'une politique de manœuvres et de séduction. C'est en répandant à travers le monde de semblables allégations qu'une propagande largement stipendiée cherche à dresser l'opinion contre l'occupation, pour en conclure à la nécessité d'une évacuation anti-

cipée. Il importe donc d'exposer les principales modalités de la réglementation administrative dans les territoires occupés, en connexion avec les nécessités de l'occupation.

Tout a été mis en œuvre par les Alliés pour assurer l'exercice des libertés publiques en Rhénanie. La Haute-Commission n'a cessé de s'inspirer de la politique libérale dont elle avait solennellement affirmé les principes dans la proclamation publiée par elle, le 10 janvier 1920, jour de son entrée en fonctions.

La réglementation des libertés publiques dans les territoires occupés a été strictement limitée aux nécessités du maintien de l'ordre public et de la sécurité des armées. Un seul souci l'a inspirée : celui de prévenir, dans l'intérêt même de la population rhénane et de la pacification des esprits, les abus qu'en pouvaient faire les éléments perturbateurs et les fauteurs de désordre. Le statut adopté a d'ailleurs évolué selon les circonstances de temps et de lieu, et parallèlement aux rapports des Alliés avec l'Allemagne. Les provinces rhénanes lui doivent d'avoir évité le régime sévère de restrictions des libertés publiques imposé, dans le même temps, au reste de l'Allemagne.

La liberté de circulation est entière entre l'Allemagne occupée et l'Allemagne non occupée. Il suffit d'une pièce d'identité quelconque, délivrée par les autorités allemandes elles-mêmes. Mesure évidemment libérale, alors surtout que les autorités allemandes, malgré l'engagement qu'elles en ont souscrit, se refusent à remettre aux Alliés les criminels et délinquants, qui se réfugient en Allemagne non occupée.

Une seule catégorie de nationaux allemands devait faire évidemment l'objet d'une réglementation particulière et permanente : les militaires et marins du Reich en activité ou libérés du service. Il n'est jamais entré dans l'intention des autorités d'occupation d'empêcher les Rhénans engagés, dans les conditions prévues au Traité, dans l'armée ou la marine du Reich, de venir en permission dans leur famille, et ceux qui ont excipé de raisons de cet ordre, ou de santé, ou d'affaires, ont toujours été admis sans difficulté en territoires occupés. Pour ce qui est, au contraire, des Rhénans libérés de la Reichswehr, la Haute-Commission a entendu exercer à leur égard un contrôle particulièrement strict. Il résultait, en effet, de renseignements certains parvenus aux armées alliées, que le Haut-Commandement allemand, par un procédé renouvelé de 1807, tournait les dis-

positions du Traité de Versailles qui ne concèdent à l'Allemagne qu'une armée de métier d'un effectif réduit. De nombreux *Freiwilliger* étaient enrôlés dans la Reichswehr. Pour tromper le contrôle qui, jusqu'à ces dernières années, était exercé en Allemagne par une mission militaire interalliée, ces jeunes gens contractaient un engagement régulier de douze ans; mais dès que leur instruction militaire était accomplie, ils étaient, pour raison de santé ou sous tout autre prétexte, renvoyés dans leurs foyers. La Haute-Commission a donc interdit aux habitants des territoires occupés de participer à des exercices militaires sans avoir contracté les engagements à long terme autorisés par le Traité de Versailles, et a subordonné à son autorisation la résidence en Rhénanie des militaires libérés.

Animées par le souci légitime de leur sécurité, les autorités alliées se sont montrées particulièrement rigoureuses lorsqu'il s'est agi de veiller à l'exécution des clauses militaires du Traité de paix et de l'Arrangement rhénan, relatives aux moyens de mobilisation de l'Allemagne. C'est ainsi que les Ordonnances ont prévu le contrôle ou la surveillance du développement en Rhénanie des travaux ferroviaires qui s'inspirent souvent à la fois, et dans une proportion bien difficile à évaluer, d'intérêts d'ordre économique facilement exagérés et d'occultes intentions stratégiques. Il en a été de même pour l'aviation et la T. S. F. De même encore ont été réglementés la possession et l'usage des armes de guerre, et une surveillance attentive s'est exercée sur les sociétés, plus ou moins secrètes, d'entraînement au tir avec armes de guerre, dont le foisonnement inquiétant est contraire aux engagements pris par le gouvernement allemand.

Il fallait compter, par ailleurs, avec une manifestation très particulière du tempérament des Rhénans et de leur goût bien connu pour la musique. Tous les Allemands, on le sait, sont entraînés dès l'enfance à l'étude et à la pratique de la musique vocale et il n'est pas dans ce pays de cortège sans chœur, de même qu'il n'est pas de manifestation sans cortège. Toute réunion publique, quel que soit le parti qui l'organise, comporte non seulement des discours et des toasts, mais encore des chants et des hymnes, repris en chœur par les assistants, dont ils exaltent l'âme sentimentale. Les nationalistes chantent la *Wacht am Rhein*, les communistes l'*Internationale*. Les autorités d'occupation ne se sont jamais opposées à ces manifes-

tations bruyantes et pittoresques. Les Rhénans jouissent à cet égard d'une absolue liberté, et ne se font pas faute d'en user.

Toutefois, certains chants patriotiques sont de véritables cris de haine contre l'« ennemi héréditaire ». Tel est le cas, par exemple, du fameux chant guerrier : *Siegreich wollen wir Frankreich schlagen!* Lorsque ces strophes violentes sont reprises en chœur publiquement par des Allemands malintentionnés, en présence de soldats de l'occupation, il est bien évident qu'il ne s'agit plus seulement d'art vocal. Il y a alors, de la part des exécutants, une intention de provocation qui ne peut être tolérée, sans risquer des incidents, souvent recherchés d'ailleurs par certains éléments venus de la rive droite et qui trouvent dans le vin du Rhin un aliment à leur excitation patriotique.

Il advint parfois que les chanteurs en furent pour leurs frais : des officiers alliés, régalez dans un café de la *Wacht am Rhein*, se levèrent poliment en même temps que les assistants et, comme ceux-ci s'en étonnaient : « Nous avons compris, dirent-ils, l'honneur qui nous est fait, puisque la garde au Rhin, c'est nous qui la montons. »

D'autres chants, qui n'ont pas par eux-mêmes un caractère injurieux, peuvent, dans certaines circonstances, prendre un air de provocation. C'est, si l'on peut dire, une question d'accent. Ainsi le vieil hymne de 1848 : *Deutschland über alles*, qui était considéré, avant la guerre, comme pangermaniste et qui a eu, depuis, la curieuse fortune d'être choisi par la République allemande comme hymne national, ne contient, en lui-même, rien de particulièrement offensant pour les Alliés, si ce n'est certaines allusions inquiétantes aux limites géographiques de la « Grande Allemagne, de la Meuse à Memel, et du Belt à l'Adige ». Or, s'il s'est trouvé qu'à plusieurs reprises, dans des lieux publics fréquentés par des militaires alliés, l'hymne allemand fut exécuté dans l'intention évidente de provoquer des incidents; on réserva donc l'exécution de l'hymne national aux cérémonies officielles.

Il faut assimiler à ces manifestations inopportunes les cortèges, les défilés de certaines associations nationalistes au pas de parade, dans lesquels la présence d'une musique militaire, — et, en particulier, des fifres et des tambours plats qui étaient l'orgueil des parades impériales, — témoigne d'un état d'esprit contraire à l'esprit des traités et à la politique d'apaise-

ment, surtout lorsque ces manifestations ont lieu dans des villes de garnison. En fait, ces difficultés sont, pour la plupart, aisément réglées par des accords amiables entre le commandement local et les autorités allemandes du lieu.

Mais les cortèges et les chœurs ne sont que les manifestations extérieures de cet instinct grégaire qui, depuis les temps les plus reculés, caractérise la race germanique. En nul autre pays plus qu'en Allemagne, le droit d'association n'apparaît comme un droit naturel, jalousement défendu et largement exercé. Les autorités d'occupation ont entendu le respecter, et la liberté d'association est entière dans les territoires occupés, sous réserve de deux exceptions. D'une part, toute association ayant pour objet l'entraînement militaire, la préparation à la guerre sous une forme ou sous une autre, est formellement interdite, en conformité avec l'article 177 du Traité de Versailles. D'autre part, la Haute-Commission a interdit toute association dont l'activité tendrait à développer des sentiments hostiles aux autorités alliées, à organiser des complots contre les armées ou à provoquer la désobéissance aux autorités d'occupation, et le contrôle de cette réglementation fait l'objet d'une surveillance rigoureuse, d'ailleurs extrêmement difficile et délicate à assurer.

Mais les associations interdites ne sont qu'une très faible minorité dans la masse des associations de toutes sortes, qui fleurissent librement en territoires occupés. Chaque Rhénan, en effet, arbore fièrement à sa boutonnière les insignes des sociétés dont il fait partie (associations d'étudiants, sociétés sportives, littéraires, artistiques, de tourisme, religieuses, naturistes, etc...). Jamais aucune intervention de l'occupation n'est venue troubler en quoi que ce soit le libre fonctionnement de tous ces groupements. Même les associations d'anciens militaires, malgré leurs tendances, n'ont jamais été inquiétées, lorsqu'elles ont pour objet avoué de donner à leurs membres des secours en cas de maladie ou d'adversité, et les autorités alliées, malgré des manifestations parfois regrettables, n'ont fait aucune opposition aux fêtes ou aux collectes organisées pour élever des monuments aux combattants tombés au champ d'honneur. Ayant mesuré sur les champs de bataille le courage de ceux qui furent nos adversaires, elles les ont elles-mêmes honorés.

La liberté de réunion est complète en Rhénanie. Seules sont

soumises à une simple déclaration préalable, et uniquement dans les villes de garnison, les réunions de caractère politique. Celles-ci peuvent être interdites lorsqu'elles sont de nature à troubler l'ordre.

En 1871, l'autorité militaire allemande avait interdit, d'une manière générale, sur le territoire français occupé, les réunions « de nature à exciter ou à entretenir le désordre ». Il en a été de même en Rhénanie, pour les manifestations extérieures que les nationalistes prétendaient organiser, en commémoration, par exemple, du 30^e anniversaire de la proclamation de l'Empire allemand dans la Galerie des Glaces de Versailles, — ou encore des victoires de 1870, au pied de la statue illuminée de la *Germania*, fondue avec le bronze des canons français.

Au cours des négociations de Versailles, en 1919, il fut entendu entre les gouvernements alliés et le gouvernement allemand que la presse resterait libre, dans les territoires rhénans, aux conditions fixées par la loi allemande, — sauf les sanctions administratives ou judiciaires qui pourraient être prises si un journal portait atteinte à la sécurité des troupes ou à l'ordre public. Cet engagement a été tenu.

Malgré les dangers que peuvent présenter, pour la sécurité des troupes, les excitations de certains publicistes, la Haute-Commission n'a jamais voulu exercer sur les publications une censure préalable, qui aurait d'ailleurs répugné aux habitudes et aux sentiments libéraux des nations occupantes. On peut dire que la presse d'opinion est entièrement libre dans les territoires occupés. Il suffit de constater que tous les grands journaux quotidiens allemands, depuis ceux de Berlin et de Munich jusqu'aux importants organes de Cologne et de Francfort, y circulent librement, bien que ces journaux critiquent avec âpreté la politique des Alliés et celle même de l'occupation.

Or, c'est un fait, — qui étonne moins quand on sait la puissante organisation centralisée de la presse allemande et ses tendances, — que, depuis dix années, les journaux allemands, quels que soient leur couleur ou leur parti, témoignent à l'égard de la France, de ses hommes d'État, de sa politique, d'une véhémence de ton bien différente de la réserve observée, — à de très rares exceptions près, — par la presse française à l'égard de l'Allemagne, malgré les cruels souvenirs que la guerre a laissés sur notre sol et dans nos cœurs.

La Haute-Commission a dû interdire, il est vrai, certains livres, tracts ou brochures. Mais le seul énoncé de quelques titres, pris au hasard parmi les publications interdites : *la Peste noire en Europe, la Terreur sur le Rhin, les Esclaves de Marianne, Empoisonneur français, Haine! Déclaration publique aux gouvernements de pillage et de sang au pouvoir à Paris, l'Heure de la vengeance, la Bête de proie anglaise*, suffit à montrer le but que se proposaient les auteurs et éditeurs de ces publications en les répandant dans une population en contact permanent avec les troupes alliées, et à justifier les mesures dont elles ont été l'objet.

La parole publique, le livre et le journal ne sont plus aujourd'hui les seuls instruments de propagande. Dans la vie moderne, le cinématographe exerce sur les masses son extraordinaire puissance de suggestion, et l'importance d'un tel facteur est particulièrement grande dans un pays comme l'Allemagne, qui a réussi à se placer au premier rang de la production cinématographique en Europe. Les nationalistes allemands, grâce à de puissants moyens financiers, exercent une sorte de contrôle sur toute la production cinématographique du Reich. Les autorités alliées ont été ainsi amenées à interdire la représentation de certains films qui avaient pour but évident d'exciter la population contre les troupes. Le cinéma est souvent, en effet, l'unique distraction des militaires de l'occupation, qui peuvent se considérer comme directement visés et offensés par des attaques injurieuses et mensongères; ce sont ces incidents, particulièrement dangereux entre spectateurs plongés en commun dans une obscurité propice, que les autorités alliées avaient le devoir de prévenir.

L'interdiction de certains films par les Alliés paraît, au reste, avoir rencontré l'assentiment imprévu des autorités allemandes. On sait que, par une situation paradoxale, tandis que le traité de paix a confirmé la faculté pour la France de recruter une Légion étrangère, l'Allemagne conserve, dans sa souveraineté interne, toute latitude d'entraver l'engagement de ses nationaux. A cet effet, des films de propagande présentant sous un jour fantaisiste et diffamatoire la vie des légionnaires ont été projetés dans toute l'Allemagne; mais il s'est trouvé que le spectacle de cette vie d'aventures, bien loin d'écarter de la Légion les jeunes Allemands épris de la vie mili-

taire, a eu pour effet d'augmenter le nombre de ceux qui viennent rejoindre ses drapeaux. D' « anciens légionnaires », déserteurs ou imposteurs, ont été alors recrutés pour exposer dans des conférences l'horreur des rudes combats menés par la légion sur des terres lointaines. Ces orateurs, largement payés, se sont, semble-t-il, laissés entraîner par leur éloquence. Toujours est-il que les autorités allemandes ont dû renoncer à cette nouvelle propagande, ayant constaté que l'intervention de ces conférenciers malencontreux constituait une large publicité en faveur de la Légion, à l'instar de ces critiques théâtrales dont l'excessive amertume contribue au succès de la pièce.

Pour ce qui est de la liberté des cultes, est-il besoin de dire qu'elle a été de tout temps respectée en Rhénanie par les autorités d'occupation. D'ailleurs, les relations avec les autorités ecclésiastiques sont des plus courtoises et, dans plusieurs villes, en particulier à Mayence, les aumôniers de l'armée française, en plein accord avec le clergé local, furent appelés à participer aux cérémonies cultuelles. A aucun moment de l'occupation, ne surgirent en cette matière, si importante dans la vallée du Rhin, l'ancienne « rue des Prêtres », de conflits analogues à ceux que l'occupation de 1871 avait fait naître dans les départements français occupés, où l'autorité militaire allemande n'hésita pas, dans certains cas, à employer la force pour faire célébrer, malgré les objections canoniques du clergé français, dans des églises catholiques, des cérémonies luthériennes.

A cet égard, le rétablissement des relations diplomatiques de la France avec le Vatican a facilité l'attitude des autorités françaises d'occupation. Lors de la messe pontificale célébrée à Mayence, en 1920, après la mort de Benoît XV, le service religieux fut conjointement et solennellement célébré, en présence de toute la population, par Mgr Hugo, évêque de Mayence, et Mgr Remond, aumônier général de l'armée du Rhin. Dans la double rangée du chœur, avaient pris place, avec les membres du gouvernement hessois, M. Tirard, président de la Haute-Commission, et le général Degoutte, commandant en chef.

Quelques années plus tard, à l'occasion de l'inauguration des grands travaux de restauration de la vieille cathédrale de Mayence, en présence du Nonce à Berlin, Mgr Pacelli, auquel les honneurs militaires furent régulièrement rendus, la messe pontificale fut également célébrée par Mgr Hugo et Mgr Remond,

qui fut au nombre des prélats consécrateurs. Commentant cet événement, la *Frankfurter Zeitung*, connue cependant pour ses sentiments peu favorables à l'occupation, écrivait, le 18 octobre 1928 : « Les troupes d'occupation n'ont nullement apporté de dissonnance à ces fêtes. Elles se sont mêlées à la population pour voir les différentes cérémonies. La religion ne connaît ni frontières, ni ennemis : l'évêque de l'armée française du Rhin était invité à consacrer un autel de la cathédrale, celui de saint Laurent. » C'est dans le même esprit de conciliation et de neutralité religieuse qu'aux époques cruelles où la dévaluation monétaire jetait dans la misère les Rhénans de tout âge et de toute condition, les secours discrètement affectés par les autorités d'occupation étaient en partie distribués par l'intermédiaire des représentants des diverses confessions, catholique, protestante et israélite, dans les territoires occupés.

Telle est, dans ses grandes lignes, la réglementation des libertés publiques en Rhénanie. Les autorités d'occupation, en l'édicant, se sont constamment inspirées du double souci d'assurer à la population rhénane le plein exercice des libertés publiques en usage dans les pays démocratiques, et de prévenir, pour n'avoir pas à les réprimer, les abus que des éléments perturbateurs pouvaient tenter d'en faire d'autant plus aisément que l'état de siège, qui confère tous les pouvoirs à l'autorité militaire, était abrogé, à la différence de ce qu'il en a été pendant l'occupation allemande de 1871.

La Haute-Commission aurait pu, sans doute, régler plus aisément la question des libertés publiques, — en les supprimant, par l'établissement de l'état de siège, qui est le droit commun des occupations militaires. Elle a préféré édicter quelques mesures tutélaires, et (sauf pendant huit jours, et dans un cercle seulement, à titre préventif, lors de l'occupation de Francfort), jamais l'état de siège n'a été prononcé en Rhénanie.

Or, il se trouve que, depuis dix ans, ce régime d'exception a été presque constamment imposé en Allemagne,... mais en Allemagne non occupée. En 1923, lors des troubles bavarois (affaire Hitler), la suspension des garanties constitutionnelles fut proclamée dans toute l'Allemagne non occupée, par un décret du 26 septembre 1923, rendu en application de l'article 48, alinéa 2, de la Constitution du Reich. Le pouvoir exécutif passa

ainsi entre les mains du ministre de la Reichswehr, qui le remit lui-même au commandant en chef de la Reichswehr, général von Seeckt. Les crimes et délits politiques furent alors soumis à des tribunaux d'exception. Ce régime dura jusqu'au 24 février 1924. Le décret du 26 septembre 1923 fut alors abrogé, mais certaines restrictions continuèrent d'être apportées aux libertés constitutionnelles. Indépendamment de cette mesure générale, l'état de siège ou la suspension des garanties ont été prononcés, à de nombreuses reprises, en différentes parties de l'Allemagne non occupée, notamment en Bavière, en Saxe, à Brême, etc... Plus de soixante décrets ont été pris à cet effet.

En Rhénanie, les autorités alliées ont entendu, par un régime de liberté, assurer, puis développer les bonnes relations entre les troupes et la population, et contribuer ainsi, — sur un point de l'Europe où l'on pouvait légitimement redouter des frictions, — à l'œuvre d'apaisement poursuivie par les Gouvernements. Quant à la question de savoir si, pour les éléments d'ordre, une gêne quelconque se trouve apportée à la vie quotidienne en territoire occupé, il suffit de constater que des milliers de touristes allemands et étrangers visitent librement chaque année la région rhénane et la quittent généralement sans même avoir eu connaissance de la réglementation qui y est en vigueur. Sur la passerelle des bateaux surchargés de voyageurs qui, au cours de l'été, remontent le Rhin, une simple pancarte a été apposée : elle rappelle aux passagers qu'ils vont traverser le territoire occupé et qu'une attitude correcte s'impose à eux, à l'égard de l'occupation, qu'ils eussent sans doute ignorées sans cette indication tutélaire.

A tout le moins peut-on dire que, si la législation de l'occupation, — comme toute œuvre humaine, — n'atteint pas à la perfection, dix années d'expérience ont prouvé qu'elle était appropriée à son objet : le maintien de l'ordre et des bonnes relations entre les occupants et la population, qui n'a eu à subir ni les troubles, ni les désastres révolutionnaires, ni l'état de siège que la défaite, la désorganisation, la détresse économique et sociale ont imposés au reste de l'Allemagne.

* * *

(A suivre.)

NOS MISSIONNAIRES

MÈRE JAVOUHEY

BIENFAITRICE DES NOIRS

I

LES PREMIÈRES EXPÉRIENCES SÉNÉGALAISES
(1779-1824)

LA VOCATION

Les enfants épris du jeu de cache-cache connurent, en cette sombre époque que fut la Terreur, d'héroïques divertissements. C'était chose passionnante, encore que fort dangereuse, de dépister les soupçonneux sans-culottes, en cachant les curés qu'ils traquaient. Plusieurs fondateurs et fondatrices d'ordres, qui seront une gloire pour la France religieuse du XIX^e siècle, inaugurèrent ainsi leur vie de sainteté. En prolongeant par leurs audacieuses industries l'exercice clandestin du culte, ces enfants tinrent les âmes en haleine, en vue du renouveau religieux qui devait suivre le Concordat, et dont ils devaient être les promoteurs. Longtemps ils se souviendront des heures tragiques où l'on tremblait pour la vie du prêtre, où il fallait ruser avec le guet, avec l'espion, avec les policiers officiels, et avec ceux qui s'improvisaient policiers.

« Cette demoiselle Nanette, disaient en un coin de Bourgogne, au cours de l'année 1794, les « patriotes » qui guettaient

les insermentés, elle sait si bien faire, si bien nous endoctriner, qu'il n'y a pas moyen de la surprendre et de mettre la main sur son curé. » La fillette très fûtée, dont les quinze ans méritaient cet hommage, s'appelait Anne Javouhey : elle grandissait au village de Chamblanc dans une exploitation rurale, cinquième enfant d'une famille de dix.

A l'Ascension de 1798, Nanette fit venir un prêtre, M. Balanche, dans une ferme isolée, pour la première communion d'un groupe de néophytes dont elle avait été l'institutrice. Ainsi l'Eglise durait-elle en cette commune de Bourgogne : elle y survivait d'une vie cachée, dévotement séditeuse, et d'autant plus ardente que toujours menacée. Une atmosphère de catacombe, pareille à celle des premiers âges chrétiens, défendait les âmes contre un frileux affaïssement. Quelques mois se passaient, et Balthazar Javouhey devait constater qu'autour de sa fille Anne ses trois autres filles, tout doucement, s'organisaient en petite communauté religieuse, pour se faire maîtresses d'école. A ses yeux, c'était là déchoir. Anne tenait bon, courait dans Chamblanc, ramassait gamins et gamines, pendant qu'une de ses sœurs cherchait dans quelque maison amie la chambre hospitalière où pourrait ce jour-là s'abriter la classe. Cette pièce une fois trouvée, on y faisait des sièges avec de la paille, et l'enseignement commençait, ponctuellement, sous le contrôle d'une pendule qui scandait les divers exercices. Balthazar parfois arrivait en bourrasque, dispersant les enfants, jetant les livres en l'air ; il confisqua même, une fois, les poids de l'horloge. Les quatre sœurs laissaient passer la tempête et reprenaient la classe. Il advenait, d'ailleurs, qu'il trouvait Nanette prêchant à des adultes ; cela le rendait fier, un tout petit instant ; mais, se ressaisissant, il s'écriait : « Ma fille perd la tête, qu'elle laisse donc ce métier à ceux qui doivent le faire ! »

Lorsque plus tard régnera, sur les populations noires d'au delà des mers, le sceptre éducateur de Mère Javouhey, elle se rappellera ces classes furtives et nomades, et mélancoliquement elle écrira : « Que nous étions ferventes, alors, et heureuses de faire le bien ! Oh ! beaux jours de Chamblanc, vous ne reviendrez plus ! » Le plus beau d'entre ces jours fut celui qui rendit à Chamblanc son curé. C'était en 1800, après neuf ans d'exil : l'abbé Rapin avait grand peur de ne plus trouver que des ruines. Et voilà que devant lui se dressait une

paroisse vivante, qui, à défaut de messe, avait gardé l'habitude des rosaires collectifs et des veillées pieuses; et dans cette paroisse, un bataillon d'enfants, qui n'avaient pas attendu le retour de leur pasteur pour savoir leur *Credo*. L'ouvrière de ces belles surprises était Anne Javouhey.

Il y avait désormais, dans Chamblanc, un curé à qui Balthazar était fort embarrassé pour répondre non, lorsqu'il lui venait dire qu'Annette devait prendre la route d'un cloître, au moins à titre d'essai. Une ancienne Fille de Saint-Vincent de Paul, Jeanne Antide Thouret, émigrée naguère en Suisse, venait de fonder à Besançon, avec quatre jeunes novices, une toute petite communauté de Sœurs de la Charité; les malades, les enfants illettrés, devaient être leurs clients. En devenant, ne fût-ce que momentanément, la cinquième « fille » de la Bienheureuse Jeanne Antide Thouret, Anne se formerait, quoi qu'il advint, au métier d'institutrice, et son père ne pourrait plus lui objecter : « Nanette, tu veux instruire les autres, mais il faudrait pour cela commencer à t'instruire toi-même. » Vers la fin de septembre 1800, elle partait pour Besançon.

Ses premières allégresses se changèrent bientôt en une immense tristesse. Elle s'agenouillait, elle murmurait : « Seigneur, que voulez-vous de moi ? » et ne recevait pas de réponse. S'enfonçant dans un réduit à charbon, elle criait à ce Maître invisible, à ce Maître actuellement muet, dont elle requérait les ordres, qu'elle accepterait, si tels ils étaient, de passer toute sa vie dans cette ténébreuse soupente; et il lui semblait qu'une voix lui répondait : « Dieu a de grands desseins sur toi. » Elle raconta dans la suite que quelques jours plus tard, à son réveil, elle avait cru voir autour d'elle beaucoup de nègres, les uns entièrement noirs, les autres de couleur plus ou moins foncée ou mulâtres, porteurs de bèches, de houes, d'autres outils de travail champêtre, et que sainte Thérèse lui avait dit : « Ce sont les enfants que Dieu te donne, je serai la protectrice de ton ordre. »

Les vallées de la Saône et du Doubs avaient limité jusqu'à l'horizon de sa vie; elle n'avait même jamais entendu dire qu'il pût y avoir sur terre des hommes qui n'étaient pas des blancs. Venue à Besançon comme religieuse, Anne Javouhey, après deux mois de séjour, en rapportait le désir d'être religieuse missionnaire. Désir très vague encore, parce que dénué

de ces précisions élémentaires qui lui eussent permis de prendre une forme, et qui eussent pu surexciter une imagination; désir qui n'éveillait en elle-même aucune impatience, mais qui la prédestinait à la plus docile promptitude, le jour où des orientations se dessineraient et lui traceraient une voie. Pour l'instant, il semblait vraiment qu'en 1800 il fût trop tard, ou trop tôt, pour songer à des conquêtes missionnaires. Des missions, il en restait encore, çà et là dans le monde, qui veillaient sur les postes précédemment occupés; mais la disparition de la Compagnie de Jésus, les mesures jacobines contre les ordres religieux, la confiscation des revenus traditionnels qui formaient le budget de l'apostolat, avaient tari le recrutement des apôtres et diminué leurs moyens d'action; à peine pouvaient-ils conserver les situations acquises; et pour longtemps les grands espoirs leur paraissaient interdits. Les *Lettres édifiantes* avaient cessé de paraître. Une voix puissante s'élevait pour redire ce qu'avaient été les missionnaires, et ce qu'ils voulaient être, c'était celle de Chateaubriand; mais elle demeurait isolée. Une hirondelle ne fait pas le printemps, et l'activité missionnaire de l'Eglise, faute d'or, faute d'hommes, paraissait s'engourdir en un douloureux hiver.

Quant à ces noirs qu'Anne Javouhey s'était vu présenter par sainte Thérèse, assurément ils occupaient, au début du XIX^e siècle, l'opinion publique française, mais était-ce à leur conversion qu'on songeait? On était beaucoup plus soucieux de discuter s'ils devaient rester libres, comme l'avait voulu la Convention, ou redevenir esclaves, comme le prescrivait Bonaparte, et de guetter les échos de Saint-Domingue, qui parlaient de leur révolte. Portalis, voyant les missions protestantes travailler pour l'Angleterre, montrait au Premier Consul, dans un rapport du 16 brumaire an XI, la nécessité d'obtempérer à la demande des citoyens Dubois et Billières, prêtres de Saint-Lazare et des Missions étrangères, qui voulaient le rétablissement de leurs deux Instituts: un hâtif décret les fusionnait, l'un et l'autre, avec celui des Pères du Saint-Esprit, en une sorte de séminaire national, qui, finalement, ne fut jamais fondé. Les missions s'anémiaient, et l'idée même de mission piétinait. Que pouvait, pour une telle idée, une jeune paysanne de Bourgogne? Rien de plus, que de garder pieusement les détails de son rêve, et d'attendre, au gré de

Dieu, les circonstances qui lui feraient connaître des nègres.

Elle allait, pour l'instant, s'occuper des blancs. Comment Anne, rentrée dans la vie séculière, vagabonda çà et là comme maîtresse d'école; comment en 1803, à Chalon-sur-Saône, les quatre petites Javouhey, s'étant agenouillées aux pieds du pape Pie VII, formèrent de graves résolutions qui bientôt firent éclore la congrégation de Saint-Joseph de Cluny, et comment cette congrégation naissante dépensa, durant les dernières années de l'Empire, une efficace activité sur le terrain scolaire, c'est ce qu'il conviendrait de raconter avec quelques détails, si nous voulions esquisser, dans ces pages, la vie même de Mère Javouhey. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est son long tête-à-tête avec l'âme noire, avec cette âme que, depuis 1800, elle aspirait vaguement à rencontrer, sans avoir jamais entrevu la possibilité matérielle d'une telle rencontre.

Or, à Paris, un jour de 1816, Mère Javouhey, ayant acquis déjà, dans les sphères officielles, la réputation d'une pédagogue experte, reçut de l'intendant de l'île Bourbon, Desbassyns de Richemont, une grave et émouvante demande. Il lui expliquait que « l'état social de cette île se trouvait composé de blancs, de mulâtres et de noirs », et lui demandait des éducatrices. Et Lainé, ministre de l'Intérieur, la faisait venir et lui disait : « Nous avons besoin de vous pour le service des colonies. Nous voulons y former des asiles pour les malades et des écoles pour les enfants. » Les enfants dont parlait le ministre, c'étaient, pour la plupart, des enfants noirs. Lainé, sans en avoir conscience, était l'interprète et l'exécuteur des mystérieuses directions que Mère Javouhey se souvenait toujours avoir reçues de sainte Thérèse. Elle acceptait, tout en observant qu'en ce qui regardait la tenue des hôpitaux, les Sœurs de Saint-Joseph étaient encore bien novices. Et le ministre de lui répondre : « Nous vous donnerons un hôpital en France pour vous exercer, et les Sœurs de Saint-Joseph, je n'en doute pas, seront aussi bonnes sœurs hospitalières que bonnes religieuses enseignantes. » Mère Javouhey était convaincue. Elle allait, dans les colonies, mettre ses sœurs au service de l'Eglise et de la civilisation chrétienne, représentée par la France.

Quatre sœurs, en janvier 1817, parlaient pour l'île Bourbon comme éducatrices. Il en faut quatre encore, insistait dès le mois de mars 1818 le ministre Lainé. Et Mère Javouhey pen-

sait : « Pourquoi pas moi ? » Mais non, le ministère de la Marine la voulait encore en France, pour quelque dix-huit mois ; il tenait à l'avoir sous la main, pour toutes les autres fondations qu'on attendait d'elle. Résignée, elle conduisit à Brest les quatre nouvelles émigrantes, qui, gaîment, ayant perdu leurs malles, s'embarquèrent avec un trousseau de fortune, et bien mince, hâtivement acheté par la Mère avec « les quatre sous qui lui restaient ». Elles emportaient à leurs sœurs de là-bas une lettre où Mère Javouhey suggérait qu'on pourrait peut-être dès maintenant, avec la permission des autorités ecclésiastiques, grouper quelques postulantes et prendre des négresses comme sœurs converses ; et c'était certes la première fois que dans un ordre jeune et neuf, fraîchement débarqué sur une terre lointaine, on songeait à accueillir l'élément indigène. Cette hardiesse, tout de suite désireuse de faire crédit à la race noire et à Dieu, rendait Mère Javouhey de plus en plus impatiente d'aller sur place et de tout voir par elle-même. Elle écrivait à ses sœurs : « Il y a des moments où je désire si ardemment vous voir, que si j'étais dans un port, rien ne m'empêcherait de partir. Cependant, ne vous scandalisez pas, je suis soumise à la volonté de Dieu. »

UNE CRISE DE NOTRE HISTOIRE COLONIALE

La mission qu'allaient remplir Mère Javouhey et les sœurs de Cluny dans les colonies françaises coïncidait avec la plus grande crise qu'ait traversée notre histoire coloniale, avec la crise qu'inaugurait en 1815 la suppression du commerce des esclaves, et que dénouait, en 1848, leur libération définitive, et c'est seulement en observant d'un peu près les circonstances et les étapes de cette crise (1), qu'on pourra comprendre, dans toute son originale portée, le rôle de Mère Javouhey. Elle fut l'ouvrière d'histoire que cette heure d'histoire requérait ; dans la mêlée des conflits politiques et économiques auxquels donna lieu cette longue crise, elle représenta le facteur moral, parce qu'en elle s'incarna l'idée chrétienne, dans toute son indépendance à l'endroit des passions humaines et des intérêts humains.

Sur l'ordre de Bonaparte, la loi du 30 floréal an X, reve-

(1) Voir Christian Schefer, *la France moderne et le problème colonial, 1815-1830* (Paris, Alcan).

nant sur le décret de la Convention qui supprimait l'esclavage, avait stipulé que, dans toutes nos colonies, l'esclavage serait maintenu ou rétabli, conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789, et que de nouveau la traite fonctionnerait, pour assurer le recrutement de la main-d'œuvre servile.

Le traité du 30 mai 1814 nous restituait une très grande partie de l'empire colonial qui nous restait en 1792; mais en même temps qu'il nous la restituait, il allait nous obliger d'y changer nos méthodes. Il nous rendait la terre et les hommes; mais il détruisait l'assise même de notre vieux régime colonial. Car cette assise n'était autre que l'esclavage, et l'Angleterre, dont les philanthropes, en 1807, avaient obtenu l'interdiction de la traite des noirs, exigeait que le roi de France s'obligeât formellement à prohiber à ses sujets, dans un délai de cinq ans, la pratique de la traite.

A l'heure précise où Louis XVIII signait cet engagement, il avait pour ministre de la Marine un personnage qui, tout en ayant protesté jadis contre les excès des propriétaires d'esclaves, se flattait d'être « colon lui-même » et d'avoir l'esprit d'un colon; c'était le baron Malouet. Dans l'ancien ordre de choses, fondé sur l'esclavage, il saluait « le résultat d'une longue expérience »; et tout au contraire, la ruine de sa femme, due à l'insurrection de Saint-Domingue, le rendait peu propice aux programmes d'émancipation. Et puisqu'on avait cinq ans encore pour acheter des nègres, il se hâtait de demander à la direction des contributions indirectes, dès le 22 juillet 1814, si elle était prête à payer de nouveau des primes aux négriers qui feraient la traite. Ferrand, qui prenait après la mort de Malouet l'intérim de la Marine, déclarait à Talleyrand, le 30 septembre, que si les cinq années prévues par le traité n'étaient pas mises à profit pour la « plus grande extension et la plus grande activité de la traite », la décadence de nos colonies serait rapide. Mais Napoléon reparaissait : par une coquetterie à l'endroit de l'Angleterre, qu'il eût voulu détacher de la coalition, il déclarait, le 29 mars 1815, que la traite des noirs était abolie, et qu'aucun noir provenant de la traite ne pourrait être introduit dans nos colonies pour être vendu; et Talleyrand, le 30 juillet 1815, annonçait à Lord Castlereagh que, sans se considérer comme « lié par un acte de l'usurpateur », Louis XVIII venait d'ordonner que la traite cessât partout et pour toujours ».

L'engagement était formel. C'en était fait, — les planteurs s'y devaient résigner, — de cette intarissable source de recrutement qui sans cesse amenait sur leurs côtes de nouveaux contingents de bras humains; désormais ils n'auraient plus d'autre main-d'œuvre servile que celle qu'ils possédaient déjà, et que les rejetons qui en naîtraient. Et parmi eux, ceux qui voyaient un peu loin pressentaient que la suppression de la traite était un coup mortel, non seulement pour le renouvellement de la main-d'œuvre, mais pour l'idée même d'esclavage, et que les esclaves de la veille sauraient trouver, dans les principes mêmes qui avaient dicté la suppression de la traite, une raison de réclamer leur propre libération. Des gouverneurs se rencontrèrent pour compatir profondément aux inquiétudes des colons : à Bourbon, à Gorée, il en faudra révoquer deux, qui avaient complaisamment laissé vendre des esclaves. Plusieurs fois à la tribune, l'opposition libérale, par la voix de Benjamin Constant, par celle de Manuel, alléguera que les lois prohibitives de la traite ne sont pas assez rigoureusement observées; mais certains députés interrompront Manuel en lui criant : « Vous allez faire assassiner les blancs. Voulez-vous secouer sur la Martinique et sur la Guadeloupe les torches qui ont incendié Saint-Domingue? »

Nombre de brochures parurent à cette époque, émanant des planteurs ou de leurs interprètes, qui signifiaient en substance à la France métropolitaine que si elle renonçait à l'institution de l'esclavage, elle devrait renoncer aussi à nos colonies. Car remplacer les nègres par des ouvriers blancs, les planteurs n'y voulaient pas consentir, craignant de trouver en ces blancs, un jour ou l'autre, des concurrents qui se feraient concéder des terres, et qui leur disputeraient la jouissance des îles.

Les armateurs bordelais, dont les tendances étaient représentées dans les conseils ministériels par Portal, par Lainé, par Decazes, avaient un horizon singulièrement plus large que les planteurs des îles; au delà des égoïstes doléances dont ceux-ci fatiguaient l'opinion, ils envisageaient l'intérêt général de la France métropolitaine. La suppression de la traite était un fait : le baron Portal estimait souhaitable que pour l'avantage de la France, qui avait besoin de denrées coloniales, les colons lointains s'en accommodassent, et qu'ils songeassent enfin, par l'amélioration de leur outillage agricole, à augmenter le

rendement de chacun des nègres qu'ils possédaient encore.

Au demeurant, disait le ministre Lainé, la France se doit de conserver les colonies et de les rendre prospères, n'y trouvât-elle que « l'honneur de maintenir sur quelques points du globe sa langue et sa religion ». Et Portal, à son tour, dans son rapport sur le budget de 1822, préconisera les colonies comme des moyens d'influence extérieure dans toutes les parties du monde. Si certains planteurs voulaient que la France lâchât pied, si volontiers ils eussent dit : Périssent les colonies plutôt que l'esclavage ! la France ne voulait pas lâcher pied.

Assurément il était difficile de demander de grandes dépenses pour la transformation de leur outillage à ces planteurs de la Martinique ou de la Guadeloupe qui gémissaient d'être en déficit par suite de la baisse des cours du sucre. Mais comme le gouvernement de la Restauration se trouvait réduit, en 1816, à tirer de l'étranger pour près de 82 millions de denrées coloniales, on allait tenter, d'urgence, de fonder des colonies nouvelles. Vous avez le Sénégal, disait à l'opinion française, dans son livre, *Du système colonial de la France*, le Hollandais Thierry de Hogendorp, devenu, sous le Premier Empire, général français et aide de camp de l'Empereur. Vous avez la Guyane, observaient aussi quelques fonctionnaires et le député Laisné de Villevesque. L'idée s'accréditait qu'au Sénégal, qu'en Guyane, on pourrait peut-être faire du neuf et qu'il s'y fallait essayer, fût-ce au prix d'infinis tâtonnements. La suppression de la traite nous obligeait à considérer la France coloniale comme une sorte de table rase où des nouveautés pouvaient s'échafauder. Mère Javouhey et les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny devaient avoir leur part de besogne, dans l'organisation de ces nouveautés. Le Sénégal était une colonie qui manquait de colons, c'était un désert spirituel qui manquait de missionnaires et même de prêtres. A Bourbon, on n'avait demandé les Sœurs que comme éducatrices ; au Sénégal, elles avaient à jouer, en quelque sorte, un rôle de constructrices.

PREMIÈRES IMPRESSIONS

Gorée, Saint-Louis, n'étaient rien de plus en ce temps-là que des établissements commerciaux, dont les agents s'occupaient fort peu de civiliser les indigènes. En amont sur la

rive gauche du fleuve Sénégal, s'échelonnaient quelques installations assez précaires sur une douzaine de lieues. Voilà l'état où se trouvait cette colonie : on n'y avait cherché rien de plus, jusque-là, qu'un point de transit avantageux. La traite des esclaves était désormais supprimée, ou tout au moins singulièrement gênée, par les décisions du Congrès de Vienne; mais la traite de la gomme demeurait une excellente affaire, et aussi, dans une certaine mesure, celle de l'or, de l'ivoire. Gorée, Saint-Louis, petites capitales de ce commerce, apparaissaient comme des îlots urbains qu'aucun lien solide ne reliait à l'intérieur du pays : on y attirait les marchandises, mais on se désintéressait des marchands qui les apportaient.

Ce fut l'honneur du gouvernement de la Restauration, de vouloir transformer les vieux établissements du Sénégal en une véritable colonie, en un grand pays de cultures. Sans d'ailleurs abandonner cette idée qu'à la faveur du monopole commercial les colonies devaient avoir pour destination principale l'enrichissement immédiat de la métropole, on projetait d'entreprendre accessoirement une œuvre de civilisation; christianisme, agriculture, en seraient les deux bases. « La pureté de la morale chrétienne, lisait-on dans les instructions adressées par le ministère au colonel Schmalz, premier administrateur de la colonie reconquise, favorisera les progrès de la civilisation en adoucissant les mœurs; et l'influence qu'on pourrait s'en promettre serait d'autant plus précieuse, que rien n'est plus propre à rapprocher les hommes, qu'une religion qui tend sans cesse à la paix et au bonheur des peuples. » Les instructions observaient d'ailleurs que « la plupart des habitants de l'île Saint-Louis étaient chrétiens catholiques et avaient, avec les différentes nations habitant les bords du Sénégal, des liaisons de parenté ou d'amitié qui pourraient contribuer à introduire et à propager parmi elles le christianisme ». Propagation des disciplines chrétiennes, formation des noirs au travail agricole : c'étaient là deux tâches auxquelles les filles de Mère Javouhey pouvaient tôt ou tard apporter une aide efficace.

Elles arrivèrent au nombre de six, au printemps de 1819. L'État, représenté par Schmalz, les accueillit comme des collaboratrices; mais le préfet apostolique, mécontent de ses ouailles, mécontent de l'administration, s'enfuyait brusque-

ment en France en jetant l'interdit sur la colonie, et les Sœurs, dix-huit mois durant, restaient sans Eucharistie. On comprend que Mère Javouhey ait eu hâte de les rejoindre; le 13 février 1822, en rade de Rochefort, elle donnait une dernière bénédiction à celles de ses filles qu'attendaient les Antilles, et la Guyane, et l'île Bourbon, et s'embarquait elle-même à destination de l'Afrique noire.

Sur la *Panthère*, la traversée fut assez mauvaise; il y eut tout d'abord douze jours de mauvais temps, et Mère Javouhey avait le mal de mer. « Je ne crois pas qu'il y ait de souffrance qui abatte autant, confessait-elle, mais la convalescence n'est pas longue. » Le nouveau gouverneur du Sénégal, le baron Roger, était sur le bateau. Jadis avocat à la Cour de cassation, Mère Javouhey l'avait eu comme conseil juridique. Elle ne l'avait jamais perdu de vue, et lorsqu'elle avait senti que les colonies le tentaient, elle avait été assez influente auprès du ministre Portal pour faire nommer Roger gouverneur, bien qu'il passât pour avoir « une teinte de républicanisme ». C'est ainsi qu'en ce mois de février 1822, cette puissance officieuse et cette puissance officielle, Mère Javouhey et le gouverneur Roger, voguaient ensemble vers le Sénégal.

Balthazar Javouhey reçut les premières impressions de sa fille, toutes fraîches, toutes neuves, débordantes d'indulgence pour le « bon nègre », de confiance en ces peuples enfants. « Vous ne pourriez jamais, lui disait-elle, vous faire une idée juste de ce pays; sa population est énorme pour le terrain; il y a autant et plus de monde dans toutes les rues, qu'à Paris dans la rue Saint-Honoré. Ils me semblent tous en deuil, tant leur peau est noire. J'éprouve un besoin extrême de travailler à leur bonheur; si vous saviez comme jusqu'à présent on a pris peu de moyens pour arriver à ce noble but ! Je vais commencer avec bien peu de chose, mais l'espérance bien fondée de réussir soutient mon courage. Je vous assure que si les Français vivaient en si grande réunion et si désœuvrés, ils seraient plus mauvais sujets que les nègres. »

Quelques semaines de séjour la confirmèrent dans cette idée, qu'on pouvait faire grand bien en Afrique, pourvu qu'on fût soutenu contre les difficultés, — elle les sentait « incalculables », — par « l'amour pur de Dieu ». Elle rêvait d'envoyer au Sénégal des prêtres de France, capables de « former un petit

séminaire qui, disait-elle, donnerait par la suite des ministres de notre religion à *toute l'Afrique* ».

Elle avait tout de suite discerné, d'un coup d'œil aigu, comme à son tour le Vénérable Jean-Marie de Lamennais l'expliquera vingt-deux ans plus tard dans un mémoire officiel, que ce qui manquait aux colonies françaises, c'était un sacerdoce. Il y avait là une lamentable disette dont, à Paris, le gouvernement se préoccupait; quelques mois plus tôt, le 1^{er} décembre 1821, Portal avait écrit dans un rapport ministériel : « Nécessaire partout, le bienfaisant appui de la religion l'est plus encore aux colonies qu'à aucune autre société; cependant nos établissements manquent de prêtres. » Le Séminaire du Saint-Esprit, rétabli par ordonnance en 1816, et qui devait à la fin de 1822 rentrer dans son antique demeure de la rue des Postes, ne comptait encore que dix-huit élèves. Portal avait cru attirer aux colonies un certain nombre de prêtres de France, en augmentant le traitement fixe des curés et desservants coloniaux dans les paroisses où le casuel était le moins productif; mais ceux qui s'étaient laissé tenter par cet appât n'étaient pas toujours les meilleurs, et les évêques, malgré les appels que leur adressait Portal, paraissaient médiocrement disposés à laisser partir chez les nègres l'élite de leurs clercs.

A peine Mère Javouhey venait-elle de prendre contact avec les réalités sénégalaises, et cette femme qui, vingt-deux ans plus tôt, ne savait pas qu'il y eût des nègres, et qui peut-être se rendait encore un compte insuffisant de ce que signifiait ce mot magnifiquement ambitieux : « *toute l'Afrique* », devançait la marche de l'histoire, en laissant à Dieu le soin d'en régler l'allure. Déjà elle concevait, pour l'évangélisation des noirs, la formation d'une société religieuse comme celle qu'organisera vingt-quatre ans plus tard le Vénérable Libermann; et déjà elle se laissait hanter par cette idée d'un sacerdoce indigène, que préconisent de nos jours, avec une si persuasive netteté, les encycliques de Benoît XV et de Pie XI. « Les noirs, écrivait-elle à sa sœur, Mère Clotilde, sont bons, simples, ils n'ont de malice que celle qu'ils tiennent de nous; il ne serait pas difficile de les convaincre par l'exemple; ils imitent facilement ce qu'ils voient faire aux blancs. Vous jugez qu'ils n'ont pas beaucoup de vertus religieuses à copier!

Malheureusement, nous ne sommes pas les plus sages ; ils doivent croire que les catholiques sont bien au-dessous d'eux, puisque eux ont une religion, et que nous ne faisons profession d'aucune. »

Relevons cette ligne curieuse : « Ils n'ont de malice que celle qu'ils tiennent de nous. » Pardon, ma très Révérende Mère, il y a aussi le péché originel, et Dieu me garde d'ailleurs de voir en vous une disciple de Jean-Jacques Rousseau, qui déclarait que l'homme naît bon et que la société le déprave ! Mais cette phrase indulgente, confiante, cette phrase qui décharge les nègres d'une grande partie de leurs péchés, j'ose dire qu'elle est une vieille connaissance pour les familiers de l'histoire des missions. Combien de phrases similaires sous la plume des grands évangélisateurs des *xvii^e* et *xviii^e* siècles, qu'ils eussent pour ouailles, comme le Franciscain Sagard ou le Jésuite Lejeune, les sauvages du Canada, ou qu'aux Antilles leur cœur s'émût devant les vertus du « nègre généreux ».

Mère Javouhey annonçait à Mère Clotilde son intention de faire « deux maisons d'éducation pour la jeunesse noire ; une pour le travail et l'autre pour l'instruction ». — « J'attends pour commencer que j'aie acquis quelques lumières sur les moyens à prendre pour la réussite de cette entreprise, et pu connaître, autant qu'il dépend de moi, si Dieu veut se servir de moi directement ou indirectement. Je suis entre ses mains, prête à faire sa volonté dès qu'elle me sera connue. »

EN PLEIN PAYS NOIR

Il lui parut bientôt que cette volonté l'appelait à Dagana, capitale du pays des Oualo, et dont le gouverneur Schmalz, dès 1819, avait rêvé de faire le centre de la colonisation et de la défense du Sénégal. Elle allait donc remonter le fleuve jusqu'à quarante lieues en amont, et poser en plein pays noir l'assise d'une fondation. Elle s'en fut à Dagana pour six semaines ; sous sa direction, à une lieue du poste, des cases s'élevaient pour les noirs, et d'autres cases pour elle et pour la sœur qui l'accompagnait. Une double haie d'épines défendait contre les fauves le petit domaine. Douze vaches, qui toutes ensemble lui avaient coûté quatre cent quatre-vingts francs, seraient les nourricières de l'établissement.

Elle recevait en sa case les princes et les rois des environs; elle causait avec la foule des noirs. Elle les sentait imprévoyants, uniquement soucieux du pain quotidien. Ces hommes qui ne songeaient jamais au lendemain déroutaient évidemment son sens atavique de l'épargne : on était bien loin de Chamblanc, et du « bas de laine » où le père Javouhey rangeait ses économies, avant de les prodiguer en charités. Mais la nouveauté même du spectacle l'attirait vers eux : couchés sous des tentes, sur de simples nattes, ils lui rappelaient les anciens patriarches. D'aucuns lui disaient : « Quel est donc le Dieu des blancs ? ils ne le prient jamais. » Cette remarque la rendait mélancolique ; et, voyant prier trois fois par jour les douze marabouts qui travaillaient dans son domaine, elle concluait que ce peuple serait la condamnation des chrétiens. « Il y a bien de la ressource dans les enfants, c'est sur eux que je compte... Seigneur, me voici, faites de moi ce qu'il vous plaira. »

« Que j'aime l'Afrique, continuait-elle, que je remercie Dieu de m'y avoir amenée ! » Elle n'allait pas s'y éterniser, sans doute ; elle pensait reparaitre en France au prochain printemps ; mais ce ne serait pas un adieu à l'Afrique. Elle s'y voyait déjà, en imagination, débarquant à nouveau, et cette fois-là, peut-être, en compagnie de son frère Pierre et de sa femme : ils établiraient au Sénégal un village de bons chrétiens ; et le bétail alors serait devenu prospère, et il y aurait de belles cannes à sucre, et des orangers et des citronniers, et tout cela serait « mis en commun entre les nouveaux cultivateurs, qui seraient regardés comme le peuple de Dieu ».

Ainsi s'épanchaient, dans les lettres qu'elle expédiait en France, ses rêves de colonisatrice.

Le 25 novembre 1822, elle expliquait à Mauduit, directeur des colonies, son grand projet de « civiliser l'Afrique, d'en faire un peuple agricole, laborieux, et surtout honnête et bon chrétien ». Le baron Roger se plaignait d'être sans nouvelles du pouvoir central ; Mère Javouhey s'entremettait, confiait à Mauduit : « Notre gouverneur est bien peiné de votre silence absolu. Eh ! mon Dieu, les gouverneurs sont assez malheureux pour qu'on prenne grande part à leurs peines. » Elle aussi, elle avait ses peines : arrivé à Saint-Louis comme préfet apostolique, l'abbé Baradère était tout de suite parti : « Nous laisserez-vous encore longtemps sans prêtre ? demandait-elle au

haut fonctionnaire. Savez-vous qu'il faut bien de la vertu et du courage à de pauvres religieuses pour se soutenir au milieu des impies Européens, sans le secours de la religion ? »

Hélas ! à peine ces lignes étaient-elles expédiées qu'elle apprenait que Mauduit n'était plus directeur des colonies ; elle craignait qu'il n'eût été victime de quelque intrigue, et chargeait Mère Clotilde d'aller lui témoigner les regrets et la reconnaissance de la Congrégation. Le même courrier qui lui apportait ces nouvelles l'informait qu'un curé arrivait à Saint-Louis ; elle et ses sœurs allaient sortir de leur détresse spirituelle. Mauduit, avant de quitter sa charge, avait prévu et prévenu les désirs de Mère Javouhey. De sa case de Dagana ou de sa chambrette de l'hôpital de Saint-Louis, elle se faisait entendre, écouter, dans les milieux officiels ; si loin fût-elle, elle gardait sur eux son ascendant.

L'Angleterre, aussi, voulait les filles de Mère Javouhey. Depuis plus d'un an, Mac Carthy, gouverneur des possessions anglaises de Sainte-Marie de Gambie et de Sierra Leone, et le vicaire apostolique de Londres, Guillaume Poynter, insistaient auprès d'elle pour confier à ses sœurs l'hôpital de Sainte-Marie de Gambie. Il y avait, entre Gorée et Sainte-Marie, soixante lieues de mer. A la fin de décembre elle faisait ce trajet avec une Sœur, une aspirante, et une petite négresse nommée Florence, que les sœurs de Saint-Louis avaient achetée trois cents francs. Elle trouvait l'hôpital fort en désordre : « Les Anglais, notait-elle, ne se doutent pas de ce que c'est qu'un hôpital un peu bien monté. » Était-ce une raison de ne point s'en occuper ? Elle se sentait bien aise, au contraire, que « la Providence l'appelât, elle et ses sœurs, pour adoucir le sort de tant de malheureux », et elle réfléchissait qu'au surplus « c'était un grand bien de faire cet établissement qui serait une garantie pour les autres établissements d'Afrique, en cas de rupture entre les gouvernements français et anglais ». Le mot est d'une réaliste, qui n'oubliait jamais que le continent qu'elle voulait donner à Dieu était livré aux disputes des hommes.

Tout de suite, elle s'accorda fort bien avec Mac Carthy ; les vues qu'elle avait sur la jeunesse africaine trouvaient en lui un appui ; il était tout prêt à faire les dépenses pour une école, tout prêt à consentir que cette école fût catholique. Il ne suffisait plus aux sœurs de Saint-Joseph de Cluny d'être d'incomparables

servantes de la France religieuse : leur installation en Gambie montrait que leur rayonnement dépassait désormais celui de notre drapeau. Le souci primordial d'une âme de missionnaire la met au service de l'Église universelle : le zèle de Mère Javouhey ne dérogeait pas à cette loi. « Il eût été pénible, écrivait au ministre le baron Roger, d'arrêter un zèle si pur, une charité si ardente, qui ne peuvent qu'honorer à l'étranger et la religion catholique et le nom français (1). »

Une rumeur arrivait de Sierra Leone, à laquelle Mère Javouhey s'intéressait beaucoup : on venait de racheter à des négriers plus de cinq cents fillettes et un millier de garçons. Elle se fit promettre une cinquantaine de ces petites filles, qui seraient les premières bénéficiaires de l'œuvre éducatrice. Et l'idée germait en son cerveau, d'aller jusqu'à Sierra Leone, d'observer de ses propres yeux ce territoire livré depuis la fin du XVIII^e siècle à la main-d'œuvre des noirs libérés, et devenu depuis 1808 une colonie anglaise, accueillante pour tous les noirs que l'on arrachait à l'inhumanité des négriers.

Elle s'aventurait en ce pays malsain, sans autre compagnie que la petite négresse Florence. Toutes deux s'attelèrent à la réorganisation de l'hôpital, où le gouverneur Mac Carthy souhaitait d'installer trois Sœurs. Pour le rendre décent, il y avait encore plus à faire qu'à Saint-Louis. Vainement Mère Javouhey cherchait des paillasses, des traversins; il fallait qu'elle en fabriquât. « Vous êtes un ange qui nous sauve la vie », lui disaient quelques Français malades, qu'elle avait guéris de la fièvre en les soignant comme on la soignait au Sénégal. Que ne pouvait-elle, d'urgence, avoir six sœurs autour d'elle? Matin et soir elle entendait les cantiques retentir; c'étaient les noirs protestants qui les chantaient. Elle voyait leurs belles églises, et constatait avec chagrin que les catholiques, nombreux aussi, étaient privés de pasteur; ils attendaient un prêtre portugais. Ce ne sera qu'en 1843 qu'à Sierra Leone l'Église romaine aura quelque stabilité, grâce à un vicaire apostolique américain, Mgr Barron; la charité catholique, s'incarnant dans Mère Javouhey, précédait là-bas la hiérarchie.

(1) Hardy, *l'Enseignement au Sénégal*, p. 39. Nous sommes très redevables à ce livre de M. Georges Hardy et à son autre thèse, *la Mise en valeur du Sénégal*.

L'aspect d'une région semblait « riant » à Mère Javouhey, dès qu'elle y trouvait des occasions de faire le bien ; le spectacle de Sierra Leone la conquerrait. Mais avec la saison des pluies cet aspect changeait : sur le rivage, grands bois, hautes herbes, pourrissaient par l'humidité ; et des miasmes nocifs corrompaient l'atmosphère. La fièvre jaune sévissait. Mère Javouhey soignait, elle baptisait, elle ensevelissait les morts. Et l'hôpital un jour eut une malade de plus : c'était elle.

Encore très fatiguée, méconnaissable même, Mère Javouhey, en septembre 1823, rentrait à Saint-Louis. Lentement sa santé se raffermissait, et bientôt elle pouvait, au cours de l'hiver, accepter les invitations des mulâtresses, « Signares », comme on les appelait, s'attarder en leur commerce, préparer au baptême et à la première communion quelques-unes d'entre elles, chercher dans leur entourage les enfants que peut-être elle pourrait faire élever pour en faire des prêtres. Février 1824 sonna l'heure de son départ pour la France : la négresse Florence allait demeurer sa compagne pour la traversée. Au milieu d'une escorte de noirs, les Sœurs que Mère Javouhey laissait à Saint-Louis, et ces autres filles spirituelles qu'étaient les « Signares », l'accompagnèrent jusqu'à la plage, et celles-ci ramassaient le sable que ses pieds venaient de fouler ; il leur semblait qu'en le gardant elles conserveraient encore quelque chose d'elle.

La Mère une fois partie, la collaboration de Roger avec les Sœurs allait se poursuivre ; ce gouverneur et ces nonnes, en terre sénégalaise, représentaient l'État et l'Église, et confondaient leurs bonnes volontés dans la même tâche éducatrice. Roger les voyait débarquer, s'installer : elles étaient en général une dizaine, parfois elles atteignaient le chiffre de seize. Elles travaillaient beaucoup et se portaient bien. Il écrira en 1827 au ministère : « Depuis douze ans, il n'en a succombé qu'une au Sénégal, et les maladies les ont presque constamment épargnées. » Il en concluait : « Une vie sédentaire, un régime modéré, des occupations réglées, produiraient dans ce pays des effets aussi heureux que sont funestes ceux qui résultent des excès, des passions, des vices, auxquels s'abandonnent trop communément les Européens entre les tropiques. » On ne pouvait plus dire au baron Roger qu'il fût impossible aux blanches de s'adapter au climat du Sénégal ; il aurait tout de suite fait taire les pessimistes en leur disant : Voyez les Filles de Mère Javouhey !

UN SÉMINAIRE AFRICAÏN

La Mère, fort amaigrie par les fièvres de Sierra Leone, parut fatiguée, vieillie, lorsque, le 24 mars, on la revit à Paris, au ministère de la Marine, courant de bureau en bureau pour parler du Sénégal, et de la santé du gouverneur Roger, et de la façon d'assurer à ce haut fonctionnaire quelques vacances. On l'interrogeait, on l'écoutait, on l'exauçait; on la considérait comme l'informatrice par excellence, en choses sénégalaises. On savait, par le témoignage même du baron Roger, « ses vues étendues pour la propagation de la religion dans cette partie de l'Afrique, pour le développement des facultés intellectuelles et morales des jeunes nègres »; on connaissait « ses projets étudiés sur les lieux mêmes, pleins de philanthropie et d'utilité coloniale ». A la voir s'expliquer avec les hauts fonctionnaires et le ministre lui-même sur toutes les difficultés administratives, à la voir unir une souplesse de diplomate à une précision de bureaucrate, on avait le sentiment d'être en présence d'une véritable maîtrise, qui méritait confiance.

Quelquefois, en ces visites, elle amenait avec elle la race noire elle-même, dans la personne de la petite Florence, — une adolescente éveillée, affectueuse, qui aspirait au baptême afin de suivre un jour la Mère au « paradis des blanches ». Le ministre de la Marine s'intéressait à cette petite négresse, intelligente, pieuse, instruite, et qu'une contemporaine comparait, pour ses talents et pour sa beauté, à cette délicieuse Ourika portraiturée dans un roman de M^{me} de Duras. Mère Javouhey pouvait raconter au bout de quelques mois : « Nous sommes en crédit au ministère plus que jamais. J'ai diné vendredi avec son Excellence, tout le monde a fait maigre. J'y ai déjeuné mardi; Monseigneur m'a dit plusieurs fois : « Demandez, madame, tout ce que vous croirez juste et raisonnable, j'ai une entière confiance en vous. » Je l'ai bien remercié et je lui ai dit : Monseigneur, je n'en abuserai jamais. »

Elle voulait, dans sa maison de Bailleul-sur-Therain, faire l'éducation d'un certain nombre d'enfants noirs, tant garçons que filles; elle expliquait au ministre : « Des garçons, on en ferait, selon leurs dispositions, des prêtres ou des instituteurs; les filles pourraient devenir des religieuses ou des institutrices

séculières pour l'Afrique. Nous les ferons élever sous nos yeux dans la simplicité, l'amour du travail et des sciences utiles, et surtout dans la religion. » Clermont-Tonnerre diagnostiquait, dans un tel projet, « un des moyens les plus efficaces de préparer graduellement la civilisation de l'Afrique ». Il invitait le baron Roger à l'examiner avec attention. « Projet très louable et très utile », répondait Roger le 24 août, et il ne croyait pas que « sur l'utilité, la nécessité même de cette éducation normale sénégalaise », un doute pût exister. Mais fallait-il en placer le siège en Europe ou en Afrique? « Il pourrait y avoir matière à discussion », continuait Roger. Il craignait que les enfants élevés en France n'y perdissent les habitudes du terroir, que ce ne fussent *de petits messieurs*, joignant au goût du luxe européen et à la mollesse d'une éducation de couvent la mollesse déjà si naturelle aux gens de leur espèce; mais pouvait-on, d'autre part, faire de grands frais pour créer en Afrique des établissements scolaires avec directeurs et professeurs européens, et n'était-il pas à redouter, si l'on prenait ce dernier parti, « que les jeunes gens, au milieu de leurs semblables et de leurs habitudes, ne suivissent pas bien les nouvelles directions qu'il importait de leur donner »? Roger balançait les arguments, confrontait les périls, et finalement il était d'avis que Mère Javouhey tentât l'essai dont Bailleul devait être le centre.

Pour la première fois dans notre histoire religieuse, un programme se dessinait, des institutions s'organisaient, pour l'éducation d'enfants noirs, et pour l'exaltation prochaine de quelques-uns d'entre eux vers la dignité du sacerdoce. Bailleul, ce Bailleul, dont elle espérait qu'il formerait des prêtres, retenait les regards de Mère Javouhey : « Nous augmenterons ce petit séminaire africain, déclarait-elle à Mère Rosalie, selon les moyens que la Providence nous donnera. » Et elle ajoutait : « Oh! que nous sommes heureuses! Oui, ma chère fille, je vous répéterai sans cesse ce que je sens si vivement : que nous sommes heureuses d'avoir une si belle mission! Faire l'œuvre de Dieu! Oh! tâchons de la bien faire! »

L'œuvre de Dieu, telle que l'organisait Mère Javouhey, commençait de préoccuper l'opinion. « Dans cette œuvre, lui écrivait l'abbé Liautard, ancien fondateur du collège Stanislas, la religion et la monarchie, l'Afrique et l'Europe, rencontreront leurs avantages inappréciables. » Liautard remontait dans

le passé; on le sentait soucieux d'insérer l'action de Mère Javouhey dans le courant général de l'histoire. Il évoquait les Portugais du ^{xv}^e siècle, et l'évêque Las Casas, et les efforts, sincères ou non, que faisaient les Anglais pour abolir la traite : « Mais vous, madame la générale, reprenait-il, vous allez, ce me semble, plus directement au but que les Portugais, que Las Casas, que les Anglais. Vous jetez au milieu des peuplades ignorantes et barbares le flambeau de la civilisation européenne et le germe des plus hautes vertus du christianisme. Vous greffez l'olivier sauvage. »

Bailleul était assez vaste pour qu'entre 1825 et 1829 on pût y amener, tour à tour, dix-neuf écoliers et trois écolières. Mère Javouhey, que nous verrons partir en 1828 pour la Guyane, songera toujours, de là-bas, à son séminaire africain. La charge est bien lourde, lui objectera-t-on. Elle répondra : « Que dites-vous là? Pour faire un bon prêtre, je vendrais jusqu'à mon dernier vêtement. » On la verra, passant aux Antilles, vendre au profit du séminaire les objets superflus qu'avait accumulés chez les sœurs de là-bas la générosité coutumière des créoles. Elle ira en Guyane faire des merveilles, mais sa mémoire ne pourra se dépayser de cet autre territoire qu'elle appelait « notre cher et bien cher Sénégal ! » Lorsque Cayenne aura pour gouverneur un ancien gouverneur de Saint-Louis, Jubelin, elle l'interrogera sur les destinées du Sénégal, sur ce qu'il pense des possibilités d'une colonisation. « Je n'ose me prononcer », lui dira-t-il. « O mon cher Saint-Louis, écrira-t-elle à la supérieure des sœurs de Saint-Louis, ô mon cher Saint-Louis, pour qui je voudrais consacrer ma vie, au salut duquel je pense sans cesse ! Préparez des jeunes gens pour le petit séminaire. Vous savez de quelle espérance ces enfants sont pour la religion. » Elle ira même jusqu'à ajouter : « Vous le savez, ma chère fille, c'est pour être utile à ces chers Africains que je suis venue en Amérique ! » Et elle avouera son espoir que certains d'entre eux, devenus « des maîtres de tout genre », puissent un jour passer l'Atlantique pour venir l'aider, en Guyane, dans l'éducation des noirs.

GEORGES GOYAU.

(*A suivre.*)

L'ÉTRANGE PETIT GARÇON

CONNAISSEZ-VOUS Charlannes ? Ou plutôt l'avez-vous connu ? Sommet du mont, au flanc duquel, en la vallée verte, fourmille la Bourboule estivale et ses baigneurs, à Charlannes, une auberge aimable et modeste, desservie par le funiculaire, abritait jadis quelques originaux, amis de l'air vif, ennemis du nombre. Certes, leurs désirs de sauvagerie n'étaient point respectés tout le long du jour. Aux repas, arrivaient des touristes. Les dimanches et jours de fête, un peuple bruyant se déversait du funiculaire sur la terrasse pour y goûter en contemplant « la belle vue ». Le bruit des trains grimpeurs, régulier, en semaine, comme un nouveau genre d'horloge, marquait assez ennuyeusement la tranquillité du lieu. Mais, dès qu'on quittait l'hôtel pour les bois et les champs, on était seul. Et les matinées, les soirées, que nulle ascension ne troublait plus, avaient des douceurs bien appréciées et si favorables au repos ! On me dit qu'aujourd'hui un palace va remplacer la maisonnette restreinte ; et déjà j'ai vu un golf s'emparer du plateau d'herbages sur lequel, après avoir erré dans la pénombre verte, montueuse et forestière, il était si beau de revoir l'espace et de respirer l'air aromatique du pâturage. Ce golf, délices de certains, horreur du promeneur et du rêveur, me chassa définitivement de Charlannes. J'aimais pourtant ce mont agreste aux puissantes verdure, aux parfums libres. Et puis j'y avais connu un petit garçon, un étrange petit garçon.

C'était à la fin de juin, une semaine de plénitude ensoleillée : les herbes mûres, les hautes graminées laissaient flotter, au-dessus de leur ondolement épais, une vapeur légère et rose,

celle de leurs pollens en amour; les fleurs amarante étagées sur la haute tige et qui fleurissent sur les montagnes, formaient des faisceaux flexibles auprès des grandes digitales aux corolles creuses et pourprées. Toutes les fleurs sauvages, bleues ou striées de rose, embaumaient. Une odeur de miel chaud flottait sous les mélèzes. Et les vastes sapins argentés, forts, immenses, étagés, d'un ton moins triste que les sapins des Vosges, autour de larges clairières herbues formaient de graves assemblées. Le soir, j'espérais toujours surprendre leurs voix, des avis végétaux exprimés par leur expérience vénérable, et je les saluais fort respectueusement. Les hêtres et les chênes mêlaient leurs groupes d'un vert vigoureux aux sapins d'un vert pâle et abritaient les oiseaux. Les couchants étiraient au delà des montagnes proches et lointaines les mêmes bandes de couleur, tous les soirs pareilles, tant l'atmosphère offrait une transparente continuité. Les bannières du crépuscule, en cette saison tiède, se déroulaient à la même heure sur l'ouest immobile, passant du vert au citron et à l'orangé. Un grand clair de lune tout brillant, tout neuf, après dîner, argentait et assombrissait, selon les jeux parfaits de ses contrastes, les arbres, les allées, les prairies. Un soir, je sortis pour prendre ma part d'un silence presque absolu. A peine quelques cigales... ou quelque note de crapaud. Un petit personnage courut derrière moi.

— Viens ici... chéril appela une voix éperdue de grand mère.

— Viens ici, trésor! appela une deuxième voix, non moins éperdue et non moins grand-maternelle.

Le petit personnage hésita; je ne voyais, me retournant vers lui, qu'une brève et ronde silhouette de très petit garçon. Il soupira, agita ses mains vers moi en geste d'appel ou d'adieu, remonta au galop le perron, s'engouffra dans la lumière des lampes.

Lorsque je revins, après ma brève promenade nocturne, le petit personnage avait disparu. Mais, parmi les quelques personnes qui lisaient ou cousaient, assises sur des fauteuils de paille sous l'électricité à la fois pauvre et crue des ampoules dépolies, je remarquai deux dames, d'âge incertain, qui n'étaient pas encore là les jours précédents. L'une picorait une broderie; l'autre, à lunettes, s'enivrait d'un tricot. Elles parlaient. Je reconnus les voix de tout à l'heure.

— Philé n'est pas élevé ! disait l'une.

— Il n'a pas six ans ! observait l'autre.

— Vous le gâtez trop, vous lui rendez ainsi le plus mauvais service ! L'ordre, la discipline ne s'apprennent jamais assez tôt.

— Il est si gentil et si drôle ! Pourquoi contrarier sa nature ?

— Vous avez tort, ma chère amie.

— Ma pauvre amie, avez-vous raison ?

Lunettes enlevées, elles s'affrontaient avec animosité ; l'aiguille à broder petite, mais perfide, s'opposait à la lourde aiguille d'écaille. Elles plièrent leurs ouvrages et dirent en chœur :

— Je pense qu'il dort...

Puis, une à une :

— Si vous entrez dans sa chambre, vous allez le réveiller.

— Mais, s'il ne dort pas complètement, il m'attendra et sera fâché...

— Quelles habitudes ! quelles habitudes ! et cette manie de croire qu'il vous préfère...

Et avec une haineuse politesse, coude à coude elles s'engagèrent dans l'escalier qui menait au premier étage.

— Qui sont ces nouvelles arrivées ? demandai-je à Philomène, la servante pleine de complaisance zélée, à laquelle incombait le service de tous les voyageurs.

— M^{me} Demontemps, celle aux lunettes, aux cheveux gris, et M^{me} Gélerjeune, celle au tricot et qui est encore blonde. Toutes deux sont les grand mères d'un petit garçon gentil, gentil ! dont les parents voyagent.

— Et tout ce monde a trouvé des chambres ?

— Deux seulement : celles qui sont de chaque côté de la vôtre. Les grand mères se sont disputées à laquelle aurait le petit dans sa chambre. A la fin, elles l'ont laissé avec sa bonne et elles deux couchent dans la même chambre. Je crois que cela ne les amuse guère, mais au moins ni l'une, ni l'autre, n'a le petit gars !

Je ne pus m'empêcher de rire et je regagnai, non sans appréhension, mon logis encadré si dangereusement par un objet d'amour et par une double jalousie.

Dès l'aube je fus réveillée par les voix assourdies des grand mères.

— Vous vous levez ? vous êtes souffrante, ma chère ?

— Je... je m'imaginais que Phili était réveillé.

— Déjà ?

— Il m'a semblé...

— Ne vous dérangez pas, vous prendriez froid ; c'est moi qui vais aller écouter à sa porte.

— Nous irons ensemble, ma bonne.

Petites toux, objets heurtés, pas en pantoufles, grincement de porte, glissements dans le corridor et enfin chuchotements.

— Je vous l'avais bien dit.

— Il dort...

— Vous avez pour cet enfant un amour maladif.

— Il ressemble tant à ma fille !

— C'est le portrait d'Albert, ma pauvre amie.

Puis, petits pas ; nouveau grincement de portes ; un bâillement, une toux.

— Irez-vous à l'établissement ce matin ?

— Et vous ?

— Je ne sais pas.

— Je vous accompagnerai. Mais croyez-vous que l'air ici vous soit bon ? C'est un peu haut pour votre cœur. Vous devriez habiter en bas. Nous irions vous voir.

— Jamais de la vie. L'air me semble exquis.

— Il est étrange que le médecin ne veuille pas que Phili fasse un traitement... Des tas d'enfants font des traitements.

— Mais, puisqu'il va bien...

— Il irait encore mieux ; etc., etc.

Impossible de dormir. Ces dames s'habillent.

— Quel dommage d'avoir coupé vos cheveux, ma chère ! De mon temps on aimait les beaux cheveux.

— Quel dommage de laisser blanchir les vôtres ! Un peu de henné vous rajeunirait de dix ans.

— Je n'y tiens pas ; quand on est deux fois veuve... Songez que j'ai trente-neuf ans de plus qu'Albert, etc.

Pendant qu'elles bavardent et versent de l'eau et choquent des porcelaines dans l'espoir de se distancer l'une l'autre, et de voler seule au-devant de l'enfant chéri, dans l'autre chambre, j'entends des petits pieds furtifs, cependant qu'un léger son

de rouet indique que la bonne ronfle. Une porte bat avec un tel bruit que les grand mères affairées n'y prennent pas garde. D'ailleurs l'hôtel s'éveille, les couloirs s'animent, les volets tapent. A mon tour, je me lève, ayant renoncé au sommeil. A ma fenêtre je regarde, dans le matin frais qui lustre la terrasse, gambader une petite silhouette en pyjama.

— Comme il dort ! s'impatiente M^{me} Demontemps.

— Allez ! allez le réveiller, concède M^{me} Gélérjeune qui doit vouloir parachever en secret les charmes de sa personne, et qu'un pressentiment avertit peut-être aussi de la déception que subira M^{me} Demontemps.

— Bonjour, trésor ! ah ! comment ! personne ! Joséphine, où est Phili ?

— Il dort, madame, soupire une voix amollie.

— Comment, il dort ! Son lit est vide ! On vous confie un enfant et vous ne vous occupez pas de lui...

Mais par les fenêtres ouvertes pénètrent des pluies de petits graviers, et une voix, une bonne grosse voix d'enfant et joyeuse :

— B'jour, grand mère-papa ! B'jour, bonne maman.

Je devine que toutes deux sont vers lui penchées.

— Mais, méchant Phili ! on ne se sauve pas comme ça. Une autre fois tu rencontreras Croquemitaine...

— Mais, trésor, tu nous as fait peur... Pourquoi sors-tu si matin ?

— J'avais rendez-vous avec un merle, que je connais.

La tête lourde de sommeil interrompu, je retrouvai à déjeuner, — leur table non loin de la mienne, — les amoureuses grand mères ennemies et l'objet de leur passion. Je vis enfin de près ce petit garçon trop aimé. Un bon gros. Des mèches épaisses, onduées et châtaines, casquaient sa tête aux joues rondes. Une fossette creusait le menton bien formé ; le nez, aux narines très ouvertes, riait avant la grande bouche. Et sous le front haut, dont les cheveux masquaient en partie la largeur douce, de très beaux yeux pleins d'éclairs d'or et de malice rêvaient ou raillaient tour à tour. Une culotte brève, des sandales, une blouse décolletée, aux manches courtes, laissaient bien à l'aise son corps sain couleur de pain bis ou rôti selon les endroits. Quel beau petit ! et si patient ! En face des deux femmes, il présidait, il était l'homme ; d'un regard

en coin il me regarda plusieurs fois à la dérobée, comme s'il me faisait juge de la courtoisie avec laquelle il se tirait d'affaire entre ses deux femmes.

— Phili ! ne te bourre pas de pain...

— Mais cela est sain, ma chère amie, et donne des forces ! De mon temps on ne vous mettait pas perpétuellement au régime, on contentait son appétit... Phili, prends garde aux arêtes...

— Il est d'âge à manger une truite.

— Phili, ne fais pas des trous dans la nappe avec ta fourchette...

... De tout mon cœur je plaignais Phili : j'avais tort. Il semblait très content et absolument indifférent au duel engagé en son honneur par ses grand mères, d'ailleurs fort sympathiques, dont la plus âgée avait fort bon air, et la moins vieille, des charmes encore aimables. Il considérait la robe noire de l'une, et la robe blanche de l'autre, avec l'air de les réunir dans un même siècle fort lointain. Une longue table où quatre filles et garçons déjeunaient avec leurs parents, l'intéressait par moments. Un chien vint quêter, langue pendante.

Phili le caressa.

— Ne touche pas ce chien, s'exclama grand mère-papa, nommée ainsi, sans doute, parce que mère d'Albert.

— Pourquoi ne pas aimer les bêtes ? protesta M^{me} Gélerjeune, tout en mettant ses jambes beiges à l'abri des pattes poussiéreuses du chien.

— Je connais ce chien, dit Phili, il est à Croquemitaine.

— Comment, à Croquemitaine ? Croquemitaine n'existe pas.

— Croquemitaine n'est donc pas vrai ? interrogea Phili avec une candeur pleine d'astuce. J'aurais tant voulu connaître Croquemitaine !... Grand mère-papa me dit toujours que si je fais des bêtises, il viendra me chercher... J'ai beau en faire... il ne vient pas.

M^{me} Gélerjeune se mit à rire.

M^{me} Demontemps se courrouça :

— Oui ; un beau jour il viendra... alors tu auras bien peur...

— Mais, chère amie, pourquoi effrayer ce chéri, voyons !

— Parce que les enfants, aujourd'hui, ne respectent rien, n'ont peur de rien ! On ne sait comment leur inculquer quelques principes... Vous gâtez ce petit à outrance... Pour ne

pas me faire détester, par le contraste, je suis bien obligée de le gâter aussi, mais j'en souffre, ma bonne, j'en souffre en mon âme et conscience plus que je ne puis dire. Vous répondrez de mes erreurs, et ce sera justice, dans l'autre monde.

Phili n'écoutait pas et parlait au chien.

— Ce matin, tu venais avec quelqu'un qui portait un grand seau plein d'enfants pas sages. Voudrais-tu donc être fourré dans le seau ?

Mais Phili, donnant une tape au chien, sur la tache feu de son derrière blanc, l'expédiait :

— Va ! va me chercher Crocro !

Et, riant, il sauta de sa chaise.

— Ces manières !

Grand mère-papa le retenait ; bonne maman lui lavait les doigts et le tour de la bouche.

Il s'enfuit, leste, entre les tables ; les grand mères le suivaient. Quand elles eurent franchi la porte, il revint sur ses pas et, très vite, me demanda, debout devant mon couvert :

— Qu'est-ce que tu manges ?

Il me regardait avec curiosité, car j'additionnais de confiture un fromage de gruyère. Sur un peu de pain, je le fis goûter.

— Chéri ! criait une voix.

— Trésor ! appelait l'autre.

Il claqua de la langue, me sourit de l'œil.

— Qu'est-ce que tu as été encore grapiller ? s'impatientait M^{me} Gélerjeune.

Mais Phili mâche, avale et invente, placide :

— C'est le chien qui m'a donné du sucre.

Les dames, consternées, lèvent les bras au ciel.

J'ESSAYAIS de m'offrir une sieste. Les grand mères prenaient le café sur la terrasse en gardant Phili. Entre les chambres momentanément vides, la mienne, enfin, m'offrait un béat silence. Par les volets entr'ouverts, un rayon s'élargit en harpe, rendant plus douce la pénombre où rôde une abeille. Il y a bien le halètement du funiculaire... Mais il vient de redescendre et peut-être qu'il amena pour moi le sommeil. Je ferme les yeux ; repos ; rêve. Je m'éveille en sursaut. Une balle, lancée dans la lumière, rebondit à mon chevet et roule sous mon lit.

C'est trop fort ! Mais alors une petite voix monte de la terrasse, et doucement impérieuse :

— Renvoie-moi ma balle, s'il vous plaît.

— Viens la chercher toi-même. Elle est sous le lit.

Une galopade ; des pans, pans, pans accentués à chaque marche ; puis, derrière une porte, un petit quelqu'un haussé sur ses pointes qui atteint et tourne lentement le bouton placé haut.

— Ma balle est bien ici ?

— Oui. Mais cherche-la...

Debout près de mon lit, il me tend, timide, sa petite main grasse qui fond dans la mienne.

— Bonjour, Phili.

— Bonjour, qui ?

— Qui tu voudras ; donne-moi un nom.

— Bonjour, Dinette.

— Pourquoi ?

— A cause du fromage...

— Tu ne cherches pas ta balle ?

— Tout à l'heure. Je l'ai lancée exprès... pour te plaire.

— Tu m'as réveillée, Phili ; mais tant pis, embrasse-moi.

... Un baiser mouillé, des petits bras autour de mes épaules.

— J'ai une maman, tu sais.

— Jolie ?

— Oh ! oui, jolie ! Elle est en voyage avec Albert ; ils sont partis en auto m'acheter un cheval de bois.

— C'est gentil à eux.

— J'espère que ce sera un grand, grand cheval de bois. Je le ferai monter par mes deux grand mères... Et puis hop-là ! au galop ! Elles s'en vont à Paris...

— Et toi ?

— Je reste ici ; avec Dinette.

— ... Chéri !!!

— ... Trésor !!!

— Vite ! vite ! redescends ! Elles t'appellent !

— Renvoie-moi ma balle, alors.

Il s'enfuit ; je me lève, me baisse, m'agenouille, m'aplatis, ventre à terre, retrouve au « bout du coin », sous le lit, près du mur, une balle ornée de fatras. Et après l'avoir essuyée, bien docilement je la lance sur la terrasse.

Mais Phili joue à cache-cache avec les autres enfants ; il

m'a oubliée. C'est M^{me} Gélerjeune qui ramasse la balle et vient sous mon balcon s'excuser poliment : Merci bien, madame...

LES relations, ainsi amorcées, continuent. Mon rôle se dessine. Il est affreux. Je suis prise à témoin par M^{me} Demontemps des erreurs et des gâteries de M^{me} Gélerjeune; et M^{me} Gélerjeune me force à constater tout ce qu'il y a de périmé dans les principes d'éducation que M^{me} Demontemps préconise et regrette. Je m'en tire avec une diplomatie retorse; je trouve tout bien; je juge que ces tendances contradictoires sont excellentes pour former l'esprit. Je parle d'équilibre, de juste milieu; je vante ce qu'il y a d'immuable dans l'ancien système comme dans le nouveau. Et nous sommes d'accord pour célébrer en chœur les charmes exceptionnels de Phili : un enfant qui... un enfant que..., un enfant, chère madame!!!

J'inspire confiance peu à peu. Et un jour j'ai l'insigne honneur de me voir confier Phili. Joséphine a congé; M^{me} Gélerjeune soigne un rhumatisme qui l'empêche de courir les routes; M^{me} Demontemps, qui d'abord à ce propos triompha (de mon temps on portait longues jupes, bas épais, on n'attrapait pas froid aux jambes...), M^{me} Demontemps s'est enrhumée. Étendue, assise, dans une partie abritée de la terrasse, elles échangent des recettes de cataplasmes. On téléphone au « médecin des eaux ». Ni l'une, ni l'autre ne profitant de Phili, leur rivalité fait place à l'entente. Phili et moi, nous allons goûter dans un petit coin charmant (bancs de bois, tables rustiques, toit de chaume) où on se régale de lait frais et de pain bis beurré. De là, en deux pas, on gagne le plateau, le vaste herbage où, dans le vent libre, au loin tintent les sonnailles des vaches, se dessinent les silhouettes de fermes trapues. Sur l'autre versant du plateau on peut dévaler jusqu'à la Charbonnière; on y goûte aussi avec du lait délicieux. Mais c'est un peu loin pour Phili. Je le regrette, car les chemins, ménagés sous bois et à travers prés, sont mystérieux, étroits, frais, sous l'épaisseur des arbres, au cœur de fourrés si cachés que les insectes y bruissent à l'aise dans une odeur aromatique comme un moteur fait de millions de vies. Beaux lieux, savoureusement sauvages! Taches de soleils sur les sentes, cris d'oiseaux, cercles des éperviers tournant haut, au ciel pur, fleurs imprévues,

velours des herbes non foulées! Je m'en vais par les routes plus proches, avec mon petit compagnon. Il aime la marche; il va en avant, les mains croisées derrière le dos, le nez au vent, l'œil aux cimes. Ses grand mères lui diraient : Regarde à tes pieds... Mais il voit le sol, sans en avoir l'air.

— Tiens, Dinette, observe-t-il en passant, vois-tu la grenouille en jaune qui se promène? Je crois qu'elle va prendre des nouvelles de mes grand mères... Ah! ce papillon étalé sur la roche...

A pas doux, avec des ruses, ne masquant pas le jour, sur le papillon grand ouvert il se penche.

Je reconnais :

— Un paon! qu'il est beau!

— Sais-tu le lire? me demande l'enfant.

— Un peu...

— Tu me la raconteras, son histoire?

— Oui. Ce soir, si tu veux...

— Au moins tu sais des choses... Mes grand mères ne savent rien.

— Mais si, Phili, voyons! tes grand mères savent beaucoup de choses...

— Rien que des choses vraies.

Et, de dédain, il se secoue.

— Mais, Phili... et Croquemitaine?

— Croquemitaine? Elles ne sont pas sûres de Croquemitaine... Longtemps il fut du côté des parents... Mais à présent il est pour les enfants; puisque, quand les parents l'appellent, il ne vient plus.

Il me tend une parcelle ailée de mica qu'alourdit un grain brun à sa base :

— Qu'est-ce que c'est que cela?

— Cela, Phili, c'est la graine ailée des grands sapins; un grand sapin naîtra de cette petite chose, — et ce que je te dis là c'est une chose vraie...

— Elle sera vraie dans très longtemps; à présent, c'est une jolie chose pas vraie...

Il n'écoute plus; il court; j'hésite à affirmer encore la royauté, le fantastique des choses vraies. Il est si petit! J'ai peur d'ennuyer, de déplaire; j'ai vraiment beaucoup d'attrait vers ce petit garçon pour lequel imaginer est la vraie forme de

la vie. Ainsi sont ceux qui créent. La réalité parfois se décide à naître d'un rêve.

Nous avons chaud quand nous arrivons à la halte. Un petit âne, très sage, broute l'herbe.

— Il voudrait tant apprendre, soupire Phili; ça l'ennuie d'être toujours un âne...

Avant de nous asseoir, nous errons lentement au soleil. Phili contemple les allées sombres que nous venons de quitter : il écoute des cris d'oiseaux.

— Le jour, me dit-il, dans les arbres il y a les oiseaux, mais la nuit il y a les rêves.

— Et les oiseaux, Phili, où vont-ils nicher ?

— Dans un grand colombier très bien aménagé dans l'étoile qui brille la première, Vénus, on m'a dit.

— Ah bah ?

— Songe s'ils s'amusent ! ils sont tous ensemble ! ceux du nord, des Amériques, des mers, du ciel.

— Et les oiseaux de nuit, Phili ? il y en a pourtant.

— Bien sûr ! ce sont les en retard, ceux qui n'ont pas volé assez vite et qui arrivent quand Dieu a fermé l'étoile... C'est pourquoi ils sont vexés, tristes, méchants.

Nous nous asseyons sur un banc; nous buvons un lait délectable.

Alors passe devant nous sur la sente le chien tacheté; il précède un brave homme barbu, qui boite et qui porte sur ses épaules un long bâton d'où s'alourdissent, de chaque côté, des récipients pleins de lait.

— Est-ce là Croquemitaine, mon vieux Phili ?

Mais Phili, ce soir, doute.

— Il n'y a pas d'enfants dans ses seaux, mais une espèce de lait; je crois que c'est un bonhomme noir qui va organiser le clair de lune. Tu verras ce soir ! s'il y en aura des endroits blancs... Tiens, le grand plateau, ce qu'il doit en falloir de la crème, pour le napper jusqu'au fin fond ! Croquemitaine, lui, ne doit pas se déranger, il envoie ses gens faire les courses.

Nous marchons dans l'herbe encore tiède; le ciel devient rose.

— Aimes-tu la lune ? — et Phili, du doigt, me montre le point du ciel où elle s'arrondira tout à l'heure. — Et sais-tu ce qu'elle est quand elle est pleine ? C'est le derrière en argent d'un grand lapin bleu.

Nous sommes seuls. Un vent délicat joue dans les grandes herbes. Le soir déjà sent bon. Les clochettes lointaines du bétail tintent.

— C'est la messe pour les bêtes, dit encore Phili.

Et, un long moment il se tait.

— Je ne voudrais pas rentrer, reprend Phili. Avec toi je dis ce que j'ai envie de dire, je suis petit. Mes grand mères me croient trop grand, elles s'imaginent que je dois aimer les choses des grands. J'ai bien le temps, n'est-ce pas ?

— Petit Phili !

— Je voudrais coucher dans l'herbe, sous une vache.

— Petit veau !

— Oui. Je voudrais aussi n'être pas toujours un petit garçon ; je voudrais changer, être un arbre ou une bête ayant permission de coucher dehors avec la nuit.

— Mais, Phili, dans ta chambre aussi tu as la nuit...

— Non. J'ai Joséphine.

MES Demontemps et Gélerjeune nous attendaient, les pauvres femmes, avec impatience. Je fus touchée de leur bonté, de leur sollicitude, de la tendresse avec laquelle elles contemplaient ce petit garçon, ce petit garçon qu'elles ne connaissaient pas, en le chérissant de tout leur cœur. Elles couvraient de baisers cette tête mystérieuse, née pourtant de leur race et croyaient bonnement tout savoir de ce petit bonhomme ressemblant à sa mère, ressemblant à Albert. Elles l'abreuvaient d'amour comme on donne de l'eau à une graine et cela avec autant de certitude étiquetée qu'une graine en inspire. Du haricot doit monter un autre haricot ; du pois un même pois, du gland un chêne, de tel pépin un poirier. Elles croyaient leur petit d'homme déjà tout habité d'idées leur étant familières, prêtes à grandir, et bien rangées en ordre familial dans sa cervelle, un peu comme des pots de confitures destinés simplement à devenir souprières. Et elles adoraient, en ce petit garçon, un petit garçon qui n'existait pas, et elles se disputaient son cœur qu'elles ignoraient.

Après dîner, Phili avant de monter, emmené par Joséphine, vint un moment près de moi. Je lui confectionnais une cocotte en papier qui bat des ailes, chef-d'œuvre de pliage patient. Il

faisait semblant, avec politesse, de s'intéresser à cette chose qui lui était totalement indifférente. Mais, courbant vers mes mains sa tête aux cheveux épais, il me dit :

— Je voudrais dormir avec toi : tu sens très bon...

— Petit Phili, tes grand mères ne seraient pas contentes, et puis je n'ai pas l'habitude. Il faut monter te coucher bien gentiment. Je te raconterai demain l'histoire écrite sur le papillon.

Alors, sans insister, il s'en fut, sage, absent, prononçant du bout des lèvres de vagues « bonsoirs ». Sa jolie silhouette enfantine et claire se dessinait sur la robe noire de Joséphine comme sur un écran.

— A-t-il été raisonnable avec vous cet après-midi ? interrogea M^{me} Demontemps.

J'hésitai. Leur raconterais-je les propos de l'enfant ? Leur révélerai-je ses goûts de rêverie ? Ses petites idées ? Ses désirs ? A quoi bon ? Elles ne comprendraient pas, ne trouveraient pas cela « drôle », s'effareraient. Un enfant de la bourgeoisie doit être un enfant comme les autres et non un fol petit poète cherchant à s'accorder à l'univers par toutes les résonnances de sa sensibilité ingénue. M^{me} Demontemps, M^{me} Gélérjeune, qui vous querellez déjà pour savoir à quel cours vous l'enverrez cet hiver et si on l'habillera « en marin » ou en veste, vous auriez un peu honte des divagations naïves, vous ne reconnaitriez pas votre race...

Et je réponds, en tirant la queue de la cocotte, ce qui lui fait éperdument battre les ailes :

— Sage comme une image, le pauvre petit.

Mais il est dit que mon séjour à Charlannes, le repos que j'en attendais, sera, sans fin, troublé par cette famille imprévue. On se couche tôt à la montagne. J'allais vers onze heures me mettre au lit, lorsqu'on frappe à mon mur de droite.

— Qu'y a-t-il ?

— Phili ! Phili !

J'ouvre ma porte. Les grand mères et Joséphine forment un groupe affolé. Joséphine, vite endormie, croyant l'enfant dormant aussi, venait de se réveiller et de voir le petit lit vide. Elle bondit chez les grand mères ; elle vient de descendre et de remonter. Phili n'est nulle part. Est-il dans ma chambre ?

Mais non ! Phili est perdu. Phili est volé. Phili est sorti !

— C'est inconcevable ! C'est insensé ! Personne n'a rien vu, rien entendu ! Où peut être Phili ?

— Rassurez-vous, pauvres dames. Phili est certainement sorti pour aller voir le clair de lune sur le grand plateau. Il m'avait confié son désir de dormir dans l'herbe, la nuit, comme une petite bête. Habillons-nous. Courons dans « toutes les directions », ainsi que dans *les Malheurs de Sophie*, et nous retrouverons Phili.

— Ne venez pas, ma chère ! Votre rhume...

— Restez ici, ma bonne ! Votre jambe...

— Oui, restez ; restez, ordonnai-je. Joséphine ira d'un côté, moi de l'autre. Ne vous impatientez pas. Nous pouvons être longtemps dehors.

— J'ai peur ! sanglote Joséphine.

Pendant qu'elle alerte le veilleur de nuit, déjà je suis partie. Je reprends les chemins aimés par le petit Phili. Comme ils sont bizarres au noir de la lune ! Ici des traits d'argent, là des ombres pâles, au loin l'air nacré ; tout près, les ténèbres. Les arbres, dérangés en leur conciliabule, frémissent mécontents ; des bêtes invisibles rôdent, passent, s'insinuent. L'obscurité sans fin, me frôle comme un animal informe et renaissant. Les sentiers se ressemblent, les clairières se contournent ; je m'égare ; je perds le chemin, reviens sur mes pas, repars. Je tâtonne entre des branches. Que tout est mystérieux ! Ces mêmes lieux, si familiers tout à l'heure, sont étranges, sont autres. Phili avait raison. Les ramures sont pleines de rêves et ces rêves changent ce petit coin d'univers, ainsi qu'ils transforment le monde intérieur que chacun porte en soi-même. Je n'ose pas crier : Phili ! Phili ! Je crains de déranger, par ma voix, un enchantement auquel il participe peut-être. Étrange petit garçon, qu'as-tu suscité ? Quelles présences as-tu évoquées ? Ai-je le droit de venir te troubler ? te reprendre ? te ramener au monde ennuyeux des humains assagis ? La nuit, le clair et l'obscur de ses ombres et de son astre me donnent des pensées folles...

Phili ! si petit ! si désarmé ! exposé à la peur, à la rosée, plus tard au froid de l'aube, ne sachant plus ta route, pleurant, tremblant, où es-tu, enfant, où es-tu ? Et moi-même pleurant, tremblant, conjurant les forces inconnues de ne pas

garder Phili, l'étrange petit Phili, je vois enfin, hors des sombres sentes, s'étaler, second ciel, l'argent ondoyant du pré, du plateau, dormant nu sans ombre, sans arbres, immense et tranquille, en sa paix nocturne, que compose, philtre et magie, l'odeur des herbes et des fleurs.

Je m'arrête : je respire.

Une forme court à ma rencontre. C'est un chien : le chien blanc tacheté; le chien de Croquemitaine. Je le caresse, je le suis. Il me dirige vers une petite forme sombre. Là Phili dort, roulé dans ma cape brune, bien à l'abri du froid et du sol, sans peur et bienheureux. Assise auprès de lui, je le contemple. Quel allègement ! que je voudrais rassurer aussitôt les pauvres grand mères ! Je prends sa petite main ; il remue ; il ouvre les yeux, me voit et me sourit ; s'éveille, se redresse, jette ses bras à mon cou.

— Il t'a laissé entrer, le bon Croquemitaine ?

— Tu rêves encore, Phili.

— Non, non ! le bon chien m'a pris sur son dos et m'a conduit chez Croquemitaine. J'avais emporté ta cape pour n'avoir pas froid et qui sent comme toi... La maison de Croquemitaine est toute en argent et lui est habillé en nuit avec des étoiles. A son mur d'argent, des tas de petits seaux sont suspendus ; qu'y a-t-il dedans ? dis, Croquemitaine ? des enfants méchants ? — Phili, mais non ! Mais non ! répondit-il ; mes petits seaux sont pleins de choses pas vraies, des choses qu'on invente, qui amusent, qui vous font vivre où on a envie, partir, aller, venir, changer, voyager vite, vite, vite, vite. Prends ce que tu voudras. Avec ça, pas besoin d'autos, ni de rien, ni de personne : tu rêves, Phili ; tu imagines ; tu racontes, ah ! que tu t'amuses ! tu chantes, tu danses, tu pleures, tu ris. On fait peur de moi aux enfants parce que, si tous m'aimaient, ce que les grandes personnes veulent qu'on fasse ne serait jamais fait... Mais par ci, par là, un petit m'aime, me cherche, arrive à me voir. Quand tu voudras, Phili, reviens, j'ai des tas d'histoires à te raconter, des drôles, des jolies... tu y penseras quand on t'ennuiera ; et, dès que tu pourras t'échapper, tu me reviendras...

J'entraînais Phili, trébuchant dans mon long manteau, sur le chemin du retour. Il parlait, parlait, parlait...

— Comment as-tu pu sortir ? ouvrir les portes ?

— Je ne sais pas ; ça s'est bien ouvert, sans bruit ; le chien m'attendait.

Les lampes de la maison brillent ; tout le mystère s'efface dans l'ombre qui recule.

— Voilà Phili ! Voilà Phili !

Et les grand mères pleurent, embrassent, grondent, se réjouissent.

M^{me} Demontemps se ressaisit la première.

— Méchant Phili ! Tu mériterais d'être puni ! nous causer des frayeurs pareilles ! Désobéir... se sauver...

— Je n'ai pas désobéi : vous ne m'aviez jamais défendu d'aller voir Croquemitaine.

— Croquemitaine !

— Vous disiez tous qu'il viendrait ; il ne venait pas , je suis allé le voir.

— Es-tu fou, Phili ?

— Mais non ; et ne me grondez plus s'il vous plaît, ma grand mère ; sans quoi, Croquemitaine viendra vraiment me prendre.

Je n'ai pas revu le petit Phili. Ses parents l'ont emmené en Amérique. Je n'ai plus de ses nouvelles.

Écrira-t-il toutes les « choses pas vraies » dont Croquemitaine lui a fait don ? les aura-t-il oubliées ? ainsi que tous les grands oublient leur enfance ?

Et plus tard, à son tour, marié, père, dira-t-il avec une tendre menace :

— Sois sage ! et crains Croquemitaine...

à son étrange petit garçon ?

GÉRARD D'HOUVILLE.

UN PAPE HUMANISTE

PIE II

La cathédrale de Sienne possède, dans sa librairie, dix fresques du Pinturicchio, et aussi de Raphaël, qui représentent les principaux épisodes de la vie du Siennois Aeneas Silvius Piccolomini, devenu pape en 1458, sous le nom de Pie II. On y voit une ville de marbre au bord de la mer, des galères sur les flots bleus, des portiques qui encadrent le cours d'un fleuve dont l'azur pâle se confond avec celui des collines, des trônes de pape, de roi, d'empereur, des salles de palais et des places publiques où se déploient d'harmonieux groupes en costumes éclatants. Sur la première fresque un jeune homme vêtu de bleu, son visage souriant tourné vers nous, chevauche près d'un vieux cardinal sévère et triste. Son magnifique cheval blanc semble avoir conscience de la destinée qu'il porte; mais la monture du cardinal, qui ne porte que du passé, a de moins belles allures. Sur la seconde, le même jeune homme, à la longue chevelure blonde, se présente devant le roi d'Écosse, au milieu d'une cour qui n'a d'yeux que pour lui. Sur la troisième, il reçoit des mains de l'empereur Frédéric III la couronne d'or de la poésie. Nous le retrouvons bientôt évêque, aux portes de Sienne, amenant Éléonore de Portugal à cet empereur, son fiancé. Plus loin, le pape Calixte III pose sur sa tête le chapeau rouge des cardinaux. Enfin, le voici pape, au moment où, précédé d'un splendide cortège, élevé sur la chaise gestatoire, il est arrêté par le maître des cérémonies qui lui dit en brûlant l'étope rituelle : « Saint-Père, ainsi passe la gloire du monde. »

Ces fresques, d'un coloris admirable, appartiennent à la peinture historique qui transforme l'histoire en tableaux de grand opéra. L'idée somptueuse qu'elles nous donneraient de la vie d'*Æneas Silvius* ne vaut pas celle qui ressort des aventures et de la psychologie du personnage. Mais, présenté sous un jour plus vrai, le sujet pourrait paraître ingrat. Pie II n'est pas de ceux dont la figure occupe encore l'imagination des hommes. Il a vécu plongé dans les intrigues d'une des époques les plus compliquées et les plus confuses de l'histoire occidentale. S'il mérite de retenir notre attention, c'est parce qu'il fut un de ses plus curieux représentants et un très beau type de la civilisation italienne au temps où elle se dégageait du moyen âge. Intéressant par lui-même, il l'est encore davantage quand on songe qu'il installe l'humanisme dans la chaire de saint Pierre et commence ainsi la série des papes qui provoqueront la Réforme.

* * *

Æneas Silvius Piccolomini était né le 15 octobre 1403 à Corsignano, sur le territoire siennois, d'une noble et pauvre famille siennoise. Les Siennois ont passé pour un des peuples les plus fous de l'histoire. Mais la folie italienne est toujours tempérée d'habileté et d'esprit pratique. Ces fous étaient les banquiers des princes, des rois et des papes; ils tenaient les principaux marchés; ils régnaient sur nos foires de Champagne; ils couraient le monde, armés jusques aux dents, avec leurs ballots de marchandises. Entre temps, ils avaient de la fantaisie et se laissaient facilement tenter par l'irréalisable. Ils étaient réalistes avec des foucades et des accès de fièvre romanesque ou chimérique. Toujours prêts à se mettre en route, leur industrie était légendaire dans tous les pays où ils allaient et faisaient fortune. Quelques-uns de ces traits caractériseront le jeune *Æneas Silvius* que sa famille envoyait à Sienne dans sa dix-huitième année.

Depuis la fin du ^{xiii}e siècle Sienne avait son Université comme sa rivale et son ennemie Florence. Mais cette Université ne s'était guère développée au milieu des guerres civiles. Cependant quelques maîtres illustres réunissaient autour d'eux les jeunes gens qu'enthousiasmait la renaissance de l'antiquité. *Æneas* était descendu chez un de ses parents, Niccolo Lolli,

qui l'initia aux beautés des poètes latins ; et il suivit des cours de droit civil et de droit canonique. Comme il n'avait point d'argent et que les livres coûtaient cher, il recopiait ceux que ses amis lui prêtaient. Excellente contrainte qui meubla son esprit des plus belles formes de l'éloquence et de la poésie antiques. Il posséda son Cicéron, son Tite-Live, son Virgile. Sans doute il allait assez souvent à Florence où professait le célèbre Filelfo. Filelfo a été avec le Pogge et Valla un de ces grands maîtres d'humanisme qui se sont imposés à l'intelligence italienne pendant le *xv^e* siècle et qui, dans les villes où ils s'établissaient, exerçaient une véritable dictature.

Ils empruntaient des Anciens, dont ils se faisaient les interprètes, un prestige sacré. Leur vanité, près de laquelle la vanité de nos écrivains les plus infatués et de nos politiciens les plus ridicules paraîtrait une aimable modestie, n'avait d'égale que leur audace. Ils ne se contentaient pas de se déchirer les uns les autres avec ces raffinements d'insolence et de haine dont les grammairiens sont encore plus coutumiers que les autres hommes de lettres ; leur amour-propre ne craignait pas de se satisfaire aux dépens des tyrans les plus redoutés. Ce *xv^e* siècle italien, où le crime était traité en œuvre d'art, nous offre un exemple déconcertant du pouvoir de la littérature. Des gens comme Filelfo qui n'avaient d'autres armes que leur plume, d'autres ressources que leur érudition, bravaient impunément les princes et les papes. Ils lançaient contre eux des satires à la Juvénal, plus hardis que Juvénal qui ne foudroyait que des cadavres. Ils meurtrissaient d'allusions grossières ou perfides, mais toujours en beau latin, des réputations appuyées sur des bandes de spadassins et sur des troupes de mercenaires. Et l'on n'osait pas les supprimer. Le respect et l'amour des lettres antiques étaient si forts qu'il semblait qu'on les eût atteintes en frappant ceux qu'elles avaient nourris. Ce Filelfo avait séjourné à Constantinople, près de Jean Paléologue ; il y avait étudié la langue et la littérature grecques ; et, par amour du grec, peut-être aussi, espérons-le, de la beauté, il avait épousé la fille d'un de ses maîtres, Théodora Chysoloras. Les deux époux s'entendaient dans le plus pur antique. *Aeneas Silvius* n'oublia jamais les leçons de Filelfo : et ce fut pour la culture grecque, comme nous le verrons, qu'il livra son dernier combat.

Le moment où il s'éveillait à la vie intellectuelle était un

des plus troubles. Le Grand Schisme avait duré quarante ans, de 1378 à 1417. Pendant quarante ans, les successeurs de saint Pierre, papes et antipapes, avaient lacéré la robe sans couture.

Jamais l'Église n'avait traversé pareille épreuve. Que d'horreurs et de tristesses ! En 1383, Urbain VI, en lutte ouverte avec ses cardinaux, fait jeter à la mer cinq d'entre eux enfermés dans des sacs. En 1390, Boniface IX, obligé de s'enfuir de Rome, se réfugie à Pérouse d'où des révoltes sanglantes le chassent jusqu'à Assise. En 1403, Innocent VII est réduit à négocier avec le peuple de Rome. La papauté sortait maculée, amoindrie, appauvrie, humiliée de ce demi-siècle d'anarchie. Cependant le sentiment religieux n'avait pas diminué dans les masses ; et on n'en veut d'autres preuves que les manifestations publiques de la piété populaire, l'incroyable besoin de pénitence qui sembla s'emparer des âmes et qui multipliait dans les rues et sur les places des villes les prières et les flagellations.

Le sentiment religieux ne s'était pas non plus affaibli chez les chrétiens réfléchis ; mais ils avaient conçu l'idée d'une réforme. L'idée qu'il était indispensable que l'Église se réformât, dans son chef et dans ses membres, les obsédait. Entre l'élite chrétienne et la foule, ceux qu'on nommera plus tard les honnêtes gens, dégoutés des discussions religieuses et d'un christianisme dénaturé par la politique, cherchaient un refuge et un réconfort dans l'antiquité classique. Ils en admiraient tout avec plus de zèle que de discernement. Il ne leur suffisait pas d'emprunter leur langue aux Anciens ; ils essayaient de s'assimiler leurs pensées. Et ils retournaient doucement au paganisme dont ils finissaient par adopter les licences. L'amour du grec et du latin autorisait tout, justifiait tout, couvrait tout. Nous avons quelque peine à comprendre aujourd'hui qu'un écrivain aussi dévergondé et aussi souvent obscène que le Pogge ait pu vivre à la Cour pontificale, même sous le sévère Martin V. Les prêtres et les cardinaux donnaient le signal des applaudissements à des facéties effrontées où des Muses, habillées à l'antique, les ridiculisaient et les diffamaient. De l'esprit, le libertinage s'était naturellement étendu aux mœurs.

Ce fut dans ce monde, qui sentait la corruption, qu'acheva de se former le jeune Piccolomini, aussi ardent au travail qu'au plaisir. Les conteurs siennois nous ont laissé des tableaux de

la vie amoureuse et plaisante de Sienne qui ne dépareraient point la riche galerie du *Décameron*. Dans un de ses contes, Boccace, après nous avoir énuméré les prouesses d'une dame de Bologne, pris soudain d'un transport lyrique, s'écrie : « O beau sang bolonais ! » Le sang de Sienne n'avait rien à lui envier. Mais Æneas Silvius ne bornait pas son ambition à se divertir. Il avait conscience de sa valeur, et Sienne commençait à lui paraître un trop petit théâtre. Très souple, très instruit, orateur cicéronien, poète comme un homme qui sait Virgile par cœur, persuadé, d'après l'exemple du Filelfo, que l'esprit peut tout dans le monde, il aspirait à promener à travers l'Europe son bagage d'humaniste comme ses compatriotes y promenaient leurs épices, leurs étoffes et leur or.

Le hasard voulut alors que le cardinal Capranica passât à Sienne. Capranica a été une des belles figures de la Curie romaine au xv^e siècle : un ascète doublé d'un savant. On nous dit que, lorsqu'on le déshabilla après sa mort, on découvrit que, même pendant sa maladie qui avait été longue et douloureuse, il n'avait pas quitté son cilice. Ce cilice ne l'avait jamais empêché de se plaire dans la compagnie des Muses et dans la société des beaux esprits. Tous ceux qui désiraient s'instruire étaient admis à profiter de la riche bibliothèque qu'il avait composée. Il était fier d'entretenir une correspondance avec le Pogge et l'appelait « son illustre ami ». Mais le cardinal qui s'arrêtait à Sienne était triste et soucieux. Le nouveau pape, Eugène IV, refusait de lui reconnaître le titre de cardinal dont l'avait gratifié son prédécesseur ; et il allait à Bâle pour obtenir justice du Concile. Une des conséquences du Schisme avait été de contraindre la Papauté à convoquer périodiquement des conciles œcuméniques dont l'effort tendait à limiter ses pouvoirs et à réduire son autorité. Les vertus de Capranica sont presque d'un saint ; il se fait de la religion la conception ascétique que s'en est faite le moyen âge ; il a même écrit un *Art de mourir* rempli de cette idée, contre laquelle protestera toute la Renaissance, que la vie ne doit être qu'une préparation à la mort. Et Capranica n'en appelle pas moins au Concile contre le pape, parce qu'il veut avoir un chapeau de couleur rouge. L'ambition des honneurs chez ces vieux hommes d'Église a quelque chose qui nous surprend toujours, profanes que nous sommes. Capranica, tout ascète qu'il soit, n'est pas moins

séduit par les grâces païennes de l'humanisme. Il n'a déjà plus l'esprit de son cilice.

Il était donc préoccupé et d'humeur chagrine quand on lui présenta le jeune Æneas Silvius renommé pour ses dons oratoires. Il devina chez ce jeune homme une intelligence de premier ordre et une éloquence qui pourrait trouver son emploi au Concile. Et puis ce serait un fort agréable compagnon. Il lui proposa de l'emmener en qualité de secrétaire. Quel coup de fortune ! Je ne sais si Æneas quitta Sienne sur le beau cheval blanc que lui a prêté le Pinturicchio ; mais il partit l'âme ouverte à l'espérance. Il emportait dans son bagage trois mille vers latins dont la plupart lui avaient été inspirés par des dames de Sienne. On s'embarqua à Gênes. Une tempête, comme celle que Virgile avait décrite au premier livre de l'*Énéide*, poussa d'abord le nouvel Énée vers les côtes d'Afrique. Heureusement un retour des vents ramena nos voyageurs dans leur port de départ ; et de là ils gagnèrent à cheval le Saint-Gothard.



Au xv^e siècle, dès qu'il entrait en Allemagne, un Italien aussi délié que Piccolomini, éprouvait un très vif sentiment de sa supériorité. Pour avoir une idée de ce qu'était alors la grossièreté de la vie germanique, il faut lire les deux ouvrages de Janssen : *l'Allemagne à la fin du moyen âge* et *l'Allemagne et la Réforme*. On y était rudement enfoncé dans la matière. L'ivrognerie et la gloutonnerie y faisaient plus de victimes que les armes de guerre. On y mourait surtout d'excès de table et d'indigestion. Les femmes atteignaient et souvent même dépassaient les hommes en goinfrerie. La réunion du Concile était une bénédiction pour la ville de Bâle. Ambassadeurs et cardinaux se festoyaient à qui mieux mieux. Les théologiens buvaient dru les vins d'Alsace et ceux du Rhin, pendant que les rues regorgaient de mendiants et que les vendeurs de fausses reliques, connus sous le nom de stationnaires, proposaient aux passants, l'un des brins de paille arrachés à la Crèche, l'autre un os de l'âne de Balaam, celui-ci une plume tombée de l'aile de saint Michel, celui-là la bride du cheval de saint Georges. Les Italiens étaient très entourés. Ils apportaient le reflet d'une lumière lointaine, d'une aurore. « C'est grâce à nous Italiens, écrira plus tard Piccolomini, que la Germanie s'est policée. »

Il garda toujours un bon souvenir des Allemands, car il leur était reconnaissant de les avoir apprivoisés et charmés.

A peine introduit au Concile par son patron, il y plut extraordinairement. Dans les *Commentaires* qu'il écrivit sur le *Concile de Bâle*, il nous dit au sujet des opinions qu'échangeaient deux Pères du Concile : « Ils parlaient à voix basse, mais je les ai entendus. J'étais à leurs pieds et j'écoutais avidement. » C'est dans cette attitude que je me représente volontiers ce jeune Italien curieux, toujours à l'affût, prompt à saisir la parole qui passe, le geste qui l'explique, le regard qui la souligne. Il étudie les hommes; il observe le pays; il prend des notes; il est obligeant et pratique. Il ne rompt avec personne; il se détache en douceur. Le cardinal Capranica est pauvre et trop austère pour ne pas le rester. Il le quitte après avoir éloquemment plaidé sa cause; et il entre au service de l'évêque de Freising, puis de l'évêque de Novare, enfin du cardinal Albergati, encore un cardinal ami de Filelfo, ascète et humaniste, adorant les Muses et couchant sur un sac de paille d'où il se relève à minuit pour réciter son office. Albergati l'emmène à la Diète de Francfort et le charge d'une mission secrète pour le roi d'Écosse. C'était un dur voyage. Mais où n'irait pas un Siennois? Il séjourna quelque temps dans ce pays, inscrivit soigneusement tout ce qu'il y avait vu, et, n'ayant pu obtenir un sauf-conduit pour son retour, il aimait mieux, dit-il, éprouver la miséricorde des hommes que celle des flots. Bien lui en prit : le navire qui aurait dû le ramener en Belgique fit naufrage. Pendant ce temps, il traversait l'Angleterre, déguisé en marchand, et ne manquait pas d'en noter les particularités.

Quand il revint à Bâle, le Concile était en effervescence. Ces États généraux de la Chrétienté, insurgés contre le Pape, se préparaient à recommencer le schisme. Ce n'était plus un Concile, c'était une assemblée révolutionnaire. Il s'agissait de renverser la monarchie dans l'Église et d'y installer la république au nom de ce principe que le Concile, canoniquement réuni, était supérieur au Pape et pouvait le déposer. Les Universités, du haut de leur orgueil, patronnaient cette opinion; les petits princes y voyaient un moyen de s'affranchir du joug de la Papauté; les philosophes, comme toujours, en espéraient la réforme des mœurs. Une fois la rupture consommée avec

Eugène IV, et dès que l'antipape Félix V fut nommé, le Concile donna le spectacle d'un parlement en délire. « Il s'y élevait, dit Æneas Silvius, des clameurs semblables à l'éclat des trompettes et au frémissement des chevaux lorsque deux armées s'ébranlent pour en venir aux mains. » Nous n'étions pas à Bâle au ^{xv}^e siècle ; mais nous connaissons parfaitement ces ébrouements et ces fanfares. Tous les parlementarismes se ressemblent. Rien de pire ne pouvait arriver à l'Église que de se transformer en république ou en monarchie parlementaire. Dans son *Histoire des Papes*, Pastor nous dit que le jeune Piccolomini assistait à ces querelles entre le Souverain Pontife et le Concile avec l'indifférence d'un partisan de la Renaissance païenne ; mais il ajoute que cela ne l'empêchait pas d'écrire contre le Pape. Ce n'est pas exact. Le jeune Piccolomini était bien moins indifférent que Pastor ne le croit. Son premier livre des *Commentaires sur le Concile* nous le montre aussi passionné que les plus passionnés. « Le Pape, s'écrie-t-il, est dans l'Église comme le Roi dans une monarchie. Or, il est absurde que le monarque ait plus de pouvoir que tout le royaume. Des souverains gouvernent-ils mal ? Exercent-ils la tyrannie ? Leur peuple se lève tout entier et les expulse. De même l'Église, c'est-à-dire le Concile général, peut déposer le Souverain Pontife. » Et pour achever de nous en convaincre, il nous citait l'opinion de Cicéron et, après quelques exemples de martyrs chrétiens, les exemples plus persuasifs de Curtius, de Codrus, de Thérémène, de Socrate, de Léonidas.

En lisant ces diatribes, je songe aux orateurs de la Convention. C'est à peu près le même esprit ; ce sont les mêmes citations. Les révolutionnaires de Paris, comme ceux de Bâle, tirent à eux les personnages de Plutarque et de Tite-Live. On n'imagine pas ce qui peut sortir d'absurdités politiques du cerveau d'un humaniste. Æneas Silvius allait encore plus loin ; il réclamait des réformes radicales : « Il serait désirable, écrivait-il, de voir beaucoup de prêtres se marier ; ils se sauveraient plus facilement. » Ce premier livre des *Commentaires* ne fit point scandale ; mais, au lendemain de la condamnation de Luther, les Allemands s'en emparèrent et le réimprimèrent sans date ; et les protestants s'en servirent, heureux pour une fois de pouvoir invoquer l'autorité d'un pape.

Il est vrai qu'au moment où il l'écrivait, Piccolomini n'avait

point reçu les Ordres. Il n'était qu'un jeune laïque très désireux de parvenir et dont la situation grandissait de jour en jour. Mais il lui arrivait ce qui arrive d'ordinaire aux politiques. La chaude atmosphère du Concile avait excité sa verve, et engourdi sa perspicacité. Les bruits de couloirs, comme nous disons, ne lui avaient point permis de percevoir le sentiment public qui était opposé à ces réformes violentes et, d'une façon générale, à toute violence. On commençait à ressentir le besoin de restaurer l'autorité spirituelle. Les grandes nations avaient horreur du schisme; et le pauvre Félix V, petit vieillard aux yeux louches, d'esprit mesquin et d'humeur avare, n'était point d'envergure à le ressusciter. Æneas Silvius s'en aperçut dès qu'il eut accepté près de lui une place de secrétaire. Il le comprit mieux encore, lorsque l'empereur allemand Frédéric III refusa de reconnaître l'antipape et décida d'observer la neutralité. Trois partis se trouvèrent en présence : le parti du Pape, le parti de l'antipape, le parti des neutres. Piccolomini s'était trop pressé de prendre position.

Notre fin Siennois répara cette erreur d'une manière étonnante. Trois ans se sont à peine écoulés qu'il est à la fois secrétaire de l'antipape, secrétaire de l'Empereur et secrétaire du Pape. On n'a jamais rien fait de plus joli dans ce genre-là. Et tout s'était si doucement opéré ! L'empereur Frédéric était passé à Bâle comme naguère le cardinal Capranica à Sienne. Il avait remarqué Æneas Silvius. Félix V accorda un congé au jeune homme; et Frédéric l'emmena en Autriche. Là, le chancelier, Gaspard Schlich, le chargea d'une mission près d'Eugène IV. Malgré les appréhensions de son entourage et les avertissements de ses amis, il partit, se jeta aux pieds du Souverain Pontife, du vrai, et se releva son secrétaire. Mais il s'était fait précéder d'une longue lettre qui est un chef-d'œuvre. « Très Saint Père, lui écrivait-il, avant de remplir auprès de vous la mission dont m'a chargé l'Empereur, je tiens à dire quelques mots de ce qui me concerne personnellement. Je sais qu'il est arrivé à vos oreilles, sur mon compte, beaucoup de choses qui ne sont ni belles ni bonnes à répéter. Et pourtant ceux qui m'ont accusé auprès de vous n'ont pas menti. Oui, tant que je suis resté à Bâle, j'ai dit, écrit, fait beaucoup de ces choses. Je ne nie rien. Mon but était bien moins de vous porter dom-

mage que de me rendre utile à l'Église de Dieu. J'ai été dans l'erreur. Comment le nier? Mais cette erreur m'a été commune avec beaucoup d'autres et avec des hommes qui ne sont point sans valeur. J'ai suivi l'exemple de Julien, cardinal de Saint-Ange, de Nicolas, archevêque de Palerme, de Louis Pontano, notaire du Saint-Siège apostolique. On les considérait comme les lumières du droit, comme les maîtres de la vérité. Que dirai-je des Universités et des autres écoles? Ne vous étaient-elles pas hostiles en majorité? Plus tard, j'ai reconnu l'erreur des Bâlois, et alors, j'en fais l'aveu, je ne suis pas immédiatement accouru vers vous comme tant d'autres l'ont fait. Je redoutais de me jeter d'une erreur dans une autre, car bien souvent pour éviter Charybde on tombe en Scylla. C'est pourquoi je me suis joint à ceux qui se disaient Neutres. Je ne voulais point passer sans réfléchir et avec précipitation d'un extrême à l'autre. » Il me semble difficile de présenter ses excuses avec plus d'art et en même temps avec plus de dignité, de colorer ce qu'on peut appeler des palinodies d'une teinte plus gracieuse de sincérité et de sagesse. Si violent qu'il fût, Eugène IV était sensible au charme du discours. « Jamais, a-t-on dit, sauf à Athènes, dans l'antiquité, la déesse de la Persuasion n'exerça sur les hommes autant d'influence qu'à l'époque de la Renaissance. » Un pareil ambassadeur ne pouvait manquer de faire un secrétaire excellent. Eugène IV se l'attacha; mais Piccolomini était toujours secrétaire de Frédéric et secrétaire en congé de Félix V.

Quand il sera dans la chaire de saint Pierre, ses adversaires s'empresseront de lui rappeler ses variations. Les partisans de la supériorité du concile sur le pape iront chercher des arguments dans ses anciens écrits, et il devra leur répondre par une bulle de 1463 ou il rétractera solennellement les erreurs de sa jeunesse. « Nous sommes dans l'obligation de suivre l'exemple de saint Augustin... C'est pourquoi nous vous avertissons de ne point ajouter foi à ceux de nos écrits d'autrefois qui renferment des attaques contre la supériorité de Rome... C'est à Pierre seul que le Sauveur a donné la toute-puissance : la primauté n'appartient qu'à lui seul et à ses successeurs légitimes. Si vous trouvez, soit dans nos dialogues, soit dans nos lettres, soit dans nos autres ouvrages, — car nous avons beaucoup écrit pendant notre jeunesse, — quelque chose de contraire

à cette doctrine, rejetez-le, méprisez-le. Suivez celle que nous vous donnons maintenant. Croyez plus la parole du vieillard que celle du jeune homme; ne placez pas dans votre estime le laïque plutôt que le Pape; rejetez Éneàs et attachez-vous à Pie. » On ne se privait pas de lui répondre: « Vous êtes pape, très Saint-Père; et c'est avec la tiare que vous sont venues ces nouvelles opinions. » Il protestait; il tenait à établir que sa connaissance de la vérité avait devancé son élévation au Pontificat.

Il touchait au moment le plus grave de sa vie. Il allait entrer dans la prêtrise. On l'y avait engagé plus d'une fois; mais sa vocation ne parlait pas encore, et son cœur païnisé redoutait les nostalgies. Frédéric l'avait couronné de cette couronne d'or de la poésie que jadis Pétrarque avait reçue au Capitole. Diplomate incomparable, on saluait en lui un émule de Virgile et d'Horace; et, deux ans auparavant, il avait écrit un petit roman, *les Deux Amants de Sienne*, qui serait bientôt traduit dans les principales villes de l'Europe. Il y avait prouvé son expérience des passions. Du reste, à défaut de ce petit livre, sa volumineuse correspondance nous renseignerait suffisamment sur son épicurisme et ses aventures. Il y a particulièrement une lettre à son père où l'humaniste s'affirme d'une façon aussi amusante qu'imprévue. Il annonce à son père, au vieux Piccolomini, que, du fond de l'Allemagne, il l'a promu à la dignité de grand-père, — ce qui ne doit pas l'étonner, car, lui dit-il, « vous aussi, mon père, vous avez été un fameux coq! » Et il lui raconte son histoire. Il avait rencontré à Strasbourg une Anglaise qui parlait italien comme une Italienne (c'était bien de la chance!). Sa parole était si douce qu'il avait cru entendre cette Cléopâtre qui, après avoir conquis César, conquiert Antoine. Il s'était senti attiré vers elle, mais il avait résisté à son penchant. « Cependant, se disait-il, de plus grands hommes que moi y ont cédé: Moïse, par exemple, et Aristote, oui, parfaitement, Aristote, David, Salomon et Virgile, Virgile lui-même. Ne serait-ce pas très impertinent de ma part d'avoir l'air, par mon abstinence, de donner une leçon à ces hommes considérables? » Vous devinez à quelle conclusion aboutit ce raisonnement tout empreint de modestie personnelle et de vénération pour l'antiquité biblique, grecque et romaine. Les

grands hommes du temps passé n'eurent pas à rougir devant leur disciple. Ah ! les humanistes en trouvent de bien bonnes !

Ce sont des raisonnements analogues que se font les deux amants de Sienne dont *Aeneas Silvius* nous conte la mélancolique et brillante histoire. Un jeune cavalier de Franconie, Euryale, entre à Sienne avec l'empereur Sigismond dont il est un des favoris. Dès ses premiers pas il rencontre une jeune dame, Lucrèce, mariée à un Siennois que l'auteur nomme Ménélas. Coup de foudre comme dans *Roméo et Juliette*. Malgré tous les obstacles, ils échangent des lettres et parviennent à se voir, puis, un jour, s'appartiennent. L'Empereur quitte Sienne et s'achemine vers Rome. Euryale le suit; Lucrèce en meurt. Euryale, accablé par la nouvelle de cette mort, reçoit de l'Empereur l'ordre d'épouser une jeune princesse aussi belle que vertueuse. Il l'épouse, et Lucrèce, pour la seconde fois, est enterrée.

Ce petit roman, écrit dans un latin élégant et spirituel, se ressent de l'influence de Boccace. C'est le même procédé qui consiste à revêtir une anecdote de la vie courante d'une forme oratoire et artistique imitée des Anciens et de nous raconter la défaillance d'une dame avec autant d'éloquence que Tite-Live nous racontait la chute de Carthage. Encore dans Boccace la savoureuse langue italienne atténue un peu ce désaccord entre le fond et la forme et l'empêche de tourner à la parodie. Chez *Aeneas Silvius*, il s'accuse d'autant plus que la forme est virgilienne, horatienne et cicéronienne. Les petits soupers de Lucrèce sont chargés de souvenirs classiques; Euryale connaît à fond son siècle d'Auguste. Le gros portier de la dame, un Teuton, s'exprime comme Horace; et Pandarus, qui favorise les amours de sa sœur pour obtenir le titre de comte Palatin, aurait eu chez nous, il y a cinquante ans, le premier prix de discours latin au Concours général. Tout cela est bien artificiel. Mais sous cet artifice on découvre un observateur du cœur humain. Son Euryale n'est pas seulement le beau jeune homme qui passe. Il échappe à la convention, lorsqu'il est enfermé dans un coffre que le mari, — qui, d'ailleurs, n'a aucun soupçon, — veut ouvrir pour y prendre des papiers : il maudit sa légèreté, sa sottise; il supplie le Seigneur de venir à son aide; il lui jure que, s'il se tire d'affaire, plus jamais la fourberie d'une femme ne trompera sa vigilance. Comme

il est prêt à rejeter la responsabilité de la faute sur la méchanceté féminine! Mais Lucrèce, qui risque encore plus que lui, ne se plaint pas, ne regrette rien, — et sauve la situation. A la fois prudente et passionnée, sans idéal, mais sans vulgarité, possédée d'un amour qui ne pardonne pas, je ne vois dans l'œuvre de Boccace aucune héroïne plus touchante.

Son souvenir ne pesa pas aussi longtemps sur le cœur d'Euryale que sur la mémoire du futur Pie II. Pourtant, il se flattait d'avoir écrit un roman dont la lecture pouvait préserver des passions. Un changement s'accomplissait en lui. La peste de Bâle, où il perdit tant d'amis, et qui faillit l'emporter, en fut-elle la cause? Ou l'approche de la vieillesse, car il vieillit avant l'âge? Toujours est-il que de gai il devint mélancolique, d'exubérant taciturne. L'idée de la mort vint s'asseoir à ses côtés. « Savoir mourir, écrivait-il à un ami, c'est la grande science, l'unique sagesse, la vraie philosophie. La mort est la dernière action de l'homme. Eût-il bien fait jusqu'à la fin, s'il la manque, tout est perdu : c'est un poète qui néglige son dernier acte. » Le poète qui était en lui allait le préparer, ce dernier acte, et en faire le plus beau de sa pièce.



Il avait reçu les ordres en 1446. L'année suivante, son vieil ami Tomas Parentucelli, élu pape sous le nom de Nicolas V, le faisait évêque de Trieste et en 1450 évêque de Sienne. Huit années se passèrent pendant lesquelles, nonce du pape en Autriche, en Bohême, en Moravie, il rendit les plus grands services à l'Eglise et à l'Empereur, pacifiant l'Université de Vienne, qui prétendait en appeler à un nouveau Concile, et la Bohême insurgée contre Frédéric. Huit années se passèrent, et il sortit pape d'un conclave dont il nous a laissé le récit mémorable. Son plus redoutable adversaire, le cardinal de Rouen, Guillaume d'Estouteville, très grand seigneur et chef du parti français, ne négligea aucun des arguments susceptibles de le faire écarter. « Comment, disait-il, pourrait-on songer à Piccolomini pour la tiare? Il est goutteux; l'Eglise est malade; sera-ce un malade qui pourra la guérir? Il arrive à peine d'Allemagne: il est capable de vouloir y transférer la curie. Pensez aussi à sa culture intellectuelle. Devons-nous élever sur la chaire de saint Pierre un poète et laisser gou-

verner l'Église par des moyens empruntés au paganisme? »

Ce dernier argument était le plus impressionnant. Mais les partisans de Piccolomini et Piccolomini lui-même faisaient valoir quel danger il y aurait à élire un Français et mettaient tout en œuvre pour que la tiare ne sortit point de la nationalité italienne. Aucun nationalisme n'est comparable à celui de la curie romaine, et voilà des siècles qu'il dure, exactement depuis les grands, les admirables papes français d'Avignon. Le récit du Conclave et des intrigues qui s'y nouèrent dans tous les coins du palais apostolique, et jusque dans les plus malodorants, est une des pages les plus fortes qu'Æneas Silvius ait écrites, une page dont certains passages crus feraient penser à du Tacite ou à du Juvénal. Il n'y avait pas même deux ans qu'il avait reçu la pourpre cardinalice. Quand, après le dernier scrutin qui lui donnait neuf voix et qui en donnait six à d'Estouteville, le cardinal Rodrigue Borgia, le futur Alexandre VI, se fut rangé de son côté, suivi de quatre autres cardinaux, et que, ces cinq voix nouvelles le faisant pape, tous les cardinaux s'agenouillèrent devant lui, il ne put dominer son émotion et fondit en larmes.

Maigre, plus que maigre, émacié, les traits usés, torturé par des douleurs rhumatismales qu'il avait contractées en Écosse, mais d'une énergie silencieuse en face de la souffrance : tout en lui maintenant respirait la douceur et l'austérité. Il dépensa une somme de travail considérable pendant les six années de son pontificat. Je n'entrerais pas dans les luttes qu'il eut à soutenir en Allemagne, en France, en Italie où sévissait la guerre de la Succession de Naples, où le peuple de Rome se montrait toujours aussi ingouvernable, où la féodalité dressait contre le pape des tyrans audacieux et habiles comme celui de Rimini, Sigismond Malatesta, qui, excommunié, « demandait en riant si l'excommunication faisait perdre le goût du bon vin et de la bonne chère ». Ce Sigismond, un des hommes les plus dépravés, les plus criminels de son siècle, mais instruit et brave, avait édifié une église à Saint-François de Rimini, qui était comme le triomphe insolent de la culture humaniste sur la religion chrétienne. Les symboles du christianisme en étaient proscrits. L'initiale de son prénom, et celle du prénom de sa maîtresse, Isotta, s'y affichaient partout. Dans la chapelle de

Saint Jérôme trônaient les principales divinités de l'Olympe; enfin les sculptures du splendide mausolée d'Isotta, élevé du vivant de cette femme, reproduisaient les scènes d'un poème érotique qu'elle avait inspiré à son amant. « Saint-François de Rimini, écrivait Pie II, est un temple plutôt destiné à la célébration du mystère du paganisme qu'au culte chrétien. »

Le vieil humaniste n'en restait pas moins fidèle aux Lettres antiques et aux Muses. Il avait renoncé à tous les plaisirs de la vie, sauf à cet amour de la gloire que les humanistes ont poussé si loin et quelquefois porté si haut. Dès qu'il fut pape, il se sentit l'héritier des Césars. Son éducation classique l'avait préparé à reprendre et à continuer leurs traditions. Il avait surtout voyagé à l'étranger; désormais il voyagea en Italie. A Chiusi, il s'efforça de retrouver le labyrinthe mentionné par Plin. Au bord du Mincio, il visita l'endroit où Virgile était né. Il relevait, dans la campagne romaine, le parcours des anciennes voies, les vestiges des anciens aqueducs. Il essayait de déterminer les limites des territoires que les antiques peuplades avaient occupés. Il étudiait les ruines de la Villa d'Hadrien. Les voyages mêmes que lui imposaient les circonstances s'achevaient souvent en excursions archéologiques. Il concevait aussi de grands travaux à exécuter sur le modèle de ceux des Empereurs; par exemple, il projetait de rendre l'Anio navigable jusqu'à Tivoli. Mais l'Eglise était pauvre: il fallait attendre. En attendant, il transforma sa bourgade natale de Corsignano qui prit le nom de Pienza. Il y fit construire une église et un palais, et, sur la place, près du palais, une adorable fontaine où aujourd'hui, comme de son temps, les femmes, coiffées de fichus rouges à fleurs, viennent remplir leurs cruches de bronze. J'aime ce grand humaniste qui offre une fontaine à son petit peuple de Pienza et qui la veut digne des Muses.

Mais ces voyages à travers l'Europe, ces promenades à travers l'Italie, ne serait-il pas bon que la postérité les connût? Pie II, comme César, dicta ses *Commentaires* qui sont un des ouvrages les plus importants du xv^e siècle. Ce ne seront pas des confessions; ce ne seront pas des *Mémoires d'outre-tombe*. Mais l'existence du pontife s'y déroule, et presque toute la vie européenne s'y réfléchit. D'abord, celle de son petit bourg où la douceur des collines siennoises se marie aux âpres sommets du mont Amiata; sa famille chassée de Sienne par le parti popu-

laire; les guerres civiles des Siennois; ses études; les prédications de saint Bernardin sur la place publique; puis son départ pour l'Allemagne et le Concile de Bâle, et l'Ecosse, et l'Autriche, et cette Bohême où il s'est cru « parmi les anthropophages et les monstres de l'Inde et de la Libye ». C'est toute l'Europe qui revit dans ces pages, décrite par un des esprits les plus agiles de l'Italie. Enfin il est rentré dans sa patrie; il a été l'évêque de cette ville vers laquelle jadis sa mère, assise au seuil de leur maison, tournait ses yeux d'exilée. Il a eu la joie et la gloire d'en canoniser la sainte fille, Catherine Benincasa. Il a fait aussi le bonheur sur terre d'un certain nombre de Siennois et particulièrement de Piccolomini, car il avait un attachement passionné pour son pays natal, et on a pu lui reprocher avec raison quelque favoritisme.

Les soucis de la papauté, les ennemis à désarmer, les barons à mater, les flatteurs à écarter, ses terribles responsabilités ne le détournent pas du spectacle de la nature. Rien ne lui paraissait plus beau que les pentes escarpées couvertes de châtaigniers d'où l'on aperçoit les tours de Sienne. Rien ne lui paraît plus émouvant que les vastes étendues où l'œil distingue des ruines de villes dont l'origine se perd dans la nuit des âges. Rien ne lui est indifférent, ni les lacs au fond des vallons, ni les ruisseaux qui gazouillent comme dans Horace, ni les voûtes de verdure, ni le contraste entre la couleur bleue du lin qui ondule au souffle du vent et la jaune couleur des genêts. En été, quand il a quitté Rome, il lui arrive souvent de tenir un consistoire, de recevoir des ambassadeurs, de donner sa signature sous un châtaignier ou un olivier, au milieu d'une prairie, près d'une source. Le soir tombe; le soleil mourant embrase le ciel; il revient au village avec ses cardinaux par des chemins que les paysannes ont semés de fleurs.

Sa connaissance des hommes, sa curiosité odysseenne, son amour de la nature: autant de traits qui le distinguent des humanistes de son temps jalousement enfermés dans leur librairie et ne se mêlant aux hommes que pour obtenir d'eux les hommages dus à leur pédantisme. Il a toujours été convaincu qu'ici-bas la première place appartenait de droit aux poètes et aux orateurs, mais seulement à ceux qui se servaient de la culture classique comme d'un instrument et qui ne la considéraient pas comme une fin. Nul n'était plus éloigné

de la desséchante théorie de l'art pour l'art où tant d'humanistes se sont stérilisés.

* * *

Mais l'humanisme, qui confondait souvent les époques et attribuait à l'esprit un pouvoir trop étendu, risquait de ne pas toujours bien saisir la ligne de démarcation entre le possible et l'impossible; et un Siennois humaniste y était exposé plus que beaucoup d'autres. En 1453, Constantinople était tombée aux mains des Turcs. Un frisson d'épouvante passa sur la Chrétienté. *Æneas Silvius* en fut atterré, non seulement comme chrétien mais comme disciple de l'Antiquité. « Constantinople, s'écriait-il, demeurerait seule au milieu des cadavres de tant de glorieuses cités grecques. Elle était restée le monument de la sagesse antique, l'asile des Lettres, la forteresse de la philosophie. Et la voilà en proie à la barbarie des Scythes! » Une fois pape, il n'eut qu'un rêve, qu'un désir : la croisade. Les Siennois se croyaient toujours au temps des Croisades! Pie II la prêcha à Mantoue, à Rome, partout. Sans cesse il épiait les bruits de l'Orient. Mahomet II l'obsédait : « C'est un jeune homme de vingt-quatre ans, disait-il, farouche, avide de gloire, robuste, rompu à la fatigue. Il ne boit pas de vin et, quoique débauché suivant les habitudes de sa nation, il ne languit point dans le sérail. Il fuit les danses, évite les parfums, n'élève pas d'oiseaux, n'entretient pas de meutes : la guerre, voilà son seul plaisir. »

La Croisade était longue à organiser. Ni les républiques italiennes ni les grands États ne s'entendaient. Pie II se décida à écrire à Mahomet. Ce fut la plus grande naïveté de sa vie, peut-être la seule. Elle dénonce la confiance excessive que ces hommes de lettres de la Renaissance avaient dans la force persuasive de l'Esprit pur. Mon Dieu, ils sont un peu tous les mêmes et dans tous les temps. N'avons-nous pas le souvenir des proclamations de Hugo aux Allemands en 1870-71 ? Pie II adressa donc à Mahomet une lettre, un discours admirablement composé et digne en tous points d'un latiniste nourri de Cicéron. D'abord il essaie de l'effrayer par le dénombrement des forces chrétiennes. Mais ces forces, malgré qu'il en ait, ne sont pas aussi effrayantes qu'il le souhaiterait; et il en arrive à citer comme de grands et terribles princes le duc de Savoie, le duc de

Modène et le marquis de Mantoue. Il était difficile d'espérer qu'au seul bruit de son nom le marquis de Mantoue ferait reculer les Turcs. Ainsi Mahomet va soulever contre lui les nations occidentales qui lui arracheront sa conquête. Il n'a qu'un moyen de la garder : qu'il se fasse chrétien. Constantin n'a-t-il pas gagné à abandonner le paganisme ? Qu'il se fasse chrétien. La vérité n'est pas du côté du Coran. Et le discours se terminait sur un parallèle entre l'Évangile et le Coran, d'où ressortait la supériorité de la foi chrétienne sur la foi mahométane. Cette lettre demeura sans réponse.

Pie II reprit avec plus d'opiniâtreté son idée de croisade. Mais qui concilierait les peuples d'Angleterre et de France, de Gênes et d'Aragon, d'Allemagne, de Bohême et de Hongrie ? Quel en serait le chef suprême ? On n'imagine point Louis XI conduisant une croisade. Philippe le Bon, duc de Bourgogne ? Ce n'était qu'un vieillard dénué d'énergie. François Sforza ? Ce n'était qu'un aventurier heureux et égoïste. Il y avait Poggi-brascki en Pologne et Mathias Corvin en Hongrie. Ces héros n'avaient point l'autorité nécessaire. « On vit alors un pape vieux, infirme, malade, se présenter pour ouvrir la campagne contre le plus puissant guerrier de son époque. » Cette image pathétique remua en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Espagne, et même en Écosse, quelques milliers d'hommes qui se mirent en marche. La tenace éloquence du pape avait fini par ébranler la mauvaise volonté des Florentins et des Vénitiens. « Si les princes et les grands, a-t-on dit, avaient ressemblé à ceux qui vivaient trois siècles auparavant, tout l'Occident se fût levé. » Mais ils ne leur ressemblaient pas.

Le rendez-vous était à Ancône. Malgré l'avis de ses médecins et les supplications de ses cardinaux, Pie II quitta Rome. On évalue à environ trente mille le nombre des croisés accourus sans ressources, presque sans armes. A mesure qu'il approchait d'Ancône, le pape rencontrait des bandes déguenillées et fourbues. Il reconnaissait, à leur équipement ou à leur type, des gens venus de tous les pays où s'était proménée sa jeunesse. C'était comme si ses anciens voyages défilaient sous ses yeux, mais fatigués et salis par le temps. Il avançait au milieu d'une débâcle. Son émotion fut telle que le cardinal de Pavie qui l'accompagnait fit fermer les rideaux de sa litière. Le 19 juillet, il descendait au palais épiscopal d'Ancône d'où le regard

découvre, par dessus la vieille ville, les côtes et la mer. Ancône était encombrée de vagabonds. Français et Espagnols se battaient dans les rues. Les habitants étaient furieux contre le pape qui leur avait attiré cette avalanche de soudards et d'aventuriers. Au commencement d'août, une épidémie, une sorte de peste, se déclara dans cette tourbe humaine. Mais, heureusement pour lui, le 13 août, Pie II mourait. Il avait senti sa dernière heure et s'était fait porter à la fenêtre de son appartement d'où ses yeux avaient pu contempler douze galères vénitiennes rangées sur les flots. Avant d'entrer en agonie, il dit au cardinal de Pavie : « Rappelle à mes frères leur devoir de continuer ma sainte entreprise. » Et lui passant les bras autour du cou, il ajouta : « Fais le bien, mon fils, et prie pour moi. »

Le lendemain de sa mort, l'idée de la croisade se dissipait comme le rêve d'un humaniste qui a voulu mettre au service de son humanisme la foi du moyen âge. On ne peut pas être tout ensemble Pierre l'Ermite et le disciple de Cicéron, et surtout on ne peut pas être Pierre l'Ermite au siècle de la Renaissance.

Les historiens allemands se sont plus occupés de Pie II que les historiens français. Les uns, protestants, ne lui ont point pardonné d'avoir si mal tenu les promesses qu'il avait données, au concile de Bâle, à ceux qui, pour tout réformer, ne trouvaient rien de mieux que de tout détruire. Ils lui reprochent de ne pas avoir été Luther avant Luther. Les autres, catholiques comme Pastor, admirent en lui un des plus grands hommes du xv^e siècle, une des belles lumières de l'Église. Pour nous, il est surtout un personnage très curieux, un homme de lettres qui, devenu pape, honore singulièrement la corporation, et un homme qui a su concilier en lui, aussi harmonieusement que possible, l'amour des lettres antiques et païennes et l'amour de l'Église. Il a su garder un sage équilibre entre ces deux amours et il est mort dans une attitude qui les résumait tous les deux.

ANDRÉ BELLESSERT.

A L'AFRICAN SOCIETY

L'*African Society* a été instituée en 1901. Elle se proposait, d'une part, de procéder à l'étude des institutions, des coutumes, de l'histoire et des langues des diverses races de l'Afrique, d'autre part, de faciliter le développement industriel et commercial de ce continent. Elle est la plus ancienne et la plus importante des Sociétés consacrées aux questions d'Afrique.

Elle attribue périodiquement une grande médaille d'or à ceux qu'elle désire distinguer. Son Conseil décida cette année de l'attribuer pour la première fois à un étranger et c'est sur le maréchal Lyautey que se porta son premier choix.

Le maréchal fut invité à se rendre à Londres le 4 décembre pour y recevoir cette médaille. Elle lui fut remise par lord Buxton, président de la Société, à l'issue d'un banquet auquel assistaient sir Austen Chamberlain, M. Amery, ministre des Colonies, lord Lugard, président de l'Institut international pour l'étude des civilisations africaines, M. de Fleuriau, ambassadeur de France et de nombreuses personnalités.

Nous sommes heureux de pouvoir donner, en leur entier, le discours prononcé par lord Buxton qui met en si éclatante lumière l'œuvre du maréchal Lyautey, et la réponse du maréchal.

Après eux, M. Amery et sir Austen Chamberlain, en de brillantes improvisations, rendirent un complet hommage à l'œuvre coloniale française en Afrique et aux sentiments d'amitié qui doivent unir et uniront de plus en plus les deux nations.

DISCOURS DE LORD BUXTON

MESSIEURS,

L'*African Society* est, je crois, la plus ancienne Société qui se soit consacrée aux questions africaines.

Et c'est cependant un fait unique, dans nos annales, d'accueillir comme hôte un étranger distingué, un général, un administrateur, un conciliateur, et de lui offrir la médaille d'or de la Société. Feu Harry Johnston, Lord Lugard, Reginald Wingate, Ronald Ross et Alfred Sharpe sont les détenteurs de notre médaille d'or. Il y a quelque temps le Conseil décida d'étendre sa reconnaissance à ceux qui, à l'étranger, ont également accompli de grandes choses en Afrique.

Nous n'avons eu aucune hésitation quant à décider à qui, en premier lieu, nous devrions offrir notre médaille. Notre hôte est incontestablement le plus éminent parmi ceux qui, sous d'autres couleurs, ont fait en Afrique l'œuvre la meilleure et la plus durable dans ces dernières années.

Le Maréchal a bien voulu me dire qu'il était très honoré de se voir offrir notre médaille et je n'ai guère besoin de dire que les membres de la Société sont, eux aussi, hautement honorés de son acceptation et de sa présence parmi nous.

Il me fallut alors considérer ce que j'allais dire en ma qualité de Président. Ce n'est pas là chose facile, et c'est même une tâche quelque peu délicate que de faire un discours de louanges devant la personne que vous complimentez.

Bref, de même que vous tous ici, j'avais une idée générale de l'œuvre qu'avait accomplie le maréchal au Maroc. Mais j'ai, depuis peu, augmenté ce que je savais en lisant diverses descriptions de son activité non seulement dans des livres français, mais dans des livres écrits par des Anglais et des Américains, car les grandes choses qu'il a accomplies ont suscité l'admiration dans d'autres pays que le sien propre.

Je félicite le maréchal de faire mentir le prophète du proverbe. Non seulement il est prophète hors de son pays, mais il l'est encore dans son pays.

Je suis donc certain qu'il vous intéressera de m'entendre traiter brièvement devant vous de l'œuvre splendide du maré-

chal au Maroc, des difficultés presque insurmontables auxquelles il fallut faire face et de la façon remarquable dont elles ont été heureusement résolues.

L'histoire effective du Maroc, en ce qui concerne la France, date d'environ 1910 à 1911, lorsque le Gouvernement français, en vertu du traité avec le sultan d'alors, établit son protectorat sur ce pays.

Les habitants du Maroc, race mélangée, possèdent pour la plupart une mentalité qui n'est pas entièrement différente de celle des races européennes. Leur histoire, — une histoire agitée, — date de plusieurs siècles, et on y retrouve, dans le passé, des manifestations de civilisation, d'art, de littérature et d'architecture ; mais le pays et ses habitants sont maintenant de deux siècles en retard sur les progrès de la civilisation européenne.

La race dominante est, pour la plus grande part, guerrière, vindicative, turbulente et rebelle à l'autorité. Opiniâtres et courageux, les indigènes sont passés maîtres dans l'art de mener une guerre de guérillas à laquelle le pays se prête admirablement ; ils trouvent leur joie dans les querelles sanglantes et les vendettas. « On cherche vainement dans les villages, ainsi que le fait observer un des narrateurs, un homme ayant les cheveux blancs. » Adeptes de la guerre et de la licence, ils constituaient le terrain le plus ingrat pour l'établissement de l'ordre et de la prospérité.

Lorsque les Français prirent possession de ces régions, le prestige du Sultan s'était évanoui ; la plus grande partie du pays se trouvait en révolte ouverte ; l'oppression et le pillage étaient universels. L'autorité avait disparu. La ville de Fez, elle-même, était assiégée. Des officiers français avaient été traitreusement massacrés.

Tel était l'état des choses lorsque le général Lyautey assumait la charge de résident général en 1912.

Il régla promptement et efficacement la situation militaire, assez formidable en elle-même ; puis il s'attaqua aussitôt à la tâche encore plus formidable du rétablissement de l'ordre. Il n'eut aucune velléité, ne tenta pas, — à l'encontre du palefrenier, — de « calmer la jument avec une fourche ». Il ne chercha pas la vengeance, et son premier acte fut un geste de sage

clémence. Il gracia certains soldats maures condamnés à la peine capitale; il leva la lourde amende imposée à la ville. Tout en étant ferme, il était conciliant et circonspect et ses ordres furent conçus dans un esprit de justice et d'amitié.

La politique du proconsul était fondée sur le contrôle, en opposition à l'administration directe étrangère. En d'autres termes : s'entremettre et apporter aussi peu de changements que possible dans la forme extérieure du gouvernement. Le Sultan resterait le souverain et le chef spirituel; c'est à lui qu'on se soumettrait et non à un gouvernement étranger et chrétien. Les coutumes, traditions, pratiques et même les préjugés du vieux régime marocain seraient respectés. Les institutions religieuses seraient reconnues et respectées. Liberté entière des personnes et de la religion; une égalité entière sans préjugés ni de couleur ni de race. En même temps, le rendement et la probité devenaient une règle dans l'administration. Sa politique était une politique d'amitié, non de conquête; de confiance, non pas de force.

Cette politique de sympathie franche et entière pratiquée par une haute personnalité, alla droit au cœur d'un peuple très sensible et reçut une merveilleuse et remarquable réponse. La bonne volonté mutuelle et la sécurité se développèrent graduellement et permirent d'aller de plus en plus de l'avant, et le pays précédemment en pleine effervescence se calma rapidement. L'administration fut purifiée et devint active, et les impôts furent levés sans extorsion. On leva sur le pays des forces militaires de valeur. Puis on fit des routes, les transports se développèrent, des usines sortirent de terre, des ports apparurent, la terre fut labourée et ensemencée.

L'homme et l'occasion. En l'espace de deux ans, le maréchal avait amené le Maroc d'un état critique et de révolte à un régime de paix et de contentement, de prospérité et de sécurité militaire. On a dit du conquérant de la Pologne qu'il « fit un désert et que c'est cela qu'il appela la paix ». Le maréchal Lyautey trouva un désert et le fit fleurir, telle une rose.

Quelles furent les qualités qui permirent à notre hôte de surmonter si rapidement, si remarquablement et si heureusement les difficultés devant lesquelles il se trouvait? Possédant une personnalité qui s'impose, une énergie infatigable, le

maréchal unit les grandes qualités d'imagination, de courage, de patience, de tact, de sympathie, par dessus tout de sympathie, à un sens précieux de l'humour.

Mais il ne lui fut donné que deux brèves années. Au moment précis où il eût fallu avoir du temps et profiter des occasions pour mûrir les fruits de sa politique, la Grande Guerre éclata. Le gouvernement français télégraphia au résident général de renvoyer immédiatement en France la meilleure partie de ses troupes, de se retirer de ses positions avancées jusqu'à la côte, de ne tenir que certains ports et d'évacuer et d'abandonner tout le reste du territoire.

Le dilemme était terrible. Il ne restait au général qu'à réexpédier ses troupes, ce qui en soi-même représentait un coup pénible. Mais évacuer les positions avancées, se retirer vers la côte, ce serait une trahison vis-à-vis des tribus amies, ce serait ramener le pays à l'anarchie. Cela impliquerait la perte, d'un seul coup, brutalement, de tous les résultats fructueux d'une politique de clémence et de sympathie, et de tous les sacrifices militaires; et la perte, pour la France, de beaucoup de ressources nécessaires qui s'étaient développées rapidement.

Le général et ses officiers décidèrent qu'ils devaient obéir, et obéiraient à la lettre, à la demande de troupes. Mais pour l'ordre de retrait, c'était une autre question. Pour employer ses propres paroles, il « décida de vider l'œuf sans briser la coquille ». Il fit part à son gouvernement qu'il renverrait toutes les troupes qu'on lui demandait, mais au lieu d'abandonner l'intérieur du pays, il déclara : « Je garderai ce que nous avons déjà pris, et fortifierai et élargirai nos frontières. »

Au lieu de retirer les troupes qu'on lui laissait de l'intérieur du pays vers la côte, il prit la décision de faire avancer les troupes dont il disposait, tout en en recrutant rapidement d'autres sur place, de la côte vers la périphérie, de renforcer les garnisons et non seulement de tenir les postes avancés, mais aussi de pousser de l'avant davantage avec ses forces clairsemées. Ainsi les tribus amies seraient protégées et encouragées, tandis qu'on en imposerait aux tribus dissidentes par l'impression de la force.

C'était une décision importante et grave, dont le succès fut pleinement justifié par les résultats. Ainsi le maréchal conserva

le Maroc à la France, ou peut-être même est-il plus exact de dire, qu'il en fit cadeau une deuxième fois à la France.

Je vous ai retenus plus longuement qu'il n'est coutume, mais j'espère que j'ai eu raison de le faire. Je voudrais encore dire un mot touchant ce dîner et cette cérémonie de ce soir.

La France et l'Angleterre ont été de grandes nations civilisatrices en Afrique dans le passé. Autrefois et pour sa plus large part, l'Afrique, inexplorée, sans frontières, n'appartenait à personne. Une grande partie ne constituait qu'un *no man's land* et par suite un pays à tout le monde; et le jeu qui consiste à planter des drapeaux et à proclamer des zones d'influence commença gaiement avec les rivalités, les jalousies, les malentendus et les frictions inévitables entre les deux pays principalement intéressés. Dans ces dernières années, l'Afrique a perdu la moitié de son charme en tant qu'inconnue et mystérieuse. Elle a été délimitée, cartographiée, elle s'est développée, et les vieilles disputes relatives aux frontières ont cessé de se produire. L'ancien continent noir est maintenant presque aussi bien connu que Piccadilly ou la rue Saint-Honoré.

Dans ces dernières années, le Maroc lui-même a été une fréquente cause de frictions, avec plus d'une fois des menaces de guerre. Mais, pour parler d'une façon générale, nous pouvons dire que la Grande-Bretagne a entièrement donné son appui moral à la France dans la question de l'occupation du Maroc et de la politique française au Maroc.

Nous pouvons affirmer en confiance, et ce n'est pas là une mince déclaration, qu'en ce moment il n'y a pas de question africaine, et en vérité aucune autre question par ailleurs, dans laquelle les intérêts mutuels de nos deux grands pays soient en jeu, et où ils ne soient en complet et amical accord.

Cette cérémonie n'est pas seulement destinée à rendre hommage au maréchal Lyautey lui-même, mais à travers lui à honorer l'Empire africain français. Ce serait, en outre, une satisfaction pour nous si notre réunion de ce soir pouvait constituer un nouveau maillon, si petit soit-il, à la chaîne et vienne ainsi renforcer l'amitié et l'alliance entre la France et l'Angleterre, deux pays que tous nous aimons tant.

Je lève mon verre à votre santé : *Lyautey africanus*.

RÉPONSE DE M. LE MARÉCHAL LYAUTEY

Messieurs,

Laissez-moi vous dire tout d'abord quelles hésitations j'ai éprouvées, sitôt que j'ai appris la maladie de Sa Majesté le Roi, à me rendre à votre appel. Il me semblait vraiment que les circonstances se prêtaient mal aux réunions motivées par ma venue, alors que les pensées et les cœurs étaient anxieusement préoccupés de l'auguste et précieuse santé. Mes scrupules n'ont cédé que sur l'assurance formelle que l'on ne cessait d'envisager avec confiance la guérison prochaine et complète du Souverain, auquel tous les cœurs anglais portent un si loyal et si profond attachement et que les étrangers, et particulièrement nous, vos amis et alliés français, entourons d'un si profond et dévoué respect.

Comment ne serais-je pas honoré au delà de toute expression par cette médaille d'or que l'*African Society* me confère dans des conditions si exceptionnelles?

Vous venez de confirmer, comme je l'avais déjà appris, que c'est la première fois qu'une si haute distinction est conférée, hors de vos concitoyens, à un étranger ayant accompli une œuvre coloniale en Afrique. Or, à ce titre même, je regarde que d'autres de mes compatriotes eussent été au moins aussi qualifiés que moi. Aussi je regarde que c'est beaucoup moins à ma personne que s'adresse ce haut témoignage qu'à mon pays dont vous avez voulu honorer l'œuvre coloniale en Afrique, cette œuvre réalisée par nos grands gouverneurs Jules Cambon, Jonnart, Roume, pour ne nommer que quelques-uns, et par mes glorieux chefs ou camarades tels que Gallieni, Archinard, Franchet d'Esperey, Gouraud, Henrys, Mangin, pour n'en nommer, ici aussi, que quelques-uns.

C'est donc sur eux tous que je reporte l'insigne honneur que vous faites ce soir pour la première fois à un étranger.

Mais pourquoi « un étranger »? Faut-il ici employer ce vocable? Bien que je ne sois venu en Angleterre qu'une fois, et en passant, je me sens si peu chez vous un étranger!

D'abord, depuis août 1914, depuis que nous avons uni nos

maines pour le grand effort qui a sauvé l'Europe et sa civilisation, depuis que tant de sang a été versé en commun et qu'aujourd'hui encore il n'y a pas de jour où l'on ne travaille ensemble pour consolider et garantir la paix, ce terme d'étranger ne doit plus s'appliquer entre Anglais et Français.

Et puis, je suis avant tout un colonial, et, de ce fait, je suis ici en famille, car les coloniaux, quelle que soit leur origine nationale, forment réellement une famille, dans laquelle on ne se sent jamais étranger, parce qu'on y parle le même langage, qu'on y a les mêmes conceptions, les mêmes buts. Et je ne crois pas qu'il y en ait de plus nobles, parce que, ainsi que j'ai eu souvent l'occasion de le dire, si les luttes continentales sont des luttes destructrices dans notre vieille Europe, l'effort colonial, lui, est un effort constructeur, amenant l'ordre, la paix et le progrès là où il y avait anarchie, désordre, stagnation et sauvagerie. Cette sensation d'être toujours en famille avec les coloniaux, combien l'ai-je éprouvée sur tant de points du monde avec vos compatriotes ! A des périodes même où les relations de nos deux pays étaient des plus tendues, où nous nous trouvions en opposition d'intérêts telle que des ruptures graves pouvaient s'envisager, où il m'arrivait, ainsi qu'en témoignent certaines de mes lettres d'autrefois, de m'irriter de vous trouver en face de moi là où j'aurais voulu nous voir nous, à ces moments-là même, — sitôt que les contacts personnels s'établissaient avec vos agents, les causes de désaccord s'effaçaient pour faire place à la causerie confiante, cordiale et détendue sur la grande œuvre coloniale que nous avions également à cœur et dont nous envisagions les principes sous le même aspect.

Je me souviens que, bien des années avant que je ne devinsse un colonial pratiquant, c'est l'un des vôtres qui me donna la révélation la plus intense de l'œuvre constructrice au dehors, sir Charles Hartley. Je l'avais rencontré à Sulina, sur la Mer Noire, où il venait d'achever le gigantesque travail de l'aménagement des bouches du Danube qui depuis l'origine des siècles se perdait dans la mer, sans chenal précis, sans être pratiquement navigable. Que de fois plus tard ma pensée s'est reportée vers lui, alors que je voyais notre œuvre coloniale rendre navigables d'autres fleuves qui étaient inutilisés depuis l'origine du monde et couvrir de moissons des terres restées jusqu'ici en friche !

Oui, c'est ce magnifique objet de l'œuvre coloniale, fertilisant le monde, appelant les terres et les peuples endormis à la vie complète, qui en fait la grandeur et la beauté au-dessus de toutes les distinctions de nations et de frontières. Oserai-je dire qu'il me semble que de toutes les formes de l'action humaine, nulle ne répond mieux que l'œuvre coloniale au plan providentiel, à cette loi que nous voyons, aux premiers chapitres de la Bible, imposée à l'homme placé sur la terre pour qu'il la cultive à la sueur de son front?

Dans les temps modernes, quelle nation en a donné un plus bel exemple que l'Angleterre? C'est chez vous, — je puis le dire ici sans être suspect de vous faire un compliment de politesse banale pour répondre à votre accueil, puisqu'on en trouve l'affirmation dans tout ce que j'ai écrit, — c'est chez vous que j'ai trouvé mes premiers maîtres; c'est à mes premières escales à Aden, à Colombo, à Singapour, aux Indes, que j'ai eu la révélation de vos méthodes si éloignées de l'uniformité rigide, si diverses selon les pays auxquels elles s'appliquaient, si bien adaptées aux lieux, aux choses et aux hommes, si libérées de formalisme, si simplifiées comme administration, laissant une si large initiative aux agents locaux, réduits d'ailleurs au nombre le plus restreint, ayant un tel souci de l'hygiène et de l'assistance sanitaire; et avec quel intérêt j'ai, dès ces débuts, lu les ouvrages exposant vos méthodes coloniales! Je me revois, à mon arrivée en Indochine, lisant passionnément l'ouvrage sur l'Inde de sir John Strachey qui venait de paraître. Je puis affirmer que dès lors je n'ai cessé de lutter pour qu'on s'inspirât chez nous, dans tous les ordres, des méthodes et des conceptions que j'admirais tant chez vous.

Oui, dans ces temps lointains je me suis trouvé parfois en face de vous là où nos intérêts étaient opposés, mais du moins chez vous, alors même qu'on était en désaccord, il y avait deux choses qu'on trouvait toujours, c'était la *loyauté* et la *netteté*. Quand vous aviez à nous combattre, vous le faisiez en face et « carrément » comme on dit chez nous, de même que lorsque, la main dans la main, aux heures décisives vous nous avez apporté votre aide, vous l'avez fait sans réserve et carrément.

Si je me reporte encore à ces temps, j'évoque mes conver-

sations de paquebot avec vos nationaux, fonctionnaires, grands hommes d'affaires, voyageurs et, vous l'avouerez-vous ? ce qui m'étonnait et m'attristait, c'était de nous voir aussi souvent mal jugés. Il y a de cela près de quarante ans et je me l'expliquais parce que la plupart d'entre mes interlocuteurs ne nous connaissaient que par de mauvais romans d'exportation ou bien parce qu'ils nous jugeaient d'après Paris et par le mauvais Paris, le Paris superficiel des spectacles et de l'amusement. Et je leur expliquais qu'ils ne connaissaient pas la vraie France, nos chères provinces, vraies réserves de nos forces où se maintenaient si vivaces les sentiments de famille, la sauvegarde du *home*, le sens religieux et chrétien, les traditions de la *gentry*.

Vous venez de vous étendre avec beaucoup trop d'éloges sur l'œuvre que j'ai eue à accomplir au Maroc. Il y a un point sur lequel je vous demande de me permettre une rectification, parce qu'il m'attribue un mérite que je n'ai pas. Vous avez dit, en parlant de la population marocaine, que la race dominante est en majeure partie guerrière, vindicative, rebelle à l'autorité, aimant l'effusion de sang et la vendetta et constituant la matière la plus décevante pour y établir l'ordre et la prospérité. Laissez-moi dire, que, au contraire, ce qui constitue le fond de ces populations, c'est le Berbère, laborieux, ordonné, amoureux des institutions familiales, municipales et corporatives et que, sous une toute petite minorité turbulente, j'ai trouvé bien vite une large majorité assoiffée d'ordre, de paix et d'autorité. Populations laborieuses des campagnes, haute bourgeoisie commerçante et cultivée, aristocratie élégante et raffinée, j'ai retrouvé là les éléments de cette hiérarchie sociale que je regarde comme la condition essentielle de la solide structure et de la bonne santé d'une société.

Mais ici, messieurs, je le dis sans la moindre flagornerie, ce sont de vos compatriotes qui m'ont, dès mon arrivée, le plus efficacement aidé et m'ont permis d'y voir clair.

Quand j'arrivai à Fez en 1912, dans les conditions que vous avez relatées, j'avais là comme premier agent français M. le consul Gaillard, depuis de longues années au Maroc, parlant la langue et connaissant admirablement le pays, — beaucoup d'entre vous le connaissent, il est aujourd'hui notre représentant en Égypte, et je suis heureux de dire en passant toute la

haute et affectueuse estime que je lui porte. — Nul concours ne pouvait m'être plus précieux. Malheureusement épuisé par l'excès d'efforts, il tomba gravement malade presque au lendemain de mon arrivée. Je me trouvais dans le vide; mais le Consul de Grande-Bretagne, M. Mac Leod, vint spontanément s'offrir à moi avec une confiance et un dévouement dont je garde toujours le souvenir le plus ému et reconnaissant. Il ne distinguait pas s'il s'agissait de la France ou de l'Angleterre; il ne voyait qu'une chose, la cause suprême de l'ordre et de la civilisation. Il se mit à ma disposition quotidienne et c'est à lui, à ses conseils que sont dues la plupart des mesures de début dont vous avez bien voulu me faire honneur. C'est lui qui m'inspira de gracier ce qui restait de mutins, de lever l'amende imposée à la ville; c'est lui qui réunit, chez lui d'abord, chez moi ensuite, les notables les plus influents, mais aussi les plus réservés à notre égard; c'est lui qui me mit en relations avec des personnalités des plus importantes mais qu'autour de moi, nouveau venu, on ignorait, et qui voulut bien les mettre en confiance avec moi; c'est lui qui me montra l'importance des institutions religieuses locales, l'importance aussi de sauvegarder à cet égard les attributions du Sultan, chef religieux autant que politique de son empire.

Ah! que je suis heureux de rendre ici ce témoignage à M. Mac Leod!

Ces jours derniers encore, j'avais chez moi à Paris son jeune vice-consul d'alors, Gérald Selous, qui va aujourd'hui diriger votre consulat de Bassorah, et nous évoquions ces heures de Fez où il faisait la liaison constante entre le consulat d'Angleterre et ma résidence.

Et c'est encore un de vos compatriotes, M. Walter Harris, qui fut un de mes meilleurs agents de liaison avec les grands caïds du sud.

Et si je ne parle que de ceux-là, je pourrais en citer bien d'autres, car la collaboration anglaise fut pour moi, au Maroc, constante et parfaitement loyale.

Comment oublierai-je le dernier témoignage que j'en reçus lorsqu'à mon départ du Maroc, je trouvai entre Tanger et Gibraltar les bâtiments anglais me rendant les honneurs du salut de leurs équipages, m'accompagnant pendant plusieurs milles et que j'appris que cet hommage inoubliable

m'était rendu sur les instructions de Sir Austen Chamberlain ?

Vous avez bien voulu, dans votre discours, me faire honneur d'avoir, au Maroc, reconnu et conservé les institutions religieuses. Ce respect s'imposait, car il était une des conditions essentielles de la confiance des indigènes et de la solidité de notre établissement. Mais pour qu'à cet égard les indigènes eussent confiance dans notre sincérité, il fallait que nous commencions par respecter nos propres institutions religieuses. A l'un de mes premiers entretiens avec le Sultan, alors que je lui témoignais de mon respect pour les croyances et les traditions du peuple marocain et de ma résolution de faire tout le possible pour les sauvegarder, je ne fus pas peu surpris de l'entendre me dire : « Je vous crois, parce que je sais par mes renseignements personnels combien vous respectez votre propre religion et quels égards vous avez ici pour les missionnaires qui la représentent. »

Certes, je les respectais et les aimais, nos Missions religieuses, qui, chez nous comme chez vous, fournissent les premiers pionniers de toute œuvre d'expansion extérieure. Déjà, au Tonkin et à Madagascar, j'avais constaté et admiré leur œuvre de rayonnement pacifique et de culture morale. A Madagascar, à côté des nôtres, j'avais trouvé les vôtres, collaborant si loyalement à notre œuvre de pacification. Je ne puis évoquer sans émotion les liens d'étroite amitié qui m'unissaient au Révérend Gregory de la *High Church*, fils du doyen de Saint-Paul, qui avait réalisé près de Tananarive une œuvre belle et féconde entre toutes, à laquelle lui et mistress Gregory avaient voué leur vie.

Et c'est justement parce que sur tous les points essentiels, sur les principes fondamentaux, je sens si bien que nous sommes en accord d'esprit et de cœur, que je me trouve ce soir si à mon aise au milieu de vous, pour vous remercier de l'honneur insigne que vous faites en ma personne à mon pays.

Oui, à mon pays bien au-dessus de ma personne ! Comme vous venez de le dire en concluant, cette cérémonie, au delà et au-dessus de moi-même, honore l'Empire africain français. Elle apporte, selon votre propre expression, un maillon de plus aux liens qui unissent l'Angleterre et la France dans une amitié et une alliance qui nous tiennent tant au cœur comme elles tiennent au vôtre.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

MARSEILLE PORT D'EUROPE

POUR LA SAUVEGARDE MÉDITERRANÉENNE

On nous parle de la civilisation méditerranéenne, du génie des peuples dits latins. Mais le monde moderne n'est plus le monde antique, la fortune de l'Europe repose, aujourd'hui, sur un équilibre de populations, d'industries, d'échanges et, par conséquent, d'influences qui ne ressemble guère à l'équilibre d'autrefois... Retenez ce simple fait, qui vous épargnera des illusions : l'année dernière, le mouvement des marchandises dans les grands ports de la Méditerranée, Trieste, Venise, Gênes et Marseille, représentait à peine la cinquième partie du trafic des ports de l'Europe continentale du Nord, de Rouen à Hambourg, — en laissant de côté les Iles britanniques. Ainsi l'Europe rayonne, s'alimente, trafique, s'enrichit au bénéfice, sinon exclusif, du moins largement privilégié, de celles de ses populations qui sont étrangères à la Méditerranée.

Les conséquences d'un tel déséquilibre, que le temps n'atténue pas, mais aggrave tous les ans, débordent le champ économique. La maîtrise des civilisations, même dans l'ordre moral et intellectuel, a toujours appartenu aux peuples les plus actifs. Observez le recul universel des traditions méditerranéennes devant le prestige des formes de culture ou des façons de vivre nord-européennes ou américaines. La littérature, ni même la politique proprement dite n'y changeront rien...

A vrai dire, un grand dessein pourrait corriger le déséquilibre. Ce dessein est inscrit dans les chances de la France pour le siècle présent. J'essaierai de montrer qu'il dépend d'elle, si elle y applique sa volonté, d'en tirer le plus large profit.

* * *

Le déclin économique de la Méditerranée, par rapport à l'accroissement des activités du nord de l'Europe, semble, à première vue, anormal.

La Méditerranée et les mers annexes baignent des pays dont la superficie doit atteindre quatre millions et demi de kilomètres carrés, presque l'équivalent de la moitié de l'Europe. La population du bassin méditerranéen englobe plus de deux cents millions d'habitants. Le commerce d'exportation des produits de cette zone, sans compter la Russie méridionale, représente au moins deux milliards de dollars (1).

C'est déjà beaucoup. Mais il faut considérer aussi le trafic à destination ou en provenance de l'Asie, de l'Australasie et de l'Afrique orientale qui emprunte la voie méditerranéenne. Il est passé, l'an dernier, par le canal de Suez environ trente millions de tonnes de marchandises. Plus que jamais la flotte des différentes nations suit ce que M. Victor Bérard a appelé la « Boucle du monde », à faible distance des ports de la Méditerranée...

Comment expliquer que de tels éléments de vie, de circulation et de richesse ne fassent pas mieux contreponds au développement toujours plus prépondérant des échanges de l'Europe du Nord?

Pour éclairer ce fait, il faut rappeler les grandes lois qui déterminent l'orientation du trafic mondial et commandent dans une large mesure les influences de la civilisation.

Que le progrès de la civilisation matérielle soit soumis aux calculs rigoureux du trafic général, l'histoire même de la Méditerranée nous en fournit la preuve. Un voyageur qui ferait le tour de la Méditerranée avec le préjugé d'origine scolaire que les pays méditerranéens sont les plus civilisés du

(1) Ai-je besoin de rappeler tout ce que l'économie et la géographie méditerranéennes doivent aux admirables études et au dévouement de M. Henri Brenier, directeur général de la Chambre de commerce de Marseille? En particulier, son *Atlas statistique de la XI^e région économique* est un monument de science vivante.

monde, éprouverait bien des surprises. Il constaterait que les deux tiers, au moins, des rivages méditerranéens portent des populations dont les façons de vivre et les travaux restèrent, jusqu'au xix^e siècle, fort arriérés. Il visiterait plusieurs îles dont le caractère presque sauvage ne fut entamé, longtemps, par aucune des activités puissantes qui rivalisèrent dans leur voisinage. Il percevrait bientôt que l'histoire de la civilisation méditerranéenne n'est rien autre que l'histoire de certains courants de trafic maritime qui se sont déplacés suivant la commodité des ports et l'attrait de leur arrière-pays. Toutes les zones qui échappèrent à l'influence dominante du trafic maritime, faute d'un port hospitalier ou d'un fret abondant, demeurèrent peu actives, démunies d'influence, parfois barbares...

Mais les courants du trafic maritime ne se déplacent pas par hasard. Un transport coûte d'autant moins cher à l'expéditeur et enrichit d'autant plus le transporteur que le fret est également assuré dans les deux sens, aller et retour. Le navire cherche son point d'arrivée là où il trouvera un fret de retour, dût-il, pour l'atteindre, allonger son parcours d'aller dans des limites qui n'excèdent pas la dépense éventuelle d'un retour à vide. Loi vieille comme l'humanité ! Le trafic va toujours vers son équilibre. Or, aujourd'hui, l'équilibre est incomparablement mieux garanti dans les ports de l'Europe septentrionale que dans les ports méditerranéens, parce que, dans les ports septentrionaux, les sorties de marchandises lourdes compensent les entrées de matières également lourdes. Cet équilibre, qui tient à la nature même des échanges de l'Europe du Nord, permet au transporteur par mer d'abaisser ses prix à l'aller et au retour : ainsi les prix plus bas accélèrent le trafic de l'Europe septentrionale et attirent, en lui offrant une prime, le trafic de l'Europe centrale, qui se détourne des ports méditerranéens.

Une deuxième loi joue contre les ports méditerranéens. A poids égal, le transport par mer est beaucoup plus économique que le transport par terre. La direction du trafic de mer obéit donc au souci de réduire autant que possible le trajet de terre. Le navire ne va pas vers le point qui marquerait le terme le plus proche du voyage direct d'une terre à l'autre, mais vers le point où la combinaison du trajet de mer et du trajet de terre

représente, au total, la moindre somme de frais. C'est pourquoi les grands ports sont presque tous sur des golfes, des baies, des estuaires, là où les eaux profondes pénètrent le plus avant dans les terres. Quand les cours d'eau et les canaux se prêtent au transport à l'intérieur des terres, par chalands de gros tonnage, la navigation maritime et la navigation fluviale, toutes deux moins chères que le transport sur le sol, s'ajustent automatiquement. Or les ports de l'Europe septentrionale représentent, pour les principaux centres d'importation ou d'exportation du trafic européen, une économie très sensible de trajet par terre, grâce en partie au réseau de voies fluviales qui les complète.

La loi du fret de retour et la loi du moindre trajet de terre concourent à priver les ports méditerranéens de certains éléments de trafic de la Méditerranée même à destination ou en provenance des pays qui, en ligne droite, devraient prendre ces ports comme débouchés. Le manque de fret de retour et la cherté du trajet par terre sont plus coûteux que l'allongement très considérable du trajet maritime. Ainsi le transport d'une marchandise lourde de Port-Saïd à Strasbourg coûtera souvent moins cher, s'il emprunte la voie de mer jusqu'à Rotterdam, puis le Rhin, sur un parcours de 6792 kilomètres, qu'en suivant le parcours direct, Port-Saïd, Marseille, Lyon, Strasbourg, presque de moitié plus court.

On ne saurait disputer aux ports de l'Europe du Nord les avantages qu'ils tiennent de leur position, des richesses naturelles et du développement industriel de leur arrière-pays. Mais la question est de savoir si l'on ne pourrait ramener vers le rivage méditerranéen une partie du mouvement de marchandises, en provenance ou à destination de l'Europe centrale, qui s'ajoute au trafic normal des ports septentrionaux. Pour cela, il faudrait qu'une liaison de transport à bas prix fût établie entre la Méditerranée et l'Europe centrale.

Le seul port méditerranéen qui gagnerait cette partie à coup sûr est Marseille, par l'aménagement du Rhône, à moins qu'on ne veuille en laisser le bénéfice au Bas-Danube. Mais, sauf contrepois, la jonction de l'Orient et de l'Europe centrale par un Danube aménagé pour le grand trafic signifierait la décadence irrémédiable des vieux pays de tradition méditerranéenne.



Supposons le transport fluvial, par chalands à gros tonnage, devenu possible entre l'Allemagne et la Mer Noire. C'est non seulement une révolution nouvelle dans les données du trafic européen, mais une déviation fondamentale du trafic universel. En effet, la jonction du bassin du Rhin, riche de ses charbonnages, de sa métallurgie et de ses industries nombreuses, avec les plaines danubiennes, presque toutes agricoles, créerait un système économique d'une puissance si complète qu'il suffirait à attirer la circulation générale. Un courant d'échanges croissants s'établirait entre ce système économique d'une part, la Russie, l'Orient méditerranéen et l'Asie-Mineure d'autre part. Bientôt l'attraction agirait sur certaines lignes qui passent par Suez. Ainsi, Panama, New-York, Londres, Anvers, Rotterdam, Hambourg, la vallée du Rhin, la vallée du Danube, la Mer Noire, Suez marqueraient le tracé définitif de la grande voie du trafic mondial. Les trois quarts des pays méditerranéens ne connaîtraient plus qu'un mouvement local.

Rêve, jeu d'imagination ? Non. Le programme est en cours d'exécution. Déjà, pendant la guerre, les Allemands réalisèrent la liaison Rhin-Weser. Bientôt ils auront réalisé la liaison Rhin-Elbe. Sur le Haut-Rhin, le trafic est passé de 90 000 tonnes avant la guerre à 739 000 tonnes l'année dernière. Le canal Rhin-Main-Danube progresse : on ouvre peu à peu une voie pour les chalands de 600 tonnes, en attendant les chalands de 1 200 tonnes. La Société *Rhin-Main-Danube* a obtenu, en 1925, un prêt de vingt millions de dollars aux États-Unis, complétant l'aide qu'elle reçoit des budgets allemands. Le mouvement du port fluvial de Bratislava, qui était de 50 000 tonnes en 1913, atteint aujourd'hui 550 000 tonnes. On y installe une zone franche, ainsi qu'à Budapest. Bien plus, les Suisses de l'Est et les Allemands songent à relier le Danube au lac de Constance : les pétroles d'Orient, les blés russes, roumains, hongrois et serbes arriveraient dans la Suisse occidentale par la voie d'eau sans transbordement...

Ainsi est poursuivie, avec une persévérance sans relâche, avec une largeur de vues magnifique, l'œuvre qui doit mettre l'Europe du Nord et l'Europe centrale sur la « Boucle du

monde ». Au surplus, cette œuvre créera, par la solidarité des éléments de trafic, qui sont aussi, pour les pays intéressés, des éléments de subsistance, une véritable confédération de nature économique.

* * *

Si la Chambre de commerce de Marseille, sous la présidence des Adrien Arlaud, des Hubert Giraud, des Émile Rastoin, des Edgard David, a sans cesse posé devant l'opinion française le problème de l'aménagement du Rhône, si elle a déjà réalisé le canal de Marseille au Rhône, construit le tunnel du Rove, mis en train les travaux de Port-de-Bouc-Caronte-Martigues-Étang de Berre, ce n'est donc pas par un étroit calcul d'ambition locale. La portée du dessein en cause débordé même le cadre national ; il dépasse aussi bien, largement, les profits d'une génération...

Une loi, votée le 27 mai 1921, a prévu l'aménagement complet du Rhône : un organisme financier, la *Compagnie nationale du Rhône*, société unique de collectivités, devait être créé dans un délai de trois ans, pour soutenir l'entreprise. Depuis sept ans, l'organisme financier n'a pas été constitué, et rien n'a été fait sur le Rhône même.

On estimait, en 1921, à 3 milliards 600 millions de francs le capital qu'il faudrait trouver pour l'exécution de l'œuvre totale. C'était de quoi effrayer... D'autre part, la *Compagnie nationale*, telle qu'on l'avait prévue, répondait à un désir sans doute très légitime d'associer les nombreux intérêts en cause et de ménager les susceptibilités locales de nature économique ou politique, mais sa conception manquait de force pratique. A vouloir la perfection, on demeure dans l'abstraction.

Pour en sortir, il conviendrait de faire appel le plus tôt possible à un comité restreint d'hommes compétents qui établirait, en un an, des conclusions pratiques, fermes et définitives sur l'ordre d'urgence des travaux à entreprendre.

L'exécution du projet total coûterait évidemment très cher. La dépense surpasserait aujourd'hui 5 milliards. Mais, pour le seul canal du Rhin au Danube, l'Allemagne a engagé une somme de même grandeur, sans parler des autres travaux d'aménagement fluvial qu'elle poursuit. Du reste, il ne s'agit pas de mettre en jeu tout de suite une telle somme. En échelon-

nant les travaux sur quinze ou vingt ans, et en portant le coût total même à 6 milliards, la dépense serait de 3 ou 400 millions par an. On sait, d'ailleurs, que l'emploi de certaines prestations du plan Dawes permettrait d'abaisser ce chiffre.

Cependant, il faut bien le dire, le plus malaisé semble être d'obtenir la discipline des intérêts en cause. Le plan général d'aménagement du Rhône vise trois objets différents : l'installation des forces hydro-électriques, la navigation, l'irrigation. A chacun de ces objets s'attachent des intérêts nationaux, régionaux, locaux, collectifs et particuliers. Ils paraissent conciliables dans l'ensemble, mais à la condition, naturellement, qu'une certaine hiérarchie des buts à atteindre et un certain ordre des travaux à exécuter soient respectés ! Que tout le monde veuille être servi à la fois, sans égard pour l'ensemble, parmi des compétitions hargneuses : cela seul découragerait les initiatives et éloignerait les capitaux.

La première tâche du comité qui reprendrait éventuellement l'affaire, serait donc de calculer, par rapport à l'ensemble du projet et en sauvegardant cet ensemble, la portée des conséquences utiles à attendre de tel ou tel ordre de travaux.

* * *

Le problème est d'aménager une voie d'eau continue, pouvant porter des péniches de 300 tonnes, de Strasbourg à Marseille, c'est-à-dire de réduire le trajet par eau de Port-Saïd à Strasbourg d'environ 3 000 kilomètres. Le résultat ne serait pas seulement un gain énorme de distance, il serait aussi d'augmenter très largement l'attraction et l'influence économiques de la Méditerranée, puisque Mulhouse et une partie de la vallée du Rhin deviendraient plus proches, par la voie d'eau, de Marseille que de la mer du Nord.

Le trafic à prévoir pour cette voie comprendrait des éléments français et rhénans, des éléments méditerranéens et des éléments en provenance ou à destination de ports lointains. Houille de la Ruhr et de la Sarre, potasses de l'Alsace, sel de la Franche-Comté, produits métallurgiques de l'Est et du Centre, bois et matériaux de construction, dans le sens nord-sud ; ciments, tuiles, bauxites, aluminés, ocres, vins, dans le sens sud-nord : tels seraient les éléments français et rhénans. Phosphates de l'Afrique du Nord, minerais tunisiens et algériens, minerais

espagnols et grecs, coton égyptien, céréales, légumes secs et bois de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie, pétroles de Mossoul, à quoi il faudrait bien ajouter, un jour, les produits de la Russie méridionale : voilà quel pourrait être l'apport méditerranéen. Enfin, des trente millions de tonnes de marchandises qui passent, chaque année, par le canal de Suez, une partie emprunterait, au départ ou à l'arrivée, la voie du Rhône au Rhin, comme l'emprunterait une partie des échanges de l'Europe centrale avec l'Afrique occidentale et l'Amérique du Sud...

A cela on objecte, — et l'objection est tenace, — le tort mutuel que se feraient la voie d'eau et la voie ferrée. Mais comment ne voit-on pas que, dans le monde entier, les pays de grand trafic par eau sont aussi les pays de grand trafic par chemin de fer? La vieille formule, d'après laquelle « le trafic appelle le trafic », ne fut jamais plus vraie qu'aujourd'hui. Toute augmentation du trafic par eau amène un développement général de richesse et un accroissement de population qui rendent plus nécessaires, plus intenses et plus fructueux les services spécifiques du chemin de fer.

Le projet d'aménagement du Rhône n'a-t-il pas précisément pour but, en même temps que de créer une voie d'eau d'importance décisive pour la navigation européenne, de multiplier les ressources agricoles et industrielles des zones traversées?

Multiplier les ressources agricoles au moyen de l'irrigation... Deux chiffres suffiront à préciser la portée de cette éventualité. La surface actuellement consacrée à la culture des primeurs, dans les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse, représente à peu près 18 000 hectares. Or, le projet d'aménagement du Rhône prévoit l'irrigation nouvelle de 260 000 hectares.

Quant à la puissance industrielle à obtenir de cet aménagement, elle résulterait d'abord de l'énergie électrique. M. de La Brosse, inspecteur général des forces hydrauliques, a calculé que les forces du Rhône, une fois aménagées, correspondraient à une mine perpétuelle de charbon de quatre à cinq millions de tonnes. La puissance industrielle résulterait aussi bien du stimulant que l'abondance de l'énergie utilisable et l'intensité accrue du trafic donneraient à de nouvelles entreprises.



La France est, pour le quart de sa surface, un pays méditerranéen. Son prolongement naturel, l'Afrique du Nord, dépend, plus encore qu'elle-même, de la Méditerranée. Les Français ne peuvent agrandir leur fortune à la mesure des nécessités de l'économie moderne, que dans le cadre d'un empire pacifique qui suivra fatalement le sort de la prospérité et de l'influence méditerranéennes.

Tout cela mérite considération, réflexion et prompt décision. La formule qui donnera vie, force et cohésion à nos chances méditerranéennes n'est pas si facile à établir qu'on l'imagine d'ordinaire.

Le domaine méditerranéen a un défaut grave : c'est l'uniformité du climat qui détermine l'uniformité des productions. Tous les pays du pourtour méditerranéen donnent les mêmes produits ou des produits similaires, qu'il s'agisse de produits naturels ou de produits industrialisés. Par suite, à mesure même que ces pays sont mieux cultivés, mieux outillés, et que des initiatives locales s'y développent, la concurrence croît entre eux, ils se nuisent les uns aux autres. Le système économique de la Méditerranée ne peut donc pas trouver en lui-même son équilibre pour l'avenir. On le voit bien par les rivalités mesquines qui s'y manifestent constamment.

Ne nous berçons pas d'illusions : le domaine méditerranéen est un domaine incomplet, dont on ne saurait espérer qu'il atteigne le niveau de fortune des principales zones de l'activité humaine, tant qu'il n'aura pas ajouté à ses propres chances des éléments de richesse provenant du dehors. Si les peuples méditerranéens ne voient pas cela, ils se préparent un avenir de déceptions et de querelles stériles.

Or il n'est que deux moyens d'y remédier. C'est, d'abord, de faire de la Méditerranée un centre de répartition pour le trafic européen et, dans une certaine mesure, pour le trafic mondial. C'est, ensuite, et grâce aux facilités ainsi créées, d'étendre au loin les débouchés de la production méditerranéenne qui, trop uniforme et trop abondante à la fois, ne peut donner matière, sur place, à un développement indéfini d'échanges compensateurs.

Faire de la Méditerranée un centre de répartition pour le

trafic européen et, dans une certaine mesure, pour le trafic universel, nous avons montré qu'il n'y fallait pas songer, tant que l'Europe du Nord conserverait le privilège des ports d'accès les mieux approvisionnés de fret de retour et des voies de pénétration les moins coûteuses; nous avons indiqué qu'au contraire, dans l'état actuel des choses, les grands courants de trafic tendaient à se détourner définitivement des rivages classiques de la Méditerranée.

Quant à l'extension éventuelle des débouchés qui s'offriraient aux produits méditerranéens, elle n'est possible, précisément, que si les transporteurs de toute origine, ayant un intérêt croissant à fréquenter tel ou tel port de la Méditerranée, y prennent l'habitude de charger, à peu de frais, des marchandises locales à destination des pays lointains.

* * *

Aucun Français, on le pense bien, ne prétend accaparer le trafic méditerranéen au seul profit de Marseille et du Rhône. Croire qu'une opposition foncière d'intérêts existe entre les ports des divers pays, quand chacun de ces ports a sa destination naturelle, est une erreur économique du même ordre que celle qui met en opposition la prospérité de la voie d'eau et la prospérité du chemin de fer. Si on laissait les courants de la circulation générale se détourner des rivages méditerranéens, Gênes, Trieste, Barcelone en souffriraient aussi bien que Marseille. En revanche, tout ce qui augmentera l'affluence des hommes et des marchandises sur le pourtour de la Méditerranée, donnera bénéfice, finalement, aux uns et aux autres.

A vrai dire, la politique économique des États méditerranéens est demeurée jusqu'à présent sans vues d'ensemble. Le défaut de vues d'ensemble a entretenu des jalousies puérides qui aggravèrent souvent l'effet défavorable des circonstances générales. Le problème n'est plus de savoir, comme au temps de Rome et de Carthage, qui obtiendra la prépondérance dans la Méditerranée. Que vaudrait une telle prépondérance, si elle devait s'exercer sur un domaine dont s'éloignerait la vie? Le problème est de rétablir l'équilibre entre les activités de plus en plus puissantes de l'Europe du Nord et les activités relativement déclinantes de l'Europe méridionale. Pour l'effort qui

doit être accompli comme pour les bénéfices éventuels à partager, tous les peuples méditerranéens sont invités à concourir. Autant la stagnation favorise l'esprit de dispute, autant une concurrence créatrice, en faisant naître des chances nouvelles pour chacun, faciliterait un accord positif.

Aussi regardons-nous sans mauvaise humeur les tentatives d'autrui pour développer précisément ses chances. L'Italie a décidé de créer, chez elle, quatorze zones franches : Savone, Gênes, Livourne, Naples, Brindisi, Bari, Ancone, Venise, Trieste, Fiume, Palerme, Messine, Catane et Cagliari. Une zone franche est établie à Constantinople, privilégiée par sa position économique de valeur exceptionnelle et par la proximité des charbonnages d'Héraclée. La Yougoslavie aménage Split, Sussak, et, d'accord avec la Grèce, Salonique. L'Espagne élargit le port de Barcelone...

Nous demandons simplement que la France, qui ne sut pas faire de Paris un port européen, — faute économique et politique qu'elle expiera longtemps, — prenne garde à ne pas commettre la même faute sur son versant méditerranéen.

LUCIEN ROMIER.

REVUE LITTÉRAIRE

PRIX DE LITTÉRATURE (1)

Le prix Goncourt a été décerné à M. Constantin Weyer pour son ouvrage intitulé *Un homme se penche sur son passé*. Dans un précédent article, j'ai eu occasion de signaler un livre du même auteur, *Cinq éclats de silex*, d'ailleurs beaucoup plus remarquable. Le dernier paru de ces deux écrits, qui a retenu l'attention du jury du prix Goncourt, est moins un roman qu'un récit de voyage, agrémenté d'un épisode sentimental.

M. Constantin Weyer, qui, par ses origines, est un peu provençal, un peu wallon et surtout lorrain, est allé au Canada à l'âge de vingt ans. Il a mené une existence rude. Tantôt fermier, cow-boy et bûcheron, tantôt trappeur, marchand de chevaux l'été, marchand de fourrures l'hiver, il a vécu sans beaucoup penser à suivre son premier penchant qui était d'écrire. Mais il était grand lecteur de la littérature française et de la littérature anglaise.

Il a raconté lui-même dans les *Nouvelles littéraires* qu'après dix ans d'activité, il avait amassé une petite fortune et vivait avec agrément sa vie de chasseur et de propriétaire quand la guerre éclata. Il rejoint aussitôt la France, se bat héroïquement, reçoit cinquante-trois blessures et sort de cette aventure épique, ruiné et glorieux.

(1) Constantin Weyer : *Vers l'ouest* (Renaissance du Livre); — *Manitoba* (Rieder); — *la Bourrasque* (Rieder); — *Cinq éclats de silex* (Rieder); — *Un homme se penche sur son passé* (Rieder). — Dominique Dunois : *Georgette Garou* (Calmann-Lévy). — André Obey : *le Joueur de triangle* (Grasset). — Drien la Rochelle : *Blèche* (N. R. F.). — André Malraux : *les Conquérants* (Grasset). — André Chamson : *le Crime des Justes* (Grasset). — Jacques Sahel : *Inhumains* (Grasset). — Cf. *Nouvelles littéraires* du 8 décembre.

Ne pouvant plus agir, il écrit. Il publie, de 1922 à 1924, *Vers l'Ouest, la Bourrasque, Manitoba*, et la suite des livres où il a rassemblé son expérience du Canada. Les *Cinq éclats de silex* sont de 1927.

Cette biographie, qui vaut légitimement à l'auteur la curiosité et la sympathie du public, explique son œuvre. M. Constantin Weyer est un homme avant d'être un auteur. C'est ce qui donne à ses livres leur accent et leur originalité. C'est ce qui permet de comprendre leurs qualités et leurs défauts. M. Constantin Weyer a beaucoup vu. Il a contemplé des spectacles rares. Il a eu des impressions fortes. Il a goûté l'ivresse des courses à cheval, des chasses au loup ou à l'élan, des pêches miraculeuses dans des rivières magnifiques. Il a eu froid, il a eu faim; il a aimé les jeux de la lumière sur la neige et sur la glace. Il a senti la joie d'être une créature humaine bien portante, sûre de ses muscles et de ses nerfs, sûre de sa volonté.

Tous ses ouvrages sont pleins de ses souvenirs. Il n'a qu'à consulter sa mémoire pour avoir quelque chose à dire. Comme documents, ses livres sont très curieux. Quand on a vaincu les premières hésitations et quand on en a saisi et accepté le rythme, ils finissent même par être prenants. M. Constantin Weyer nous entraîne à sa suite dans une série d'aventures véritables, qui, comme tous les récits exacts, sont même parfois invraisemblables. On éprouve à le lire quelque chose d'analogue à ce qu'inspirent tant de films extraordinaires qui nous ont rendu l'univers plus prochain et les plus étonnantes expéditions familières. En quatorze années de séjour au Canada, M. Constantin Weyer a beaucoup observé. Il aime et il admire le pays où il a vécu. Il a le dessein de le faire connaître. Il voudrait aussi raconter l'histoire d'une famille canadienne depuis l'époque de Champlain jusqu'à nos jours. C'est toute une œuvre qu'il a entreprise sous ce titre général et symbolique : *l'Épopée canadienne*.

Il n'y a donc dans ce qu'il écrit rien de l'art du romancier. C'est un voyageur qui fait un récit. Il s'exprime le plus souvent d'une manière très simple, et c'est alors qu'il est le meilleur. Il est moins heureux quand il cherche un effet; j'ajoute à sa louange que c'est assez rare, mais cet accident cependant arrive. Doué d'une grande force vitale, réagissant à toutes les sensations, solide et sensible, l'auteur est une personnalité puissante. Mais l'art de s'exprimer et de faire voir est autre chose. On trouve dans les livres du regretté écrivain Rouquette, des pages plus émouvantes et plus évocatrices que dans ceux de M. Constantin Weyer. Ce qui manque à l'auteur d'*Un homme se penche sur son passé*, c'est cette sorte de magie de

l'écriture qui transpose la nature et nous relie à c'le. Nous restons extérieurs au monde que nous peint M. Constantin Weyer, même quand il nous intéresse, même quand il nous entraîne.

Telle est cependant la force d'un sentiment vrai, que M. Constantin Weyer nous donne par ses livres l'assurance que son imagination compréhensive rassemble dans un vaste tableau tout ce qu'il a vu et qu'il a de l'ensemble une sorte de conception poétique et personnelle. Ce n'est pas au hasard qu'il se sert du mot d'épopée pour définir son entreprise. Les forêts, les prairies, les fleuves, les étendues de neige, les randonnées, les exploits de toute sorte qu'il accomplit comme trappeur ou comme cavalier, tout cela habite son esprit, tout cela l'anime et l'exalte, tout cela a pour lui les proportions d'une belle aventure humaine, difficile et dure, au cours de laquelle il demeure capitaine de son âme. Et c'est ce sentiment intérieur, sans cesse présent, qui donne au livre son mouvement.

Le héros d'*Un homme se penche sur son passé*, Monge, porte l'habit traditionnel du cow-boy, chemise de satinette noire, foulard rouge et pantalon de cuir frangé. Le livre débute par le récit d'un voyage accompli par Monge et son camarade Napoléon, excellent dresseur de chevaux. « Incliné sur sa selle, écrit l'auteur, au gré des courbes, le métis déjoua les ruses de la jument. A peine tenait-il les rênes de l'étalon gris, aussi habitué au jeu que son cavalier. Il dégagea le lazzo, l'ajusta, l'avant-bras droit détaché du corps, puis s'auréola du balancement de la corde. Apeurée, la jument tenta un suprême crochet, mais ne put éviter le nœud coulant. Aussitôt cabrée! Par jeu, Napoléon laissa glisser le lazzo, qu'emportèrent les bords de la bête. Filant comme une flèche, d'une souple acrobatie, il se pencha de sa selle jusqu'à terre, et de son bras gauche, ramassa la corde. — Cette beauté, je ne la verrai plus. » Voilà le ton du livre. Les voyageurs après de longues étapes arrivent chez des Irlandais, où ils trouvent une hospitalité agréable. Monge s'éprend de l'ainée des filles, Hannah O'Molloy, courtisée par un nommé Archer, tandis que Magd, la cadette, flirte avec un Français, Paul Durand.

Après avoir vendu ses chevaux, Monge part à la recherche des fourrures, dit adieu à la prairie et à Hannah qu'il croit oublier, et accepte comme compagnon Paul Durand qui veut gagner de l'argent pour épouser Magd. Suit le récit de l'expédition, qui se passe bien jusqu'au moment du retour. Le mauvais temps alors com-

mence; les voyageurs souffrent; ils sont frappés de cécité, marchent en s'entr'aidant, trébuchent, se relèvent, gagnent un bois où ils feront du feu. Ils vivent de leur chasse, mangent de la chair crue, boivent le sang des animaux qu'ils tuent. Paul Durand a les poumons gelés, et meurt. Monge l'ensevelit dans un cercueil de glace, qu'il fait traîner par ses chiens. Il rencontre un religieux et c'est une des plus belles scènes du livre. Paul Durand, selon ses vœux, aura une sépulture chrétienne. Et Monge revient seul à la ferme.

Il s'inquiète de la manière dont il annoncera à Magd la mort de Paul Durand. Il n'éprouve aucune difficulté, mais de la surprise. Magd, durant l'absence des voyageurs, s'est fiancée à un autre. Monge, en retrouvant Hannah, se reprend à l'aimer sans raison, et l'épouse de même. Entre Hannah et lui, il n'y a bientôt que des malentendus. Elle lui reproche ses lectures et ses goûts. Monge manque d'être tué par Archer, qui n'a pas renoncé à Hannah et qui finit par l'enlever. Ira-t-il à la poursuite des fugitifs? Oui, car Hannah a emmené l'enfant, mais il s'arrêtera dès qu'il saura que l'enfant malade a succombé. Et c'est devant la petite tombe surmontée d'une croix qu'un homme se penche sur son passé.

Ce n'est là qu'une sèche analyse, la trame des événements, et un tel résumé laisse perdre toute la substance du livre. Car le sujet n'est rien. Tout l'ouvrage est dans le décor, et dans la lutte constante de l'homme pour dominer les éléments. Il est rempli par la vie frémissante de la forêt, par le cri des chouettes, par l'apparition des loups, des orignaux, des rats musqués, par le vol des canards sauvages. La nature tient une grande place dans le livre de M. Constantin Weyer. Elle est triomphante et redoutable. Elle est le thème de tableaux variés, tous brefs, mais tous précis. Elle se trouve à l'origine de tous les épisodes du récit, et c'est à elle que l'auteur revient sans cesse. Elle est la grande inspiratrice de sa philosophie.

Car M. Constantin Weyer n'a pas vécu tant d'années une vie difficile et brutale sans se faire une idée de la création. « Le loup est roi des nuits canadiennes, écrit-il, et il faut le sabot bien appliqué d'une jument en colère pour le forcer à respecter la vie d'un poulain... Annonceurs, les loups et les chouettes s'interrogent à haute voix sur les chances de la chasse... Quelque bête va mourir pour que le ménage vive, le ménage et aussi sans doute les bébés loups qui ne peuvent pas encore chasser tout seuls... La nuit est pleine de souffles et de soupirs... Oui, soupirs de volupté et de souffrance, c'est le grand rythme de la vie et de la mort. Les tortures du

XVIII^e siècle, laissez-moi rire ! La nature, la clément nature est un monstre aux grilles rouges de sang ! »

Ces idées étaient encore plus fortement exprimées dans *Cinq éclats de silex*. L'amour même, c'est le *durus amor* de Lucrèce, c'est une loi féroce. Et les hommes ne sont pas meilleurs que la nature. Tels Archer, Hannah et Magd. Tels ces deux marchands, à qui Monge voulut vendre ses fourrures et qui essayèrent avec des grâces hypocrites de le voler. De là M. Constantin Weyer ne tire aucune conclusion métaphysique ; il n'est pas d'un pessimisme systématique ; il constate. Les humains lui semblent habitués à une vie artificielle et se refusent à voir les choses telles qu'elles sont. « Si je voulais philosopher, écrit-il, je dirais que la sensibilité ou si vous voulez la sensibilité a son origine dans cette lâcheté même. » La nuit canadienne inspire à son historien des réflexions viriles et sévères. Il est sans révolte, sans indignation, sans illusion. Rien même ne lui paraît plus respectable que ces beaux instincts contradictoires qui nous poussent à vivre et à donner la vie.

Et quel est dans ce redoutable univers la mission de l'homme ? L'œuvre entière de M. Constantin Weyer est l'apothéose de l'énergie, de l'équilibre, de la volonté, de la santé morale et physique. Elle nous tire brusquement hors des rêveries humanitaires pour nous ramener au souci des conditions terrestres. Elle nous enseigne que notre dignité est de dominer les forces de la nature et de commencer par nous dominer nous-même. C'est par là qu'elle peut faire penser à certains livres anglais, à Rudyard Kipling, et à Joseph Conrad, qui par ailleurs sont si différents de M. Constantin Weyer. A la fin de *La Nuit canadienne*, l'auteur écrivait ces lignes qui résument ses pensées. Voilà, disait-il, après avoir constaté la dure grandeur des lois naturelles, ce que me conseille la nuit canadienne. Et il ajoutait : « Pourtant, elle me sauve de l'anarchie, parce que je me sens tout petit au milieu d'une nature égoïste, féroce, et forte d'un million de forces, et je vois bien que l'homme, avec si peu d'armes naturelles, a besoin de l'homme. Car, par un détour inattendu, c'est encore vers une discipline que me ramène l'ivresse d'être libre. »

C'est un signe des temps que le prix Goncourt ait été attribué à un livre qui a cette signification. M. Constantin Weyer est, comme on voit, fort loin des sentiments et des idées qui ont été en honneur dans la littérature de ces dernières années. Il m'est arrivé de dire que la mode littéraire était sur le point de changer, et qu'après tant d'analyses minutieuses des moindres états intérieurs, tant de subti-

lités en désarroi, de nobles ingéniosités, et de désespoirs morbides, les nouveaux enfants du siècle avaient épuisé leur mélancolie dissolvante. M. Constantin Weyer nous apporte une philosophie simple, mais ferme. Après tant d'écrivains d'un talent adroit et très aptes à faire des livres s'ils avaient quelque chose à dire, le lauréat du prix Goncourt représente une école toute différente. C'est un homme qui ne dit pas toujours très bien ce qu'il veut, mais qui a le mérite éminent d'avoir quelque chose à dire.

*
* *

Le prix Femina-Vie heureuse a été attribué à M^{me} Dominique Dunois, auteur d'un roman qui a pour titre *Georgette Garou*. C'est une tragédie paysanne qui n'a rien de commun avec la Bibliothèque rose même avec la Bibliothèque bleue. Mais nous sommes à une époque où la hardiesse est courante chez les auteurs et chez les jurys même féminins. M^{me} Dominique Dunois a écrit avec calme une histoire violente et même brutale. Elle est sans s'en douter une disciple de l'école naturaliste. Un de ses précédents romans, *le Faune*, était déjà d'une grande âpreté. *Georgette Garou* ne le cède en rien au *Faune*. On y voit d'abord comment l'amour de la terre conduit une belle fille à épouser un valet de ferme, afin que de ce mariage naisse un garçon qui gardera la propriété. Ce valet de ferme a d'ailleurs presque toutes les qualités. Mais les années passent et le ménage n'a pas d'héritier. Alors Georgette héroïquement s'adresse à un autre qu'à son mari, par amour de la famille et du sol. Ce sacrifice, audacieusement ingénu, est suivi de diverses catastrophes. Tout le village est au courant. Et Georgette a la vie si dure et est si mécontente d'elle-même, qu'elle s'enfuit avec un garçon de passage. On songe à certains contes de Maupassant, qui a eu l'idée d'un sujet semblable dans *l'Héritage*, dont les héros ne sont d'ailleurs pas des paysans, mais des bureaucrates. Il y a dans ce roman une certaine véhémence amère, qui n'est pas indifférente, et un réalisme qui n'exclut pas la convention.

M. André Obey, qui a obtenu le prix Théophraste Renaudot, est l'auteur de *l'Apprenti sorcier*, dont j'ai eu l'occasion de parler longuement. Son nouveau livre, *le Joueur de triangle*, est de la même veine. M. André Obey a un sentiment très exact des spectacles de la vie moderne. Le tohu-bohu de la civilisation matérielle, les sons, les lumières, les machines, les inventions de toute sorte n'ont pour lui aucun secret. Il excelle à rendre avec des mots la succession des images, des dissonnances, des tourbillons de l'existence contempo-

raïne. Ses livres frémissent, tournoient, papillotent avec une sorte d'aisance joyeuse, et une amusante virtuosité.

Parmi les livres qui ont eu des suffrages dans ces différents concours, il en est quelques-uns qui méritent l'attention. M. Drien La Rochelle, dont les écrits de ces dernières années nous avaient un peu déçus, a publié un roman où il manifeste de grandes qualités. C'est une étude psychologique où il met en présence un journaliste catholique et sa secrétaire dactylographe. Tout l'intérêt du sujet est dans la lutte de ces deux êtres qui s'affrontent, s'attirent et se fuient et n'arrivent pas à se joindre. Qu'est-ce qui les rapproche ? Certaines affinités d'esprit, leurs instincts, un goût réciproque de ce qu'ils sont. Mais qu'est-ce qui les sépare ? La personnalité essentielle de l'un et de l'autre, et toute l'organisation sociale de leur vie. Par l'habitude, par l'éducation, par la discipline du travail et de la famille, chacun d'eux est arrivé à une sorte d'accord entre ses sentiments et son existence ; chacun d'eux est une force constituée. Mis en présence l'un de l'autre, ils n'arrivent pas à l'harmonie ; ils restent deux puissances séparées, entre lesquelles l'entente n'est pas possible, malgré leur désir, et qui luttent l'une contre l'autre presque à leur insu. Il y a là une étude originale, une analyse subtile et forte, et c'est, je crois bien, le meilleur ouvrage de M. Drien La Rochelle.

M. André Malraux a écrit sous ce titre, *les Conquérants*, un livre de grande allure où l'histoire contemporaine se mêle au roman. On ne connaissait de M. André Malraux que des pages d'essais très pénétrantes sur *la Tentation de l'Occident*. Le problème asiatique et européen a été pour lui l'objet d'une curiosité passionnée, mais rigoureuse, et s'il parle de la révolution chinoise, c'est qu'il l'a vue de près. Il a connu Garine, son héros, il a su en faire un type. Ce roman étrange et puissant est l'histoire de la lutte de Canton contre Hong-Kong, l'histoire des armées révolutionnaires chinoises animées par le fanatisme de la race jaune, mais conduites aussi par la Russie bolchéviste, l'histoire aussi de quelques individus représentant des tendances diverses, qui forment un groupe pittoresque. Voici au bar de Singapour, Rensky, ancien collectionneur russe voyageant aux frais du Musée de Boston : personnage épisodique, savoureux et inquiétant. Il explique au voyageur français ce qu'est cette Chine bouffonne, confortable et sensuelle qu'on a voulu européaniser, et il explique aussi le « jeu » qui s'y joue : mot essentiellement asiatique : le Kim de Kipling, quand il parle des luttes féroces aux Indes entre les Hindous et les Anglais, les désigne aussi par le mot de « jeu ».

Rensky définit le conquérant moderne, qui à son idée est bolchéviste, sans être révolutionnaire ni anarchiste. Tous les conquérants qui travaillent le vieux monde chinois sont étrangers : Borodine, représentant des Soviets, est un juif letton, Klein un Allemand intelligent au passé ténébreux, Garine, Suisse français, plus français que suisse, et conquérant type, surprenante figure. Les Chinois ce sont le jeune Hong, terroriste absolu qui trouvera sa perte dans ses excès, Tchang Dai, doux révolutionnaire, sorte de saint qui rêve d'affranchir son pays et qui meurt plutôt que d'approuver des mesures de violences trop dépourvues de l'éternelle sagesse. Mais c'est Garine qui domine tout. Jeune, sans passions, si ce n'est intellectuelles, malade, presque mourant, il aime l'action raisonnée et brutale, il est le technicien qui s'est pris lui-même comme enjeu. Ce qu'il admire au fond, il faut lire entre les lignes, c'est moins Lénine que l'impérialisme britannique, qu'il veut détruire par une sorte de volupté sadique. Il est en conflit avec tout le monde, avec la sûreté russe, avec les journaux russes et chinois, avec le terroriste Hong, avec un paludisme misérable, avec la mort même.

Il n'y a pas de M^{me} de Renal, ni de M^{lle} de La Môle dans la vie de ce Julien Sorel. L'idée de la domination, jointe à un scepticisme méprisant suffit à l'occuper. A la veille de partir pour la vieille Europe, ayant réussi à écraser Hong-Kong, sentant sans l'avouer qu'il mourra en chemin, il se confie au témoin Malraux ou à son représentant. Son ami Klein vient d'être torturé, puis ignoblement assassiné par Hong le terroriste. Garine avoue qu'il l'aimait. Il revise dans une heure de fièvre toute son existence. « Quand je pense que toute ma vie j'ai cherché la liberté ! Qui donc est libre ici, de l'Internationale, du peuple, de moi, des autres ? Servir, c'est une chose que j'ai toujours eue en haine. J'ai désiré la puissance jusqu'à l'abrutissement, je ne sais même en envelopper ma vie. » Il oblige le comité révolutionnaire à faire marcher l'armée rouge contre les troupes de Hong-Kong. Et si elle est battue, lui demande-t-on ? Elle ne le sera pas, dit le conquérant. Le lendemain, il est blessé d'un coup de revolver. Mais il n'est pas tué. « C'est peut-être dommage », murmure-t-il. Il préfère une fin brusque à la défaite et à la maladie. Autrefois, il se demandait : « que vaut ma vie ? » A présent il l'estime supérieure à celle de tous les autres. Aucun sentiment du droit, de l'honneur, selon les notions européennes. Être moderne, ce n'est pas seulement employer le phonographe et le cinéma pour la propagande. C'est forcer le jeu, et au besoin le triquer.

Hong-Kong tombe, Garine va partir, il pense à l'Europe, il veut voir l'Angleterre. Il voit désormais la tenace volonté, la constante violence de l'Empire. Les troupes passent dans la nuit, avec le bruit des légions en marche. Cette image finale est belle. L'œuvre un peu trouble est lourde de sens, et après l'avoir lue, on peut la méditer.

Dans *le Crime des Justes*, M. André Chamson a raconté un dramatique épisode de vie campagnarde. L'auteur connaît très bien ce pays méridional et montagnard des Cévennes qui a tant de puissance et d'originalité. Il l'aime et il le décrit volontiers. Dans *Roux le Bandit*, il avait montré un homme solitaire qui ne connaît pas de loi. Dans *les Hommes de peine*, il s'était attaché au contraire à nous faire assister au travail d'une communauté. *Le crime des Justes* est à la fois l'étude psychologique d'un individu et l'étude d'un groupe. Un homme a acquis sur son village une autorité privilégiée. On le consulte, on le respecte, on l'écoute. Il est l'appui de tous, il est le conseiller, il est la conscience du village. Par sa conduite, par son caractère, par la dignité de sa vie propre et de la vie des siens, il exerce une sorte de prestige. Il est utile, et il joue son rôle avec fierté, mais sans orgueil. Or, voici que cet homme, accoutumé cependant à juger de toutes choses pour autrui, doit prendre une décision grave qui concerne sa famille. Une faute a été commise, un scandale va éclater. Que fera le juste ? Il va jusqu'au crime pour cacher la faute et éviter le scandale. Était-il donc hypocrite ? Non pas. Mais il ne se connaissait pas ; il ne savait pas ce qui sommeillait en lui ; il ignorait ce que Taine nomme « le gorille ». L'effet dramatique est ici causé par le contraste voulu entre ce que dit le juste quand il s'agit des autres et ce qu'il fait quand il s'agit de lui.

Malgré ses précautions, la vérité est découverte. Le juste est un coupable. Il ne le nie pas. Il paiera. Il quittera le village. Mais voici que l'opinion publique, par une touchante coutume, ne songe pas à son erreur. Elle voit toujours en lui l'homme en qui elle avait confiance. Elle aime mieux la croyance et la légende que la dure réalité. Au moment où le coupable part, une vieille femme s'approche de lui pour lui demander un avis, et l'homme qui n'a plus qualité pour parler, cède lui aussi à la coutume, et, redevenu un instant le juste, il dit machinalement : « Je conseille » Tout le récit est conté avec cette simplicité et cette force sobre, qui fait le mérite des romans de M. André Chamson.

Il a paru enfin sous ce titre, *Inhumains*, un livre signé Jacques Sahel, et c'est un livre bien extraordinaire. L'auteur n'a rien publié

encore. Il débute par un roman d'affaires qui a pour épigramme ces mots de Villiers de l'Isle Adam : « Garantis du soupçon par la grandeur du crime. » Tous les personnages sont des financiers, des administrateurs, des chefs d'entreprise. Il n'est question dans ce roman que d'obligations, d'actions, d'assemblées générales, de quorum, de prêts hypothécaires, d'émissions. Le récit entier est formé par l'histoire de quelques combinaisons politiques et financières. Et malgré ce sujet spécial, le livre est très vivant.

Il est rapidement et simplement écrit sans aucune prétention. Il va vite, il est clair. Il arrive même à mettre à la portée du public toute sorte d'intrigues compliquées. Notre époque est familiarisée, il est vrai, avec ces sujets un peu techniques. La crise monétaire, les scandales du jour, les films américains et les romans policiers ont fait son éducation. Mais ce n'est là qu'une impression superficielle, et le roman de M. Jacques Sahel n'est pas un divertissement. L'auteur a des intentions, probablement même, il en a plus qu'il ne paraît. Il a fait entrer dans ce roman, en les modifiant, quelques épisodes qu'on croit reconnaître, quelques autres qui sont tirés de l'histoire d'hier et à peine transposés. De là d'ailleurs quelque incertitude. On ne sait pas trop à quel moment on est dans un récit authentique, dans les hypothèses ou dans la pure imagination. Il est possible que l'auteur ait voulu qu'il en soit ainsi, afin de laisser au lecteur une impression plus forte.

Le thème du livre est que certaines grandes affaires ont des dessous qui font frémir. Au delà de la forme apparente des entreprises financières, au delà même des profits connus, l'auteur fait entrevoir des arrière-plans tragiques. Il fait allusion à la mort mystérieuse de Kitchener, à la maladie subite et à la disparition d'un certain nombre de personnages, dont les uns sont vrais, dont les autres sous des noms imaginés sont encore vrais, et dont d'autres paraissent nés de la fantaisie de l'auteur. Il nous montre le jeu occulte de puissances mystérieuses pour qui rien ne compte. Tout un monde souverain, redoutable et suspect s'agite, commande et décide. Le récit justifie amplement le titre *Inhumains*.

Le héros du livre, Clair, a fait la guerre, il l'a faite magnifiquement, mais il l'a en horreur. Il voudrait un monde meilleur. Il est entré dans les affaires par hasard. Il a eu, comme beaucoup d'hommes de sa génération, un besoin d'action et de succès rapides. Il est honnête, intelligent, il réussit. Très jeune, il occupe une situation importante et il est à même de voir les puissances du jour. Ici

commence une âpre satire. Le roman, c'est l'épopée de la malédiction de l'or. Les événements révèlent peu à peu au héros qu'il n'est pas un homme libre, qu'il est un instrument manœuvré par des pouvoirs supérieurs qui ne reculent devant rien. Il y a dans ce milieu si mêlé, un homme, Garnier, que Clairadmire et qu'il aime pour son intelligence et sa probité. Comme lui, celui-là a de son rôle une noble conception. Il ne se prête pas à une combinaison qui peut amener un conflit colonial. Il meurt tragiquement d'un accident qui ressemble à un crime. Clair, brusquement, voit l'abîme : il se retire de cette vie enfiévrée, où il n'avait plus le temps d'être lui-même.

On n'a jamais écrit de réquisitoire plus véhément contre la forme moderne de l'activité. Clair, qui aime les livres, la musique, la rêverie, la vie intérieure, est emporté peu à peu dans une tourmente où périclète son âme. Sorti de la guerre, qui est le sujet des premières pages, il est entré dans des combats plus horribles. Un ami lui dit un jour : « Traînes-tu tous les jours cet énorme ennui ? Si peu de choses te touchent-elles ? Celles qui te touchent montrent-elles cet abandon ? Qu'espères-tu ? Tu t'es refusé à la douceur de l'existence, aux magies de la contemplation, aux splendeurs des belles idées lentement écloses, qui font de la vie une chose magnifique, toute remplie de correspondances harmoniques et mystérieuses, dont l'édifice hardi soulève un plan divin... Reprends-toi. — Trop tard, répond Clair. » Il lui faudra en effet la plus douloureuse et la plus effrayante expérience pour se libérer. Alors, il s'écriera : « Ah ! mieux que tout, sans rien chercher, sans rien approfondir, sans rien discuter, sans rien résoudre, ne valait-il pas mieux vivre au fil des jours, tantôt ici, tantôt ailleurs, chaque aurore apportant à l'intimité voluptueuse son cortège d'insouciances, de jeux et d'allégresses ? »

Le monde féroce de M. Constantin Weyer est moins cruel que le monde peint par M. Jacques Sahel. La candide sauvagerie des animaux paraît moins horrible que la méchanceté compliquée des hommes. M. Constantin Weyer concluait à la discipline, qui aide à dominer la nature et à se dominer soi-même. M. Jacques Sahel conclut à l'épicurisme, dans le sens à la fois voluptueux et austère du mot, l'épicurisme qui nous écarte des agitations et nous invite au recueillement. Et peut-être faut-il trouver là des signes annonçant que la jeune littérature, fatiguée des jeux d'esprit, se soucie peu à peu d'être, selon la tradition, avant tout sociale et humaine.

ANDRÉ CHAUMEIX.

REVUE DRAMATIQUE

COMÉDIE-FRANÇAISE : *Moloch*, comédie en quatre actes de M. Boussac de Saint-Marc. — GYMNASÉ : *Double*, comédie en trois actes de M. Jacques Sindral. — L'ATELIER : *Volpone*, comédie en cinq actes d'après Ben Jonson, par MM. Stefan Zweig et Jules Romains.

Moloch est une pièce fort intéressante, bien faite, comme on disait au temps d'où l'auteur a tenu à dater sa pièce, et qui a pourtant un défaut : c'est de reposer sur une idée aujourd'hui complètement abandonnée.

Les romantiques estimaient qu'un artiste doit être une espèce de monstre. Poète, peintre, musicien, comédien ou chanteur, son art exige une exaltation qui nécessite des écarts de conduite, en quelque sorte professionnels. Ainsi il fait le malheur des siens ; mais son œuvre est à ce prix : l'art avant tout... Il n'est plus personne aujourd'hui qui soit dupe de cette théorie, aussi fantaisiste que commode. Il se peut qu'un artiste soit féroçement égoïste, comme le sont nombre de gens qui ne sont pas du tout des artistes. Ne rendons pas l'art responsable de frasques qui n'ont avec lui nul rapport. Les quatre actes de *Moloch* se déroulent dans un foncier malentendu : qu'un mari soit obligé de tromper sa femme, pour écrire un hymne patriotique qui sera exécuté à l'Élysée, tout le monde sur la scène l'admet comme un dogme, personne dans la salle ne le croit.

Au premier acte, nous apprenons que M. David Chollet, qui est un grand compositeur, vient d'être promu au grade de commandeur dans la Légion d'honneur, et qu'une de ses élèves, Denise, a eu des bontés pour lui. Denise va être mère. Cette nouvelle, qui a d'abord inquiété le nouveau commandeur de la Légion d'honneur, finit par le transporter d'aise. Voilà justement ce qu'il lui fallait pour écrire de bonne musique.

Le début du second acte est rempli par les machiavéliques combinaisons auxquelles se livre M. David Chollet en vue de se procurer les mille francs nécessaires à l'installation de la future jeune mère à la campagne. Il les empruntera au tailleur de l'Institut qui a la commande de son habit vert. On s'étonne un peu que, même sous la présidence de M. Carnot, les compositeurs illustres fussent si serrés dans leur budget. Mais c'est que M^{me} David Chollet veille. Tant et si bien que son génial et frivole époux est contraint de lui tout avouer, même la prochaine maternité de Denise. M^{me} David Chollet pleure un peu, mais se résigne; elle est l'épouse telle que doit être l'épouse d'un artiste; son rôle est de se sacrifier pour la gloire de son mari, et de tout accepter pour cette gloire. M^{me} David Chollet accepte en murmurant.

Hélas! l'enfant de Denise meurt dans le sein de sa mère. Denise elle-même meurt d'une opération. Ce qui n'empêche pas David Chollet d'aller, le même jour, en habit vert, devant le Président de la République, faire exécuter sa nouvelle composition.

Le quatrième acte est un épilogue. Vingt ans après, David Chollet assiste à l'exécution d'un quatuor qui est son chant du cygne. Et se remémorant les souffrances qu'il a répandues autour de lui, — long martyre et mort de sa femme, mort de Denise, désespoir d'un bon jeune homme qui l'aimait en secret, — il conclut que son œuvre n'a pas été trop payée de toutes ces douleurs.

David Chollet, l'homme de génie qui colore d'excuses magnifiques les plus banales des fantaisies amoureuses; M^{me} Chollet, l'épouse revêche et sublime; Patilhon, l'amoureux transi; Denise, la petite victime; le peintre, dernier survivant de l'école de Barbizon, sont tous de bons personnages de théâtre, suivant une formule éprouvée et qui n'a pas cessé de porter sur le public.

M. Le Bary a composé avec un art supérieur le rôle de David Chollet. Il y a mis, avec toute sa science, beaucoup d'émotion. Il lui a donné figure de grand bonhomme. M^{me} Fonteney a trop accentué le côté peu avenant du rôle de l'honnête épouse. M. Le Roy (Patilhon), Léon Bernard (le peintre) et M. Dorival (le tailleur) ont dessiné avec pittoresque des silhouettes de second plan.

A Cœlio dont le sincère amour ne la touche pas, Marianne préfère Octave qui ne l'aime pas... C'est à peu près ce scénario que l'auteur de *Double* a repris, après tant d'autres, et transposé en le mettant à la mode d'aujourd'hui, c'est-à-dire en le vidant de l'émotion, de

la poésie et de la grâce qu'y avait mises l'auteur des *Caprices de Marianne*. Maurice aime Suzanne, s'en croit aimé et en informe son ami Claude. Il demeure stupide quand Suzanne lui déclare tout net qu'elle ne se soucie aucunement de devenir sa femme. Elle s'est fait du mariage une idée plus romanesque. Claude, à qui Maurice confie sa déconvenue, fait avec lui le pari de conquérir en cinq secs cette péronnelle. Nous voyons à l'acte suivant qu'il s'est mis en route. Il s'attache aux pas de Suzanne : il la suit, il la poursuit ; il est son ombre qu'elle ne parvient pas à perdre. Par exemple, à l'instant même, il est sous ses fenêtres. Elle l'envoie chercher. Dès les premiers mots, elle est vaincue ; lui, de son côté, est conquis par sa conquête. Tout finira par un mariage, mais après combien de tours, détours et tergiversations ! Le comble du tarabiscotage, et de l'arbitraire. Car il est impossible de deviner à quels sentiments obéit cette Suzanne. La seule fantaisie de l'auteur en décide. Et c'est toute la fantaisie de la pièce.

Double est récitée, plutôt que jouée, par M^{lle} Gaby Morlay, MM. Boyer et Dorliac.

L'Atelier tient un grand succès avec *Volpone*, très habilement adapté de Ben Jonson par MM. Stefan Zweig et Jules Romains. C'est une énorme bouffonnerie à la confusion de l'argent et des convoitises qu'il excite. Cela se passe à Venise. Volpone est un mercanti levantin qui se donne à lui-même la comédie. On le sait riche, il se fait passer pour mourant, et tour à tour le notaire Voltore, l'homme d'affaires Corvino, le septuagénaire Corbaccio lui apportent des cadeaux dans l'espoir qu'il les fera ses légataires universels. C'est le premier acte, qui a belle allure de comédie satirique.

A partir de ce moment, la pièce tourne à la farce grosse et grasse. Mosca, le parasite, persuadera à Corvino d'amener lui-même sa femme dans le lit de Volpone. Ce qui fut fait. Mais alors surgit un capitaine qui amène la gendarmerie. Suit un acte qu'on dirait détaché des *Tribunaux comiques*. Pour finir, Mosca s'empare du magot et conseille à Volpone de s'éclipser. Ainsi le dupeur est dupé.

La pièce, pleine de belle humeur, d'un comique appuyé, d'un dialogue savoureux et salé, est jouée avec entrain par MM. Dullin (Volpone), Lecourtois, Vibert, Decroux et George Leroff.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le Conseil de la Société des nations a tenu, à Lugano, du 10 au 16 décembre, une courte session. Aucune des questions qui y ont été publiquement débattues n'était de nature à passionner l'opinion. Une partie de la presse anglaise, notamment le *Times* et le *Daily Telegraph*, en prend prétexte pour demander, comme l'avait jadis proposé sir Austen Chamberlain, que le nombre des sessions annuelles soit réduit à trois ; elle remarque que l'importance des sujets traités ne justifiait pas le déplacement de tant de ministres des Affaires étrangères. Mais, pour cette session plus encore que pour les précédentes, l'intérêt de ce concours de hautes personnalités était bien moins dans les séances publiques que dans les entretiens privés et les conciliabules.

M. Stresemann est arrivé à Lugano d'assez méchante humeur. L'interprétation donnée par le chef du Foreign Office de l'article 431, le discours de M. Briand au Parlement, l'accord complet des deux gouvernements que révèlent ces manifestations oratoires et que corrobore la récente réponse du lord-chancelier, lord Hailsham, à une question de lord Parmoor, ont été commentés avec une aigreur insolite par la presse allemande. Malgré tous les avertissements, l'opinion allemande, mal éclairée par les journaux, s'est persuadé que la politique de Locarno supprimait ou amendait le traité de Versailles, alors qu'elle n'était destinée qu'à en faciliter et, comme l'a dit M. Briand, à en humaniser l'exécution. De même, les Allemands se sont si bien accoutumés à jouer des dissensions qui ont trop souvent séparé le point de vue anglais du point de vue français, qu'ils découvrent on ne sait quels desseins ténébreux, dès que se manifeste publiquement le bon accord des deux gouvernements naguère alliés. Les représentants de l'Allemagne à la Société des nations n'admettent plus que le Conseil ne soit pas au

service de leurs prétentions et ne devienne pas un instrument pour la revision des traités. N'a-t-on pas vu, à cette session, M. Stresemann frapper du poing sur la table? Tant il est vrai que le naturel revient au galop!

Durant les jours qui précédèrent la réunion de Lugano, la presse allemande et les hommes politiques affectèrent un pessimisme découragé. A quoi bon de nouvelles négociations, dès lors que la France et l'Angleterre sont d'accord? Ce n'était pas seulement la presse nationaliste, stylée à obéir au mot d'ordre de M. Hugenberg, qui saisissait l'occasion de demander que l'on renoncât à la politique de Locarno qui n'a donné que des déceptions; c'étaient aussi les journaux du parti populiste, auquel appartient M. Stresemann. La *Gazette de Cologne*, par exemple, dans son article du 5 décembre, où elle commente le discours de M. Briand, dépassa toute mesure : la commission de conciliation, destinée à prévenir toute difficulté dans la zone rhénane démilitarisée, devient, à ses yeux, un instrument de pénétration, aux mains de M. Briand, pour obtenir la frontière du Rhin, « que les Foch et les Mangin, soldats plus loyaux que les hommes politiques, voulaient conquérir par l'épée. Son Locarno ne donne de sécurité qu'à une seule partie, la France ; sa bonne volonté, que l'Allemagne devrait reconnaître en espèces sonnantes et trébuchantes, n'est qu'une manière de pressurer l'Allemagne jusqu'à ce qu'on puisse tout bonnement jeter le citron dans la boîte à ordures. Sa paix est une nouvelle guerre, faite avec des moyens pacifiques, etc. » Inutile de continuer la citation ; on juge du ton et des arguments. L'esprit de paix, pour les nationalistes, doit se traduire toujours par de nouvelles concessions de la part des Alliés, au bout desquelles ils seraient assurés de retrouver l'esprit de l'Allemagne prussianisée, c'est-à-dire la domination et la conquête. Plus modérée, mais plus dangereusement tendancieuse, la *Gazette de Francfort*, organe du parti démocrate, cherche à démontrer que la politique de sécurité aboutit à une hégémonie française : elle émet cette opinion, qui est de nature à inspirer aux hommes d'expérience et de bonne volonté qui dirigent notre politique, certaines réflexions profitables : « A notre avis, M. Briand, dans sa politique si riche en souples détours, en est arrivé au point où il doit se dire que trop de finesse, dans la diplomatie, ne se distingue plus de l'emploi de la force pure. » Avec l'Allemand prussianisé d'aujourd'hui, trop de délicatesse, trop de ménagements ne sont pas compris : il faut parler net.

Les entretiens de Lugano, bien que la presse allemande n'en convienne que de mauvaise grâce, ont rassuré les inquiétudes, d'ailleurs volontairement exagérées, de M. Stresemann. Dans leurs conférences réitérées, les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre, de Belgique, de France, du Reich, le secrétaire d'État Grandi pour l'Italie et M. Adatci pour le Japon, n'avaient à prendre aucune décision définitive, ils devaient se contenter de chercher et d'aplanir la voie qui doit conduire à la solution. Le communiqué officiel publié à l'issue de la dernière séance, le 15 décembre, n'apporte guère de précisions sur le résultat. « Ces conversations, y est-il dit, nous ont amenés à penser plus fortement que jamais qu'une politique poursuivant la conciliation et le rapprochement de nos pays est la plus propre à assurer la paix. A cette politique nous restons fidèlement attachés. Dans cet esprit, nous continuerons les négociations entamées en vertu de l'accord réalisé à Genève le 16 septembre dernier, entre les cinq puissances intéressées. Nous sommes décidés à faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour arriver aussi vite que possible à un règlement complet et définitif des difficultés nées de la guerre et pour assurer ainsi, sur la base de la confiance mutuelle, le développement heureux des relations entre nos pays. »

Si vague qu'il soit, ce communiqué signifie que les négociations vont se développer selon la méthode adoptée le 16 septembre. Une note du 22 décembre nous renseigne sur la réunion, « le plus tôt possible », à Paris, d'un comité d'experts ; ils seront « indépendants », c'est-à-dire qu'ils ne recevront pas d'instructions de leurs gouvernements respectifs qui, de leur côté, resteront libres d'accepter, de rejeter ou d'amender leurs conclusions. Les six puissances signataires de la résolution du 16 septembre seront représentées au comité. Les États-Unis seront invités à déléguer, pour participer aux délibérations à titre privé, des « ressortissants » compétents, et l'on a des raisons de croire qu'ils ne s'y refuseront pas.

L'accord, sur ce sujet, a été facile ; il a été plus malaisé sur l'évacuation de la Rhénanie. M. Stresemann a naturellement maintenu la thèse du chancelier Muller et la sienne, que l'évacuation est indépendante des réparations et qu'elle est, dès aujourd'hui, un droit pour l'Allemagne. Les Anglais, juridiquement, n'admettent pas plus que nous ce point de vue ; mais ils ont un vif désir d'en finir le plus tôt possible avec l'occupation. Ils ne retireront pas leurs troupes avant les nôtres et avant les Belges, — sir Austen Chamberlain l'a confirmé aux Communes en réponse aux sommations pressantes

des travailleurs, — mais le gouvernement conservateur, présentant une lutte très vive aux prochaines élections, souhaite d'enlever à l'opposition libérale et travailliste un argument auquel le peuple anglais est très sensible; il souhaite donc qu'une entente se fasse rapidement. Parallèlement au travail des experts, des négociations se poursuivront à Berlin au sujet de l'évacuation. Il appartient au gouvernement britannique, puisque c'est lui qui est pressé d'aboutir, d'obtenir de l'Allemagne qu'elle se plie aux conditions modérées que la France met, ou devrait mettre, à son consentement.

C'est, d'abord, que le problème des réparations soit réglé avant l'évacuation, avec des garanties de paiement jusqu'à épuisement de la dette telle qu'elle sera fixée par les experts et par les gouvernements. C'est, en second lieu, que la démilitarisation de la Rhénanie soit assurée et surveillée. A ce propos ont eu lieu, à Lugano, si le *Times* est bien informé, les débats les plus vifs. L'Angleterre, la Belgique et la France proposent la création d'un comité de conciliation qui aurait pour objet de prévenir ou de régler, sans recourir à la haute juridiction de la Société des nations, toute difficulté ou contestation relative au maintien de la démilitarisation. Il ne s'agit pas d'une commission de contrôle, mais d'un simple comité de conciliation. L'Allemagne cependant ne veut rien entendre ou, tout au moins, n'admet pas que ce comité puisse subsister après 1935, date que le traité assigne à l'évacuation de la troisième zone d'occupation. Or, il est évident que c'est précisément après cette date que des difficultés pourraient surgir. Il est de l'intérêt de l'Allemagne comme du nôtre qu'elles soient résolues à l'amiable par un organisme permanent spécialement constitué à cet effet. Le refus de Berlin de se prêter à une requête si modérée et si légitime serait de nature à éveiller les défiances les plus justifiées sur les intentions futures du Reich. Le gouvernement allemand résiste surtout parce qu'il veut obtenir juridiquement gain de cause contre la France et l'Angleterre et que, s'il faisait une concession, il paraîtrait admettre que l'évacuation n'est pas un droit. Puisque, sur ce point, sir Austen Chamberlain est d'accord avec M. Briand, il lui appartient, nous le répétons, de vaincre les répugnances de M. Stresemann. Quant à la France, elle commettrait une faute en se prêtant à une évacuation anticipée, si elle ne devait obtenir aucun avantage compensateur.

Comment aurions-nous confiance en la bonne résolution de l'Allemagne de respecter les traités quand nous avons entendu, le 12 décembre, pendant les entretiens de Lugano, le chancelier Muller

réclamer l'évacuation et proclamer la volonté allemande de supprimer l'indépendance autrichienne, et quand nous savons qu'à Lugano M. Stresemann insista, non sans mauvais goût, pour que les puissances signataires des traités se désistassent de leur opposition à l'*Anschluss*? La passion avec laquelle le gouvernement allemand poursuit la confiscation à son profit d'une indépendance, d'une liberté que les Autrichiens ne tarderaient guère à regretter, les procédés qu'il emploie pour parvenir à accroître le Reich de plus de six millions d'habitants, suffisent à édifier les plus optimistes sur l'esprit de conquête et de domination qui subsiste en Allemagne et qui brûle de se manifester. M. Breitscheid, député social-démocrate très influent, a cependant donné, dans le *Vorwaerts* du 6 décembre, une note plus raisonnable. Il déclare que la grande majorité du peuple allemand partage le point de vue de M. Briand, à savoir que la question de l'*Anschluss* n'est pas mûre. Il estime que les constantes discussions sur cet objet n'ont d'autre but que de servir de prétexte pour rendre plus difficile un rapprochement franco-allemand. Le traité prévoit la seule procédure selon laquelle la réunion de l'Autriche à l'Allemagne puisse s'opérer légalement, c'est-à-dire par une décision du Conseil de la Société des nations prise à l'unanimité. Hors de là, toute tentative pour placer l'Europe devant un fait accompli amènerait infailliblement les plus graves complications : la France ne laissera pas se constituer, en Europe centrale, une puissance plus redoutable et plus envahissante que n'était l'Allemagne impériale. Nous ne demandons, comme M. Breitscheid paraît le craindre, à aucun parti allemand une renonciation de principe au rattachement ; mais nous pensons avec lui que l'agitation que le gouvernement du Reich entretient systématiquement autour d'une question qui ne se pose pas et qui ne peut se poser dans l'état actuel de l'Europe, n'est pas de nature à rassurer l'opinion des États naguère alliés sur les intentions de l'Allemagne, sur ses procédés et sur la sécurité qu'elle ménage à l'Europe, quand son territoire sera évacué et qu'elle n'aura plus rien à ménager.

Grouper, organiser les minorités allemandes qui se trouvent aujourd'hui séparées du Reich, soutenir et au besoin provoquer leurs revendications nationales et culturelles, c'est, pour le gouvernement du Reich, un système de politique, une forme nouvelle de l'esprit de conquête germanique. Aucun peuple, dans l'histoire moderne, ne s'est acharné avec autant de persévérance et d'intolérance à dénationaliser les éléments ethniques non allemands que les armes prus-

siennes avaient conquis, les Polonais par exemple. Et maintenant, renversant les rôles, aucun ne brandit avec plus d'ostentation « le droit des peuples » ; aucun ne prétend avec plus d'indécroie s'immiscer dans les affaires de ses voisins, sous prétexte d'y soutenir les droits des minorités allemandes. Le Conseil de la Société des nations a assisté, à sa dernière séance, à une édifiante scène où M. Stresemann a laissé échapper, en paroles amères et en gestes violents, les vrais sentiments qui agitent son âme. M. Adatci, l'éminent ambassadeur du Japon à Paris, venait de lire un long et impartial rapport sur les pétitions dont le *Volksbund* allemand de Haute-Silésie polonaise inonde la Société des nations ; M. Zaleski, ministre des Affaires étrangères de Pologne, prit la parole et montra au Conseil ce qu'est, en réalité, l'action du *Volksbund*, qui, loin de se contenter de recueillir les plaintes que pourraient lui apporter les individus de langue allemande devenus sujets polonais, les provoque, les stimule, les met en scène ; le but avoué de cette société est d'organiser une protestation permanente des minorités et d'entretenir l'agitation. Le respect des droits linguistiques et scolaires des minorités implique-t-il la tolérance d'organismes de ce genre dont l'objet est de dissocier l'État polonais en voie d'affermissement ? « Les luttes des nationalités n'existeraient pas si le *Volksbund* s'abstenait d'agiter continuellement les esprits contre le statut actuel de la Haute-Silésie et de créer une effervescence politique, voire même de mener une action subversive... L'action du *Volksbund* est susceptible, si elle est tolérée, de constituer un danger réel pour la paix. Cet état de choses ne peut que nuire à l'autorité de la Société des nations. »

A ce moment, M. Stresemann, qui donnait des signes d'impatience et d'agitation, frappa du poing sur la table, s'écriant qu'un pareil langage était intolérable. Et quand M. Zaleski eut achevé, il se déchaîna en une diatribe violente, menaçante, qui jeta la stupeur parmi les membres du Conseil. M. Briand se contenta de clore l'incident par quelques paroles lénitives que l'on aurait aimées plus fortes et nettes. Il faut pourtant distinguer entre le respect légitime des droits des minorités et l'organisation systématique du désordre et de la rébellion dans un État, sous prétexte de défendre des droits sur lesquels la Société des nations n'a cessé de veiller avec une sollicitude dont le rapport de M. Adatci est la plus récente preuve. Il y a, en Allemagne, des minorités polonaises, lithuanienues, lusaciennes, qui seraient fort mal reçues, si elles prétendaient réclamer les droits que s'arrogent les Allemands de Pologne. Le coup de poing de

M. Stresemann marque une date et caractérise une politique. C'est un geste à la Bismarck singulièrement déplacé après la grande guerre. M. Stresemann devrait savoir que le temps du *Faustrecht*, le temps du « droit du poing », est passé. L'Europe en a assez souffert pour n'en pas tolérer le retour. Par l'algarade de Lugano, le vrai Stresemann, celui qui réclamait jadis l'annexion de la Belgique, s'est révélé : il ne lui reste plus, si vraiment l'Allemagne est une république démocratique, qu'à donner sa démission.

C'est encore l'Allemagne qui encourage la résistance passive de M. Valdemaras à toutes les objurgations de la Société des nations. L'échec des conférences de Königsberg, réunies sous l'inspiration de la Société des nations, a été le résultat de l'intransigeance de la Lithuanie, malgré la bonne volonté de la Pologne, et, une fois de plus, les deux partis revenaient devant le Conseil. M. Valdemaras admet que l'état de guerre a cessé entre son pays et la Pologne, mais se refuse à toute relation diplomatique, ferroviaire, télégraphique, postale, commerciale, avec sa voisine, tant que la Lithuanie n'aura pas obtenu la cession de Wilno qu'elle considère comme devant lui appartenir. M. Quinones de Leon a fait au Conseil, sur ce différend, un excellent et sage rapport qui a été adopté à l'unanimité, mais qui, on peut le craindre, restera lettre morte comme ses aînés. La commission consultative des communications et du transit est chargée d'étudier les mesures propres à assurer, selon les stipulations du pacte, la liberté des communications et des relations entre la Lithuanie et la Pologne. M. Valdemaras s'arrangera toujours pour éluder toute reprise des relations normales, tant il redoute que le seul contact entre les deux pays ne provoque la dissolution de l'État lithuanien et la chute du régime qu'il a instauré. Si M. Valdemaras n'était pas soutenu par Berlin et par Moscou, lui serait-il permis de braver la Société des nations et l'opinion européenne, et d'imposer à son peuple l'étrange séquestration qui le ruine ?

De Lugano, M. Briand, au nom du Conseil de la Société des nations, a eu l'occasion d'intervenir pour arrêter une guerre déjà déchaînée entre la Bolivie et le Paraguay. De ces incidents, plusieurs enseignements sont à retenir. Les deux républiques sont, depuis longtemps, en contestation à propos du vaste triangle que délimitent, sur deux de ses côtés, le rio Paraguay et le rio Pilcomayo ; c'est une steppe, à peu près inhabitée, complètement sèche en été, que l'on appelle le Chaco boréal et où, paraît-il, on aurait découvert du pétrole. Pour les Boliviens qui ont perdu, dans la guerre contre le

Chili, l'accès au Pacifique, il est important d'étendre leur territoire jusqu'au point où le grand fleuve Paraguay devient navigable et peut porter de gros bateaux jusqu'à l'Atlantique. Ces jeunes républiques, pleines de vitalité, regardent au loin vers l'avenir et savent que ces territoires actuellement déserts seront peut-être dans un siècle en pleine prospérité. Les contestations de frontières dans ces vastes solitudes rappellent celles qui mettaient aux prises, au XVIII^e siècle, les Anglais et les Français sur l'Ohio et le Mississipi. Boliviens et Paraguayens ont donc, depuis quelques années, poussé en avant de petites troupes et construit des fortins afin de marquer les frontières auxquelles ils prétendent; les postes avancés des Boliviens se trouvent ainsi fort loin en arrière des postes des Paraguayens et réciproquement.

Les deux républiques avaient toute sorte de bonnes raisons pour ne pas se battre. Elles sont de même sang, de même langue, de même religion; elles n'ont que de faibles armées permanentes; les régions contestées sont très éloignées des centres habités de l'une et l'autre et il n'existe aucun moyen de transport pour y mener des troupes et des vivres; elles ont, l'une et l'autre, adhéré au pacte de la Société des nations, signé le pacte Kellogg, conclu, en 1923, avec toutes les républiques américaines, un autre pacte, dit pacte Gondra, par lequel ces États s'obligent à ne jamais recourir à la guerre dans leurs contestations. Malgré tous ces engagements, les troupes des deux pays en sont venues aux mains; on se renvoie des deux parts l'accusation d'agression sans qu'il soit possible de trancher le différend; les passions nationales, sans lesquelles il n'y a jamais de guerre, sont montées au paroxysme; des deux côtés, on invoque l'honneur national, les droits de souveraineté, les intérêts vitaux, et tous ces beaux mots dont les passions humaines colorent leur violence. Vers ce commencement d'incendie les pompiers sont accourus empressés. M. Briand télégraphia de Lugano. A Washington siégeait justement une Conférence panaméricaine pour l'arbitrage et la conciliation: les États-Unis, le Brésil, l'Argentine agirent par leur diplomatie; le roi d'Espagne, le Pape proposèrent leur médiation. Le Paraguay, qui est le moins fort, déclara dès l'abord s'en remettre à l'arbitrage. Mais, en Bolivie, l'enthousiasme belliqueux est déchaîné; le gouvernement de La Paz accepta enfin la médiation de la Conférence panaméricaine. Mais que serait-il advenu, si les deux pays avaient disposé de moyens plus faciles et plus directs pour se prendre corps à corps? Qu'arrivera-t-il encore si l'arbitre ne donne pas raison

à la Bolivie? Enfin, si les parties avaient accepté l'arbitrage de la Société des nations, au lieu de celui de la Conférence panaméricaine, les États-Unis n'auraient-ils pas invoqué la doctrine de Monroe? On voit combien de questions délicates, de difficultés, de dangers même surgissent à propos d'un différend qui paraît, entre tous, facile à régler pacifiquement. Il n'est jamais aisé, en présence des intérêts compliqués par les passions, de maintenir la paix.

En Roumanie, les élections générales viennent de confirmer la nouvelle orientation politique. Le cabinet libéral que dirigeait, depuis la mort prématurée du regretté Jean Brătianu, son frère M. Vintila Brătianu, avait entrepris la stabilisation du leu et négociait, à cet effet, un emprunt. Il lui semblait, à juste titre, qu'une opération d'une telle importance ne pouvait être réalisée que par un gouvernement qui aurait l'appui de tous les partis; il essaya donc de constituer un cabinet d'union nationale. M. Maniu, chef du parti national-paysan, subordonna le concours de ses amis à la dissolution de la Chambre et à des élections nouvelles. M. Brătianu refusa et, ne pouvant vaincre la résistance du groupe national-paysan, donna sa démission le 3 novembre. La Régence appela au pouvoir M. Maniu qui constitua un ministère avec ses amis et quelques représentants du parti socialiste. M. Vaida Voevodă, qui a été déjà président du Conseil au moment de la signature du traité de paix et qui a laissé les meilleurs souvenirs, a le portefeuille de l'Intérieur et M. Mironesco celui des Affaires étrangères. Les élections ont eu lieu le 19 décembre et ont donné une écrasante majorité au parti national-paysan. Seuls, des autres partis, survivent quelques chefs, M. V. Brătianu, M. Duca, M. Jorga. Avec le ministère Maniu-Vaida, c'est la nouvelle Roumanie, la grande Roumanie issue de la guerre, qui prend en charge les destinées du pays, appuyée sur la démocratie paysanne et la bourgeoisie transylvaine. Ces hommes nouveaux, s'ils ont besoin d'acquérir de l'expérience, ne manquent ni de patriotisme, ni de capacités, ni de bonne volonté. La France, qui ne compte, en Roumanie, que des amis, salue leur avènement et s'associe à leurs espoirs.

RENÉ PINON.

